

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'HISTORIOGRAPHIE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE ET SES RAPPORTS
À LA MÉMOIRE CANADIENNE-FRANÇAISE : 1960 À AUJOURD'HUI

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR
SÉBASTIEN PARENT

MARS 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

[D]e même que l'amnésie est non seulement un trouble chez l'individu mais entraîne des perturbations plus ou moins graves de la personnalité, de même l'absence ou la perte volontaire ou involontaire de mémoire collective chez les peuples et les nations peut entraîner de graves troubles de l'identité collective¹.

Jacques Le Goff

Il peut paraître opportun qu'un historien s'intéresse à la Révolution tranquille au moment où l'on souligne, en différentes manifestations, les conséquences de l'élection de l'équipe politique qui en aura donné le souffle fondateur. Pourtant, l'ambition première de cette thèse ne consiste pas à ramener le lecteur dans les années soixante en plein cœur de ce « printemps du Québec » durant lequel la Province serait devenue nation alors que les canons de la modernité se seraient fait entendre dans toutes les chaumières québécoises, sinon canadiennes-françaises. À la rigueur, et si cela est envisageable, la véritable motivation derrière ce travail n'est pas précisément en lien avec un fait d'actualité.

Notre propos ne s'articule donc pas autour du désir de mieux comprendre cette période de l'histoire québécoise et canadienne récente qu'on a résumé en Révolution tranquille. Il caresse encore moins l'ambition d'en proposer une nouvelle histoire. Par conséquent, il n'est pas question ici d'un quelconque projet de révision

¹ Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, Coll. Folio/histoire, 1988 (éd. or. 1986), p. 108.

de la Révolution tranquille en montrant ses failles et ses désespérances ou, à l'inverse, ses réussites et son potentiel. L'intérêt est ailleurs, quelque part dans les écrits témoins de cette page de l'histoire.

Nous ferons grâce de toutes les influences qui nous ont d'abord guidé pour ne nous en tenir qu'à une seule qui nous aura convaincu d'en venir, bien indirectement, à la Révolution tranquille. Il s'agit de la sortie de l'essai de Ronald Rudin traduit de l'anglais sous le titre de *Faire de l'histoire au Québec*. On pourrait se demander en quoi cet ouvrage a pu agir en tant que bougie d'allumage d'un plan d'étude qui a duré près d'une décennie. Les propos du professeur de Concordia dévoilaient une vision de l'évolution de l'histoire québécoise stimulante. Cette sociologie de l'histoire, qui ne se disait pas de la sorte dans les pages de l'ouvrage, nous a plu, non par sa méthode ou ses conclusions, mais par le dévoilement d'une histoire de l'histoire. La découverte de la sphère sociologique du savoir historique constituait un terrain de jeu que nous avons depuis parcouru dans tous les sens. C'est ainsi que la Révolution tranquille est apparue au centre de notre radar de recherche puisqu'elle demeure, sinon de tous les sujets de l'histoire, du moins de l'histoire contemporaine québécoise, le sujet le plus commenté. Les prochaines pages rendent compte des résultats de notre démarche.

Il serait impardonnable de ne pas souligner dès le début toute notre reconnaissance envers les personnes qui nous ont aidé en cours de recherche. Il y a d'abord nos directeurs, messieurs Jacques Beauchemin et Robert Comeau, à qui revient l'essentiel de nos pensées en ce qui concerne le contenu et la structure de cette thèse puisque les meilleures idées leur appartiennent. Ils ont su alimenter et guider les travaux afin de les rendre, nous osons l'espérer, signifiants dans l'historiographie. Or cette longue entreprise n'obéit pas à cette seule collaboration intellectuelle; elle doit trouver des appuis extérieurs non négligeables que nous avons heureusement pu obtenir de la part d'une conjointe, Anik Savard, et de parents, Jean-Yves Parent et

Claire Besner. En plus du soutien émotif et financier nécessaires à la réalisation d'un projet mené avec peu de moyens sinon quelques bourses obtenues de la Chaire de recherche en histoire du Québec Hector-Fabre de l'Université du Québec à Montréal, ils ont su nous encourager tout au long de la démarche. Il en est de même de notre collègue Michel Poisson, véritable artiste informatique doublé d'un historien, qui a su nous conseiller autant sur le contenu que sur la forme.

Nous pourrions difficilement soustraire de cette liste de remerciements notre employeur actuel, la commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands qui, par le biais de ses administrateurs avec lesquels nous avons eu l'occasion de discuter de nos activités doctorales, a encouragé la poursuite de nos recherches. Enfin, nous devons rendre hommage à tous nos collègues et élèves de l'école de la Baie-Saint-François et du centre du Nouvel-Envol de Salaberry-de-Valleyfield qui, lors de discussions, ont souvent fait les frais de digressions historiques hors programme pour les uns, hors propos pour les autres. Nous espérons seulement qu'ils auront su tirer quelques bons éléments de notre passion que tous pourront s'approprier en lisant les prochaines pages.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	ii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
Problématique et hypothèse.....	2
Historiographie	7
Plan de la thèse	9
PREMIÈRE PARTIE	
L'HISTORIOGRAPHIE QUÉBÉCOISE SOUS OBSERVATION	
CHAPITRE 1	
LA MÉMOIRE OBJET	12
1.1 Introduction	12
1.2 L'apport théorique de Maurice Halbwachs	16
1.2.1 L'intérêt des cadres sociaux.....	16
1.2.2 La mémoire historique.....	22
1.2.3 Pertinence de l'objet mémoire	25
1.3 Les particularités de l'objet mémoire canadienne-française	31
1.3.1 Genèse de la mémoire canadienne-française	31
1.3.2 Le savoir historique ordinaire de l'acteur	35
1.4 Nature des rapports entre l'histoire et la mémoire	41
1.5 Revue de l'historiographie	46

CHAPITRE 2	
LES RAPPORTS À LA MÉMOIRE CANADIENNE-FRANÇAISE.....	53
2.1 Introduction	53
2.2 La mémoire comme histoire	59
2.3 Les interprétations en trois rapports	65
2.3.1 Une mémoire en procès (1960-1979)	66
2.3.2 Une mémoire banalisée (1980-1994).....	76
2.3.3 Mémoire malheureuse et mémoire réenchantée (1995 à auj.).....	86
CHAPITRE 3	
L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	92
3.1 Introduction	92
3.2 L'analyse de contenu	94
3.3 Constitution du corpus et méthodologie.....	101
3.3.1 Limites temporelles	102
3.3.2 Présentation du corpus.....	103
3.3.2.1 Les années 1960-1979	105
3.3.2.2 Les années 1980-1994	108
3.3.2.3 Les années 1995 à aujourd'hui	109
3.3.3 La grille de lecture	112
3.4 Conclusion de la première partie	117
DEUXIÈME PARTIE	
LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DANS SES RAPPORTS À LA MÉMOIRE	
CANADIENNE-FRANÇAISE	
CHAPITRE 4	
UNE MÉMOIRE EN PROCÈS (1960-1979).....	119
4.1 Introduction	119

4.2 Le procès de la mémoire canadienne-française.....	125
4.3 Le procès de la tradition	134
4.3.1 Une tradition politique antidémocratique	135
4.3.2 Faiblesse de la bourgeoisie	139
4.3.3 Une organisation sociale religieuse	143
4.3.4 Une culture folklorisée	147
4.4 La Révolution tranquille.....	151
4.4.1 Émergence et affirmation de l'État québécois.....	154
4.4.2 Favoriser une économie nationale	157
4.4.3 En route vers la laïcité	162
4.4.4. Une culture à exprimer	164
4.5 Signes avant-coureurs.....	167
4.6 Conclusion.....	172
 CHAPITRE 5	
UNE MÉMOIRE BANALISÉE (1980-1994).....	174
 5.1 Introduction	174
5.2 Le refroidissement de la mémoire canadienne-française	180
5.3. La normalisation du passé	191
5.3.1 L'ère des beaux discours	194
5.3.2 Succès à l'américaine.....	198
5.3.3 À la recherche d'une société normale.....	203
5.3.4 L'américanité culturelle du Québec.....	208
5.4 Banalisation tranquille.....	214
5.4.1 Des réformes politiques comme suite attendue	217
5.4.2 Le prix de la dépendance	222
5.4.3 D'un dogmatisme à un autre.....	226
5.4.4. L'indépendance culturelle	229
5.5 Le retour du balancier.....	233

5.6 Conclusion.....	238
CHAPITRE 6	
MÉMOIRE MALHEUREUSE, MÉMOIRE RÉENCHANTÉE (1995 À AUJOURD'HUI.)	242
6.1 Introduction	242
6.2 La croisée des chemins	247
6.3 Un réaménagement dénationalisé	256
6.3.1 Une autre histoire.....	259
6.3.2 Une révolution pour le pire.....	269
6.4 Un réaménagement nationalisé.....	278
6.4.1 La dimension religieuse de la Révolution tranquille	280
6.4.2 L'avenir de la mémoire canadienne-française en histoire	289
6.5 Conclusion.....	296
CONCLUSION GÉNÉRALE	302
BIBLIOGRAPHIE	316

RÉSUMÉ

Cette thèse n'est pas une histoire de la Révolution tranquille et encore moins une chronique de ses historiens. Le projet consiste plutôt à retracer l'évolution du rapport à la mémoire canadienne-française en scrutant le traitement historique d'un fait historique circonscrit. Il ne nous revient donc pas ici de juger de la validité des différentes interprétations instituées depuis un demi-siècle. La valeur des savoirs produits nous intéresse moins que le processus de distanciation et d'association à la mémoire par lequel les observateurs en arrivent à offrir d'un même phénomène historique des perspectives différentes. Notre hypothèse principale consiste en ceci que, depuis un demi-siècle, on assiste, en histoire académique – et donc de facture universitaire – à des tendances modifiant les rapports de l'historiographie à la mémoire nationale. Comme sous-hypothèse, nous avançons l'idée que cette mouvance dépend de différentes modalités liées aux types de rapports de l'histoire à la mémoire canadienne-française. Les interprétations historiques de la Révolution tranquille permettent de valider ces hypothèses.

Mots clés : Histoire, Révolution tranquille, historiographie, mémoire, nation.

INTRODUCTION

Dans le mélange, c'est la mémoire qui dicte et l'histoire qui écrit¹.

Pierre Nora

On répète souvent que l'histoire québécoise contient peu d'éléments heureux. Elle comporterait de rares épisodes glorieux qui font la force des histoires nationales de pays comme l'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie ou les États-Unis. Le passé québécois est plombé par l'image d'un peuple conquis, condamné par la faiblesse du nombre et les velléités assimilationnistes du conquérant. Dans ce contexte, l'histoire de la Révolution tranquille est fascinante à plusieurs égards puisqu'elle constitue une exception au récit des misères de la collectivité. Elle est le plus souvent représentée comme un retournement de l'histoire.

Les récits de la Révolution tranquille constituent d'excellents témoins de différentes mouvances historiographiques. C'est la raison pour laquelle nous voulons sonder l'imaginaire de la Révolution tranquille à travers ses représentations, lesquelles indiquent selon nous la présence de rapports complexes à la mémoire canadienne-française.

Nous circonscrivons au sein de l'historiographie de la Révolution tranquille trois types de rapports à la mémoire canadienne-française. Mais avant d'en arriver à la définition de ces trois types de rapports à la mémoire qui engendrent, selon nous, trois postures historiographiques quant à l'analyse de la Révolution tranquille, il nous

¹ Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », dans *Les lieux de mémoire, tome 1 : La République*, Paris, Éditions Gallimard, 1997 (1984), p. 40.

faut préciser ce que nous entendons par Révolution tranquille, au-delà des différends qui animent les discussions d'experts que nous analysons dans la suite de cette thèse. Car ce n'est pas la Révolution tranquille en tant que telle qui nous interpelle dans ces pages, mais la nature des interprétations qu'elle a soulevées depuis un demi-siècle.

Problématique et hypothèse

Sans toujours en être conscients, les Québécois reconnaissent dans l'élection du 22 juin 1960 le moment d'une refondation nationale. Celle-ci aurait permis aux Canadiens français d'advenir à la modernité, c'est-à-dire qu'ils auraient finalement cessé d'appartenir à une société en marge de l'Amérique. On peut bien multiplier les nuances, mais la représentation demeure encore aujourd'hui à l'image d'un passage des ténèbres à la lumière, représentation qui ne cesse d'habiter l'imaginaire québécois contemporain².

Comme le rappelait Gérard Bouchard, le mythe de la Révolution tranquille est coriace et profondément ancré dans la mémoire. Il excuserait les manquements de l'histoire et mettrait en scène la naissance du Québec moderne, sorti spontanément d'un passé que certains n'ont pas hésité à qualifier de « schizophrénique ». L'antithèse de ce mythe, qui lui donne une puissance extraordinaire en faisant office de repoussoir, serait Duplessis, le second grand mythe contemporain québécois.

Dans l'imaginaire québécois, l'élection de l'équipe de Jean Lesage, définie à posteriori comme le point de départ de la Révolution tranquille, demeure le moment déclencheur des réformes sociales, économiques, politiques, culturelles. Moins de deux ans après l'élection dont on continue de croire du haut de l'histoire qu'elle est

² Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la nouvelle historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1, 1999, p. 75-95.

historique et, à la suite d'une récupération terminologique empruntée à un journaliste du *Globe and Mail*, la dénomination *Quiet Revolution* prend sens³. Traduite par Révolution tranquille, elle exprime en un thème le climat social euphorique d'une époque où tous les espoirs étaient permis. La Révolution tranquille est ainsi devenue un mythe. Par conséquent, même ceux qui n'ont pas vécu cette époque évoquent souvent les années soixante en faisant allusion à la fois à la renaissance de la société québécoise et à son âge d'or. Ils dépeignent la Révolution tranquille comme une sorte de moment mythique, voire mystique, où s'entrecroisent souvenirs de jeunesse et monde de possibilités.

Le mythe de la Révolution tranquille a pourtant des assises historiques solides qui le rendent difficilement contestable. En fait, il perdure malgré l'accumulation de milliers de pages produites à son sujet en vue d'en nuancer des aspects précis. Il y a là matière à réflexion. En effet, on a beau reconnaître que l'Union nationale, dirigée par Antonio Barrette après les « cent jours » de Paul Sauvé, avait entamé le chant du cygne du régime duplessiste, l'élection de l'équipe libérale, qui s'est présentée devant l'électorat en choisissant le slogan « C'est le temps que ça change! », demeure une action politique annonçant le réel bouleversement de la société québécoise.

Les réalisations des deux mandats de Lesage (1960-1962; 1962-1966) constituent le socle sur lequel s'établit dans l'imaginaire collectif l'avènement de l'État québécois moderne, levier de la nouvelle économie et « foyer national » des Canadiens français. Plusieurs réformes, notamment en éducation, en santé, en affaires sociales, mais aussi en matière de gestion économique et d'exploitation des ressources naturelles, viennent appuyer cette représentation. Les Québécois en conservent l'impression de naissance d'un gouvernement national apte à gérer adéquatement sa destinée.

³ Léon Dion, *La prochaine révolution*, Ottawa, Éditions Leméac, 1973, p. 11.

La « transformation du Québec » qui accompagne l'imaginaire québécois contemporain serait repérable à quatre aspects : une remise en question du rôle des religieux dans la société et son remplacement par l'État, une communion avec les dynamismes internationaux, une libération économique et « une affirmation tout sauf tranquille du fait français qui a alimenté un fort mouvement d'indépendance nationale pour le Québec⁴ ».

Cette description de la Révolution tranquille, que l'on saurait difficilement contredire, rejoint le sens commun qui a contribué à l'élever au rang de mythe fondateur auprès des Québécois qui en ont conservé un souvenir extrêmement positif jusqu'à tout récemment alors que des critiques néolibérales s'alimentent de ses ratés. Mais ces critiques enlèvent bien peu à la représentation qu'une première historiographie de la Révolution tranquille avait dessinée, c'est-à-dire celle d'une rupture avec un monde cléricalisé, ruralisé et quelque peu arriéré par rapport à la modernité occidentale. On a alors cherché à scruter les moindres transformations de cette refondation du monde canadien-français.

Au fil des ans et des recherches, la Révolution tranquille, comme la plupart des mythes, est devenue un objet de l'histoire contemporaine suffisamment discuté pour que nous songions, dans le cadre de cette thèse, à en étudier une dimension qui, selon nous, n'a pas retenu l'attention des historiens jusqu'ici. Nous formulons en effet l'hypothèse selon laquelle les transformations à l'œuvre dans l'historiographie de la Révolution tranquille depuis cinquante ans sont liées aux types de rapports que chacune des périodes historiographiques que nous allons examiner entretient à la mémoire canadienne-française.

⁴ Jean Grondin, « La laïcité, nouvel espoir des sociétés plurielles? Le cas de l'Italie et du Québec », dans Jean-François Plamondon et Anne de Vaucher (dir.), *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*, Bologne, Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010, p. 99.

Les ruptures entre deux moments historiographiques se produisent en fonction d'observations qui apportent au récit initial des modifications importantes que nous associons aux formes d'interprétations du passé. Là se trouve l'originalité de notre contribution puisque nous ne prétendons pas proposer une nouvelle interprétation de la Révolution tranquille et encore moins pondérer les débats qui en traversent l'interprétation. Nous nous penchons sur le « métadiscours » de la Révolution tranquille, sur les interprétations dont elle a été l'objet et sur les raisons expliquant les divergences interprétatives.

Les représentations dominantes de la Révolution tranquille, on l'a vu, la présentent comme le moment fondateur du Québec moderne. Pourtant, cette posture historiographique s'est trouvée contestée dès la fin des années soixante-dix. Et puisque la Révolution tranquille est le mythe qu'elle est devenue, toute tentative de s'en éloigner provoque des réactions dont les répercussions se font sentir dans le travail de l'historien.

Ainsi, d'un épisode représentant une rupture historique totale, nous sommes passés à la présentation d'une révolution somme toute modeste, en réalité moins spectaculaire qu'on a pu le dire et l'écrire. Certains en sont même venus à la conclusion qu'elle aurait fait régresser le Québec pendant que d'autres, en réaction, ont tenté de réhabiliter des acteurs et une culture que le grand récit moderniste de la Révolution tranquille aurait discrédités.

La nature des rapports à la mémoire canadienne-française est riche de renseignements. Les rapports rendent compte d'une problématique dont les incidences sont à la fois politiques, sociales, culturelles et, dans une certaine mesure, économiques. Qu'ils l'admettent ou non, les Québécois trouvent dans la mémoire canadienne-française les fondements de leur identité collective. Si, pour plusieurs nations, le fondement historique est une évidence, au Québec, la particularité réside

dans le fait d'une certaine négation de l'histoire. La Révolution tranquille ne s'est-elle pas construite contre elle? Gérard Bouchard établit des parallèles entre certaines grandes nations comme les États-Unis et le Québec en faisant intervenir son concept de « collectivités neuves », mais il doit admettre que la situation politique continue de distinguer le Québec de l'ensemble⁵. Le fait demeure que les nations dominantes ne semblent pas devoir renégocier sur une base régulière leur rapport à la mémoire nationale, ce qui ne signifie pas une absence de discussions à son sujet. Le cas québécois se trouve complexifié par le fait que la question nationale n'est pas réglée. La mémoire devient alors un enjeu parce qu'elle représente une arme dans le cadre d'un combat politique.

On comprend déjà mieux en quoi cette recherche ne s'inscrit pas dans la lignée de toutes ces études sur les années soixante québécoises dont nous cherchons à nous distinguer. Celles-ci deviennent nos sources. L'historiographie peut-elle alors être cette clé interprétative permettant de saisir le travail de la mémoire dans les différents récits dont la Révolution tranquille a été l'objet? Nous croyons que les interprétations de la Révolution tranquille renvoient, en partie, à la manière dont une période historiographique se positionne vis-à-vis de la mémoire canadienne-française.

Des éléments tirés de l'historiographie de la Révolution tranquille rendent compte de la particularité du cas québécois dans toute sa complexité. La présence de paradoxes, que nous signalerons, renforce le caractère singulier de la situation québécoise. Comment, par exemple, expliquer le fait que la génération montante, plutôt éloignée de l'Église, soit celle qui propose d'en faire un acteur positif de

⁵ Voir Gérard Bouchard, *Genèse des nations et culture du nouveau monde, essai d'histoire comparée*, Montréal, Paris, 2000, 498 p. Pour une approche vulgarisée de sa théorie, on consultera le petit ouvrage que Bouchard signe avec Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Montréal, Éditions du Boréal, 224 p. Au sujet des petites nations, on pourra avoir une brève idée en lisant Christian Rioux, *Voyage à l'intérieur des petites nations*, Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 190 p. et Stéphane Paquin, *La revanche des petites nations*, Montréal, VLB éditeur, 2001, 224 p.

l'histoire québécoise? Une autre singularité québécoise, liée à la production des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, a trait à cet abandon du cadre national à une époque bornée par deux référendums sur la souveraineté politique du Québec. Ces ambiguïtés, pour emprunter le concept d'Aquin, expriment les conditions d'énonciation de nouvelles propositions historiographiques que l'objet Révolution tranquille relaie en rendant compte de la nature des rapports à la mémoire canadienne-française. Il nous semble pertinent de nous intéresser à ces écarts interprétatifs qui ont enrichi notre compréhension de l'histoire récente du Québec.

Historiographie

Notre recherche exploite une voie complémentaire à toutes les analyses historiographiques menées jusqu'à présent et sur lesquelles nous reviendrons dans le premier chapitre. Elle repose sur une sociologie de la connaissance dans laquelle la grille de lecture amène à étudier les interprétations de la Révolution tranquille en tant que résultats de réaménagements successifs de la mémoire canadienne-française⁶. L'originalité de la démarche repose moins sur sa méthode d'enquête que sur son sujet et son angle d'approche.

Grâce à la méthodologie, l'histoire se distingue de la fiction, du mythe ou encore de la mémoire collective⁷. Ainsi envisagées, les différentes postures historiographiques de l'objet historique Révolution tranquille se présentent à nous de façon originale. En établissant une corrélation entre le savoir institutionnalisé et le rapport à la mémoire canadienne-française dans certains écrits traitant de la

⁶ François Dosse, *L'histoire en miettes: Des « Annales » à la « Nouvelle histoire »*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, 268 p.

⁷ Antoine Prost a écrit à propos de la pratique historique que « [l]a méthode définie, un corpus de textes délimité, tout chercheur appliquant cette méthode à ce corpus devrait aboutir aux mêmes résultats ». *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 292.

Révolution tranquille, il devient non seulement possible de constater les divergences entre les auteurs, mais également de mieux saisir la dynamique historique, objectif non moins important de cette recherche.

En contrepartie, reconnaît-on aussi, l'historiographie existante, les contraintes sociales, économiques et politiques contribuent de façon marquée à l'édification et à la compréhension d'un fait historique. Plusieurs angles de recherche s'offrent donc au chercheur soucieux de comprendre l'histoire de l'histoire québécoise. Des travaux actuellement réalisés, on retiendra les analyses faites à partir du concept de générations pour brosser l'histoire de cette histoire, arguant qu'au fil des renouvellements des corps professoraux, l'histoire évolue. On a aussi eu recours à l'évolution des méthodes d'enquête, du raffinement des outillages méthodologiques et conceptuels, enfin à la théorie et aux diverses avancées disciplinaires pour décrire le parcours de cette histoire de l'historiographie. Et c'est sans compter toutes les approches paradigmatiques accordant au contexte de production une responsabilité déterminante dans l'évolution de la pratique historique⁸. Au bilan, l'historiographie suggère plusieurs pistes pour comprendre les écarts interprétatifs qui divisent une communauté scientifique et qui intriguent l'étudiant en histoire dès ses premiers jours de formation.

D'autres thèmes auraient pu servir les fins de notre démonstration, qu'on pense seulement à la Conquête ou à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, mais aucun ne semblait aussi dense du point de vue historiographique que celui de la Révolution tranquille. Nous aurons, il est vrai, privilégié avant tout la quantité des sources disponibles. Mais il est une autre raison, plus qualitative cette fois, qui renvoie à la pertinence de l'objet Révolution tranquille. Au-delà de l'importance du

⁸ Thomas S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, 171 p.

fait historique lui-même, il est devenu porteur d'un signifié extraordinaire qui n'a pas, outre la Conquête anglaise peut-être, d'équivalent historiographique. Il nous interpelle aussi quotidiennement dans les choix de société que le Québec est appelé à faire aujourd'hui. Nous reviendrons dans notre troisième chapitre sur les conditions de constitution du corpus.

Notre principe de rétention du corpus devait toutefois nous amener à constituer une historiographie homogène. Dans le cadre de cette thèse, nous avons opté pour les ouvrages de facture universitaire portant sur la Révolution tranquille pour assurer l'homogénéité de la base comparative.

Plan de la thèse

Que nous livre une telle incursion dans un univers en apparence hermétique? Des inédits? Des secrets? Comme toute sociologie, cette recherche historiographique développe une idée qui fait sens commun. Il se trouve probablement peu de gens pour découvrir dans notre hypothèse une originalité à ébranler les institutions. En fait, au simple énoncé de celle-ci, il nous vient en tête cette réplique empruntée à l'un des personnages de Molière, M. Jourdain, qui s'étonne de faire usage de la prose⁹. Doit-on s'étonner qu'un rapport différent à la mémoire entraîne autant de récits historiques originaux d'un événement historique? En adaptant l'idée à notre sujet témoin, cela reviendrait à énoncer ceci : en portant des lunettes différentes, les chercheurs voient la Révolution tranquille différemment.

Cette recherche n'est toutefois pas la mise en récit d'une évidence, elle apporte à la connaissance historique une contribution que nous estimons importante. La première partie de la thèse expose le cadre théorique que nous avons ciblé pour

⁹ Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière, *Le bourgeois gentilhomme*, Paris, Librio, 2007, 93 p.

approcher ce phénomène. Nous exposons entre autres l'appareil conceptuel qui permet de catégoriser les différents récits en fonction de leurs rapports à la mémoire canadienne-française. La seconde partie de la thèse propose une incursion dans cette historiographie alors que nous la parcourrons à la recherche d'indices nous renvoyant aux représentations de la Révolution tranquille en fonction du rapport établi à la mémoire canadienne-française. Un temps, ce sera sur la base d'une confrontation, plus tard du déni et, récemment, sur celle d'un éventuel retour.

Il n'est pas vain de proposer déjà un résumé des grandes lignes de cette recherche. Les interprétations que l'on visitera appartiennent à une culture universitaire qui a évolué rapidement au Québec depuis l'après-guerre et dont la sociologie et l'histoire rendent en grande partie compte. Trois moments forts caractérisent le demi-siècle qui nous sépare de la Révolution tranquille.

D'abord, les observateurs se font très critiques de la mémoire canadienne-française prétextant qu'elle a surtout assuré la stabilité d'institutions dont, on s'en doute, fait partie l'élément religieux, principal dépositaire de la mémoire canadienne-française. Les premiers récits de la Révolution tranquille proposent en fait une critique du savoir historique ordinaire de l'acteur qu'ils associent à une entreprise intellectuelle de légitimation d'un cadre social que la Révolution tranquille veut justement abattre. Dans ces conditions, l'idée de rupture fait son chemin.

Une deuxième posture historiographique s'impose au cours des années quatre-vingt. Les conditions d'une neutralisation de la mémoire canadienne-française sont en place avec pour nouvelle conséquence l'avènement d'un désintérêt envers le savoir historique ordinaire de l'acteur. Ce savoir commun, que nous préciserons bientôt, ne serait pas fondé historiquement, il s'agirait d'une représentation mise en récit par des hommes de foi comprenant mal la réalité continentale et désirant plutôt la modeler à

leur façon grâce à l'histoire. Cela débouche sur une première révision du statut de la Révolution tranquille en tant que sortie d'une grande noirceur.

Enfin, au cours des années quatre-vingt-dix, la neutralisation du savoir historique ordinaire de l'acteur signale ses premières faiblesses, notamment parce qu'elle sous-entend que l'histoire du Québec ne serait qu'un modèle de plus de la dynamique qui a façonné l'histoire d'une communauté parmi tant d'autres au sein de la réalité nord-américaine, voire occidentale. Le troisième rapport historique à la mémoire canadienne-française se signale dans ce que nous plaçons sous l'idée d'une confrontation entre mémoires malheureuse et réenchantée.

Précisons déjà que cette évolution de l'historiographie de la Révolution tranquille n'a rien d'aussi tranché que ce que notre découpage diachronique suggère. Nous croyons que les repères datés (1960-1979; 1980-1994; 1995 à aujourd'hui) constituent des bornes d'un « tranquille consensus ».

CHAPITRE 1

LA MÉMOIRE OBJET

Tout ce que la conscience connaît de l'histoire est une étroite frange de passé dont le souvenir est encore vivant dans la mémoire collective de la génération actuelle¹...

Paul Veyne

1.1 Introduction

L'étude de l'historiographie demeure un phénomène relativement récent². Longtemps associé à une philosophie de l'histoire critiquable, l'intérêt pour l'historiographie connaît un essor notable seulement à partir des années soixante-dix en devenant une branche de la recherche encadrée par l'institution universitaire³. En France, avec plus d'acuité qu'au Québec, on ne compte déjà plus les débats historiographiques qui ont alimenté de nombreux essais et articles scientifiques, et la naissance à la fin des années quatre-vingt-dix d'une revue consacrée à l'histoire des

¹ Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire, suivi de Foucault révolutionne l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, p. 57.

² Éric Bédard et Julien Goyette, *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. Corpus, 2006, 481 p.

³ Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 447. « Pour Lucien Febvre, père fondateur de l'histoire des *Annales* à l'origine d'une nouvelle histoire constituée en sciences de l'homme, "philosopher constituait le crime capital" ». Voir aussi Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 8.

sciences humaines témoigne de l'engouement continu des chercheurs pour ce champ de la recherche⁴.

Au Québec, les essais historiographiques sont plus rares à aborder exclusivement le sujet, car la plupart des articles publiés chaque année sont le fruit d'historiens peu enclins à faire un retour sur leur propre pratique⁵. Notre contribution n'a toutefois pas l'ambition de proposer une analyse de l'ensemble de l'historiographie comme on en retrouve dans l'Hexagone⁶. Notre apport s'inscrit davantage dans la foulée des travaux sur les rapports entre histoire et mémoire, une tendance qui a su attirer au Québec un certain nombre d'auteurs ces dernières années et dont les réflexions nous ont permis d'exprimer les interprétations de la Révolution tranquille⁷.

Dans cette thèse, nous estimons que l'étude de l'historiographie de la Révolution tranquille peut nous amener sur la piste d'une meilleure compréhension des tenants et aboutissants relatifs à la production de l'histoire. Mais, surtout, nous pensons que cela nous permettra de mieux cerner comment l'enjeu mémoriel demeure un problème dans le cas d'une nation dont le devenir n'est pas assuré. Nous formulons par conséquent l'hypothèse selon laquelle l'historiographie de la Révolution tranquille peut être lue à la lumière de ses rapports complexes à la

⁴ *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*. Disponible en ligne.

⁵ Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexions sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 243-270.

⁶ Outre les travaux de Jacques Le Goff sur la mémoire, on pourra consulter ses écrits sur la nouvelle histoire dans lesquels il établit une distinction assurée entre mémoire et histoire. En collaboration avec Jacques Revel, *La Nouvelle Histoire*, Paris, Éditions Retz, 1978, 334 p. ; avec Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire* (3 volumes : 1. *Nouveaux problèmes*, 310 p.; 2. *Nouveaux objets*, 334 p.; 3. *Nouvelles approches*, 376 p.), Paris, Gallimard, 1986 ; *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, 409 p.

⁷ Jean-Pierre Rioux, « La mémoire collective », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirenelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 325-353.

mémoire canadienne-française. Nous comptons alors montrer en quoi une telle relation propose des éléments susceptibles de répondre à cette autre question : que disent les différentes associations à la mémoire inscrites dans l'historiographie sur le rapport des Québécois à leur héritage canadien-français?

En raison de son importance, le concept de mémoire dont il est question dans cette thèse ne peut pas être pris pour acquis⁸. Il doit faire l'objet d'une définition la plus circonscrite possible, tâche à laquelle nous consacrons ces pages introductives. La mémoire canadienne-française, à l'instar de toute autre mémoire comme nous le verrons bientôt, n'est pas un objet d'observation précis ou fermé. Elle constitue plutôt un cadre qui structure un univers de références partagées par une collectivité. Ce cadre, pour le dire à la suite d'Halbwachs, laisse des traces dans la sphère publique et, à fortiori, dans l'histoire ainsi que nous le soutenons tout au long de cette thèse.

Contrairement à l'histoire qui s'est dotée de tout un outillage méthodologique pour asseoir ses interprétations, les sources d'approvisionnement de la mémoire sont multiples et difficiles à réduire. Tout comme l'étude des imaginaires populaires, les représentations issues de la mémoire sont parfois obscures et assurément d'inégales valeurs. Micheline Dumont considère ainsi que «[n]ous ne connaissons pas vraiment le niveau des connaissances historiques de la population, et on se contente habituellement d'informations impressionnistes sans aucune valeur scientifique pour porter des jugements sur cette situation⁹».

⁸ E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*, Montréal, Fides, 2007, 388 p.

⁹ L'historienne ajoute que «l'histoire est inséparable des conceptions politiques et idéologiques qui ont marqué l'évolution de notre collectivité, c'est un truisme de l'affirmer ». Micheline Dumont, « À l'occasion de son 50^e anniversaire (1947-1997). Histoire et société : quel a été le rôle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 2 (hiver 1998), p. 90-91.

Le concept de mémoire implique donc de référer à des représentations sociohistoriques qui n'obéissent pas aux règles de la science historique. La mémoire est plus proche du mythe que de la « réalité » historique mise à jour par les chercheurs¹⁰. On aurait en effet tort de confondre deux termes qui renvoient à deux représentations historiques distinctes. Il vaut la peine, malgré la longueur de l'extrait, de relire la dichotomie présentée par Pierre Nora.

Mémoire, histoire : loin d'être synonymes, nous prenons conscience que tout les oppose. La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel; l'histoire, une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que des détails qui la confortent; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, écrans, censure ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire, comme Halbwachs l'a fait, qu'il y a autant de mémoires que de groupes; qu'elle est, par nature, multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée. L'histoire, au contraire, appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif¹¹.

Convaincus que nous pouvons retrouver des traces de cette dichotomisation conceptuelle dans des interprétations de la Révolution tranquille, nous nous engageons ainsi dans une démarche longue qui implique au préalable une mise en contexte du concept de mémoire. Celui-ci demande d'abord à être élucidé

¹⁰ Une entreprise à laquelle Marcel Trudel a contribué, entre autres dans sa série, *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Hurtubise, Coll. Histoire Cahiers du Québec, 2010 (pour le tome 5), 149 p.

¹¹ Nora, *Les lieux de mémoire*, 1997 (1984), p. 25.

théoriquement à partir des travaux de Maurice Halbwachs. Cette théorisation de l'objet nous amènera ensuite à identifier en ses grandes lignes la mémoire canadienne-française. Celle-ci s'inscrit alors dans deux registres : d'abord descriptive (ses particularités) puis normative (qu'en comprendre?). Nous abordons le second registre de ce savoir en fin de chapitre alors que nous identifions les différents modes d'adhésion à la mémoire. Notons que c'est à ce stade que le consensus fragile entre chercheurs, qui émane d'une première déclinaison de ce savoir historique ordinaire de l'acteur, s'érode. Commencent alors les discussions d'historiens qui nous intéressent et délimitent trois interprétations de la Révolution tranquille.

1.2 L'apport théorique de Maurice Halbwachs

1.2.1 L'intérêt des cadres sociaux

Les théories du sociologue Maurice Halbwachs ont rendu possible l'examen d'un ensemble de cadres dans lesquels se greffent des représentations du passé partagées par un groupe, une société, sans même souvent que l'historien y participe. Au cours de sa carrière interrompue brutalement en 1944 alors qu'il est déporté par la Gestapo au camp de Buchenwald, et où il y meurt l'année suivante, Halbwachs a porté plusieurs chapeaux : sociologue, statisticien, économiste (spécialiste de l'étude des budgets de la classe ouvrière avec sa thèse) et démographe¹². Son œuvre qui date pour l'essentiel du premier tiers du siècle dernier, si elle a en quelque sorte participé à l'ouverture des barrières disciplinaires – phénomène qui ira en grandissant à mesure

¹² Jean-Christophe Marcel et Laurent Mucchielli, « Un fondement du lien social : la mémoire collective selon Maurice Halbwachs », *Technologies. Idéologies. Pratiques. Revue d'anthropologie des connaissances*, 1999, 13 (2), p. 63-88.

qu'avance le vingtième siècle¹³ – a connu un second rayonnement à partir des années soixante-dix et quatre-vingt avec, entre autres, les travaux de Pierre Nora¹⁴.

Halbwachs est un précurseur de l'ouverture des barrières disciplinaires en sciences humaines à une époque où la sociologie lutte féroce, depuis Simiand, pour devenir la science reine de l'homme. Il récupère une problématique historique qui aborde théoriquement la mémoire et « cherche à la vider de son caractère normatif. À ce sujet, il s'inspire de Durkheim puis de François Simiand¹⁵ ». Il suit en cela la trace de Pierre Janet¹⁶ qui « considère que l'acte mnémonique fondamental est la "conduite de récit" qu'il caractérise tout d'abord par sa *fonction sociale* parce qu'elle est communication à autrui d'une information en l'absence de l'événement ou de l'objet qui en constitue le motif¹⁷ ».

Disciple de Durkheim donc – on dit parfois qu'il en est le plus proche héritier¹⁸ –, élève d'Henri Bergson à l'université Henri IV (Khâgne), Halbwachs

¹³ Selon Jacques Le Goff, « [l]a mémoire collective a subi de grandes transformations avec la constitution des sciences sociales et elle joue un rôle important dans l'interdisciplinarité... », dans *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 169.

¹⁴ Toujours bien considérée par les chercheurs, son oeuvre fait encore l'objet de plusieurs publications, voire de rééditions et d'actes de colloques comme celui de Reims en 2007. On consultera aussi Bruno Péquigont (dir.), *Maurice Halbwachs, le temps, la mémoire et l'émotion*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2007, 211 p. Au Québec, on retrouve son influence entre autres dans Meunier et Thériault, *Les impasses de la mémoire*, 2007, 388 p.

¹⁵ Robert Leroux, « Les deux mémoires : divergences d'intentions entre historiens et sociologues », dans Meunier et Thériault, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 86.

¹⁶ Pierre Janet, *L'évolution de la mémoire et de la notion du temps*. Compte rendu intégral des conférences d'après les notes sténographiques faites au Collège de France en 1928. Chaire de psychologie expérimentale et comparée, Paris, Chahine, 1928. Disponible en ligne dans le site les classiques de l'UQAC.

¹⁷ Le Goff, *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 107.

¹⁸ « Au niveau méthodologique, Halbwachs est assez proche des *Règles de la méthode sociologique* de Durkheim. Même que, dans certains écrits, il semble incarner une sorte de radicalisation du positivisme durkheimien, ce qui est sans doute attribuable en grande partie aussi aux

demeure un important ambassadeur en France de la méthode critique allemande. Il incarne le débat entre la sociologie (avec ses figures de proue que sont à l'époque Durkheim, Granet, Lévy-Bruhl, Mauss) et la psychologie telle que développée par Bergson, Blondel, Dumas, Meyerson¹⁹. On reconnaît dans les travaux d'Halbwachs une ascendance certaine sur les plus grandes disciplines de l'homme : économie, politique, histoire, géographie et démographie²⁰. En outre, durant la vingtaine d'années qu'il passe à l'Université de Strasbourg, il a l'occasion d'échanger avec les pères de l'école des *Annales* que sont Marc Bloch et Lucien Febvre et certains des premiers collaborateurs de la *Revue des Annales* comme Georges Lefebvre²¹. Même s'il n'est pas considéré comme un « père fondateur » de la sociologie moderne et encore moins de l'école des *Annales*, Halbwachs demeure toutefois aujourd'hui un penseur-clé pour comprendre l'évolution des sciences humaines au vingtième siècle. Cette notoriété, il la doit surtout à son concept de mémoire collective²².

Dans un premier ouvrage paru en 1925, *Les cadres sociaux de la mémoire*, le sociologue propose la description d'une mécanique de la mémoire en l'associant à un réseau de cadres sociaux²³. « Il s'agissait, écrit Jaisson, pour Halbwachs de mettre en évidence le fait que la mémoire était un phénomène collectif. Ce travail s'est fait en réfutant le modèle de la mémoire construit par Henri Bergson dans *Matière et*

liens privilégiés qu'il entretenait avec François Simiand. » Leroux, « Les deux mémoires », 2007, p. 87.

¹⁹ Marcel et Mucchielli, « Un fondement du lien social », 1999, p. 63-68.

²⁰ Laurent Mucchielli, « Maurice Halbwachs (1877-1945) et les sciences humaines de son temps », *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 1, no 1, 1999 p. 141-162.

²¹ Pierre Bourdieu, « L'assassinat de Maurice Halbwachs », *Visages de la Résistance*, no 16 (1987), p. 168.

²² Leroux, « Les deux mémoires », 2007, p. 89-90.

²³ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton éditeur, 1976 (éd. or. Librairie Félix Alcan 1925; nouvelle édition Les Presses Universitaires de France, 1952), 296 p.

mémoire (1896)²⁴», lequel réduisait, pour emprunter une formule rapide, la mémoire à une individualité pure. Le concept de mémoire collective d'Halbwachs jette, quant à lui, les bases conceptuelles permettant d'aborder la mémoire comme objet d'analyse de l'espace social. À l'époque, l'étude de la mémoire échappe à la sociologie naissante au profit de la psychologie. Pour cette dernière, il n'existe pas au sens strictement théorique une mémoire collective comme l'envisagera bientôt Halbwachs. Bergson, par exemple, s'intéresse à la mémoire individuelle en rejetant l'idée qu'une population puisse partager un ensemble de référents communs.

Pour positionner ses thèses, Halbwachs montre d'abord les limites de la psychologie au sujet de la mémoire. Le sociologue préconise un repositionnement théorique de la mémoire par rapport aux travaux des psychologues de son temps qui, avec Bergson, défendent la thèse selon laquelle la mémoire individuelle répond avant tout à des stimuli personnels. En tant qu'expérience intime par excellence, conclut Bergson, la mémoire se limiterait aux sens; une vision, un souvenir, une image, une saveur, un son, bref tout phénomène sensoriel. Thèse forte dans le milieu universitaire depuis Freud, elle banalise l'incidence et la présence des souvenirs du groupe dans la formation de la mémoire des individus. L'ouvrage d'Halbwachs s'inscrit en faux face à cette thèse et postule que l'étude de phénomènes mnémoniques en fonction des interrelations senties entre les sujets et leur environnement social immédiat demeure possible. La mémoire personnelle dépendrait alors aussi, et sinon davantage, de celle des autres.

Il y a dans l'approche théorique d'Halbwachs tout un monde de possibilités pour une sociologie de la connaissance historique. Notre intérêt pour les cadres

²⁴ Marie Jaisson, « Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 1. no 1, 1999, p. 165.

sociaux de la mémoire tels qu'élaborés par Halbwachs s'explique surtout parce qu'ils proposent d'aborder le souvenir dans sa dimension sociale²⁵. Même si l'intuition première amène l'individu à refuser cette influence, l'homme, en tant qu'être social, n'est pas maître absolu de ses souvenirs; ceux-ci dépendent souvent des représentations que lui renvoie la société entre autres au fil d'échanges entre individus ou par le biais des médias de communication²⁶.

Le fonctionnement du cadre social réagit aux « impressions » qu'on lui impose, ce qui entraîne, selon Halbwachs, un perpétuel travail d'adaptation comme s'il s'agissait, non pas d'une pâte que l'on travaille et qui s'ajuste en fonction des ajouts – on parlerait alors de contenu plus que de structures –, mais bien d'un processus de transformation des cadres eux-mêmes. Pour le sociologue français, l'individu passe d'un cadre à un autre en fonction de nouvelles données concernant les « autres », et ce, même si les changements sont en apparence faibles²⁷.

Si cette approche semble aller de soi en ce nouveau siècle marqué par la puissance de l'image et au moment où se multiplient les études identifiant le rôle et l'influence des médias²⁸, dans les années 1920, cette approche théorique était

²⁵ Halbwachs, *Les cadres sociaux*, 1976 (1925), p. 130.

²⁶ Au sujet de l'incidence des médias dans l'acte mémoriel au cours du vingtième siècle, Johnston fera remarquer que « [l]es médias de la culture de masse ont exploité ce besoin imaginant des anniversaires aussi rapprochés que tous les cinq ou dix ans. En 1988 et 1989, par exemple, les médias américains ont commémoré le 20^e anniversaire de divers événements des années soixante, dont le Festival de Woodstock, en 1969. L'émoi provoqué en 1989 par le 25^e anniversaire de l'arrivée des Beatles aux États-Unis est typique de la prolifération des anniversaires rapprochés propre à la culture populaire. L'intérêt porté aux événements qui ne remontent pas à plus d'une génération en amont montre bien à quel point les médias ont tendance à raccourcir la portée de la mémoire ». William M. Johnston, *Post-modernisme et Bimillénaire*, Paris, Les Presses universitaires de France, Coll. Perspectives critiques, 1992, p. 51.

²⁷ Halbwachs, *Les cadres sociaux*, 1976 (1925), p. 135.

²⁸ Philippe Breton et Serge Proulx, *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal compact, 2006 (2002), 389 p.

novatrice. Du côté de la psychologie, nous l'avons évoqué, un souvenir fait partie d'un tout et, parmi ceux-ci, il s'en trouve certains « dominants » sur lesquels s'en greffent d'autres plus ou moins significatifs. Il y aurait une échelle d'intensité entre les souvenirs. Halbwachs table sur l'idée que « [p]our localiser un souvenir, il faut, en définitive, le rattacher à un ensemble d'autres souvenirs dont on connaît la place dans le temps²⁹ ». Il reconnaît néanmoins qu'il existe une mémoire individuelle sur laquelle nous nous arrêterons bientôt, mais qu'elle s'insère inévitablement dans des cadres sociaux collectifs du fait que les gens ont toujours besoin des autres pour se souvenir. D'ailleurs, il n'est pas exclu qu'un même souvenir se retrouve dans plusieurs cadres qui relèvent d'autant de mémoires distinctes puisque la mémoire s'inscrit dans un esprit de groupe. Quand celui-ci est réactivé au hasard de rencontres, l'individu cadre sa mémoire personnelle dans des ensembles plus larges et le souvenir vit de nouveau³⁰.

En sociologie, cette approche décline le modèle de Bergson dont il est impossible de dégager une théorie sociale puisque tout se rapporte à l'individu sans égard, ou si peu, à ses relations avec la société. À la manière de la nation qui n'est pas une somme des diverses conceptions d'individus aux idées disparates, les théories d'Halbwachs soutiennent que ce qui lie une collectivité – les cadres sociaux – est nécessaire à l'activation des souvenirs, à leur réapparition, sans que l'individu soit pleinement conscient que c'est l'autre qui déclenche ce processus mnémonique.

1.2.2 La mémoire historique

Jusqu'en 1939, année de la publication d'un article intitulé « La mémoire des musiciens », Halbwachs prend acte des critiques adressées à sa théorie, réfléchit à sa

²⁹ Halbwachs, *Les cadres sociaux*, 1976 (1925), p. 143.

³⁰ Halbwachs, *Les cadres sociaux*, 1976 (1925), p. 289.

problématique initiale et jette les bases d'un second ouvrage consacré à la mémoire, œuvre non achevée au moment de sa mort en 1945 et publiée à titre posthume en 1950 sous le titre de *La mémoire collective*³¹. Selon Jaisson, cet ouvrage revient sur certaines conclusions avancées dans *Les cadres sociaux* et établit de nouveaux horizons³². Il y traite surtout de « mémoire historique ».

Contrairement à ce que l'on aurait pu conclure à la lecture des *Cadres sociaux de la mémoire*, « la seule présence des autres ne suffit pas, il faut vivre dans un cadre particulier. Si l'on cesse d'y être, le souvenir ne reviendra pas même s'il nous est transmis³³ ». Cela ne ramène toutefois pas la théorie d'Halbwachs à l'individualité défendue en psychologie. Halbwachs distingue maintenant deux mémoires dont l'une est plus individuelle sans être pourtant isolée des autres puisque toutes les pensées des hommes, même les plus originales, demeurent le plus souvent des appropriations involontaires. Ainsi, la plupart des idées que les gens formulent leur appartiennent rarement. « Je porte en moi, écrit le sociologue, un bagage de souvenirs, que je peux augmenter par la conversation ou par la lecture. Mais c'est là une mémoire empruntée et qui n'est pas la mienne³⁴. »

C'est cette idée de partage présente dans les théories de Halbwachs qui intéresse ceux qui se penchent sur la mémoire en tant que réalité sociale. Il y aurait deux types de mémoire que l'auteur distingue dans son dernier essai : une mémoire interne (autobiographique) et une mémoire externe (historique). Les deux fonctionnent à peu près de la même manière. La première demeure plus précise parce

³¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*. Édition critique établie par Gérard Namer, Paris, Albin Michel, 1997 (éd. or. Les Presses universitaires de France, 1950), 295 p.

³² Jaisson, « Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945) », 1999, p. 167.

³³ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 63.

³⁴ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 98-99.

que liée au vécu personnel alors que la seconde reste dépendante de l'histoire générale, et donc ne se représente « le passé que sous une forme résumée et schématique³⁵ » moins intime, plus extérieure. C'est précisément cette deuxième manifestation de la mémoire qui nous intéresse.

Il faut toutefois le préciser maintenant, et cela s'avère capital pour les fins de notre recherche, la mémoire historique ne correspond pas nécessairement à l'histoire que l'on retrouve dans les livres ou que l'on enseigne, mais à celle de l'histoire vécue que nous résumons dans un savoir historique ordinaire de l'acteur lequel sera précisé plus loin pour le cas québécois³⁶. Il ne s'agit donc pas d'un savoir encyclopédique ou savant, Halbwachs précisant alors que ce serait avoir là une conception très étroite de l'Histoire.

Par histoire vécue, par « mémoire historique », le sociologue pense à ce que les autres nous laissent en héritage et qui ne se retrouve pas toujours dans les livres³⁷. L'environnement social est à ce compte rempli de références à cette mémoire historique que l'histoire nationale se charge de recomposer en un tout cohérent. Cette histoire nationale, entendue ici au sens d'une mémoire diffuse et non organisée qui reprend les événements signifiants pour la nation, se propose d'être « un résumé fidèle des événements les plus importants qui ont modifié la vie d'une nation. Elle se distingue, précise Halbwachs, des histoires locales, provinciales, urbaines, en ce qu'elle ne retient que les faits qui intéressent l'ensemble des citoyens ou, si l'on veut, les citoyens en tant que membres de la nation³⁸ ». Une telle conception n'a rien qui

³⁵ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 99.

³⁶ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 130.

³⁷ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 111.

³⁸ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 128.

s'apparente à l'individualité à moins, remarque l'auteur, que l'individu en question soit lui-même un personnage historique, ce qui est le lot d'exceptions.

Ce modèle théorique, qui postule l'existence d'une mémoire historique autre que celle des historiens, sert de point de départ à plusieurs travaux de nature historique ou sociologique et permet que se développent de nouvelles approches de la mémoire. La pensée historienne contemporaine adhère ainsi à cette idée que la mémoire collective se distingue de l'histoire en tant qu'objet parmi d'autres même si cette approche est parfois qualifiée de positiviste par certains³⁹. À côté d'une histoire qui tend vers la vérité, l'objet mémoire que définit Halbwachs peut se poser en objet d'étude. Ainsi, depuis quelques années, on serait entré dans un « moment mémoire⁴⁰ ». Certes, l'approche herméneutique d'Halbwachs fait face aujourd'hui à certaines critiques, mais nous sommes encore bien loin d'un changement de paradigme pour approcher la ou les mémoires. Nous y reviendrons.

Une dernière remarque doit être faite par rapport à cette tendance à cloisonner deux représentations de la mémoire, l'une scientifique, l'autre populaire. Dans la lutte opposant souvent histoire et mémoire, le réflexe des historiens a longtemps été de privilégier la première au détriment de la seconde afin que leurs récits ne sombrent pas dans le relativisme. Dumont n'est pas de cet avis, lui qui a parlé des cultures première et seconde pour aborder la mémoire comme « objet » d'intérêt pour l'histoire. Il ne voit pas de contradictions entre la culture vécue, qui « répond davantage à l'impulsion imaginaire et sensible », et la culture seconde, laquelle

³⁹ Voir entre autres les travaux de François Dosse, *L'histoire en miettes: Des « Annales » à la « Nouvelle histoire »*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, 268 p.; *Les paradigmes actuels en sciences sociales*, Montréal, Cahier de recherche présenté par le Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, séminaire du 24 février 1995, no 31, 41 p.; *La marche des idées. Histoire des intellectuels – histoire intellectuelle*, Paris, Éditions La Découverte, Coll. armillaire, 2003, 354 p.

⁴⁰ Meunier et Thériault, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 10.

« acquiert le statut de réflexion de la première⁴¹ ». Pour la suite de ce chapitre et de cette thèse, nous tendrons vers cette posture dumontienne qui, selon nous, offre le plus de possibilités pour une étude des rapports entre l'histoire et la mémoire canadienne-française.

1.2.3 Pertinence de l'objet mémoire

Guy Rocher a exprimé, en traitant entre autres du phénomène de l'incroyance, cette ambition sociologique qui consiste à considérer la tâche du sociologue « en la rapportant non pas à ce qu'il y a de strictement personnel chez l'homme, comme le ferait le psychologue, mais à la dimension collective de l'agir humain⁴² ». La tâche du sociologue, par exemple, a toujours consisté à traquer un objet fuyant dont le principal intérêt, pour les contemporains, demeure celui d'établir un « élément additionnel pour nourrir l'action historique des collectivités. De la sorte, le sociologue contribue indirectement à alimenter une histoire qu'il essaie en même temps de comprendre⁴³ ».

Ces liens étroits entre la culture, la société et ceux qui s'en font les interprètes font en sorte que les histoires nationales sont forcément liées au parcours d'une collectivité qui aura tendance à la représenter à elle seule. Il arrive cependant que les prétentions au monopole du récit national détenu par une collectivité soient contestées. Dans le cas canadien, Rocher ne s'étonne pas d'une division au sein de la sociologie et de l'histoire puisque les :

⁴¹ Luc Vigneault, « Fernand Dumont, *Le sort de la culture* », *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2, 2001, p. 395-396.

⁴² Guy Rocher, « L'incroyance religieuse comme phénomène sociologique », conférence prononcée à l'institut de Pastorale et qui fut ensuite publiée, dans une version un peu différente de celle-ci, dans la revue *Communauté chrétienne*, vol. 10, no 60 (novembre-décembre 1971), p. 353-372, dans *Le Québec en mutation*, Montréal, les Éditions Hurtubise HMH, 1973, p. 207-208.

⁴³ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 232.

[...] problèmes auxquels on s'intéresse sont différents ; de plus, chacun des univers a sa structure sociale, son échelle de prestige, ses sanctions et gratifications, ses contrôles et ses solidarités, ses canaux de communication, ses rites et ses cérémonies. Ce sont donc bien deux systèmes sociaux en même temps que deux cultures qui se partagent la sociologie canadienne⁴⁴.

Dans leur petit ouvrage *L'homme historien*, Nicole Gagnon et Jean Hamelin en arrivent au même constat en considérant que :

[...] le discours historiographique est relatif : d'une culture à l'autre, d'une génération à l'autre, d'une classe à l'autre, il jaillit de visions du monde particulières, de préoccupations variables et emprunte des procédés différents. Dit au sein d'une culture et pour une culture, il n'est valide que pour le temps et le lieu d'où il émerge⁴⁵.

Autrement dit, sans sombrer dans le relativisme, les auteurs mettent en perspective le métier de l'historien dans ses dimensions normatives et subjectives en faisant valoir que « la vérité reste relative⁴⁶ ». Entre-temps, la contribution historique confortera des représentations du passé qui, au fil du temps, « ne s'excluent pas nécessairement, mais se complètent, s'enrichissent, s'approfondissent⁴⁷ ». Et ces représentations, rappellent Gagnon et Hamelin, constitueront les bases de l'identité collective, les assises d'une certaine conscience historique dont le lien à la mémoire peut être rompu⁴⁸. « Non seulement l'historiographie est-elle nécessaire pour indiquer les voies de l'histoire à faire, écrivent-ils, elle est également un substitut à la mémoire collective et une dimension de l'espace présent⁴⁹. »

⁴⁴ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 237.

⁴⁵ Nicole Gagnon et Jean Hamelin, *L'homme historien*, Saint-Hyacinthe, Édisem Inc., 1979, p. 11.

⁴⁶ Gagnon et Hamelin, *L'homme historien*, 1979, p. 37.

⁴⁷ Gagnon et Hamelin, *L'homme historien*, 1979, p. 45.

⁴⁸ Gagnon et Hamelin, *L'homme historien*, 1979, p. 105.

⁴⁹ Gagnon et Hamelin, *L'homme historien*, 1979, p. 109.

Nous achevons cette première section de chapitre en posant la pertinence de l'objet mémoire dans la recherche contemporaine. L'*ethos* contemporain commande à l'historien de se méfier des mémoires, jugées biaisées. Les chercheurs privilégient la distance, sinon la méfiance. Halbwachs, nous l'avons précisé il y a un instant, leur a théoriquement offert cette possibilité. Condamnée par cette idée forte à errer en dehors de l'histoire disciplinaire, la mémoire a toutefois trouvé d'autres chemins pour s'épanouir, notamment dans des « lieux de mémoire ⁵⁰ », un concept qui a fait de l'histoire elle-même un lieu du culte mémoriel ⁵¹.

Malgré un climat de méfiance à son endroit, la mémoire nationale est pourtant revenue à l'ordre du jour de l'historien ⁵². Déjà, grâce aux travaux d'Halbwachs que nous avons survolés, notamment son travail dans *Les mémoires collectives*, l'historien s'était intéressé dans les années cinquante et soixante-dix « aux comportements, aux mentalités, nouvel objet de l'histoire nouvelle ⁵³ ». Halbwachs a de fait permis aux historiens intéressés par l'ethno-histoire ou l'anthropologie historique de présenter « un des développements récents les plus intéressants de la science historique ⁵⁴ ».

⁵⁰ Nora, *Les lieux de mémoire*, 1997 (1984), p.15.

⁵¹ Nora, *Les lieux de mémoire*, 1997 (1984), p. 40.

⁵² L'intérêt pour la mémoire, tout particulièrement en France, a « conduit à la fin des années quatre-vingt, à la faveur de l'effervescence des commémorations, à la participation des historiens français à la remontée du refoulé ». Jacques Le Goff et Nicolas Roussellier, « Préface », dans François Bédarida, (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme de Paris, 1995, p. 12-13. Plus près de nous, de nombreuses discussions ont fait état de ce désir. Soulignons ici quelques ouvrages récents : Serge Cantin et Marjolaine Deschênes (dir.), *Nos vérités sont-elles pertinentes? L'œuvre de Fernand Dumont en perspective*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, 367 p.; Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009; Meunier et Thériault, *Les impasses de la mémoire*, 2007, 388 p.; Gilles Gagné (dir.), *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, Québec, Éditions Nota Bene, Coll. Société, 2006, 321 p.

⁵³ Le Goff, *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 169.

⁵⁴ Le Goff, *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 170.

S'est de la sorte développée, ajoute Le Goff, «une nouvelle forme de l'historiographie, "l'histoire de l'histoire" qui, en fait, est le plus souvent l'étude de la manipulation par la mémoire collective d'un phénomène historique que seule l'histoire traditionnelle avait jusqu'ici étudiée⁵⁵ ».

Ce champ d'intérêt marqué par une lecture attentive des travaux historiens et impulsé par l'entreprise de Nora n'est pas étranger à un « [m]oment charnière, où la conscience de la rupture avec le passé se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée⁵⁶ ». Cette nouvelle sensibilité a fait germer une histoire inédite, car « c'est l'histoire tout entière qui est entrée dans son âge historiographique, consommant sa désidentification avec la mémoire. Une mémoire devenue elle-même objet d'une histoire possible⁵⁷ ». Les historiens se sont ainsi transformés en spécialistes de la critique de la mémoire⁵⁸. Et c'est par la mise à distance de la mémoire qu'ils espèrent arriver à éviter les abus souvent identifiés au travail des mémorialistes, lesquels ne répondraient pas du tout aux mêmes normes de recherche⁵⁹.

Toutefois, devant les promesses manquées de correction de la mémoire par l'histoire, les chercheurs ont conçu une manière d'en arriver à une réconciliation acceptable. L'« opposition canonique entre histoire et mémoire⁶⁰ » a de fait été remise

⁵⁵ Le Goff, *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 172-173.

⁵⁶ Nora, *Les lieux de mémoire*, 1997 (1984), p. 23.

⁵⁷ Nora, *Les lieux de mémoire*, 1997 (1984), p.26.

⁵⁸ Krzysztof Pomian, « De l'histoire, partie de la mémoire, à la mémoire, objet de l'histoire », *Revue de métaphysique et de morale*, no 1 (mars 1998), p. 82. Cité par François Dosse, « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », dans E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 38.

⁵⁹ Voir Thomas Ferenczi, *Devoir de mémoire, droit à l'oubli?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, 13^e Forum Le Monde – Le Mans, 26-28 octobre 2001, p. 15.

⁶⁰ Dosse, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 39.

en question depuis quelques années. Ricoeur, nous dit Dosse qui n'oppose pas les deux concepts comme le fait Antoine Prost⁶¹, l'a bien vue, lui qui s'est attaché à faire la part des choses entre deux intentions opposées sans pour autant que mémoire et histoire se rejettent :

[...] véritative pour l'histoire et de fidélité pour la mémoire, tout en montrant qu'une méfiance trop poussée vis-à-vis des méfaits de la mémoire conduirait à sacrifier la posture historienne et à l'inverse un recouvrement de l'histoire par la mémoire ferait l'impasse sur le niveau épistémologique indispensable de l'explication/compréhension. [...] L'imbrication est inévitable entre histoire et mémoire⁶².

Cette nouvelle posture confère par conséquent à l'étude de la mémoire une dimension moins normative que Ricoeur a longuement étudiée⁶³. L'histoire du temps présent aura contribué à renverser l'opposition traditionnelle entre une histoire critique située du côté de la science et une mémoire relevant de sources fluctuantes et en partie fantasmatiques. L'écriture d'une histoire du temps présent rend donc possible une histoire de la mémoire⁶⁴. Alors que l'histoire perd une part de sa scientificité, la problématisation de la mémoire conduit à lui accorder une fonction critique. La distanciation entre l'histoire et les mémoires collectives qu'ont clairement mise en lumière les travaux d'Halbwachs ne peut plus dès lors être vue comme un absolu. L'on sait maintenant que les historiens participent eux aussi à cette mémoire. Beauchemin parle de cette mutation comme d'un bouleversement majeur qui amène

⁶¹ Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, 1996.

⁶² Dosse, « Entre histoire et mémoire », 2007, p. 48.

⁶³ Entre autres, Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 675 p.

⁶⁴ Dosse, « Entre histoire et mémoire », 2007, p. 57.

les chercheurs à reconsidérer leur rapport à la mémoire autrement qu'en terme d'écueil dont il faut se méfier⁶⁵.

En acceptant de voir l'histoire comme l'un des modes d'expression de la mémoire⁶⁶, et puisque l'opposition classique entre histoire et mémoire est aujourd'hui moins tranchée⁶⁷, certains chercheurs exercent depuis quelques années une pression pour que l'historien travaille de nouveau sans rejeter la mémoire. Cette approche n'est pas apparue sans le déranger un peu, insiste Rémond⁶⁸. En effet, le devoir de mémoire qui en découle exige réparation face aux injustices d'une historiographie au service des vainqueurs⁶⁹. Cette disposition nouvelle au sein d'une histoire institutionnalisée a transformé la mémoire de « mal aimée et de suspecte qu'elle était, [à] lieu de passage obligé de la politique comme des réflexions majeures en sciences humaines⁷⁰ ». Thériault et *al.* estiment en fait que ce phénomène propose de voir l'histoire des représentations « comme partie intégrante de la dynamique historique elle-même⁷¹ ».

⁶⁵ Jacques Beauchemin, « L'idéal postnationaliste et la crise de la mémoire nationale. Le temps révolu des nations? », dans Meunier et Thériault, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 253.

⁶⁶ Henri Rousso, « L'histoire n'est plus ce qu'elle était », dans *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, Éditions CNRS-Histoire, 1993, p. 107.

⁶⁷ Rousso, « L'histoire n'est plus ce qu'elle était », 1993, p. 108-109.

⁶⁸ Rémond cité dans Ferenczi, *Devoir de mémoire*, 2002, p. 41.

⁶⁹ Rémond cité dans Ferenczi, *Devoir de mémoire*, 2002, p. 42.

⁷⁰ Thériault et Meunier, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 9

⁷¹ Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, p. 267.

1.3 Les particularités de l'objet mémoire canadienne-française

Le concept de mémoire historique demande à être élucidé pour le cas proprement canadien-français. Quels sont ses éléments constitutifs qui nous autorisent à parler de cette forme de savoir historique ordinaire identifié à l'acteur québécois? Cette donnée est fondamentale, car elle nous amène à établir différents types de relation entre celui-ci et l'historiographie de la Révolution tranquille. Cette seconde section propose d'abord une brève genèse de la mémoire canadienne-française pour ensuite mieux tenter d'identifier certaines des composantes sur lesquelles les historiens, malgré bien d'autres différends, réussissent à établir un fragile consensus.

1.3.1 Genèse de la mémoire canadienne-française

Le développement de la mémoire canadienne-française s'inscrit dans une mouvance occidentale identifiée au milieu du XIX^e siècle et qui a favorisé la consolidation de l'histoire dans des récits nationaux. Au Canada français, depuis la même époque, la mémoire prend la forme d'une manifestation culturelle qui s'amplifie tout au cours de la première moitié du siècle suivant. La mémoire devient ainsi « un élément essentiel de ce qu'on appelle désormais l'*identité* individuelle ou collective⁷² ». Dumont disait du Québécois contemporain qu'il avait le Canada français au plus profond de sa mémoire et que cette dernière méritait d'être portée comme on porte un enfant⁷³.

⁷² Le Goff, *Histoire et mémoire*, 1988 (1986), p. 174.

⁷³ Joseph Yvon Thériault, « Le Canada français comme trace », dans *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 225.

Mise en récit et diffusée à partir des années 1840 dans un contexte bien connu de tiraillement entre les idées républicaines et l'ultramontanisme montant, la mémoire canadienne-française est graduellement reconduite dans l'historiographie au tournant du siècle. Nous aurons l'occasion au chapitre suivant d'investir davantage cette page de l'histoire canadienne-française. Pour l'instant, insistons sur le fait que durant la première partie du vingtième siècle, les historiens, pour la plupart membres du clergé mais pas exclusivement, mettent en récit la mémoire répercutée par le milieu rural et par les collèges classiques. La bourgeoisie professionnelle qui la représente participe à la diffusion d'une représentation collective vouant un culte religieux inconditionnel. Les élites intellectuelles façonnent de la sorte un monolithique « nous » français catholique dont les ressortissants sont fiers au point d'en exporter les éléments constitutifs sur la scène internationale.

L'éveil religieux, qui accompagne la victoire ultramontaine sur les idéaux républicains dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, profite d'un climat de crainte d'assimilation à la suite des recommandations du Rapport Durham. Le phénomène de repliement collectif sur les institutions canadiennes-françaises, contrôlées généralement par l'Église catholique, se trouve exacerbé alors que la perception du Canada, avec la Confédération, fait naître une province canadienne plus sûre d'elle que sous l'Union. C'est dans ce contexte, et en dehors du cercle de la politique qui correspond à l'autre nation canadienne, qu'une première définition de la nation canadienne-française s'épanouit, et avec elle une histoire du Canada français dans laquelle la mémoire est difficilement dissociable⁷⁴.

⁷⁴ Groulx ira ensuite au récit des origines et rappellera des heures glorieuses de la Nouvelle-France afin de donner aux Canadiens français le sentiment de leur enracinement dans l'histoire. Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, p. 12.

Les premières années du régime de l'Union de 1840, perçues et décrites comme un moment de refondation identitaire, viennent paradoxalement réactiver les maux de la Conquête anglaise. Le statut de conquis devient obsessionnel dans le récit mémoriel⁷⁵. Jusqu'à la veille de la Révolution tranquille, le récit historique cherchant à identifier l'exception française en Amérique en vue de lui garantir un devenir s'impose. Ce récit imprime dans la conscience collective cette idée d'une société originale dont le fondement religieux lui assure, en sol américain, les moyens d'assurer sa pérennité. Cette recherche de singularité inclut la protection de la langue française, mais ne s'y limite certainement pas. Il faut surtout promouvoir la survivance d'une nation dont l'avenir est sérieusement hypothéqué.

Depuis 1840, la mémoire se nourrit ainsi de cette idée de nation au bord du gouffre pour justifier l'importance de l'action religieuse en tant que rempart pour les Canadiens français de tout le continent⁷⁶. Ce projet tend à marquer à la fois l'historiographie, comme nous le verrons au prochain chapitre, et la mémoire de ce désir de survivre qui traverse un siècle de production littéraire jusqu'aux années soixante.

Ainsi, dès la fin du XIX^e siècle, le Québec devient le foyer national d'une « communauté dispersée pour laquelle il représentait, par ses institutions, une sorte de prototype à reproduire ou tout au moins une garantie de survie⁷⁷ ». L'exception acadienne, qui sera la première communauté francophone hors Québec à se réclamer culturellement indépendante du Québec et à plaider politiquement des droits,

⁷⁵ Serge Gagnon, *Le Québec et ses historiens. De 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Coll. Les cahiers d'histoire de l'Université Laval, 1978, p. 9.

⁷⁶ Fernand Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *Recherches Sociographiques*, vol. XXXVIII, no 3 (1997), p. 455.

⁷⁷ Dumont, « Essor et déclin », 1997, p. 419-420.

s'inscrit, elle aussi, d'abord dans cette tradition canadienne-française qui s'étale à l'échelle continentale à la même époque. Malgré la distance et les défis d'une telle entreprise inscrite dans un genre de messianisme, plusieurs aspirent au prolongement du Canada français hors du Québec, sorte de « Petits Canadas » en construction un peu partout sur le continent.

Or l'immigration « massive a tôt fait de submerger la population francophone », et Dumont conclut à l'échec d'une telle utopie. Voilà pourquoi, selon le sociologue de l'Université Laval, le Québec replié sur lui-même mais encadrant une majorité nationale est rapidement devenu un modèle pour les autres communautés francophones d'Amérique du Nord, en plus de se faire gardien apte, dans la mesure du possible, à les défendre le moment venu. D'après Dumont, cette vision du rôle du Québec sera récupérée par les principaux acteurs de la Révolution tranquille qui verront dans leurs actions politiques à l'égard des communautés culturelles françaises hors Québec rien de moins qu'une évidence⁷⁸.

L'histoire et la sociologie ont fait de cette singularité canadienne-française instruite de religion une tradition intellectuelle. Il fallait présenter le Canada français comme un cas d'espèce notamment par l'attachement à des valeurs communes distinctes de celles de l'Amérique anglo-saxonne⁷⁹. Des Américains et des Canadiens anglais en ont parlé comme d'une *folk society*⁸⁰. Avec la Révolution tranquille, cette image d'un parcours singulier est tombée en désuétude et l'historiographie nouvelle a caricaturé le passé canadien-français, en insistant sur le fait que « tout ce qui s'est passé avant 1960, c'est de l'idéologie, de la colonisation, de l'agriculturisme, sinon

⁷⁸ Dumont, « Essor et déclin », 1997, p. 456.

⁷⁹ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 53.

⁸⁰ Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Éditions du Boréal, 2002, 447 p.

du racisme⁸¹». Les historiens procédaient dès lors au procès de la mémoire canadienne-française.

1.3.2 Le savoir historique ordinaire de l'acteur

Nous n'entendons évidemment pas circonscrire de façon définitive les caractéristiques de la mémoire canadienne-française, mais plus simplement en distinguer les traits saillants qui nous permettront de la mettre en rapport avec l'historiographie de la Révolution tranquille⁸². Nous nous contenterons par conséquent d'en dégager les grandes topiques. La topique sans doute dominante est celle du désir de reconnaissance inscrit au cœur de la mémoire canadienne-française qui se décline de mille et une façons. La mémoire canadienne-française ressasse les luttes, souvent menées dans des conditions hostiles, pour préserver la culture et récupérer des pouvoirs politiques. Quel sens donner à ces luttes? Celle d'un échec alors que l'État québécois demeure, avec celui de Porto Rico, le seul issu de la colonisation en Amérique à ne pas avoir acquis son indépendance politique⁸³? Ou celle d'une habile stratégie inconsciente teintée d'ambiguïté⁸⁴?

Au cours du siècle borné en amont par l'œuvre de Garneau et en aval par celle de Groulx, ce processus de constitution d'un univers de représentation collective a conduit à doter la mémoire canadienne-française de la plupart de ses éléments

⁸¹ Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, p. 14.

⁸² Guy Rocher et Fernand Dumont, « Introduction à une sociologie du Canada français », *Recherches et débats*, Centre catholique des intellectuels français, cahier no 34 (mars 1961), p. 13-38. Numéro intitulé *Le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Librairie Arthème Fayard, p. 13.

⁸³ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et culture du nouveau monde, essai d'histoire comparée*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 498 p.

⁸⁴ Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 194 p.

constitutifs. Bouchard en identifie quelques-uns qui, pour l'essentiel, font de cette mémoire la gardienne de la foi et de la culture canadienne-française : « ruralisme, cléricalisme, hégémonie du religieux, analphabétisme, xénophobie, refus du changement, État quasi féodal, fécondité naturelle, économie de type artisanal ou familial, mentalité de type préindustriel⁸⁵... »

Bouchard offre de la sorte au chercheur un cadre d'analyse qui a l'avantage de résumer en trois pôles ce que d'autres sociologues ont documenté souvent de façon isolée. D'abord, l'auteur identifie l'espace, ses représentations incluses comme ses appropriations à travers les découvertes et les manières de s'implanter collectivement, en tant que matériau apte à façonner « une conscience d'appartenance » très forte. Ensuite, s'insèrent des représentations de soi comme être individuel et collectif qui prennent position dans l'histoire en se situant par rapport au passé, au présent et au futur. Enfin, l'imaginaire s'institue sur des représentations de l'*Autre* qui doit fondamentalement être différent⁸⁶.

Cette piste de recherche en apparence nouvelle dépend toutefois d'études antérieures « renouant en quelque sorte avec la vision du Canada français qui alimentait nos premiers regards sur notre vécu collectif⁸⁷ ». Dans ce cas, ce n'est pas tant la langue qui retient ici l'attention des observateurs, mais bien les façons de penser et d'agir qui encadrent l'usage de la langue, en d'autres mots, écrit Anne

⁸⁵ Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3 (2005), p. 416.

⁸⁶ Gérard Bouchard, *Raison et contradiction. Le mythe au secours de la pensée*, Québec, Nota bene/Céfan, 2003, p. 17-18.

⁸⁷ Anne Gilbert, « À propos du concept d'Amérique française », *Recherches sociographiques*, vol. XXXIX, no 1, 1998, p. 103-104.

Gilbert, ce qui en fait un élément de la culture⁸⁸. Cette géographie culturelle permet ainsi à l'interprète d'aller à la rencontre des :

[...] liens entre les foyers québécois et acadiens de la francophonie nord-américaine, et les diasporas auxquelles ils ont donné naissance à l'intérieur des frontières économiques successives : la traite des fourrures et les explorations à l'échelle continentale du XVII^e au XIX^e siècles; les bois, les mines et l'agriculture qui ont, depuis le XIX^e siècle, étendu le territoire occupé à l'Ontario, puis aux plaines du Mid-West américain qui ont drainé des milliers de francophones hors de leur milieu d'origine à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle⁸⁹.

Les frontières politiques n'auraient en quelque sorte que peu d'importance dans l'analyse⁹⁰. Les travaux de Dean Louder, et d'Éric Waddell dans *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*⁹¹ ont jeté les bases de ce pan de la recherche qui s'est beaucoup inspiré du développement de l'histoire sociale.

Au cœur de cette mémoire, sorte de miroir d'une diaspora, se trouvent des icônes mettant en valeur, en tout ou en partie, le patriotisme, l'ultramontanisme, le clérico-nationalisme, l'anti-capitalisme, l'anti-étatisme et l'agriculturisme, des éléments qui, bien qu'embarrassants pour certains, n'en demeurent pas moins constitutifs de cette communauté de mémoire qui a communiqué pendant un siècle à cette tradition. Dans son dernier texte, Dumont scrute l'univers de référence des différentes communautés franco-américaines à la recherche d'éléments communs qui ne s'inscrivent pas dans un registre tellement différent. Comme ce qu'il avait observé pour le Québec dans sa *Genèse de la société québécoise*, le sociologue de Laval met à jour des traits épars de cette nation « sans frontière » portée par un projet de survie en

⁸⁸ Gilbert, « À propos du concept d'Amérique française », 1998, p. 104.

⁸⁹ Gilbert, « À propos du concept d'Amérique française », 1998, p. 105.

⁹⁰ Gilbert, « À propos du concept d'Amérique française », 1998, p. 105-106.

⁹¹ Voir Dean Louder, Éric Waddell, *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1983, p. 113

dehors des structures de pouvoir hors d'atteinte comme le politique et l'économique. Évidemment, la langue, les coutumes et la religion arrivent en tête de liste.

Le clergé catholique avec ses institutions (paroisses, écoles, caisses, etc.) sera demeuré un puissant moteur de développement culturel partout en Amérique française⁹². Dans quelques cas, la proximité territoriale avec le Québec de certaines communautés permet de maintenir une filiation sans penser aux frontières géopolitiques mais, dans certaines régions isolées, la situation est différente.

[D]ans « le Sud-Ouest [de l'Ontario], la situation se modifie avec l'urbanisation et l'industrialisation [...] Ils sont mêlés à une masse d'immigrants d'autres origines. La majorité se fragmente. Beaucoup de ces francophones sont des ouvriers, sinon des prolétaires, pour qui l'assimilation représente souvent une promesse de mobilité sociale⁹³.

Dans ce contexte, ce n'est pas la religion (la présence d'Irlandais catholiques nuit à cet égard) qui sera la gardienne de la nation et de sa mémoire, mais l'école, « bastion de la langue mais aussi, dit-on, de toute la culture⁹⁴ ». On retrouve donc au centre de cette mémoire canadienne-française la volonté de protéger la langue française en tant que culture commune et non seulement comme outil de communication.

Par ailleurs, pour certains chercheurs contemporains, la francité n'est que l'un des trois pôles de l'imaginaire historique et national des Franco-Québécois auquel s'ajoutent la recherche de liberté et la référence à la canadianité. En outre, écrit l'un d'eux, cette culture mémoire passe aussi par « la grosse famille chaleureuse, l'existence saine qu'offre la campagne, la présence enveloppante du catholicisme,

⁹² Dumont, « Essor et déclin », 1997, p. 430.

⁹³ Dumont, « Essor et déclin », 1997, p. 430.

⁹⁴ Dumont, « Essor et déclin », 1997, p. 432.

l'homogénéité culturelle du milieu de vie ainsi que les dispositions d'esprit favorables envers la France et les Français⁹⁵». La mémoire canadienne-française englobe beaucoup d'éléments qui, en bout de piste, en viennent à défendre un mode d'être ensemble particulier en Amérique qui doit être préservé.

Même dans l'imaginaire québécois en construction depuis la Révolution tranquille, il y a encore, nous disent certains chercheurs contemporains, cette référence de la souche qui fait foi de l'existence d'une intention nationale inachevée et qui en récupère certains éléments. L'histoire du Québec des quarante dernières années est incompréhensible, nous dit Thériault, si l'on ne tient pas compte de cette volonté de former une nation présente dans tout le passé du Canada français⁹⁶. Cette nation, qui revendique une intégration sociale distincte en Amérique, n'a rien d'un fait banal, rappelle le sociologue, elle relaie un vieux désir d'achèvement qui n'a pas connu de fin. Ce désir constitue une tradition toujours vivante dans la mémoire canadienne-française.

Les thèmes de la mémoire canadienne-française proposent du passé canadien-français une homogénéité. Cette dernière contribue à former une image qui peut inspirer encore aujourd'hui une certaine gêne des origines. Pourtant, la sociologie contemporaine estime que les représentations que véhicule la mémoire sont très éloignées de la réalité sociale des Canadiens français. Plusieurs considèrent même que cet univers de référence à une Grande noirceur avant les années soixante fausse la « réalité ». Dès le début des années soixante, Dumont et Rocher admettait que la conscience historique qui découlait de ces déformations n'était pas toujours

⁹⁵ Frédéric Demers, « La mise en scène de l'imaginaire national et historique du Québec francophone dans la télé-série *Les filles de Caleb* », Thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval, 2004, p. 339.

⁹⁶ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 355.

cohérente. La dernière section de ce premier chapitre aborde la mémoire telle que vue du point de vue de la recherche contemporaine.

Mais, avant, résumons-nous. Les récits de la mémoire canadienne-française ont consolidé et légitimé un ordre à la fois social et politique qui dépendait de Rome avant Londres pour d'évidentes raisons politiques. L'ultramontanisme qui a présidé cette histoire proposait de faire du Canada français le foyer américain de la diffusion des enseignements de l'Église à partir d'un réseau institutionnel qui s'étendait sur tout le continent. Il offrait une manière particulièrement efficace d'éviter l'assimilation prévue par les mesures politiques mises en place à partir des années 1840. Le Canada français s'est alors fait missionnaire et s'est représenté tel quel dans sa première historiographie qui n'était, on le dira ainsi aujourd'hui, que le récit d'une certaine mémoire canadienne-française.

Une part de la mémoire canadienne-française mise en récit dans cet intervalle de près d'un siècle survit aujourd'hui en dehors de l'histoire académique. En effet, la première historiographie, rédigée pour l'essentiel par des clercs, comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre, logeait la mémoire canadienne-française dans cette idée essentielle selon laquelle le salut national passait par une représentation du passé qui plaçait le catholicisme aux quatre coins du cadre historique. Dans l'esprit d'une majorité de Franco-Québécois du vingt et unième siècle, cette représentation subsiste toujours en cette idée maîtresse que le Canada français était, il n'y a pas si longtemps, le bastion américain du catholicisme et que dans un aveuglement collectif, les Canadiens français auraient répondu à cet appel avec enthousiasme. Jusqu'aux portes de la Révolution tranquille, ceux-ci avaient été, selon le canevas de la mémoire canadienne-française, bienheureux à l'ombre du clocher.

1.4 Nature des rapports entre l'histoire et la mémoire

À l'aube de la Révolution tranquille, Dumont et Rocher énonçaient déjà les failles de la mémoire canadienne-française en tant que fondement de l'identité nationale. Ils soulignaient entre autres à quel point les Canadiens français souffraient d'avoir perdu la faculté de se représenter et ce n'était pas faute, estimaient-ils du même souffle, d'avoir beaucoup analysé le parcours historique de cette société⁹⁷. À la veille des grandes transformations engendrées par la Révolution tranquille, les sociologues questionnaient surtout la représentation d'une société homogène liée par le sang, une représentation qui s'était affirmée au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle et qui avait dominé la culture canadienne-française jusqu'au début des années soixante. Pour eux et bien d'autres observateurs, il était enfin temps que la vision clérico-nationale soit contestée.

En effet, jusqu'aux années soixante, la représentation clérico-nationale du passé n'avait pas pu être réellement disputée. Étant le lot d'une élite cléricale affiliée à la bourgeoisie libérale, elle ne pouvait tout simplement pas être renversée. Dans les faits, le peuple disposait de bien peu de moyens pour rivaliser et mettre en échec le clérico-nationalisme ambiant. On aurait ainsi assisté à « une sorte de politisation diffuse de toute la culture⁹⁸ » qui s'est faite l'écho auprès de la masse d'une représentation collective dirigée et dont on a tôt fait d'en diffuser internationalement, avec fierté, les principaux éléments. Dumont et Rocher écrivaient en 1961 :

Une des images les mieux établies et les plus répandues du Canada français, tant au Canada même qu'à l'étranger, est celle de son homogénéité religieuse. Quand on pense au Canada français, on voit tout de suite un groupe essentiellement catholique, attaché à sa foi, soumis à ses pasteurs, respectueux de tout ce qui vient de Rome, dévoué à l'apostolat missionnaire. Dans la

⁹⁷ Rocher et Dumont, « Introduction à une sociologie du Canada français », 1961, p. 14.

⁹⁸ Rocher et Dumont, « Introduction à une sociologie du Canada français », 1961, p. 16.

définition qu'on en donne, tout Canadien français est nécessairement un catholique pratiquant⁹⁹.

La question qui intéresse alors de nombreux chercheurs est de savoir si cette représentation rejoignait la « réalité » vécue par le peuple canadien-français. Ici, les auteurs émettent déjà des doutes qui, bien des années plus tard, feront le fondement de certaines thèses fortes, entre autres celle de Gérard Bouchard. Pour Dumont et Rocher, le Canada représente pour le citoyen ordinaire d'avant 1960 rien de plus qu'une formation née de la Confédération dont il faut se méfier, notamment en raison des nombreuses persécutions contre les minorités canadiennes-françaises hors Québec et l'érosion de l'idée d'un pacte entre deux nations fondatrices¹⁰⁰. Les sociologues en viennent à la conclusion que « ce sont les partis qui ont représenté effectivement, aux yeux du peuple, la réalité canadienne¹⁰¹ » et qu'ainsi ils ont largement participé à la diffusion de la conscience nationale.

Cette unanimité quant à une représentation du Québec comme *priest ridden society* serait donc loin de la « réalité » sociale. À partir de la fin des années soixante-dix, des observateurs défendront que la Grande noirceur, et la représentation moyenâgeuse qui en découle, n'était pas un phénomène propre à la société canadienne-française. Ce qui lui était toutefois propre reposait dans cette « mémoire honteuse exacerbée » qu'elle s'était donnée.

En fait, dans tout ce qui précède, ce qui ressort comme vraiment spécifique au Québec, ce n'est pas le caractère accablant de l'héritage, c'est plutôt la manière dont il a été apprêté pour construire et perpétuer une mémoire honteuse, obsédante, source d'inhibition, de crispation, alors que de

⁹⁹ Rocher et Dumont, « Introduction à une sociologie du Canada français », 1961, p. 25.

¹⁰⁰ Stéphane Paquin, *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 171 p. Nelles a montré en quoi ce mythe était déjà sérieusement remis en question lors du tricentenaire de la ville de Québec. Henri Vivian Nelles, *L'histoire spectacle. Le cas du tricentenaire de Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003 (v.o. anglaise, 1999), 428 p.

¹⁰¹ Rocher et Dumont, « Introduction à une sociologie du Canada français », 1961, p. 22.

nombreuses autres nations, confrontées à un passé semblable sinon bien plus accablant, se sont épargné ce genre de traumatisme. En d'autres mots, on relève des traces abondantes de grande noirceur un peu partout, mais sans mémoire honteuse exacerbée¹⁰².

Depuis, les interprètes ont cherché à déconstruire cette mémoire nationale sans nécessairement en arriver aux mêmes conclusions¹⁰³. Ainsi, le projet visant à rétablir un passé national « digne », au terme de cette déconstruction de la mémoire, est cher à Bouchard. Létourneau s'est aussi beaucoup intéressé aux deux récits antinomiques de la Grande noirceur et de la Révolution tranquille en insistant sur la construction très subjective qui leur est sous-jacente¹⁰⁴. Ce récit du passage des ténèbres à la clarté a été désigné par Létourneau comme étant une « mémoire acquise¹⁰⁵ ». Il a par ailleurs soutenu que « cet accablement historique érigé en mémoire collective » posait la difficile question du « [c]omment construire l'avenir sans oublier le passé mais en refusant de s'y embourber¹⁰⁶ ».

Létourneau, nous le verrons dans la seconde partie de la thèse, a travaillé à partir de cette thèse qui veut que la mémoire canadienne-française soit exagérément teintée de défaitisme. À tendance victimaire, elle se serait épanouie sous le signe de la domination, de l'impuissance, de la petitesse, etc. Le professeur de Laval estime en fait qu'il est temps de « passer à l'avenir » et qu'il faut se méfier des excès de mémoire s'apparentant, pour le dire avec Lévi, à « un excès de conformisme, une

¹⁰² Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 424.

¹⁰³ Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, p. 46.

¹⁰⁴ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 12-13.

¹⁰⁵ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 13.

¹⁰⁶ Jocelyn Létourneau, « Se souvenir d'où l'on s'en va : l'histoire et la mémoire comme reconnaissance et distance », dans *Passer à l'avenir*, 2000, p. 17.

saturation qui fait obstacle au jugement et à la critique¹⁰⁷». Au final, une telle position donne lieu à des simplifications douteuses rendant la mémoire collective victime de stéréotypes¹⁰⁸.

De son côté, Beauchemin, conscient que la culture québécoise ne dépend plus de l'évocation des Plaines d'Abraham¹⁰⁹, estime pourtant que « subsiste, dans la très grande sensibilité que suscite encore la question de la langue, dans le sentiment d'injustice que soulèvent les propos antiquébécois que véhicule parfois la presse anglophone, le souvenir d'une longue histoire d'incompréhension et le sentiment d'une aventure originale en Amérique¹¹⁰ ». Cette intention nationale empruntée à Dumont, que Thériault désigne en tant que tradition du Canada français toujours légitime dans le présent siècle, apparaît pour Beauchemin toujours pertinente pour les fins d'analyse.

Dans cet autre camp, les observateurs préfèrent encore penser que la langue, la mémoire et la culture sont des éléments signifiants pour l'identité nationale; ils ne sont certes pas des objets à mettre au musée. Il est en fait possible, plaident-ils, de les actualiser sans pour autant céder à une représentation nationale victimaire¹¹¹. Beauchemin, par exemple, soutient que le projet de Létourneau, qui consiste à la fois à expurger de la représentation nationale des Québécois tous les éléments qui

¹⁰⁷ Giovanni Levi, « Le passé lointain sur l'usage politique de l'histoire », dans François Hartog et Jacques Revel, *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Coll. Enquête, 2001, p. 31.

¹⁰⁸ Levi, *Les usages politiques du passé*, 2001, p. 32.

¹⁰⁹ Beauchemin rejoint en cela une position défendue par Éric Schwimmer et Michel Chartier dans *Le Syndrome des Plaines d'Abraham*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1995, 210 p.

¹¹⁰ Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, p. 49.

¹¹¹ Pierre Georgeault et Michel Pagé (dir.), *Le français, langue de la diversité québécoise. Une réflexion pluridisciplinaire*, Montréal, Québec/Amérique, 2006, p. 150.

renvoient à un passé trouble pour « ne garder de la mémoire des "Québécois d'héritage canadien-français" que ce qui en elle peut aider les contemporains à passer à l'avenir¹¹² », ne tient pas compte des caractéristiques structurantes de la référence à la mémoire canadienne-française.

Au-delà de leurs différends sur lesquels nous reviendrons, il faut bien conclure que la plupart des interprètes ont abordé la mémoire canadienne-française comme une version de l'histoire légitimant l'ordre social, un ordre qui a, un temps, autorisé et justifié l'omniprésence de l'Église catholique. Le phénomène de rupture mémorielle, qui fomenta une image négative de l'avant soixante, se serait formé au moment où les fondements historiques de ce récit ont été contestés. Les études récentes de Carel¹¹³ et de Demers, par exemple, montrent bien que le récit mémoriel québécois est construit autour d'une rupture théorique profonde, frappant pratiquement tous les récits du parcours canadien-français depuis la Révolution tranquille.

Carel postule en effet que les intellectuels des années soixante ont construit leur récit autour d'un assombrissement exagéré des années passées. Chez Demers, la narration des *Filles de Caleb* d'Arlette Cousture, une fois portée au petit écran, confirme la présence d'une scission dans l'imaginaire collectif des Québécois. Il y aurait alors deux Québec, l'un moderne que l'on connaît pour y vivre et un autre, passé, dans lequel « il n'y aurait rien eu en ce pays sauf des prêtres et des agriculteurs¹¹⁴ ».

¹¹² Beauchemin, *Les impasses de la mémoire*, 2007, p. 267.

¹¹³ Ivan Carel, « Les revues intellectuelles. Entre empêchement et émancipation: 1950-1968 », Thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, 599 p.

¹¹⁴ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 61.

Cette représentation historique a été durement jugée par les historiens depuis cinquante ans. On a fait remarquer qu'elle idéalisait et aménageait le passé afin qu'il réponde à des préoccupations relativement étrangères à la science historique telle qu'elle se développait en Occident au cours de la même période. Les clercs-historiens, a-t-on signalé à l'occasion, ayant fait de la Providence le moteur de l'histoire étaient relativement rares dans les universités américaines et européennes des XIX^e et XX^e siècles¹¹⁵. À ce chapitre, l'histoire de l'institutionnalisation de l'histoire canadienne-française met en scène une certaine singularité qui permet de parler d'un développement académique relativement distinct que nous aurons l'occasion de commenter plus loin.

La Révolution tranquille sera l'occasion d'une critique des principales caractéristiques de la mémoire canadienne-française. Cette critique n'est pas étrangère à l'arrivée d'historiens « professionnels » qui se font de plus en plus nombreux dans les départements universitaires à partir des années cinquante. Au prochain chapitre, nous abordons les rapports qu'entretient l'historiographie avec cette mémoire canadienne-française, mais avant il nous faut conclure ce premier chapitre en offrant une revue de l'historiographie ayant comme point d'entrée divers rapports à la mémoire.

1.5 Revue de l'historiographie

Si les historiens contemporains semblent peu enclins à discuter de leur manière de faire de l'histoire, comme le suggère Rudin ou l'admet Bouchard, le terrain des études historiographiques québécoises n'est pas pour autant vierge. Les travaux de Serge Gagnon ont proposé d'intéressantes lectures de l'évolution de la discipline

¹¹⁵ Patrice Régimbald, « Recensions: Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto University Press, 1997, 294 p. », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 3 (printemps 1998), p. 147-155.

historienne en remontant aux origines, c'est-à-dire à François-Xavier Garneau¹¹⁶. L'auteur a dressé un portrait de l'évolution de la pratique historique sur le long terme. Les travaux de Rudin offrent aussi une analyse de l'évolution du savoir historique franco-québécois sur près d'un siècle.

À la différence de son collègue Gagnon, Rudin a mis en évidence l'impact de la Révolution tranquille sur l'évolution de l'historiographie québécoise. Il a soutenu, entre autres, que les historiens révisionnistes, ces auteurs pour la plupart nés dans les premières années du baby-boom, ont présenté une interprétation de la Révolution tranquille qui était distincte de celle en vigueur dans les années soixante, parce que les auteurs se seraient laissés imprégner par l'euphorie rattachée à cette période. Par conséquent, les révisionnistes n'auraient vu dans l'histoire que des traces de modernité et de normalité là où leurs prédécesseurs ne voyaient que retard et singularité. À ces ouvrages connus et commentés qui permettent d'établir un cadre historiographique, il faut ajouter des ouvrages dont l'attention porte davantage sur les rapports à la mémoire canadienne-française.

C'est le cas de plusieurs travaux de nature sociologique. D'Hubert Guindon¹¹⁷ à Jacques Beauchemin¹¹⁸ en passant par Fernand Dumont, Gilles Bourque et Jules Duchastel, de nombreux auteurs se sont intéressés au sens de l'histoire contemporaine du Québec en demeurant attentifs à la mémoire canadienne-française. C'est aussi un

¹¹⁶ Serge Gagnon, « Pour une conscience historique de la révolution québécoise », *Cité Libre*, vol. 16 (1966), p. 4-19. Voir aussi son article « La nature et le rôle de l'historiographie : postulat pour une sociologie de la connaissance historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 4 (mars 1973), p. 479-531. Ses livres sur les historiens québécois permettent aussi d'avoir une bonne idée de l'évolution de la pratique historique. Voir entre autres *Le Québec et ses historiens*, 1978 et *Le passé composé: De Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB Éditeur, Coll. Études québécoises, 1999, 190 p.

¹¹⁷ Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, 233 p.

¹¹⁸ Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002.

sociologue, Stéphane Kelly, qui a souligné l'urgence de proposer de nouvelles interprétations en étant plus attentif aux idéaux. *Les idées mènent le Québec* en appelle explicitement à la révision des interprétations historiques de la Révolution tranquille¹¹⁹. Les analystes présentent les grandes lignes de ce qu'ils considèrent être la base d'une troisième voie pour aborder les réformes des années soixante.

Les travaux de Louise Bienvenue¹²⁰, d'E.-Martin Meunier et de Jean-Philippe Warren¹²¹, d'Ivan Carel, d'Éric Bédard, de Xavier Gélinas, de Julien Goyette et de plusieurs autres s'inscrivent aussi dans cette nouvelle veine et cherchent à prouver qu'il est nécessaire de réévaluer les interprétations de leurs maîtres, en particulier leur appréciation de la Révolution tranquille. La nouvelle sensibilité apporte un éclairage nouveau de la période qui précède les années soixante en insistant sur le dynamisme des mouvements *d'Action catholique*. Elle travaille aussi à l'épanouissement d'une nouvelle interprétation des réformes survenues à la suite de l'élection de Lesage.

Or ce n'est pas d'hier que la Révolution tranquille se trouve sur la table de l'analyste. En élargissant notre regard aux publications de mémoires que nous avons exclus du corpus principal (voir chapitre 3), nous découvrons dès 1974 des travaux qui portent sur l'herméneutique de la Révolution tranquille. Deux mémoires de maîtrise en sociologie portant sur la Révolution tranquille sont rédigés à l'Université de Montréal¹²². Celui de Louise Corriveau s'attarde aux « décalages existant dans

¹¹⁹ Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

¹²⁰ Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, 291 p.

¹²¹ Préface d'Éric Bédard de l'ouvrage E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la Grande noirceur : L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Les cahiers du Septentrion, 2002, p. 25.

¹²² Hélène Ostiguy, « Une analyse des rapports entre l'économie et le politique au moment de la Révolution tranquille », Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal,

toute société entre la base économique et la superstructure idéologique et politique¹²³». Souhaitant se distancer de l'interprétation de Guy Rocher qui, en 1973, écrivait de la Révolution tranquille qu'elle « n'a pas été une révolution sociale, mais une certaine révolution culturelle¹²⁴», l'auteure endosse la thèse de Marcel Rioux qui consiste à démontrer que « les mutations idéologiques ne sont pas la source des changements mais, tout au contraire, la résultante de transformations dans la structure économique¹²⁵».

Pour sa part, le mémoire d'Hélène Ostiguy s'intéresse à l'échec de la Révolution tranquille en ce qu'elle n'a pas su « rendre les centres de pouvoirs politiques concernés par la planification [...] dans une économie dite libérale¹²⁶». Elle insiste, comme sa consœur de promotion, sur le rôle des classes sociales pour expliquer l'échec. Elle tente de :

[...] démontrer qu'un partage du pouvoir économique entre la fraction hégémonique (la bourgeoisie américaine surtout) et la fraction régnante (celle qui détient officiellement le pouvoir, suite à une victoire électorale) est impossible sur la base des «changements économiques» survenus au moment de la Révolution tranquille, et dont l'esprit se retrouve dans les diverses politiques prônées par le Parti québécois¹²⁷.

Ces mémoires indiquent que, dès le début des années soixante-dix, l'heure n'est plus à la célébration « aveugle » et unanime de la Révolution tranquille. Les

1974, 80 p.; Louise Corriveau, « La Révolution tranquille : changements économiques et idéologiques », Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 1974, 121 p.

¹²³ Corriveau, « La Révolution tranquille », 1974, p. vi.

¹²⁴ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 20. Cité dans Corriveau, « La Révolution tranquille », 1974, p. 2

¹²⁵ Corriveau, « La Révolution tranquille », 1974, p. 3.

¹²⁶ Ostiguy, « Une analyse des rapports », 1974, p. v.

¹²⁷ Ostiguy, « Une analyse des rapports », 1974, p. v.

auteurs sont attirées par l'approche marxiste et remettent en question les premières interprétations ici clairement associées à Rocher. Quelques années plus tard, en 1979, Bernard Mataigne présente un mémoire de maîtrise à l'Université du Québec à Montréal dans lequel il analyse l'impact de la Révolution tranquille sur les mouvements sociaux¹²⁸. Il circonscrit son étude sur cinq années (1965-1970), choix qu'il justifie ainsi :

Mille neuf cent soixante-cinq voit la ré-émergence de groupes socialistes et signale un renouveau dans la dynamique politique. Mille neuf cent soixante-dix marque la fin de ces groupes «socialistes et indépendantistes» à la typologie toute spéciale. Moment de rupture¹²⁹.

Mataigne appuie son analyse des mouvements sociaux sur le contenu de quatre revues, *La Revue socialiste*, *Parti pris*, *Socialisme 64* et *Révolution québécoise*, lesquelles permettent à l'auteur de soutenir que « les débuts de la révolution tranquille sont donc marqués au coin d'une libération des énergies sociales, de la mobilisation et de la participation de larges couches sociales portées par ce même espoir de partage du gâteau¹³⁰ ». Pour Mataigne, ce seront surtout les deux dernières revues qui auront participé à la mise en place du projet socialiste au Québec. En 1987, Louis Jacob¹³¹ présente un mémoire sur l'herméneutique de façon très large alors qu'en 2002, Mike Hotte¹³² s'intéresse à la mémoire canadienne-française. Jacob reprend une question centrale posée par Simmel : « comment le récit

¹²⁸ Bernard Mataigne, « Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970 ». Mémoire de maîtrise en arts (science politique), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1979, 133 p.

¹²⁹ Mataigne, « Le mouvement socialiste au Québec », 1979, 133 p. iv.

¹³⁰ Mataigne, « Le mouvement socialiste au Québec », 1979, p. 2.

¹³¹ Louis Jacob, « Sociologie, phénoménologie, herméneutique. Interprétation et représentation de l'histoire d'après Max Weber et Paul Ricoeur », Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1987, 224 p.

¹³² Mike Hotte, « La représentation sociographique du Québec comme société globale : 1950-2000 », Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2002, 135 p.

de l'historien atteint-il la vraisemblance¹³³?» Le projet qui guide toute l'entreprise amène l'auteur à découvrir un paradoxe :

Le paradoxe essentiel des sciences humaines tel que révélé par la philosophie herméneutique, c'est que la distanciation narrative fait de notre appartenance même à l'histoire une question. Reconduit au plan épistémologique-méthodologique, cela devient l'ambiguïté d'un intérêt pour la «connaissance objective», l'observation et l'explication des faits, et pour la «communication», transmission d'un héritage culturel et tradition vivante¹³⁴.

Pour sa part, Hotte, suivant Chalmers (1987), soutient que « [l]e concept de paradigme peut être utile pour expliquer la façon dont le discours scientifique se déploie et se structure dans une discipline précise¹³⁵. » L'auteur constate que depuis le paradigme de la *Folk Society*, trois autres se sont succédé, phénomène qui a coloré l'ensemble de la sociographie depuis les années cinquante. Il s'agit des paradigmes suivants : colonialiste, marxiste et pluraliste. Il pose ainsi la question de l'existence de forces hégémoniques façonnant la production sociographique. Soumis aux pressions des oppositions, les paradigmes se trouveraient compromis lorsque les luttes d'interprétations deviennent une constante.

On ne saurait enfin oublier les différents bilans anniversaires produits à l'occasion des commémorations périodiques de la Révolution tranquille, entre autres ceux de 1990 et de 2000¹³⁶, tout comme on ne saurait négliger l'historiographie de l'objet Révolution tranquille. Toutefois, nous reporterons leur présentation puisque nous les avons insérés dans le corpus principal.

¹³³ Jacob, « Sociologie, phénoménologie, herméneutique », 1987, p. iii.

¹³⁴ Jacob, « Sociologie, phénoménologie, herméneutique », 1987, p. 206.

¹³⁵ Hotte, « La représentation sociographique », 2002, p. 7.

¹³⁶ Marc Lesage et Francine Tardif (dir.), *30 ans de Révolution tranquille. Entre le Je et le Nous. Itinéraires et mouvements*, Montréal, Bellarmin, 1989, 223 p. ; Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 358 p. et Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, 316 p.

Dans ce chapitre, nous avons établi la pertinence de l'objet mémoire malgré son caractère évasif et non définitif. En effet, il est difficile de le comparer à une variable scientifique comme un produit ou une essence. Il s'agit plutôt d'une référence sujette à diverses représentations. Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, cette situation précaire n'a pas empêché des auteurs québécois de travailler à partir d'une certaine conception de l'histoire résumée dans cette thèse dans le concept de savoir historique ordinaire de l'acteur. Pour nous, une fois admise son existence à partir de certaines caractéristiques que nous avons mises au jour dans ce chapitre, il devient possible d'envisager les interprétations de la Révolution tranquille à la lumière de ses rapports à la mémoire canadienne-française.

CHAPITRE 2

LES RAPPORTS À LA MÉMOIRE CANADIENNE-FRANÇAISE

L'histoire n'est pas tout le passé, mais elle n'est pas, non plus, tout ce qui reste du passé. Ou, si l'on veut, à côté d'une histoire écrite, il y a une histoire vivante qui se perpétue ou se renouvelle à travers le temps et où il est possible de retrouver un grand nombre de ces courants anciens qui n'avaient disparu qu'en apparence¹.

Maurice Halbwachs

2.1 Introduction

Le type de rapports à la mémoire canadienne-française est d'un grand intérêt au Québec, car celui-ci contribue aux fondements de l'identité collective. Le problème est en fait celui qui guette les petites nations dont l'avenir n'est pas politiquement assuré. Les historiens de France et d'Angleterre, par exemple, ne se demandent pas si leur pays a été en retard dans le processus de modernisation ou si leur population a subi des préjudices en raison du poids de leur mémoire. Si les réaménagements de la mémoire ne sont pas absents, ils semblent susciter moins de passion que dans le cas des petites sociétés comme le Québec.

¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*. Édition critique établie par Gérard Namer, Paris, Albin Michel, 1997 (éd. or. Les Presses universitaires de France, 1950), p. 113.

La complexité des rapports à la mémoire au Québec s'explique en partie par la question nationale. L'avenir de la nation n'y est pas acquis et la mémoire se veut un moyen de régulation politique complexe qui doit être pris en compte dans une société minoritaire dont le sort national n'est pas résolu.

Il n'est pas dans le propos de cette thèse d'expliquer tous les paradoxes de l'identité québécoise, mais leur signalement fait partie de la démarche. La présence de paradoxes rend compte de la nature des rapports à la mémoire canadienne-française que nous présentons maintenant.

Durant un siècle qualifié de « Grande noirceur » (1850-1950), les composantes de la mémoire canadienne-française hors du politique se sont structurées. Avant l'institutionnalisation de la discipline historique dans l'après-guerre, l'histoire québécoise s'est faite le porte-parole de la mémoire d'une nation fragile². Elle jetait sur papier les conditions de la survivance de la nation canadienne-française. L'histoire confortait le devenir national des Canadiens français, quitte à lui donner un sens qui sera contesté plus tard. En effet, depuis plus d'un demi-siècle, ce type de rapport de l'histoire à la mémoire nationale a été récupéré et revisité sous d'autres angles. Nous en avons enregistré trois autres qui se lisent en fonction de ce que nous avons conceptualisé, au chapitre précédent, dans une forme de savoir historique ordinaire de l'acteur.

Le choix des cadres auxquels se greffent les rapports à la mémoire canadienne-française appelle certaines précisions. Pourquoi quatre rapports? Comment les justifie-t-on? Un tel découpage ne découle pas d'une quelconque décision arbitraire, mais de considérations historiographiques qu'il est possible d'identifier.

² Patrice Régimbald, « La disciplinarisation de l'histoire au Canada français, 1920-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 163-200.

Les analystes de l'histoire ont de tout temps cherché à particulariser leur savoir par rapport à celui qu'on leur avait transmis. L'idée qu'il existe quatre rapports à la mémoire canadienne-française correspond à ce que d'autres abordent en termes d'évolution générationnelle ou encore de légendes³.

Ainsi, Xavier Gélinas estime que quatre phases historiographiques permettent de raconter l'histoire des interprétations de Duplessis. Selon Gélinas, les bases des premiers récits se retrouveraient dans *La Grève de l'amiante* alors que Pierre-Elliott Trudeau dépeint grossièrement l'ère duplessiste comme une période de répression généralisée⁴. Les seconds récits remontent aux années soixante-dix et se comparent à une légende rose à laquelle Robert Rumilly et Conrad Black sont identifiés. La lecture hagiographique du duplessisme est là inversement proportionnelle à la critique acerbe à laquelle s'étaient livrés les auteurs de la période précédente. À la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, une troisième série de récits tentent de « normaliser » la période qui précède la Révolution tranquille dans laquelle Duplessis arrive à la toute fin d'un processus de modernisation, l'homme étant porté par son époque et non le contraire. Cette troisième vague historiographique est associée, écrit Gélinas, à ceux qui délaissent « des caractéristiques fondamentales ou motrices du Québec, la catholicité et le fait français⁵ ». Les résistances de Duplessis et de l'Église auraient constitué, bien involontairement, les forces motrices des

³ Éric Bédard et Xavier Gélinas, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. On peut aussi consulter l'ouvrage de François Ricard qui a beaucoup influencé les « jeunes » observateurs : *La génération lyrique: essai sur la vie et l'oeuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Éditions du Boréal, 1992, 282 p.

⁴ Pierre Elliot Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante*, Montréal, Éditions du Jour, 1970 (1956), 430 p.

⁵ Xavier Gélinas, « Duplessis et ses historiens, d'hier à demain », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 24.

changements qui caractériseront la Révolution tranquille⁶. Les quatrièmes et derniers récits se reconnaissent dans ce que Gélinas appelle le para-duplessisme qui « inclut toutes sortes de figures, de mouvements de pensée, d'aspects de l'histoire qui frôlent le duplessisme, sans s'y confondre⁷ ».

Récemment, et un peu de la même manière, Pierre Nora a rappelé la présence en France de quatre grands rapports historiques à la mémoire nationale, rapports soumis entre autres à des pressions politiques parfois similaires à celles vécues au Québec qu'on pense seulement à celles portant sur l'identité nationale⁸.

Sans toujours exprimer la rupture par rapport à une historiographie en particulier, les termes des observations comme celles qui précèdent rendent compte de changements que nous lisons à l'aune de différents rapports à la mémoire canadienne-française. Les légendes deviennent pour nous des signes de transferts à l'égard du savoir historique ordinaire de l'acteur. Par conséquent, quand Ronald Rudin aborde le discours historique comme s'il s'agissait d'un calque des ambitions politiques nationales franco-québécoises, il plaide, selon nous, en faveur d'un rapprochement historique à la mémoire canadienne-française que nous abordons dans les termes d'un réenchantement. De fait, ses critiques peuvent être lues sous l'angle d'un grief contre une histoire qui aurait des raisons, douteuses dans ce cas-ci, de ne plus faire référence à la mémoire nationale.

⁶ Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel, « L'Église, la tradition et la modernité », *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 2, (mai-août 1991), p. 175-197.

⁷ Gélinas, « Duplessis et ses historiens », 2010, p. 26.

⁸ « Il s'opérait somme toute, un de ces remaniements radicaux des rapports à la mémoire et de l'histoire dont la France faisait l'expérience chaque fois qu'une perception nouvelle du passé provoquait une manière inédite d'en rendre compte. On peut en dénombrer trois depuis l'apparition d'une conscience historique moderne – et nous vivons la quatrième. » Pierre Nora, *Présent, nation, mémoire*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des histoires, 2011, p. 21.

L'analyse de Rudin attire l'attention sur une histoire qui n'est plus celle que l'école a longtemps enseignée. Nous sommes aussi déjà loin d'une histoire d'une nation opprimée dont le destin a été brisé. Ce que l'analyste souligne, c'est l'absence, dans l'historiographie des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, de traces d'un rapport particulier à la mémoire canadienne-française. Ce n'est pas la thèse de l'auteur que de défendre cette catégorisation temporelle, mais bien d'expliquer comment la dimension nationale a été évacuée de l'histoire, avec pour conséquence l'apparition d'une histoire dite révisionniste qui tenterait de camoufler un passé lourd à porter, voire gênant. Pour nous, la grille temporelle suggérée indique une mouvance qu'il est possible de suivre en faisant référence aux divers types de rapports à la mémoire établis depuis un demi-siècle.

Les sources témoignant du passage des rapports sont celles transmises par les nombreux observateurs de la Révolution tranquille. L'évolution se lit dans les rapports qu'elle dévoile entre l'histoire et la mémoire canadienne-française dont les caractéristiques ont été exposées et assumées durant la période bornée par les figures de Garneau et Groulx. Il s'agit là d'un premier rapport à la mémoire canadienne-française. Ces analystes ont ainsi dit par l'histoire, et ce pendant près d'un siècle, ce que la mémoire canadienne-française venait cristalliser : la survivance d'une nation minoritaire en terre d'Amérique⁹. En mettant de côté les contributions de Groulx et de ses prédécesseurs qui incarnent une imbrication, certes imparfaite, de l'histoire et de la mémoire, nous observons trois autres historiographies dont les liens avec les représentations mémorielles du passé canadien-français sont inégaux.

Une première historiographie, celle des années cinquante à la fin des années soixante-dix, met en procès toutes les tentatives de réduire l'histoire du Canada

⁹ Pour un aperçu de textes de la période, on consultera Yvan Lamonde et Claude Corbo (dir.), *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 p.

français à sa mission apostolique. Ses interprètes souhaitent participer à la libération des Canadiens français opprimés par une histoire qui aurait tronqué la « réalité » historique. À l'aube de la Révolution tranquille, ils posent les bases d'une critique sévère de l'histoire du Canada français. Ils condamnent le rapport établi entre l'histoire et la mémoire canadienne-française. Des mythes sacrés dans l'historiographie d'alors sont déconstruits, le premier étant que les Canadiens français aient leur salut dans la passivité et l'obéissance. Ces analystes ne perdent jamais de vue qu'ils discutent d'une nation fragile, ce que feront les observateurs des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Les observateurs d'une seconde historiographie de la Révolution tranquille sont ainsi absorbés par les universités québécoises au cours des années soixante-dix à la suite des réformes survenues dans le monde de l'éducation au cours de la décennie précédente. Ils grossissent les rangs d'une profession occupée jusque-là par une poignée d'individus et, dès les années quatre-vingt, ils contrôlent les départements d'histoire¹⁰. Pour ces chercheurs, la mémoire devient, au mieux un objet d'analyse parmi d'autres, au pire inopérante pour les fins de la recherche. Ce faisant, ils dégagent les conditions d'une nouvelle histoire dont le rapport à la mémoire est à ce point distant qu'il stimule l'apparition, dès la fin du siècle, d'un troisième courant historiographique. En effet, on discute depuis de la place que devraient occuper dans l'histoire les efforts déployés par une nation pour assurer sa survie culturelle en Amérique. Cette dernière cohorte d'analystes fait sienne le projet de revoir le rapport de l'historiographie à la mémoire canadienne-française afin de récupérer un certain sens du parcours historique québécois.

¹⁰ Paul-André Linteau, « La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur », *Liberté*, vol. 25, no 3 (147, juin 1983), p. 34-47.

L'historiographie de la Révolution tranquille révèle clairement l'évolution de la pratique historique. Car, au-delà de la Révolution tranquille, l'ensemble de l'historiographie québécoise contemporaine nous apparaît comme le résultat de la succession de rapports originaux à la mémoire canadienne-française. Ces derniers fournissent par conséquent les éléments susceptibles de confirmer le caractère opératoire de notre hypothèse principale.

2.2 La mémoire comme histoire

L'histoire produite de François-Xavier Garneau à Lionel Groulx a participé à la constitution d'une mémoire qui sert de base comparative à l'ensemble des analyses de la Révolution tranquille que nous abordons dans cette thèse. Cette première historiographie répondait à un contexte de production déprimant pour la cause nationale des Canadiens français, un pessimisme qui se trouvait malgré tout compensé par un optimisme entourant le sort de la nation¹¹. L'histoire des intellectuels de l'Église a mis en récit le destin d'une nation appelée à survivre grâce à sa foi et au respect des hiérarchies, quelles qu'elles soient. Garneau comme Groulx, à un siècle d'intervalle, ont de la sorte été des bâtisseurs de la mémoire par l'histoire¹². Ils entretenaient la confusion des genres, d'autant plus qu'ils avaient la conviction de préserver les caractéristiques historiques d'une nation « sertie dans un étai¹³ ».

¹¹ Jacques Beauchemin, « Dumont. Historien de l'ambiguïté », *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 225.

¹² Bien que Garneau ait été un temps plutôt anti-clérical, «[o]n a souvent rapproché Lionel Groulx de François-Xavier Garneau pour en faire son héritier ou son continuateur dans le combat de la survivance. Il est bien vrai qu'un puissant rapport de continuité relie ces deux esprits – pour peu que l'on fasse abstraction des éléments d'anticléricalisme dans l'œuvre du second. » Gérard Bouchard, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, p 68.

¹³ Comme le chante Yves Duteil dans *La langue de chez nous*, Paris, Lyrics, Les éditions de l'écrivain, 1986.

Cette histoire dont on a dit à posteriori qu'elle était plus orientée par les désirs et fantasmes des scripteurs, dans quelles conditions s'exprimait-elle? Et que disait-elle de la nation¹⁴? Questions complexes, évidemment. C'est bien sûr celle des clercs et des érudits locaux dont la plupart pratiquaient le métier en amateurs après avoir servi Dieu ou les hommes. Jusqu'aux années 1940, la pratique historique n'a pas les cadres d'une profession autonome de la démarche religieuse¹⁵. La scientificité de la méthode, bien qu'elle ne soit pas ignorée¹⁶, pèse moins dans la balance que le sens à donner à l'histoire. Gardien de la mémoire par l'histoire qu'il écrit, l'historien conçoit son mandat dans les termes idéologiques qui sont les siens et ceux de sa communauté ambiante¹⁷. Celui-ci doit alors porter l'idéal national au diapason de l'idéal religieux. Dans la deuxième partie du XIX^e siècle et la première moitié du suivant, les cadres de l'histoire sont religieux et respectueux d'une volonté d'entretenir la paix sociale dans un pays marqué par la présence d'au moins deux cultures nationales.

La cristallisation de la référence canadienne-française, que Dumont fixe dans sa *Genèse* au moment de l'Acte d'Union, présente l'évolution du sentiment national canadien-français en fonction du regard du conquérant, l'Anglais, qui interagit depuis 1763 avec une population francophone sans trop savoir comment régler son sort¹⁸. Dans *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, Dumont discute de la manière dont l'Église, à la suite de la Conquête, a réussi à occuper des « fonctions sociales

¹⁴ L'historien Gérard Bouchard a largement participé à l'énonciation de cette thèse que nous aurons l'occasion d'approfondir plus loin notre recherche.

¹⁵ Éric Bédard et Julien Goyette, *Parole d'historiens*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 9.

¹⁶ Patrice Régimbald, « La disciplinarisation de l'histoire au Canada français, 1920-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 163-200.

¹⁷ Fernand Dumont, *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*, Montréal, Éditions HMH, 1973, 253 p.

¹⁸ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, 1996 (1993), Éditions du Boréal, p. 131.

essentielles¹⁹» et comment elle a pu, en l'absence d'un autre pouvoir local, négocier les conditions de sa propre survie comme institution. Son sort reposait dans sa loyauté envers les nouveaux occupants²⁰.

La première moitié du XIX^e siècle voit toutefois s'articuler un autre pôle souhaitant représenter la nation en dehors de la sphère religieuse. L'élite politique canadienne-française, qui renaît à partir de 1792 dans le parlement du Bas-Canada, aurait construit un récit utilitaire qui convainc partiellement les autorités britanniques d'être tolérantes à son endroit²¹. L'épisode des Rébellions met un terme dramatique aux ambitions de la première élite politique canadienne-française, et l'Église voit confirmé son statut d'institution apte à assurer la stabilité au Canada français. L'éradication militaire d'un nationalisme politique aura donné le signal du commencement de l'hiver de la survivance dont parle Dumont. Il serait caractérisé par l'importance de trouver hors des divers champs d'influence les caractéristiques d'une nation qui veut survivre malgré ses échecs. L'Église aurait ensuite procédé à la stabilisation de son pouvoir, menant notamment une lutte acharnée aux groupes anticléricaux comme l'Institut Canadien, favorisant « presque fatalement des idéologies conservatrices²² ».

Ce que dit Dumont, c'est que la mise en récit de l'histoire d'une nation confrontée à l'adversité a permis de faire rayonner l'institution religieuse dans son nouveau rôle social. L'objectif de Garneau et de ses successeurs en tant qu'historiens nationaux devient par conséquent clair : au conquérant, il faut montrer que les

¹⁹ Fernand Dumont, *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, Montréal, Éditions HMH, 1964, p. 158.

²⁰ Dumont, *Pour la conversion*, 1964, p. 159.

²¹ Dumont, *Genèse de la société*, 1996 (1993), p. 138.

²² Dumont, *Pour la conversion*, 1964, p. 173.

Canadiens français ne sont pas des « Sauvages²³ », qu'ils méritent de survivre, à tout le moins culturellement. Le récit clérico-national se veut doublement avantageux. Il offre bien sûr une perspective d'avenir à une population plongée dans une conjoncture incertaine marquée des recommandations du Rapport Durham, mais il rassure surtout les autorités coloniales et métropolitaines²⁴. Le défi qui se pose à ces historiens est particulièrement intéressant en ce qu'ils doivent tirer profit d'une certaine homogénéité sociale dans la pratique religieuse et la langue d'usage pour en faire des vecteurs d'une tradition à raconter²⁵. L'homogénéité sera appuyée historiquement par des recherches, plus souvent ancrées dans la Nouvelle-France perçue comme un paradis perdu²⁶.

Un ensemble de héros et de martyrs bien connus des écoliers canadiens-français jusqu'aux années soixante proviennent de cette première historiographie qui s'est enrichie de données pendant un siècle²⁷. Pour assurer la survivance, il aura fallu donner corps historique à la mémoire d'un peuple²⁸. L'histoire disposait des faits en fonction d'une rhétorique déterminée par la nécessité de rétablir l'historicité de la nation canadienne-française en dehors du champ politique dans un contexte où celui-

²³ Patrice Groulx, *Pièges de la mémoire. Dollard des Ormeaux, les Amérindiens et nous*, Hull, Éditions Vents d'Ouest inc., 1998, p. 97.

²⁴ Groulx, *Pièges de la mémoire*, 1998, p. 112.

²⁵ Frédéric Demers, « La mise en scène de l'imaginaire national et historique du Québec francophone dans la télé-série Les filles de Caleb », Thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval, 2004, p. 116.

²⁶ Groulx, *Pièges de la mémoire*, 1998, p. 118.

²⁷ Groulx, *Pièges de la mémoire*, 1998, p. 120. Voir aussi Micheline Johnson, *L'histoire apprivoisée*, Montréal, Éditions du Boréal, 1979, 213 p.

²⁸ Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, p. 12.

ci rimait avec projet d'assimilation²⁹. Par conséquent, l'histoire s'est développée en répondant à une fonction sociale principale, c'est-à-dire celle de sauvegarder la culture canadienne-française. Cela a donné lieu à une tradition historique qui a fait de la nation une trame de fond, de l'histoire, un complice.

Cette première historiographie fournissait un sens au destin tragique d'une population qui s'est sentie abandonnée puis menacée de disparition. Comme l'écrit Demers, « [l]'expérience historique collective des Québécois d'héritage canadien-français en est une de misère, vécue à l'ombre des tourments causés par un destin accablant³⁰ ». Les observateurs de cette période poursuivaient un objectif qui ne présentait aucun mystère. Ils étaient les « [g]ardiens de la mémoire, ils décrivaient l'avènement de la Nation, celle du courage et de la bravoure, cette nation du cœur que l'on chérit comme sa propre famille³¹ ». Ils cherchaient à améliorer les conditions de dépendance des Canadiens français. Le passé avait force d'une « loi, un idéal, qui fonde le social. Sans histoire, une société ne serait pas seulement aveugle; elle serait, prédisait Groulx, déliquescence³² ».

²⁹ Comme le fait remarquer le sociologue Beauchemin, citant Dumont, pour que l'œuvre de Garneau fasse sens, il lui fallait discréditer « le politique en tant que lieu au sein duquel se joue le destin collectif », ce qui explique pourquoi l'historien se serait retrouvé « dans une situation sociohistorique qui le rendait incapable de concevoir l'avenir des Canadiens français autrement que dans un appel aux traditions. L'engagement de Garneau se transformera dès lors en une œuvre de mémoire et son écriture « se déplacera hors de l'histoire. Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, p. 33.

³⁰ « 1760, 1763, 1791, 1840, 1867, 1982, que de défaites, que de compromis ambigus pour les francophones qui ne résolurent rien. » Demers, « La mise en scène », 2004, p. 116.

³¹ Éric Bédard, « Récits de fondation et téléologie. Réflexions autour de l'historiographie du réformisme canadien-français », dans Anne Trépanier (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 39.

³² Jean-Philippe Warren, « Fonder l'autorité sur la liberté : un paradoxe de la pensée personnaliste d'après-guerre » dans Trépanier, *La rénovation de l'héritage démocratique*, 2009, p. 122.

L'œuvre de Garneau, reconnue comme étant celle du « plus grand écrivain du Canada français du XIX^e siècle et son historien le plus important³³ », a jeté les assises d'une histoire dont les liens à la mémoire canadienne-française ont rendu diffuses les frontières entre les deux concepts, un phénomène qui aura fait tache d'huile chez les lettrés pendant un siècle. La vision ecclésiale qui présidait à cette histoire proposait de faire du Canada français le foyer américain propice à la diffusion des enseignements de l'Église. Il offrait une manière efficace d'éviter l'assimilation prévue par les mesures politiques mises en place depuis 1840. Le Canada français s'est de cette manière fait missionnaire et s'est représenté tel quel dans son histoire tout en renforçant les attaches à la mémoire canadienne-française. Cette première histoire canadienne-française a exprimé l'idéologie dominante qui a accompagné un siècle de réflexion au Canada français dont les principales figures ont été Garneau, Chapais, David et Groulx³⁴. Ces auteurs appuyés par d'autres ont fixé les cadres de la mémoire canadienne-française en recourant à l'histoire.

Avec Garneau, l'historiographie canadienne-française s'est fixé un cadre et des intentions. Ses principaux thèmes sont exprimés et, jusqu'à la fin du second conflit mondial, ils n'allaient plus varier essentiellement. L'idée centrale de la lutte pour la survivance nationale assumée par les élites politiques et cléricales (par ceux qui sont réellement conscients des problèmes) et par les classes paysannes comme sources des traditions rurales domine alors l'interprétation du passé³⁵.

³³ Pierre Savard sur le site web de l'encyclopédie canadienne.

³⁴ « L'œuvre de Garneau... » [...] exprimait les tendances idéologiques profondes de la société canadienne-française du temps. Garneau n'a pas créé le nationalisme canadien-français, pas plus que l'intérêt pour le régime français, il a plutôt été imprégné de l'idéologie existante. » Fernand Ouellet, « La recherche historique au Canada français », dans Louis Baudoin (dir.), *La recherche au Canada français*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 89.

³⁵ Ouellet, « La recherche historique au Canada français », 1968, p. 89.

Cette façon d'aborder le passé est profondément reconsidérée depuis un demi-siècle. On a tendance aujourd'hui à tourner en dérision cette approche justifiant par l'histoire un ensemble de dépendances³⁶. Ainsi, la première historiographie canadienne-française a été sévèrement jugée, présentée comme une « construction idéologique » à la solde d'une « justification du rôle du clergé dans la société³⁷ ». Rioux et Dumont en passant par les Linteau et Bourque jusqu'à Létourneau et Bouchard, tous ont refondé un rapport à l'univers canadien-français qui avait été institué pendant un siècle³⁸. Si les premières critiques n'ont pas cessé de croire en l'importance que l'histoire occupe dans la survie nationale des Canadiens français, d'autres, comme nous le verrons, seront tentés par la *tabula rasa*³⁹.

2.3 Les interprétations en trois rapports

Une récente étude a suggéré de considérer la mémoire à la lumière de ses « objets d'adhésion⁴⁰ », conceptualisation qui pourrait s'appliquer à notre examen des interprétations de la Révolution tranquille. Nous préciserons au chapitre suivant les modalités d'application de ce modèle. Retenons pour l'instant que nous ne prétendons pas établir des caractéristiques sur lesquelles tous doivent s'entendre, car les principes de refondation d'un rapport à la mémoire à travers des « objets d'adhésion », comme

³⁶ Sébastien Socqué, « Historiographie de l'ambiguïté et ambiguïté de la refondation : la querelle de l'ambiguïté dans le Québec contemporain », dans Trépanier, *La rénovation de l'héritage*, 2009, p. 52.

³⁷ Ouellet, « La recherche historique au Canada français », 1968, p. 89.

³⁸ Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, Coll. Histoire, 2004, p. 29.

³⁹ Joseph Yvon Thériault, « Le Canada français comme réalité vivante », dans Gilles Gagné (dir.), *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, Québec, éditions Nota bene, Coll. Société, 2006, p. 263.

⁴⁰ Ivan Carel, « Les revues intellectuelles. Entre empêchement et émancipation : 1950-1968 », Thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, p. 169-170.

le dit Carel, « ne sont pas forcément acceptés par tous les membres du groupe comme des affirmations intangibles, mais bien au contraire comme des interrogations, des questionnements de fond⁴¹ ». Les trois rapports que nous étudions répondent, comme chez Anne Gilbert, à un ensemble d'intuitions communes sur le passé qui prennent la forme d'écarts ou de rapprochements à une mémoire diffuse, mais partagée.

Les questions soulevées dans l'historiographie de la Révolution tranquille nous ont amené à identifier trois types de rapports à la mémoire canadienne-française regroupés en autant de sous-ensembles: une mémoire en procès; une mémoire banalisée; une mémoire déchirée entre son malheur et son réenchantement. Cette ventilation sera reprise dans la seconde section de la thèse alors que nous cherchons les traces de ces trois rapports à la mémoire canadienne-française à travers la lecture d'un corpus préalablement défini dans le prochain chapitre. Pour l'instant, nous procédons à la présentation des trois grandes catégories historiographiques dans lesquelles logent les interprétations de la Révolution tranquille retenues.

2.3.1 Une mémoire en procès (1960-1979)

Bien que la professionnalisation et la disciplinarisation de l'histoire remonte à l'entre-guerre, ce n'est qu'avec l'apparition d'instituts et de départements d'histoire universitaires, comme on le voit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, entre autres à Québec et à Montréal, que s'instaure un nouveau rapport de l'histoire à la mémoire. Le processus est dynamisé par l'arrivée en poste à l'université de jeunes chercheurs férus de sciences et peu portés à reconduire les réponses offertes dans l'historiographie de leurs prédécesseurs⁴². Un premier travail de révision critique de

⁴¹ Carel, « Les revues intellectuelles », 2006, p.169-170.

⁴² Jean Lamarre *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*, Sillery, Septentrion, 1993, 561 p.

la mémoire canadienne-française éclairée par l'histoire s'amorce ainsi près d'un siècle après Garneau.

La rupture n'est toutefois pas totale⁴³. Le récit des premiers historiens « professionnels » met en évidence une série d'empêchements⁴⁴ qui donnent à cette « nouvelle histoire » des affinités avec l'inquiétude qui affligeait Garneau alors qu'il rédigeait son histoire du Canada⁴⁵. L'historiographie continue de répondre à l'exigence fondamentale de l'histoire nationale, celle d'expliquer comment une nation a pu survivre dans des conditions hostiles. Toutefois, les termes de cette trame sont ébranlés. Jadis confortée par l'histoire, la mémoire canadienne-française devient synonyme d'oppression et l'on doit trouver le moyen de s'en émanciper.

L'imaginaire national, pour reprendre l'expression de Gérard Bouchard, se nourrit de « mythes dépresseurs ». Pour sortir de sa torpeur culturelle, le Québec devra, selon ces narrateurs, se réconcilier avec son passé en acceptant et en s'appropriant une histoire parsemée d'embûches et de défaites. Alors seulement pourra-t-il *vivre* plutôt que *survivre*. [...] En d'autres termes, c'est d'un devoir de mémoire et de l'acceptation d'une histoire douloureuse que procédera l'exorcisme d'un passé qui assassine le présent⁴⁶.

Les observateurs profitent de l'institutionnalisation de l'histoire et de leur engagement professionnel pour jeter les bases d'une autre histoire du Québec. Sur le plan théorique, le développement de l'histoire sociale et économique ailleurs en Occident les inspire au point de les amener à tourner le dos à l'histoire

⁴³ Rudin a d'ailleurs rappelé que les historiens de Montréal avaient peiné leur maître Groulx. Voir son chapitre 3 « Le maître et ses successeurs : l'école de Montréal », dans *Faire de l'histoire au Québec* (Traduction par Pierre R. Desrosiers de *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Les Presses de l'Université de Toronto, 1997), Sillery, Septentrion, 1998, p. 115-152.

⁴⁴ Julien Goyette, « Postface. Saisir l'historiographie dans sa dynamique historique », dans Bédard et Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 456.

⁴⁵ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 64.

⁴⁶ Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Montréal, Québec/Amérique, Coll. Débats, 2000, p. 43.

événementielle prisée par leurs prédécesseurs. L'intérêt pour les courants internationaux amène des problématiques inédites au sujet du Québec. La question du rapport à la mémoire canadienne-française se signale avec acuité d'autant plus que la mise en perspective de plusieurs empêchements lui étant liés devient source d'un malaise identitaire dont l'expression la plus claire se trouve dans la mise en procès de ce qui aura conditionné la société canadienne-française pendant un siècle.

Les premiers observateurs de la Révolution tranquille ont par conséquent rejeté un cadre de recherche séculaire. Fernand Ouellet, par exemple, n'hésite pas à dénoncer le caractère archaïque de la méthode de Groulx, suggérant que l'abbé pratiquait une histoire d'une autre époque. « En fin de carrière, écrit-il à propos de Groulx, lorsqu'il parlera plus fréquemment d'histoire scientifique, il évoquera en réalité la méthode de certains maîtres dépassés tels Langlois et Seignobos⁴⁷. » Ouellet et d'autres reprochent à la première histoire du Canada français de s'en tenir au cadre culturel, de négliger les approches sociales et économiques déjà développées ailleurs en Occident. L'histoire traditionnelle serait réductrice et ne chercherait qu'à maintenir vivante la perspective « d'un petit peuple de tradition rurale et catholique qui avait eu son âge d'or à l'époque française et qui, par la conquête, se trouvait désormais aux prises avec le problème de la survivance⁴⁸ ». Il aurait donc fallu attendre l'après-guerre pour que l'histoire scientifique québécoise s'ouvre aux perspectives canadiennes et américaines et tourne définitivement le dos à l'histoire apologétique que pratiquaient les historiens canadiens-français⁴⁹.

⁴⁷ Ouellet, « La recherche historique au Canada français », 1968, p. 90-91.

⁴⁸ Ouellet, « La recherche historique au Canada français », 1968, p. 91.

⁴⁹ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1966, 639 p.

Avec la fin de la guerre, l'idéologie cléricale tombe toutefois en désuétude à la faveur d'une décennie de trouble ayant ébranlé depuis la Crise l'ensemble de l'Occident. Les intellectuels qui se succèdent, de *Cité Libre* à *Parti pris*, n'auront pas le loisir de repenser l'horizon en d'autres termes que celui de la rupture avec la représentation clérico-nationale⁵⁰. Les observateurs sont sur le point de faire advenir le Québec comme référence nationale⁵¹. La rupture épistémologique par rapport à la mémoire canadienne-française telle que diffusée depuis un siècle par les historiens traditionnels est consumée. L'histoire ne sera plus celle que l'Église a dictée pendant un siècle. La question nationale, jusque-là habilement évitée – on ne s'entend toujours pas sur le nationalisme de Groulx : indépendantiste ou autonomiste⁵²? – devient un enjeu qui dessine certaines des plus importantes lignes de partage entre les écoles de pensées de l'époque, les écoles de Montréal et de Québec.

Toutefois, au-delà de leurs dissensions, les figures de proue de ces écoles que sont Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault pour Montréal, et celles de Fernand Ouellet, Jean Hamelin et Marcel Trudel pour Québec, verront leurs perspectives historiques alimenter une série d'analystes de la Révolution tranquille qui referont l'histoire du Québec sur des bases étrangères à celles connues jusque-là. En effet, malgré leurs nombreux différends, les deux écoles alimentent un rapport historien commun et novateur à la mémoire canadienne-française⁵³.

⁵⁰ André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1977, p. 200.

⁵¹ Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, p. 309.

⁵² Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003, 232 p.

⁵³ Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 16.

On a bien sûr beaucoup insisté sur ce qui oppose les deux écoles historiques québécoises où ont logé ces nouveaux spécialistes du passé, tant au niveau des méthodes – Québec étant plus près du social alors que Montréal fraie du côté de l'économique – que sur les explications célèbres des causes du retard du Canada français et de l'infériorité des Canadiens français. Le refrain est connu : l'école de Québec faisait porter le fardeau du retard aux Canadiens français et à leur structure sociale dominée par le clergé ; l'école de Montréal rendait les conquérants responsables des malheurs des Canadiens français, lesquels ont été exclus des sphères décisionnelles, tant économiques que politiques. Si les fautifs sont différents, il est désormais impensable de chercher dans l'histoire matière à justifier les échecs canadiens-français.

Les observateurs rejettent en fait les fondements de l'historiographie clérico-nationale canadienne-française et répondent à des motivations sensiblement similaires. Pour les deux groupes de chercheurs, la mémoire canadienne-française véhiculée par l'histoire devait être remise en perspective ou, à tout le moins, ajustée aux données de la recherche. Il n'était plus question, dès les années cinquante, et avec plus d'acuité par la suite, de faire comme si la Conquête avait été un événement providentiel dont les conséquences seraient interprétées positivement malgré le caractère dramatique l'entourant et les divers revers politiques encaissés par la suite. Toute une entreprise de démolition, qui se poursuit aujourd'hui encore, d'un cadre de référence historique établi sur plus d'un siècle subit ainsi les contrecoups d'une histoire qui se prétend désormais plus scientifique qu'idéologique, plus sociale et économique que politique (exception faite de l'école de Montréal), plus structurelle qu'événementielle.

Les problématiques retenues répondent au besoin d'une époque, celui de comprendre sa soudaine modernité. La préoccupation est d'ailleurs de tous les instants dans les années cinquante et soixante alors que le Québec se voit défini,

même à l'étranger, en tant que société déficitaire dans le processus de modernisation entamé partout en Occident depuis plus d'un siècle. Le lieu commun qui unit les historiens des écoles de Québec et de Montréal et leurs émules serait par conséquent lié à ce désir de comprendre les raisons des ratés du projet de modernisation de la société québécoise avant les années soixante. Ils s'en prennent avant tout au discours de la survivance de la nation canadienne-française partiellement satisfaite de son sort, celui reconduit pendant près d'un siècle par l'élite clérico-nationale. Qu'ils diffèrent sur les causes du retard du Québec n'enlève rien au fait que tous voulaient en finir avec cette forme d'histoire, et donc qu'ils participaient également à l'établissement d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française.

Les premiers interprètes de la Révolution tranquille sont inspirés par ces nouvelles conditions d'énonciation de l'histoire. Ils mettent en scène les thèmes d'une histoire qui repose sur un ensemble de valeurs que Maclure résume en « pitié, protection, empathie, mépris, résignation (fuite, exil, retrait, individualisme radical), atavisme (conscientisation, appels aux actes, parfois même à la violence), "démonisation" de l'autre, etc.⁵⁴ » Les observateurs sont persuadés qu'il leur faut corriger le passé, la substance de la mémoire canadienne-française elle-même en fait, qui inhibe l'action et conforte la médiocrité. Ils mettent en évidence la conscience malheureuse des « Québécois dits de souche ».

Dès qu'ils prennent le contrôle des départements universitaires québécois, ces premiers analystes de la Révolution tranquille refusent de magnifier le passé. Ils s'opposent à une narration remettant constamment le destin des Canadiens français entre les mains de la Providence. L'heure est dorénavant à la compréhension du retard que traîne le Québec et, surtout, à l'analyse des sources de l'infériorité économique déjà admise, mais jamais expliquée de manière convaincante. La mise en

⁵⁴ Maclure, *Récits identitaires*, 2000, p. 44.

minorité politique des Canadiens français et leur inaction deviennent des pistes de réponses. Graduellement, le discours scientifique tend à étudier les ratés de la nation canadienne-française au destin sacrifié sans chercher à les justifier en faisant intervenir des forces occultes.

L'ambiguïté serait devenue la caractéristique phare qui témoigne de ce processus d'aliénation dont souffrent les Canadiens français⁵⁵. Beauchemin dira, en lisant Dumont, qu'en terre minoritaire, l'ambiguïté devenait le propre de toute science interprétative et que le père d'un important livre blanc sur la culture n'a pas échappé à ce déterminisme associé à l'évolution de la nation canadienne-française. Et ce ne seront jamais les conflits d'interprétations qui poseront un problème de conscience au sociologue de Laval, mais bien la crainte que la mémoire canadienne-française se dissolve à tout jamais⁵⁶.

Ainsi, loin de donner tort à tous ceux qui, à l'instar des théoriciens de l'école de Chicago, s'émerveillent et découvrent encore dans le Québec des années 1930 à 1950 les traces d'une société paysanne, les premiers interprètes de la Révolution tranquille estiment surtout que le Québec a souffert de cette représentation de carte postale, et en appellent au changement. En effet, le statut politique minoritaire et les difficiles conditions d'existence de la nation canadienne-française contribuent à aiguïser leurs plumes⁵⁷. La Révolution tranquille devient l'occasion d'un déchaînement contre l'ancien régime⁵⁸, un projet qui intéresse ceux ayant atteint l'âge

⁵⁵ Maclure, *Récits identitaires*, 2000, p. 74.

⁵⁶ Beauchemin, « Dumont. Historien de l'ambiguïté », 2001, p. 223.

⁵⁷ Maclure, *Récits identitaires*, 2000, p. 51.

⁵⁸ Maclure estime que Dumont est l'un des plus grands auteurs mélancoliques dont la narration historique « prend la forme de "l'avortement", de "l'échec", de la "rupture" ou du traumatisme ». *Récits identitaires*, 2000, p. 73-74.

adulte durant les années 1940 et que Gérard Bouchard associe aux figures de proue que sont Marcel Rioux, Jean-Charles Falardeau, Léon Dion, Guy Rocher, Fernand Dumont, Gérald Fortin⁵⁹.

Ce rapport critique de l'historien à la mémoire canadienne-française a donc ouvert la voie à un examen sévère de l'histoire au service d'un idéal clérico-national. La représentation du passé qui domine alors est celle d'une pathologie dans laquelle le passé est représenté par l'image d'un boulet. De ces mises au point découle un récit des origines canadiennes-françaises foncièrement négatif et d'une Révolution tranquille émancipatrice. La Révolution tranquille incarne la refondation nationale par excellence, une sortie honorable de la Grande noirceur et l'espoir de jours meilleurs que la reconquête de leviers politiques, sociaux et économiques fait entrevoir.

La Révolution tranquille est présentée par ses premiers interprètes comme une série de réformes visant l'avènement de la modernité. Tout ce qui précède l'élection de Lesage s'obscurcit, tout ce qui suit rayonne. La lecture de cette première historiographie de la Révolution tranquille conforte la thèse selon laquelle en 1960, le Québec est sorti de « sa misère » grâce à « l'équipe du tonnerre ». La Révolution tranquille s'interprète dès lors comme une phase d'affranchissement d'un passé dominé par une mémoire canadienne-française dorénavant dépassée, voire gênante.

La confrontation et la condamnation en règle de la mémoire canadienne-française que l'on remarque au cœur de cette historiographie répondent à un désir d'en finir avec tout ce qui est considéré comme un frein à l'épanouissement de la collectivité. Les années soixante deviennent le printemps du Québec après une

⁵⁹ Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3, 2005, p. 416-417.

période baptisée, pour poursuivre l'allégorie, d'hiver de la survivance. Ce discours met l'accent sur l'élément de rupture qui devient d'autant plus évident que la tendance la plus répandue consiste à rendre l'avant 1960 plus ténébreux qu'il ne l'a probablement jamais été.

Dans *Le développement des idéologies au Québec*, Denis Monière identifie le siècle qui s'étend de 1850 à 1950 à celui « du nationalisme de l'impuissance et de la soumission qui définissait le Québec comme une société rurale et cléricale⁶⁰ ». On y retrouve les principaux thèmes que la première historiographie de la Révolution tranquille reprend, soit ceux qui présentent le passé canadien-français :

Sous l'emprise du clergé, le Québec se repli[ant] sur lui-même et s'immobilis[ant] sous la domination d'une idéologie conservatrice dont les principaux thèmes sont l'anti-étatisme, c'est-à-dire la substitution de l'Église à l'État, l'idéalisation du passé (régime français) et de l'agriculture, le rejet de l'industrialisation, du progrès, des libertés modernes et le messianisme (nous étions pauvres mais élus par Dieu pour une grande destinée spirituelle et morale : christianiser l'Amérique)⁶¹.

Les récits mettent en scène la naissance du Québec moderne il y a un demi-siècle, comme sorti spontanément d'un passé religieux faisant des Canadien français les membres d'une société déphasée. Dans les années soixante, Gérard Bergeron rappelait un sentiment partagé par la collectivité canadienne-française qui sera récupéré dans l'historiographie:

Être québécois, écrivait-il, c'est savoir (non apprendre) dès l'enfance, par les parents, l'école, puis, par le milieu social, les amis, les collègues, les patrons, par toute la société elle-même et ceux qui parlent en son nom, que le Québec ne peut être une terre de grande ambition, que les verts pâturages sont ailleurs⁶².

⁶⁰ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, p. 350.

⁶¹ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 349-350.

⁶² Gérard Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, Paris, Éditions du Seuil, 1967, p. 157.

L'analyste abordait ainsi la mémoire canadienne-française en faisant intervenir la notion d'oppression nationale. Pour son contemporain Rocher, depuis la fin du 19^e siècle et durant la première partie du 20^e, « ce sont les structures sociales qui ont connu les plus profondes transformations, sans que la culture soit beaucoup touchée⁶³ » dans la foulée des différentes phases d'industrialisation. Cette situation aurait donné lieu au « retard québécois » que soulignait Bergeron. Pour Rocher, le décalage aurait été accentué dès la Seconde Guerre mondiale au moment du ralentissement des mutations des structures sociales, et ce, au détriment de l'accélération de celles de la culture.

Les observateurs présentent par conséquent la Révolution tranquille comme l'avènement d'un régime politique ayant libéré le Québec d'une quasi-dictature en lui donnant un gouvernement national apte à gérer adéquatement sa destinée économique. Ces importants bouleversements politiques auraient alimenté un nouveau nationalisme, revendicateur culturellement et politiquement, dont le cœur serait l'être québécois libéré de son héritage canadien-français, et séduit par les vertus d'une plus grande ouverture sur le monde.

Il s'agit bien sûr d'une belle histoire que nous ne réécrivons pas dans cette thèse. Il s'agira plutôt d'en faire le point de départ, sorte de contre-récit duquel émergeront d'autres rapports à la mémoire canadienne-française dont de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille rendront compte.

2.3.2 Une mémoire banalisée (1980-1994)

Au cours des années quatre-vingt, l'émergence d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française se signale à travers une tendance cherchant à banaliser

⁶³ Guy Rocher, *Le Québec en mutation*, Montréal, Les Éditions Hurtubise HMH, 1973, p. 11.

toute référence à la mémoire d'une nation dont le parcours aurait été singulier. À la lecture de cette nouvelle historiographie, des détracteurs se demanderont bientôt ce qu'il en était réellement de cette époque sombre que la plupart de leurs maîtres avaient critiquée. En l'espace de quelques années à peine, la mémoire canadienne-française devient inopérante dans la construction du passé, à tel point que Rudin a discuté du phénomène historiographique dans les termes d'un révisionnisme historique troublant. Sa sortie dans *Faire de l'histoire au Québec* a pris la forme d'une « accusation de camouflage de la mémoire⁶⁴ ». Frédéric Demers a bien résumé les critiques exprimées par Rudin :

Les historiens se sont réfugiés dans une espèce de hors-lieu fait d'objectivité et de neutralité, au-dessus de tout débat politique ou idéologique. De sorte qu'en plus de ne pas se préoccuper de savoir quelles sont les carences de la mémoire qu'ils doivent combler, ils ne semblent même pas intéressés de savoir si les résultats de leurs travaux influencent ceux dont la mémoire souffrirait de distorsions⁶⁵.

Thériault, à la suite de Rudin, a observé le paradoxe suivant : ces interprètes appartenant à une génération presque entièrement formée au Québec et accompagnant la montée autonomiste chez les Franco-Québécois travaillent à l'évitement de la question nationale. Les analystes investissent ainsi l'histoire en rompant avec les valeurs communes qui avaient traversé le temps de Garneau à Ouellet⁶⁶.

Les nouveaux interprètes sont dès lors portés par le projet d'une histoire s'intéressant peu aux pesanteurs traditionnelles. Leurs modèles privilégient une histoire basée sur l'observation et la méfiance de toute mémoire. Inspirés par les

⁶⁴ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 205.

⁶⁵ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 130-131.

⁶⁶ « [L]'historien Bouchard n'est pas de ces historiens –Garneau, Groulx, Frégault, Brunet, Séguin- qui ont voulu perpétuer le vieux paradigme de l'histoire d'une nation victime, constamment humiliée et menacée. Le paradigme de l'américanité est rupture, ouverture, recommencement. » Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 145.

grands courants internationaux, notamment américain et français, les observateurs des années quatre-vingt ne confrontent plus la mémoire canadienne-française en faisant ressortir au grand jour ses éléments les plus critiquables, mais s'en désintéressent et, plus précisément « normalisent » le passé canadien-français. Nous assistons en fait à la banalisation des rapports à la mémoire canadienne-française et, peut-être même, à sa neutralisation dans une nouvelle histoire qui, comme en France, « se fait plus personnelle, plus locale, faute d'un projet collectif. On y délaisse les temps forts, les moments volontaristes du changement, pour une mémoire du quotidien des petites gens⁶⁷ ». Comme certains critiques le laisseront entendre bientôt, cette historiographie aurait sacrifié le sens d'une expérience historique singulière en Amérique pour répondre à des impératifs qui ne tiendraient pas compte de l'historicité du Québec.

Génereuse dans son dessein, cette génération d'historiens a voulu élargir le « Nous » québécois, « jeter les souches au feu de la Saint-Jean-Baptiste », afin de permettre l'éclosion d'une mémoire plus ouverte au pluralisme d'aujourd'hui. Toutefois, en procédant ainsi, tout se passe comme si cette génération avait relégué au rang « d'ethnie parmi d'autres » la grande référence française – sans laquelle le Québec d'aujourd'hui ne serait qu'une province canadienne comme les autres, peut-être même un État américain⁶⁸.

De ce récit historique inédit à certains égards découle un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française qui tente de neutraliser les références à un destin parsemé de difficultés et de petites victoires. La relativisation de la mémoire canadienne-française, en plus d'en finir avec le douloureux souvenir d'un passé meurtri ouvre la porte aux mémoires multiples, rejetant du coup le sujet unidimensionnel de l'histoire que l'on reconnaissait jusque-là dans la figure du Canadien français. Le pluralisme qui émane de l'historiographie dominante ne pose pas de problème en soi. La gêne surgit toutefois lorsque l'historiographie met de côté

⁶⁷ Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, *Les courants historiques en France 19^e et 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 196.

⁶⁸ Bédard et Gélinas, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », 2003, p. 85.

une intention qui a traversé l'histoire canadienne-française depuis toujours, c'est-à-dire celle qui rend compte du désir collectif de perdurer.

La nouvelle histoire ne s'imprègne pas de préjugés liés à un passé qui se serait offert par la voie d'une nation fragile. Le principe qui anime ses défenseurs consiste à déconstruire des mythes transmis comme vérité historique, la Révolution tranquille et la Grande noirceur étant de ceux à investir. Les observateurs des années cinquante et soixante n'auraient pas résisté à l'envie de faire des réalités historiques avec ce qui sera, pour les nouveaux analystes, le fruit d'une élite soucieuse de se positionner dans l'avenir. Cette élite traditionnelle aurait en fait trahi le passé en offrant une représentation historique tronquée qui ne tenait pas compte de données fondamentales pour l'analyse culturelle, entre autres des différends entre les cultures première et seconde discutés par Dumont.

Les nouvelles interprétations de la Révolution tranquille permettent surtout d'« exclure de l'histoire nationale québécoise ce qui peut subsister de ressentiment et d'agressivité dans la mémoire canadienne-française⁶⁹ ». Les observateurs assurent toutefois ne pas laisser dans l'ombre le drame du passé canadien-français, mais ils l'inscrivent dans une perspective de partage qui ferait des difficultés rencontrées par les Canadiens français des luttes de civilisation. Pour satisfaire les exigences du pluralisme, l'histoire canadienne-française devrait se construire dans la somme des expériences multiples vécues par diverses catégories d'acteurs, lesquels, comme le précise l'introduction de l'ouvrage phare de cette nouvelle historiographie, *Histoire du Québec contemporain*, peuvent venir du Québec ou d'ailleurs. L'abandon du cadre canadien-français pour celui des structures offre d'ailleurs de nouvelles collaborations entre observateurs d'horizons culturels divers:

⁶⁹ Gérard Bouchard, « La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation? », dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, 140 p.

À partir des années 1970, cependant, une nouvelle génération, absolument convaincue de la primauté des forces économiques, commençait à laisser sa marque. Ces historiens, auxquels nous donnerons le nom de « révisionnistes », comprennent des gens comme Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard et Normand Séguin; du côté des anglophones, on pourrait aussi inclure Brian Young et Allan Greer qui se sont facilement intégrés dans le milieu intellectuel des révisionnistes, grâce à leur capacité de travailler en français (ce dont les historiens de langue anglaise du Québec n'ont pas toujours fait preuve) et leur propre prédisposition à se concentrer sur les facteurs structurels⁷⁰.

Or la banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française ne s'exprime pas seulement dans les ruptures. Des éléments de la nouvelle histoire avaient déjà été investis par les interprètes du groupe précédent. À la toute fin de sa *Genèse de la société québécoise*, Dumont prend soin de souligner qu'il faut se garder de lui faire soutenir l'insoutenable quand il est question de l'évolution du Québec contemporain, et donc l'idée que « cette société serait demeurée immobile durant tout ce temps⁷¹ » mérite d'être mise en perspective. Il en est ainsi de l'interprétation donnée de la fameuse citation de Mgr Pâquet sur la mission canadienne-française. À son endroit, Dumont précise :

Des historiens, des sociologues et des essayistes ont cité à satiété le célèbre sermon prononcé par Mgr Pâquet en 1902 : « Notre mission est moins de remuer des capitaux que de manier des idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée. » Ce texte a provoqué les sarcasmes ou l'humour de bien du monde. Plutôt que d'ajouter inutilement à cette litanie, je soulignerai d'abord que l'idée de mission nationale n'est pas exclusivement le fruit d'esprits canadiens-français égarés. Elle est partout répandue au XIX^e siècle. Michelet la découvre dans l'histoire de la France. Elle accompagne le mouvement des nationalités en Allemagne, en Italie, chez les peuples slaves, ailleurs encore. La mission civilisatrice de l'Empire britannique en est un exemple; aux États-Unis, la *Manifest Destiny* en est un autre⁷².

⁷⁰ Ronald Rudin, « La quête d'une société normale : critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no 2 (hiver 1995), p. 11.

⁷¹ Dumont, *Genèse de la société*, 1996 (1993), p. 332.

⁷² Dumont, *Genèse de la société*, 1996 (1993), p. 271.

Dumont et ses contemporains avaient exploré des approches comparatives que vantent certains nouveaux observateurs et qui connaissent un développement considérable dans les dernières années du vingtième siècle⁷³. Ils avaient également manifesté un engouement pour l'américanité. Dumont, par exemple, a mis en valeur la présence du voisin américain dans le développement, voire la survie, de la nation canadienne-française⁷⁴. Or l'américanité dont il était question est dans la nouvelle historiographie endossée de manière différente. Elle ne s'identifie plus à une « réserve identitaire » telle que définie chez Dumont⁷⁵. Les analystes s'intéressent plutôt aux parallèles à établir entre les développements des sociétés québécoise, canadienne et états-unienne, voire de l'ensemble des « collectivités neuves », comme l'appelle le concept développé par Gérard Bouchard. L'auteur évoque notamment le partage de valeurs et d'une certaine vision du monde que les élites ont trop souvent refoulées⁷⁶.

Le fait que Dumont se soit constamment intéressé au sort de la nation canadienne-française sans jamais accepter l'idée de nation québécoise l'a éloigné des

⁷³ Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 17.

⁷⁴ Dumont, *Genèse de la société*, 1996 (1993), p. 334.

⁷⁵ Déjà au début des années soixante-dix, dans la *Vigile du Québec*, Dumont estime que la Révolution tranquille « trouve ses origines les plus lointaines dans les grands bouleversements économiques et sociaux que provoquent l'industrialisation et l'urbanisation à partir du XX^e siècle : l'ébranlement des modes de vie traditionnels, la montée de la classe ouvrière et du syndicalisme, l'évidement progressif des systèmes idéologiques qui ont défini la collectivité ». On croirait lire l'introduction de la synthèse phare de ce groupe d'historiens cosignée dans Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*, Montréal, Éditions du Boréal, 834 p. Voir aussi la recension de Nicole Laurin, « Recension de Fernand Dumont, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse* », Montréal, Hurtubise HMH, 1971, 234 p. », *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 133.

⁷⁶ Gérard Bouchard, *Genèse des nations et culture du nouveau monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 498 p.

observateurs qu'il a côtoyés d'abord comme étudiants, puis comme collègues⁷⁷. Le sociologue n'a pas cessé de déplorer l'absence de sens commun dans la nouvelle histoire, lui dont on dit qu'il aura préféré « une mémoire authentique » qui donne libre cours à l'interprétation⁷⁸. Ses critiques seront entendues par ceux-là même qui présenteront les termes d'un troisième rapport à la mémoire.

Pour le moment, l'essentiel de la rupture entre le récit de ces nouveaux analystes de l'histoire du Québec et celui de leurs devanciers se signale par l'abandon abrupt « du rôle central de la nation canadienne-française, conquise en 1760 et en mal d'affranchissement » pour lui préférer l'étude d'un « groupe ethnique parmi d'autres⁷⁹ ». Dans ces conditions, comme le rappelle Éric Bédard, « [c]'est moins l'histoire de la *nation* canadienne-française que celle de la *société* québécoise qui intéresse les modernistes, une évolution conceptuelle fondamentale qui marque une rupture importante⁸⁰ » avec ce qui s'était fait jusque-là. Malgré les critiques, la majorité des observateurs de cette production en font l'éloge, elle qui a « porté très haut les buts de la connaissance⁸¹ ».

À moins d'être un lecteur distrait ou un tantinet ingrat, on ne peut qu'être impressionné par la qualité de cette recherche, ses méthodes toujours plus sophistiquées, ses techniques d'enquête éprouvées et ses fines analyses. S'il fut autrefois essentiel de s'expatrier pour être exposé à de nouvelles méthodes ou à des thèmes émergents, tel n'est plus le cas aujourd'hui⁸².

⁷⁷ Victor Armony, « Recension de Fernand Dumont, *Raisons communes* », Montréal, Éditions du Boréal, 1995, 255 p. », *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 405.

⁷⁸ Beauchemin, « Dumont. Historien de l'ambiguïté », 2001, p. 224. Dans le même numéro, voir aussi Denys Delâge, « Recension de Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995, 104 p. », p. 401.

⁷⁹ Pierre Trépanier, « Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no 1 (printemps 1999), p. 111.

⁸⁰ Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 17-18.

⁸¹ Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 455.

⁸² Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 9-10.

L'entreprise de révision couronnée de succès depuis plus de trente années semblait nécessaire d'autant plus que, selon les principaux intéressés, il fallait « contrer une histoire-propagande extrêmement biaisée (sinon malveillante) en provenance à la fois du Québec francophone et du Canada anglais⁸³ » qui proposait du passé québécois une image tronquée. La nouvelle histoire s'est présentée en tant que révision d'une histoire du Québec qui serait tentée de ressasser le drame vécu par une nation au destin singulier sur le continent. Les analystes proposent plutôt de dédramatiser par l'histoire ce que la mémoire canadienne-française réclame comme dettes des morts sur les vivants.

L'avènement d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française engage de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille qui contredisent bien des positions avancées par les premiers interprètes. Le désintérêt pour la question d'une nation ayant subi son lot d'injustices permet de nouveaux questionnements mettant au centre de l'analyse la découverte de structures sociales et économiques. La problématique du retard du Canada français, si présente dans l'histoire produite jusque-là, est résorbée dans des analyses abordant l'économie du Québec et non la richesse de ses occupants. C'est donc sur le terrain des réformes que sera réévaluée une « réalité complexe qui ne se laisse appréhender par aucune des images réductionnistes proposées par les hérauts de la Révolution tranquille⁸⁴ ». En réaction au récit proposé par leurs devanciers, les interprètes préfèrent analyser la question du retard en apportant les nuances qui s'imposent et en évitant surtout les « confusions communes »:

⁸³ Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 425.

⁸⁴ Gilles Bourque, Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1988, p. 11.

[Leur] intention n'est pas de nier l'infériorité ni le peu de contrôle qu'une telle fraction de la bourgeoisie a exercé sur les grands leviers du développement économique, mais de considérer l'existence d'institutions et de pratiques culturelles capitalistes au sein même de la communauté canadienne-française⁸⁵.

Fascinés par les structures, les observateurs réévaluent entre autres l'évolution du rôle de l'État et du développement des grands ensembles économiques. Le caractère sacré de la Révolution tranquille vue comme une sortie de rédemption se trouve contesté. Ce n'est pas tant l'ampleur des réformes qui les intéresse que les conditions historiques ayant permis l'apparition, dans les années soixante, de mesures interventionnistes. Le duplessisme assombri par les premiers interprètes devient moins responsable de tous les maux que symptôme d'une société en pleine mutation et sur le point de connaître de profonds bouleversements. Comme le dira bientôt Lucia Ferretti, avec ces nouvelles données tirées de la recherche, le temps où l'on voyait les politiques des Lesage-Johnson « comme sorties toute armées de la cuisine de Jupiter⁸⁶ » est bien révolu.

Ces secondes interprétations de la Révolution tranquille donnent la réplique à celles prétendant que le Québec a été à la remorque de ses voisins. De la même manière, les analystes battent en brèche l'idée selon laquelle le Québec est soudainement entré dans la modernité en 1960. Ils découvrent que les Québécois sont plus américains qu'ils ne le croient et même que leur piété n'avait rien de si exceptionnelle. La recherche s'ouvre dorénavant à d'autres pistes pour comprendre les transformations concrètes subies dans l'histoire contemporaine du Québec. Par conséquent, la thèse historique du retard du Québec et de l'infériorité économique des

⁸⁵ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, p. 18.

⁸⁶ Lucia Ferretti, « La révolution tranquille », *l'Action nationale*, vol. LXXXIX, no 10 (décembre 1999), p. 59-91.

Canadiens français en lien avec leur statut politique n'est pas reconduite dans les années quatre-vingt, marquant du coup une rupture historique majeure. Ces nouvelles études, comme l'annonce la quatrième de couverture d'un ouvrage parmi d'autres, viennent « s'ajouter aux récents travaux sur l'histoire du Québec qui remettent en cause l'image d'une société figée, fermée sur elle-même, laquelle aurait été essentiellement conservatrice avant le " Grand Jour " de la Révolution tranquille⁸⁷ ».

Ce qu'il importe de montrer consiste à faire de l'accession du Québec à la modernité un phénomène qui ne serait pas seulement imputable à un petit noyau d'intellectuels. L'avènement de la modernité ne saurait être compris comme une explosion de l'histoire ayant fait disparaître du jour au lendemain une société rétrograde au profit d'une société pleinement moderne⁸⁸. La révision de l'avant Révolution tranquille atteint son paroxysme lorsque les termes de la discussion sont carrément renversés. Le pôle discursif de la rupture entre tradition et modernité est abandonné au profit d'une représentation du Québec d'avant 1960 marquée par une évolution politique et sociale presque normalisée. Les interprétations présentent plutôt un cadre de développement de l'État libéral dont l'essentiel aura permis, bien involontairement, le passage vers une régulation sociale qualifiée de providentielle et largement associée à l'univers des années soixante⁸⁹.

Ces études ébranlent l'univers référentiel de la Révolution tranquille mis en place depuis les années soixante, les concepts d'usage comme ceux de « tradition » et

⁸⁷ Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS 1923-1993*, Montréal, Éditions du Boréal, 1994, 268 p.

⁸⁸ Les contributions de Marcel Fournier, Yvan Lamonde, Esther Trépanier, Marcel Rioux, Yves Bélanger, Pierre Fournier, Claude Couture, pour ne nommer que certains d'entre eux, amorcent bel et bien un revirement de paradigme perceptible dans l'historiographie dès le début des années quatre-vingt.

⁸⁹ Beauchemin, Bourque et Duchastel, « Église, tradition et modernité », 1991, p. 175-198.

« modernité » les premiers. Dans ces conditions, la Révolution tranquille n'incarne plus exclusivement un épisode de libération nationale, mais plutôt une étape dans le long développement de l'État providence. Les observateurs s'en prennent au cadre interprétatif « qui, à travers des fortunes diverses, a voulu atténuer l'ampleur des changements survenus en insistant sur ce qui avait survécu⁹⁰ ». Ils présentent le passé québécois, celui de la Grande noirceur en particulier, sous des angles à peu près inconnus jusque-là, ce qui « a justement consisté à contester le stéréotype, à en récuser les traits⁹¹ ».

Ce sont justement les divers excès qui alimentent une critique dont l'essentiel signale l'apparition d'un troisième et dernier rapport à la mémoire canadienne-française que l'on peut voir dans les interprétations de la Révolution tranquille. La contrepartie de la banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française se manifeste dans la fragmentation de la recherche qui rend difficiles toute tentative d'homogénéiser l'histoire autrement que par un objet d'intérêt dépourvu de sa dimension nationale et culturelle⁹². Même si Bouchard estime que le morcellement du savoir cache un sens commun dans le choix du cadre interprétatif, c'est-à-dire dans le paradigme retenu, il faut admettre que cette histoire du Québec a fait l'économie de sens et qu'il revient aux lecteurs, pour le meilleur ou le pire, de s'en négocier un avec les éléments dont ils disposent⁹³. À moins d'entretenir une autre forme de rapport à la mémoire canadienne-française que nous abordons dans les termes d'une division entre mémoire malheureuse et réenchantée.

⁹⁰ Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 426.

⁹¹ Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 416.

⁹² Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 427.

⁹³ Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur », 2005, p. 434.

2.3.3 Mémoire malheureuse et mémoire réenchantée (1995 à aujourd'hui)

Le réenchantement du rapport à la mémoire se lit dans l'épuisement de certaines interprétations de la période précédant la Révolution tranquille et dans la persistance de certaines idées reçues à son endroit. La dernière conjoncture entraîne un sentiment d'insécurité collective dont les échos se rendent jusque dans les interprétations de la Révolution tranquille. La radicalisation de la banalisation à la référence canadienne-française, qui sert de réponse aux premières critiques de l'histoire révisionniste, provoque le réenchantement du rapport à la mémoire canadienne-française. Les termes sont toujours aussi évasifs, mais se dessine une nouvelle sensibilité pour des aspects laissés dans les marges de l'histoire, en particulier ceux ayant trait aux sphères religieuses et les nationales. Avant la fin du siècle dernier, les questions suggérant un « retour du refoulé » sont formulées par une nouvelle cohorte d'interprètes qui, « [c]ontrairement à la génération d'après-guerre ou même à celle des années 1970, [...] peut compter sur des institutions bien établies. Ces « jeunes » observateurs arrivent à un moment où les connaissances sur le passé québécois se multiplient⁹⁴ ». Ils en profitent pour sillonner les lieux laissés pour compte et s'intriguer de certains abandons, notamment la dimension nationale inhérente à l'histoire.

La disparition historiographique de la singularité de l'expérience de celui que les interprètes appelaient à une autre époque le Canadien français intrigue en effet les nouveaux analystes. Ils sont investis d'une sensibilité renouvelée à l'égard de l'héritage canadien-français. Le révisionnisme avec son penchant pour l'américanité, relève-t-on, aurait selon eux détourné le sens de l'histoire et opéré une rupture artificielle avec la mémoire canadienne-française. Bien que l'objectif derrière cette démarche heuristique ait été honorable en ce qu'elle proposait « de récuser les tares

⁹⁴ Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 9.

culturelles [...] qui auraient maintenu la collectivité canadienne-française à l'écart des grands courants sociaux et culturels engendrés partout ailleurs en Amérique par une modernité⁹⁵», il faut aussi prendre acte des conséquences dans la définition de l'identité collective⁹⁶.

Le remplacement de référent identitaire dans l'historiographie développée depuis la fin des années soixante-dix se trouve ainsi au cœur des critiques adressées au révisionnisme. Prenant à partie Gérard Bouchard, Joseph Yvon Thériault écrit que « l'historien Bouchard n'est pas de ces historiens – Garneau, Groulx, Frégault, Brunet, Séguin – qui ont voulu perpétuer le vieux paradigme de l'histoire d'une nation victime, constamment humiliée et menacée. Le paradigme de l'américanité est rupture, ouverture, recommencement⁹⁷ ». Les interprètes se situant dans ce nouveau rapport à la mémoire canadienne-française s'interrogent sur la permanence de ce qui a pourtant été abandonné dans le discours historique, c'est-à-dire la singularité du parcours historique canadien-français. Cette singularité banalisée par la science historique intrigue puisqu'elle demeure incarnée dans la représentation du passé d'une majorité de la population québécoise et franco-canadienne, ce que nous signalons dans cette thèse dans les termes d'un savoir historique ordinaire de l'acteur.

Ce que la querelle des historiens recèle d'inédit, ce n'est pas le fait que des événements soulèvent des problèmes d'interprétation et qu'ils soient alors sources de conflits, mais plutôt le fait que la mémoire refuse d'être réduite au silence dans l'écriture de l'histoire et que cette dernière soit contrainte de rendre compte de la gestion qu'elle effectue de la rencontre des mémoires⁹⁸.

⁹⁵ Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, p. 16.

⁹⁶ Maclure, *Récits identitaires*, 2000, p. 179.

⁹⁷ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 145.

⁹⁸ Jacques Beauchemin, « L'idéal postnationaliste et la crise de la mémoire nationale. Le temps révolu des nations? », dans E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*, Montréal, Fides, 2007, p. 262.

Subtilement inscrit au cœur de ce vent de critiques se développe un discours souhaitant la réhabilitation d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française. Certains observateurs constatent que les choix des années soixante-dix et quatre-vingt, endossés à la fois par les intellectuels et les chercheurs, ont sapé les bases de la référence identitaire québécoise. Éric Bédard et Xavier Gélinas écrivent :

Les néo-nationalistes voulaient démontrer que le Québec n'était plus le Canada français, qu'un peuple normal, ouvert sur le monde, avait remplacé une ethnie repliée sur elle-même. Ce peuple qui accédait à la conscience grâce à l'avènement d'une nouvelle élite avait cependant besoin d'un nouveau lieu symbolique pour asseoir sa légitimité. Référence exclusivement culturelle, le poussiéreux Canada français d'hier se confondait avec l'image d'une élite dont on préférait oublier l'existence. Désormais, décrétèrent les néo-nationalistes, nous serions citoyens d'un territoire : le Québec. Cette assise neutre s'imposerait d'elle-même⁹⁹.

Par conséquent, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, devant une nouvelle histoire qui ne rejoint plus la mémoire canadienne-française laissant presque à penser que le Québec a connu un développement similaire à toutes les « collectivités neuves », des voix s'élèvent pour que soient récupérées les spécificités du développement historique du Québec¹⁰⁰.

Ces nouveaux questionnements se cristallisent dans études abordant l'éclatement des paradigmes¹⁰¹, l'avènement de la postmodernité, la fin des grands récits identitaires, le morcellement de la recherche, l'abandon de la synthèse. Autrement dit, l'augmentation des réflexions épistémologiques est palpable¹⁰². Selon

⁹⁹ Bédard et Gélinas, « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », 2003, p. 81. Remarquons que ce ne sont pas les néonationalistes qui pensent ainsi. Linteau et *al.* ne se reconnaissent d'ailleurs pas comme des néonationalistes, contrairement à ce que soutient Bédard.

¹⁰⁰ Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 457.

¹⁰¹ Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 18.

¹⁰² Bédard, *Parole d'historiens*, 2006, p. 20

Goyette, l'évolution historiographique des dernières années est une réaction à « la marginalisation progressive des aspects herméneutique et esthétique de l'histoire au profit de sa dimension critique » rendant dorénavant distinctes histoire, mémoire et littérature. En procédant ainsi, plusieurs estiment que « l'histoire ne pouvait que perdre une partie de sa raison d'être. Repliée sur ses méthodes, devenue l'apanage de spécialistes, elle serait devenue de plus en plus indifférente aux problèmes des êtres humains¹⁰³ ». Pour ces nouveaux venus, le rapport au concept de mémoire doit être repensé sans pour autant que l'historiographie en devienne prisonnière.

En préservant leur souci d'exactitude, de nuance et de contrôle dans l'exposé des idées, en marge de leurs savants tableaux synchroniques, il importe que les historiens conservent, et même cultivent davantage, l'art de raconter. Qui sait, risquer un pas en cette direction permettrait peut-être de « redramatiser » certains aspects de l'histoire du Québec et d'opérer un rapprochement entre le monde universitaire et le grand public, la narration demeurant, en effet, la façon la plus intuitive de répondre à la question : *que s'est-il passé*¹⁰⁴?

La troisième historiographie de la Révolution tranquille correspond ainsi à une troisième révision du rapport de l'histoire à la mémoire canadienne-française. Elle s'inspire d'une volonté d'équilibrer les analyses structurelles jugées froides, au mieux statistiques, en fonction d'une ouverture à la mémoire canadienne-française, non pas pour la conforter comme au temps de Groulx ni pour l'affronter comme au temps de Ouellet et Séguin, mais au moins pour lui reconnaître un quelconque intérêt pour l'histoire disciplinaire.

La tradition canadienne-française, rendue honteuse avec les années soixante et laissée pour compte depuis les années soixante-dix, est de nouveau appelée au tribunal de l'histoire. Ce nouveau rapport manifeste une volonté de faire entrer en ligne de compte le concept de mémoire dans le travail de l'observateur. Dans ces

¹⁰³ Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 454.

¹⁰⁴ Goyette, *Parole d'historiens*, 2006, p. 458.

conditions, l'avant-1960 revient au centre des interprétations alors que certaines composantes sociales marginalisées par le groupe précédent, entre autres le clergé catholique, se voient revisitées, voire parfois réhabilitées. À travers ce nouveau prisme, la Révolution tranquille, en tant que fossoyeuse d'une conscience canadienne-française, pâlit un peu plus. Les analystes réinterprètent par exemple la Révolution tranquille à la lumière d'une nouvelle appréciation de l'interventionnisme de l'État providence jugé de plus en plus sévèrement, les deux phénomènes étant dorénavant intimement liés.

Les observateurs relisent la Révolution tranquille et s'expriment dans de nouvelles revues, la *RIHAF*¹⁰⁵ par exemple ou encore *Argument* et le *Bulletin d'histoire politique*, bien que de moins jeunes revues, entre autres la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et *Recherches sociographiques*, relaient aussi de nouvelles propositions de travail visant une réappropriation de l'objet mémoire canadienne-française. Les troisièmes interprètes de la Révolution tranquille reprochent à leurs devanciers immédiats d'en avoir présenté une interprétation trop mécanique. Poursuivant parfois sur la lancée de leurs maîtres, en continuant par exemple à réhabiliter l'avant Révolution tranquille et en relativisant sa portée, ils innovent toutefois en redorant le blason de l'Église catholique, l'une des principales coupables des malheurs des Canadiens français dans le récit des premiers observateurs de la Révolution tranquille. En dernier recours, ces nouveaux historiens prétendent, contrairement à leurs devanciers, être plus sensibles aux ratés de la Révolution tranquille puisque « nous en connaissons, écrit Bédard, aujourd'hui ses ombres et ses faiblesses¹⁰⁶ ».

¹⁰⁵ *Mens, Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française.*

¹⁰⁶ Éric Bédard, « De la difficulté à penser le conservatisme canadien-français », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3 (2005), p. 465.

Ainsi, d'après Bédard, les deux tendances qui se sont dessinées et affrontées au cours des années soixante-dix, la marxiste et la libérale, ont produit un récit qui en fin de compte rejoint cette idée qu'il décrivait comme « l'avènement d'un monde moralement supérieur à celui qui le précédait¹⁰⁷ ». Bien entendu, ces deux groupes se sont tout de même distingués dans leur interprétation de la Révolution tranquille. Pour l'un, les « libéraux », les années soixante confirment la rupture de l'alliance clérico-nationaliste; pour l'autre, les « marxistes », l'apparition de l'État providence signale le terme d'un « mode de régulation libérale¹⁰⁸ ». Ces différends théoriques se retrouveront à la base des questionnements en vue d'élaborer de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille. Mais avant d'en arriver à valider tout cela, nous allons, au prochain chapitre, présenter le corpus et la grille de lecture confirmant nos hypothèses.

¹⁰⁷ Bédard, « De la difficulté à penser », 2005, p. 460.

¹⁰⁸ Bédard, « De la difficulté à penser », 2005, p. 461.

CHAPITRE 3

L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Comment ceux qui vivront le centième anniversaire du 22 juin 1960 apprécieront-ils le train d'événements qui s'ensuivit? Eux aussi, s'ils ont conservé la mémoire, le jugeront d'après leur état d'esprit¹.

Léon Dion

3.1 Introduction

La citation de Léon Dion rappelle le caractère éphémère de toute représentation historique. Elle annonce surtout l'impact de la mémoire dans l'acte d'écriture de l'histoire. Comment saisir ces rapports complexes à la mémoire dans des récits à prétention scientifique? Que nous apprennent ces révisions historiques sur le sens d'un événement comme la Révolution tranquille? Quels enjeux trouve-t-on derrière l'écriture d'une histoire dont le rapport à la mémoire se transforme suivant les conjonctures? Voilà certaines questions que la suite de la thèse traitera en fonction de ce que dévoilera le corpus. Dans ce chapitre, celui-ci fait l'objet d'une attention particulière.

¹ Léon Dion, *La Révolution déroutée 1960-1976*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998, p. 11.

Les interprétations de la Révolution tranquille constituent un univers riche pouvant livrer des réponses concernant la nature des rapports à la mémoire canadienne-française. Les récits indiquent entre autres une particularité qui consiste à voir apparaître certaines oppositions. Plusieurs auteurs disent ainsi de la Révolution tranquille qu'elle a été une revanche de l'Histoire alors que d'autres soutiennent qu'elle a mis en terre un projet national pour lequel les Québécois auraient aujourd'hui des raisons d'être nostalgiques. Il y a entre ces pôles d'autres lectures allant d'une révolution administrative à une révolution morale. En tenant compte des catégorisations établies plus tôt, nous présentons le corpus en trois sous-groupes.

Notre démarche propose maintenant de circonscrire la méthodologie nécessaire à la validation de notre principale hypothèse de recherche, laquelle consiste à mettre au centre des écarts interprétatifs autant de rapports à la mémoire canadienne-française. En effet, à l'intérieur de chacune des périodes historiographiques que nous avons présentées dans le chapitre précédent se trouvent des textes dont les propos peuvent être caractérisés en fonction du rapport à la mémoire canadienne-française. L'expression de ces divergences, observables grâce à des comparaisons thématiques, permet de mieux comprendre la présence de trois grands récits de la Révolution tranquille.

Notre échantillon d'analyse comprend près d'une centaine d'ouvrages traitant de la Révolution tranquille et qui ont été publiés au cours du dernier demi-siècle. Le type de publication est relativement varié, répondant parfois aux formes de l'essai, de l'ouvrage collectif ou de la synthèse. Ils ont toutefois en commun leur lieu d'énonciation, c'est-à-dire celui que l'on associe au cadre universitaire. La présence au sein de ce cadre de chapelles interprétatives confirme la nature de rapports distincts à la mémoire canadienne-française dont on peut retrouver des traces dans des interprétations de la Révolution tranquille. Dans la première partie de ce chapitre, nous présentons le processus de rétention du corpus en fonction des trois sous-corpus.

Puis, nous établissons les paramètres de l'approche méthodologique proprement dite. Nous exposons enfin les principaux angles d'approche en précisant la grille de lecture du corpus qui fera l'objet de nos observations dans la suite de la thèse.

3.2 L'analyse de contenu

L'historiographie de la Révolution tranquille a été dépouillée en fonction de trois périodes (1960-1979; 1980-1994; 1995 à aujourd'hui). Puisque nous étions en quête d'indices marquant l'apparition de nouveaux rapports à la mémoire canadienne-française, nous nous sommes arrêtés aux principaux thèmes revisités d'une historiographie à l'autre afin de constater les changements. Avant de présenter le corpus qui sera à l'étude dans la deuxième partie de cette thèse, nous nous permettons un retour sur la pertinence de l'analyse de contenu qui fera office de méthode d'enquête. Nous nous intéressons par conséquent à ses diverses modalités d'application en plus de constater ce qu'elle offre au chercheur.

Cette étude repose sur une lecture attentive d'un certain nombre d'écrits portant sur la Révolution tranquille. Ces récits sont en quelque sorte les reflets de plusieurs dynamiques qui ont enregistré le passage d'au moins trois rapports à la mémoire canadienne-française. Ces sources représentent les lignes directrices qui permettent de regrouper les interprétations en trois sous-ensembles. Chacun de ces sous-ensembles répond à une logique particulière dont l'essentiel se traduit dans l'énoncé de rapports à la mémoire canadienne-française que nous avons présentés au chapitre précédent. Loin de couvrir tout ce qui s'est écrit sur la Révolution tranquille, nos sources projettent toutefois des représentations qui ont, à un moment, rejoint une majorité d'observateurs et qui témoignent de l'existence plus ou moins diffuse de consensus fragiles au sein de la pratique en sciences humaines.

Comme approche méthodologique de l'historiographie, l'analyse de contenu constitue une porte d'entrée sur le passé parmi d'autres². Des études comme celle de Demers ont d'ailleurs tiré profit d'une analyse de contenu de type exploratoire qui s'en remet à « l'intuition du chercheur et [à] sa capacité d'intelliger un corpus³ ». La thèse de Bélanger, qui fait partie du corpus, a elle aussi suivi cette approche méthodologique en faisant une « saisie d'un *produit social* qu'est l'idéologie » tout en s'intéressant à « une structure qui dépasse les circonstances biographiques des intervenants, et même dans une certaine mesure, leurs intentions conscientes⁴ ». L'auteur qui s'intéresse aux organes de diffusions idéologiques des années 1930 aux années soixante, soit la *Relève*, le mouvement de la Jeunesse étudiante catholique (JEC), *Cité libre* et *Partis pris*, parle de « discours sur le discours ».

Les interprétations que livre Bélanger constituent d'intéressantes entrées permettant de sonder les fondements de l'historiographie québécoise d'une époque précise. Dans ce cas précis, l'analyste se fait représentatif d'une forme de rapport à la mémoire canadienne-française dont l'un des principes consiste à montrer les failles du discours d'avant la Révolution tranquille. Globalement, nous en parlons en termes d'historiographie établissant une mise en procès de la mémoire canadienne-française.

L'ouvrage de Laurence Bardin sur l'analyse de contenu, paru il y a plus de trente ans et ayant fait l'objet de nombreuses rééditions, offre aux chercheurs des pistes concrètes afin de repérer des nuances et des tendances qu'on pourrait estimer peu évidentes. En effet, l'analyse de contenu propose une lecture des sources qui va

² Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1977, p. 14.

³ C'est ce type d'approche qu'a retenu Frédéric Demers, « La mise en scène de l'imaginaire national et historique du Québec francophone dans la télé-série *Les filles de Caleb* », Thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval, 2004, p. 32.

⁴ André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1977, p. 8.

au-delà du propos principal. Le lecteur peut ainsi chercher dans un texte ou une source portant sur un sujet particulier, par exemple des publicités, des éléments explicatifs permettant, non pas de décoder le message explicite de l'énonciateur, dans ce cas-ci les vertus d'un produit annoncé, mais ce qui n'est pas dit.

L'analyse de contenu a donné lieu à d'intéressantes études dont les sources sont variées allant de la propagande de guerre aux œuvres en passant par des objets courants comme la monnaie⁵. Dans cette perspective qui amène le chercheur à explorer un univers référentiel qui accompagne les sources, Jauss a travaillé sur les destinataires en fondant les grands axes d'une esthétique de la réception en littérature⁶. Dans l'avant-propos de son ouvrage pratique, Bardin met en évidence le fil conducteur qui unit toutes les contributions qui se réclament de l'analyse de contenu.

Qu'est-ce que l'analyse de contenu aujourd'hui? Un ensemble d'instruments méthodologiques de plus en plus raffinés et en constante amélioration s'appliquant à des « discours » (contenus et contenant) extrêmement diversifiés. Le facteur commun de ces techniques multiples et multipliées – du calcul de fréquences fournissant des données chiffrées à l'extraction de structures se traduisant en modèles – est une herméneutique contrôlée, fondée sur la déduction : l'inférence. En tant qu'effort d'interprétation, l'analyse de contenu se balance entre les deux pôles de la rigueur de l'objectivité et de la fécondité de la subjectivité. Elle absout et cautionne chez le chercheur cette attirance vers le caché, le latent, le non-apparent, le potentiel d'inédit (du non-dit), détenu par tout message⁷.

Enfant du vingtième siècle, l'analyse de contenu a connu un rayonnement majeur grâce aux sciences politiques américaines alors que les chercheurs en ont fait un outil pour démasquer les traces de messages subversifs dans la presse à grand

⁵ Comme entrée en la matière, on consultera Peter Burke, *Eyewitnessing. The Uses of Images as Historical Evidence*, New York, Cornell University Press, 2001, 223 p. ainsi que Catherine Saouter, *Le langage visuel*, Montréal, XYZ éditeur, 2000, 215 p.

⁶ H.R. Jauss, *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, Coll. Tel, 2002 (1990), 333 p.

⁷ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 9.

tirage, moyen de contrôle particulièrement pratique en temps de guerre⁸. À la suite du conflit mondial de 1939-45, l'analyse de contenu connaît un second souffle avec Berelson qui propose certaines règles en s'intéressant aux processus électoraux aux États-Unis⁹. Il en a fait « une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication¹⁰ ». Avec le décroisement des barrières disciplinaires au cours des années cinquante et soixante, la technique connaît un véritable âge d'or¹¹. Au tournant des années soixante, l'analyse de contenu devient commune à plusieurs spécialités des sciences de l'homme. Elle ne cesse depuis de faire des adeptes non seulement en sciences humaines, mais aussi pour tout professionnel qui voudrait y avoir recours.

Le principal avantage de l'analyse de contenu repose dans son efficacité à décoder des messages au-delà du signifiant, ce qui amène le chercheur à se méfier « des prénotions, [à] lutter contre l'évidence du savoir subjectif, [à] détruire l'intuition au profit du "construit", [à] repousser la tentation de la sociologie naïve qui croit pouvoir saisir intuitivement les significations des acteurs sociaux mais n'atteint que la projection de sa propre subjectivité¹² ». Ces dernières années, une partie de la recherche historique québécoise a emprunté cette voie en exploitant les possibilités

⁸ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 15.

⁹ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977 p. 17. Bernard Berelson, tout comme Paul Lazarsfeld, s'est intéressé à l'étude des comportements électoraux. En collaboration avec Paul Félix Lazarsfeld et Hazel Gaudet, *The people's choice how the voter makes up his mind in a presidential campaign*, New York, Columbia University Press, 1965, (1948), 178 p. et avec Paul Lazarsfeld et William N. McPhee, *Voting : a Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, (1954), 395 p.

¹⁰ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, voir la note numéro un de la p. 17.

¹¹ Décroisement disciplinaire dont on verra plus tard des traces en histoire, entre autres dans la trilogie dirigée par Jacques Le Goff et Pierre Nora, *Faire de l'histoire* (1. *Nouveaux problèmes*; 2. *Nouveaux objets*; 3. *Nouvelles approches*), Paris, Gallimard, 1974.

¹² Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 27.

de l'analyse de contenu¹³, entre autres par des études de l'iconographie, preuve supplémentaire qu'elle ne répond pas à un modèle fixe. L'une des tendances actuelles en recherche valorise cette approche qui dépasse la réalité objective qu'incarne la source à première vue, qu'elle soit imagée ou écrite. C'est à ce détachement que sont conviés les chercheurs en choisissant l'analyse de contenu. La démarche que nous retenons dans cette thèse s'inspire en grande partie de ces initiatives de plus en plus nombreuses.

L'analyse du discours ou documentaire est une proche variante de l'analyse de contenu puisque toutes deux fonctionnent sensiblement de la même manière avec leur « découpage de l'information, [leur] ventilation dans des catégories selon le critère de l'analogie, [leur] représentation sous forme condensée par indexation¹⁴ ». Il y a bien sûr entre analyse du discours et de contenu des nuances plus importantes sur lesquelles nous n'insisterons pas. Dans le cas d'un travail de nature historique inscrit dans le cadre d'une analyse du discours, l'unité recherchée pourrait être la présence ou l'absence de référence à un ou des événements dans un récit. Le chercheur catégorise en fonction d'actions et non de la fréquence d'apparition d'une unité¹⁵. Dans l'analyse documentaire, le processus n'est donc pas quantitatif, mais bien

¹³ On retrouve un résumé des perspectives dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme (dir.), « Introduction », *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 281 p. Si l'on recule dans le temps, on constate que l'intérêt pour l'image comme source fait l'objet de discussions depuis un moment. Pierre Ansart, « Nos images politiques sont-elles neuves? », *Cahiers de Sociologie*, vol. LXXXII, 1987, (janvier-juin), p. 57-72. Jocelyn Létourneau, « La saga du Québec moderne en images », *Dossier*, Genèses 4, (mai 1991), p. 44-71; Yvon Lemay, « La photographie dans les périodiques québécois au cours des années 1980 : la question de l'art et du politique », *Recherches sociographiques*, vol. XXXIII, no 2, (1992), p. 239-258; Jean-Paul Gourévitch, *L'image en politique. De Luther à Internet et de l'affiche au clip*, Paris, Hachette Littératures, 1998, 244 p; Marie-Hélène Joyeux, « Le photomontage politique à travers les couvertures de *Vu* (1928-1936) », *Les Cahiers du Mnam* 84, (été 2003), p. 49-66; Marianne Thibault, « Les représentations des Patriotes dans l'art québécois : le cas d'Henri Julien », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no 1 (automne 2003), p. 28-42.

¹⁴ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 45.

¹⁵ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 106.

qualificatif. Ce qui « compte » le plus, c'est le traitement d'une unité d'enregistrement au sein d'un corpus.

Ce dernier type d'analyse est d'un grand intérêt pour l'historien, car il lui permet d'aller plus rapidement à l'inférence. L'analyse quantitative, populaire dans les années soixante-dix et quatre-vingt, exige quant à elle l'exploitation et le traitement de données considérables, un travail de cueillette fastidieux qui n'est pas réellement compensé par le temps épargné grâce entre autres à l'informatique¹⁶. D'ailleurs, comme le précise Robert Leroux, la mémoire, ou sa trace, est rarement présentée de manière explicite, ce qui rend difficile l'analyse quantitative. « Ainsi, il faut la déceler, la dépister à travers des textes de quelques-uns de ses principaux représentants¹⁷ » en tentant de dégager une lecture documentée. Par conséquent, l'histoire écrite doit être prise en tant que forme d'œuvre en construction appelée à de multiples révisions ou déconstructions, des pratiques familières à l'historien¹⁸.

L'analyse du discours se prête ainsi mieux à un corpus historique parce qu'elle impose un regard moins statique et permet de donner libre cours à l'intuition du chercheur. En faisant appel à une analyse de contenu holistique, nous faisons une lecture rigoureuse des textes retenus afin de dégager la structure et les fondements de l'argumentaire proposé dans chacun des textes retenus. C'est d'ailleurs de premières lectures que sont nées les hypothèses énoncées au chapitre précédent. Nous avons

¹⁶ Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 22.

¹⁷ Robert Leroux, « Les deux mémoires : divergences d'intentions entre historiens et sociologues », dans E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*, Montréal, Fides, 2007, p. 83.

¹⁸ « Notons que les historiens, amateurs ou professionnels, font la même chose : ils relisent, et souvent répètent, leurs devanciers », écrit Fernande Roy, « Une mise en scène de l'histoire. La fondation de Montréal à travers les siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 1 (été 1992), p. 8.

alors porté une attention particulière aux thématiques retenues, puis nous avons procédé à une catégorisation de l'ensemble du corpus. Nous avons ensuite distribué les textes en fonction du sens commun qui s'en dégageait par période, en regroupant les interprétations dont les rapports à la mémoire canadienne-française se recoupaient.

Nous en sommes venus à une distribution du corpus tripartite que l'on peut saisir dans trois grandes mouvances historiographiques dont les interprétations de la Révolution tranquille se font l'écho. Ces grandes catégories, fondées sur l'historiographie existante, ont par la suite fait l'objet de subdivisions en fonction des thèmes abordés. À la lumière de cette dernière étape, nous sommes arrivés à la constitution d'un réseau d'associations entre les textes qui consolide une description précise et originale du corpus.

À divers degrés, l'historiographie de la Révolution tranquille propose des remaniements de la mémoire canadienne-française. À ce titre, elle est devenue un lieu de mémoire. Nora ajouterait que ce type d'ouvrage n'est pas courant. L'historiographie de l'objet Révolution tranquille regroupe ces livres d'histoire « qui se fondent sur un remaniement même de la mémoire ou en constituent les bréviaires pédagogiques¹⁹ ». Comme nous aurons l'occasion de le constater bientôt, et pour reprendre une idée déjà énoncée²⁰, la tradition du Canada-français suggère des pistes de compréhension, notamment dans les représentations que ses élites historiennes en ont faites depuis un demi-siècle dans le discours de la Révolution tranquille. La mémoire canadienne-française, encore active politiquement à travers la question

¹⁹ Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », dans *Les lieux de mémoire, tome 1 : La République*, Paris, Éditions Gallimard, 1997 (1984), p. 40.

²⁰ Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, 210 p. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, p. 270.

nationale, donne sens à l'expérience sur laquelle repose l'idée de tradition historiographique.

3.3 Constitution du corpus et méthodologie

Maintenant que nous avons vu comment peut être menée une analyse de contenu, nous pouvons procéder à la présentation de notre méthode de lecture du corpus. Nous n'avons pas opté pour une analyse exhaustive de tous les récits de la Révolution tranquille, car nous souhaitons avant tout étudier le discours émanant du réseau universitaire. De la même manière, nous avons réduit notre corpus aux seuls ouvrages publiés, excluant volontairement du corpus principal les articles de revues qui ont plutôt servi à l'analyse. Leur utilisation vient souvent corroborer ce qui se retrouve dans des textes dont la diffusion est plus large. D'ailleurs, les idées les plus influentes présentées dans les périodiques sont souvent récupérées dans des médias qui leur assurent une meilleure visibilité.

Il faut ajouter que nous cherchons d'abord les traces de courants dominants et non une mosaïque d'idées développées selon les périodes. Cela n'exclut pas les thèses en rupture de ban avec les historiographies dominantes que nous verrons à travers les éléments critiques de chacun des courants. Leur marginalité sert plutôt à confirmer la prévalence d'un rapport à la mémoire canadienne-française dans une optique qui se veut double : soit la critique confirme l'apparition d'un type de rapport, soit elle en annonce le développement d'un nouveau.

Nous présentons maintenant le choix des ouvrages qui s'insèrent dans l'historiographie selon les sous-périodes établies. Nous nous arrêtons ensuite à la méthode en survolant les questions retenues et en abordant la procédure de lecture en vue de dégager des réponses à nos principales hypothèses. Mais avant, il nous faut dire un mot sur les limites temporelles de notre étude.

3.3.1 Limites temporelles

Notre recherche porte sur un demi-siècle de production historique, c'est-à-dire des années soixante à nos jours. Notre limite inférieure se confond avec l'année considérée comme étant l'an un de la Révolution tranquille alors que la limite supérieure coïncide avec les « célébrations » entourant le cinquantième anniversaire de l'élection qui en aura incarné le point de départ. En ratissant large, en cherchant à englober temporellement l'ensemble des récits de la Révolution tranquille, nous désirons entreprendre une lecture sur un relatif long terme. Car ce ne sont pas tant les historiographies prises individuellement qui nous intéressent, mais bien la dynamique dans laquelle elles s'inscrivent et ce qu'il est possible de comprendre des rapports développés à l'égard de la mémoire canadienne-française. Cet angle d'approche s'appuie sur des observations à partir desquelles on peut dégager trois mouvances historiographiques.

À l'intérieur de cette « longue durée », nous avons tracé deux limites en 1980 et 1995, lesquelles signalent le passage d'un type de rapport à la mémoire canadienne-française à un nouveau. Bien sûr, en histoire, il n'y a pas rupture aussi brutale, mais l'on estime que ces dates frontières correspondent à des changements non seulement perceptibles dans les sphères publique et politique, mais aussi historiographique. Ainsi, en 1980, l'histoire est déjà depuis quelques années en train d'enregistrer les termes d'une nouvelle histoire dont les structures sont prisées au détriment du sens national. Avec les années quatre-vingt, cette tendance, encore marginale quelques années plus tôt, devient prédominante dans les discours de la Révolution tranquille. La posture révisionniste n'est pas contestée avant les années quatre-vingt-dix. En 1995, autre date frontière du corpus, elle l'est suffisamment pour que se développent des réflexions qui font basculer l'histoire dans un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française.

3.3.2 Présentation du corpus

Nous l'avons vu au premier chapitre, rares sont les chercheurs qui ont osé établir ce que l'on pourrait appeler le contenu substantiel de la mémoire canadienne-française. Demers rappelle d'ailleurs les difficultés rencontrées par les chercheurs intéressés par des objets abstraits : « prétendre rendre compte de l'imaginaire entier d'une société constitue une tâche à toutes fins utiles impossible²¹ ». Voilà pourquoi nous ne ferons pas une lecture technique du corpus en tâchant d'insérer dans des catégories d'analyse des entités qui répondraient à ce qu'est, selon nous, la mémoire canadienne-française. Le processus de catégorisation propre à l'analyse de contenu est intéressant mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce qui y prime, c'est ce que celui-ci peut nous dire une fois soumis à l'inférence.

Ainsi, la description simple des objets classifiés dans une catégorie a moins de pertinence que ce que le chercheur en tirera en la soumettant à une nouvelle compréhension²². Cet intérêt est intimement lié à la découverte de ce que Moscovici nomme des « conditions de production²³ ». C'est donc par une analyse de « type exploratoire » que nous cherchons à rendre intelligible notre corpus à partir des hypothèses de recherche déjà présentées.

Par ailleurs, la constitution du corpus, en lien avec les tenants et aboutissants de l'analyse de contenu, ne répond pas à des règles aléatoires ni à un aménagement simplifié des sources. Ici, ce n'est pas tant la lourdeur du corpus qui pose problème que les moyens d'en tirer des conclusions satisfaisantes en fonction d'une lecture

²¹ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 38.

²² Bardin, *L'analyse de contenu*, 1977, p. 39.

²³ Demers, « La mise en scène », 2004, p. 32.

serrée de l'historiographie. Notre choix des études en vue de constituer le corpus mérite certaines explications, car il répond à des critères que nous avons établis de manière à rendre opérantes nos hypothèses de départ. Mais au-delà de la représentativité, de l'accessibilité et de l'efficacité que nous lui conférons, le corpus a ceci d'intéressant : il n'a jamais été utilisé afin d'en dégager une lecture de la mémoire. Notre lecture ne cherche pas seulement à déterminer ce qui distingue les trois historiographies, mais ce qui, de l'intérieur, permet d'expliquer une dynamique de changement. Nous justifierons alors par période le choix des ouvrages retenus.

Pour être représentatif de notre objet d'étude, c'est-à-dire l'histoire de la Révolution tranquille, et le plus exhaustif possible, notre corpus retient tous les écrits de rédacteurs ayant publié sur le sujet dans des conditions déterminées. Le premier critère de sélection de notre corpus, outre le fait évident qu'il doit apporter une contribution à l'histoire de la Révolution tranquille, relève d'une décision liée à notre préoccupation centrale, à savoir l'évolution du discours historique universitaire. Nous aurions pu en décider autrement et retenir toutes les contributions portant sur la Révolution tranquille, mais cela aurait donné lieu à une autre thèse s'intéressant, cette fois, aux écarts ou similitudes entre les deux formes de discours, bref cela ne nous aurait pas amené, croyons nous, à mieux observer les matrices d'une production donnée. Nous nous en sommes ainsi tenus à des contributions historiennes que Halbwachs définit par opposition à une autre forme d'histoire, celle de la mémoire collective. Le Goff a résumé cette distinction :

[I]l y a deux histoires au moins et j'y reviendrai : celle de la mémoire collective et celle des historiens. La première apparaît comme essentiellement mythique, déformée, anachronique. Mais elle est le vécu de ce rapport jamais fini entre le présent et le passé. Il est souhaitable que l'information historique prodiguée par les historiens de métier, vulgarisée par l'école et – c'est au moins ce qui devrait être – les mass médias, corrige cette histoire traditionnelle fausse²⁴.

²⁴ Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, Coll. Folio/histoire, 1988 (1986), p.194.

Nous nous intéressons au second type d'histoire, celui qui ambitionne de corriger les errements du premier type. Il s'agit de repérer les ouvrages dont les auteurs sont attachés au réseau institutionnel universitaire ou à ses appendices, les centres de recherche par exemple. En retenant les publications de recherches, nous discriminons par le fait même toutes les contributions n'ayant pas, d'une manière quelconque, reçu la reconnaissance du milieu. Cette reconnaissance n'est toutefois pas consensuelle, certains lieux d'édition étant parfois critiqués, voire discrédités, mais ce discrédit dépend de l'opinion et non de la qualité institutionnelle des travaux. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici d'insister sur ces distinctions académiques, réelles et effectives, entre divers lieux d'énonciation de l'histoire, mais bien de circonscrire certaines balises nous permettant de constituer un corpus reflétant l'objet de recherche déterminé.

On notera aussi que le champ d'expertise des observateurs n'est ici en rien discriminatoire, ce qui bonifie le corpus et tient compte de l'évolution des disciplines des sciences humaines. Il peut alors s'agir de contributions provenant de l'histoire, bien entendu, mais aussi de la sociologie, de la science politique, des sciences économiques, etc. Si nous avons décidé de nous en tenir seulement aux historiens de formation, nous serions probablement passés à côté d'une dynamique académique évidente. Dans la conjoncture actuelle de la recherche telle qu'elle se conçoit, il serait impensable qu'un historien mène une étude sans lorgner du côté de ce qui se fait chez ses confrères des sciences humaines. Il est encore plus difficile d'imaginer l'inverse, c'est-à-dire que les interprétations de l'historien n'inspirent pas celles du sociologue ou du politologue²⁵. Nous avons par conséquent considéré comme étant une contribution recevable pour le corpus tout ouvrage étudiant le passé à partir d'un

²⁵ Daniel Roberge, « Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et les sociologues (1960-1990) », Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1999, 199 p.

point de vue académique qui se traduit dans des publications universitaires de type monographique.

En portant une attention au processus d'exclusion qui a guidé la constitution du corpus, il peut être plus aisé d'en définir les limites. Ainsi, tous les manuels scolaires sont exclus malgré leur extraordinaire potentiel. Certes, comme d'autres chercheurs l'ont fait, il aurait été possible de prendre à témoin les manuels pour découvrir l'historiographie de la Révolution tranquille. Serions-nous vraiment arrivés à des conclusions différentes d'une recherche qui prend le pari d'aller directement aux essais d'interprétation qui guident généralement la rédaction de ces outils de vulgarisation ? Dans le cas d'une étude portant sur un fait historique parmi d'autres présentés dans les manuels scolaires, nous nous serions retrouvés devant un corpus réduit et moins précis en raison de contraintes éditoriales et ministérielles²⁶.

Tout comme les manuels scolaires, les articles de journaux ou de magazines n'ont pas été retenus. Leurs origines et leurs lieux d'énonciation sont si variés qu'ils auraient nui à la représentativité et à l'unité du corpus. Malgré la richesse qu'ils peuvent révéler, les mémoires de maîtrise et les thèses qui n'ont pas été publiés, les publications universitaires internes, les journaux étudiants, les bulletins de département, etc. ont été rejetés du corpus principal, même s'ils ont été utilisés au besoin pour illustrer une idée. Il en est de même pour les articles provenant de revues

²⁶ En fonction des programmes ministériels, les maisons d'édition sont tenues à certaines contraintes qui limitent entre autres le traitement de faits historiques. On peut consulter quelques manuels pour mesurer cet impact qui nous a semblé une limite : Louise Charpentier, René Rocher, Christian Lavoie, *Nouvelle histoire du Québec et du Canada*, Montréal, CEC, 1990, p. 393 à 433; Marcel Roy et Dominic Roy, *Je me souviens*, Montréal, ERPI, 1995, p. 454-510; même dans les publications réservées à des étudiants plus âgés, l'espace demeure modeste, voir par exemple Jean-François Cardin et Claude Couture avec la collaboration de Gratien Allaire, *Histoire du Canada. Espace et différences*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p.265-292. Gilles Laporte et Luc Lefebvre, *Fondements historiques du Québec*, Montréal, Les Éditions de la Chenelière, 1995, p. 201-292.

scientifiques ou d'idées qui contribuent à préciser l'analyse tout au cours de la démarche²⁷.

En raison de leur diversité, il paraissait improbable d'en arriver à les intégrer tous dans le corpus principal sans risques de dérapage. Nous aurions pu perdre de vue l'objectif de la thèse, qui n'est pas de rendre compte de toute la réflexion sur la Révolution tranquille, un projet d'envergure qu'une seule thèse ne saurait relever, mais bien de cerner la nature de divers rapports à la mémoire canadienne-française.

Par conséquent, en ce qui concerne le corpus analysé, nous avons misé exclusivement sur les monographies, ouvrages collectifs et synthèses, non seulement parce qu'ils s'insèrent directement dans notre champ d'intérêt, mais parce que ce sont là les lieux reconnus où fleurissent de nouvelles interprétations. En un sens élargi, ils constituent un ensemble de traces représentatives des rapports des Québécois à l'héritage canadien-français depuis un demi-siècle. Leur accès est simple, leur diffusion est large. Dans ces conditions, notre corpus doit être pris non comme une collection d'œuvres d'historiens, mais comme une série de représentations dominantes de la Révolution tranquille qui s'inscrivent dans trois ensembles discursifs distincts associés à trois périodes distinctes.

3.3.2.1 Les années 1960-1979

Nous l'avons déjà évoqué à quelques reprises, les années soixante sont considérées comme étant celles des sciences humaines. Le Québec n'a pas été épargné par cette vague. La démographie et les choix politiques en matière

²⁷ Catherine Bouchard, *Les nations québécoises dans l'Action nationale : de la décolonisation à la mondialisation*, Québec, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 146 p.

d'éducation ont amené à l'université, dès les années soixante-dix, un nombre sans précédent d'étudiants et de professeurs. L'ancienne dynamique de recherche réunissant une poignée de chercheurs cède sa place à une nouvelle vie académique faite de nombreuses rencontres scientifiques annuelles et d'un grand nombre de publications. La recherche, non seulement en sciences humaines, fait des bonds de géants dans une province dont a souvent dit que l'éducation n'était pas valorisée. Pour illustrer cette nouvelle donne identifiée à la première période sous observation, nous avons retenu plus de vingt ouvrages qui tracent un horizon de développement sans précédent.

Il serait lourd de faire une énumération des titres auxquels on associe entre autres des auteurs comme Marcel Rioux, Fernand Dumont, Léon Dion, Gilles Bourque, Hubert Guindon, Guy Rocher, Fernand Ouellet, Jean-Jacques Simard ou Jean-Louis Roy. Nous préférons plutôt présenter ce qui les unit autour d'un pôle historiographique commun, c'est-à-dire l'intérêt pour une Révolution tranquille comprise comme rupture historique.

De surcroît, cette rupture se cristallise dans un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française que partagent, avec certaines subtilités, les observateurs de ce premier groupe. Si les dissensions ne sont pas rares au sein de cette unité, qu'on pense à Bourque et Légaré qui sont alors de rares critiques des réformes, en revanche elles sont encore à un stade préopératoire ou, si l'on préfère, en gestation. Elles n'arrivent pas à influencer le cours du récit, et encore moins à faire basculer le discours dominant comme elles le feront au cours des années quatre-vingt. Cette logique mettant en scène des récits discordants qui tentent de faire fléchir l'historiographie dans un sens particulier se reproduira au cours des années quatre-vingt-dix avec pour conséquence un nouveau transfert de rapports à la mémoire.

Bien que plusieurs titres suggèrent le contenu recherché, qu'on pense à *Une révolution tranquille?*, *Le Québec en mutation*, *La Marche des Québécois*. *Le Temps des ruptures* (1945-1960), *La prochaine révolution*, d'autres nécessitent un examen plus attentif du contenu pour s'inscrire dans la première posture à l'égard de la mémoire canadienne-française. Ainsi en est-il des titres comme *Luttes de classes et question nationale au Québec*, *Production de l'État et formes de la nation*, *La question du Québec*, *Économie québécoise*.

Si on analyse plus en détail ce sous-corpus, on retrouve cinq parutions ayant plus d'un auteur, dont trois sont des collectifs et dix-neuf, des essais individuels. Sept ont paru dans les années soixante alors que les dix-sept autres l'ont été au cours de la décennie suivante. Un mot enfin sur la langue utilisée puisque nous sommes bien conscients du fait que l'histoire du Québec attire un certain nombre d'auteurs anglophones, qu'on pense ici à Thomas Sloan ou, plus loin, à John Dickinson et Brian Young. Nous n'avons pas cherché à les exclure du corpus dans la mesure où leurs travaux ont été traduits en français, signe révélateur parmi d'autres de leur intégration à l'historiographie québécoise contemporaine. Inversement, les travaux de francophones rédigés uniquement en anglais ont été rejetés du corpus. Dans le premier sous-corpus, il n'y a qu'un auteur s'étant d'abord exprimé dans la langue de Shakespeare, c'est-à-dire Thomas Sloan.

En dépit de tout ce qui caractérise le corpus, ce qui rend légitime le recours à ces sources pour représenter le premier courant historiographique, c'est qu'elles arrivent à répondre à nos interrogations en offrant des éléments de compréhension du rapport auquel elles contribuent. Il en sera de même pour les deux prochaines historiographies.

3.3.2.2 Les années 1980-1994

La seconde période à l'étude rime avec ce que plusieurs en Occident ont nommé le « silence des intellectuels » et qui correspond au retrait volontaire du chercheur de la sphère publique pour mieux s'adonner à ses travaux. Les grands débats qui animent la société ne les interpellent plus autant. Ils sont de moins en moins présents dans les médias et leur statut d'experts appelés à témoigner sur les enjeux sociaux se trouve contesté par des intervenants qui sont de moins en moins associés à l'université. Cette prise de distance, voire de réserve à l'endroit des problématiques qui travaillent leur société, fera dire à Robert Comeau que les historiens québécois ne sont plus en mesure de répondre à l'exigence, prescrite par Nora, d'aider leur communauté à s'appropriier le passé. « On peut en douter, écrit-il, quand on constate à quel point ils sont absents de tous les grands débats qui agitent notre société²⁸. »

Le corpus de la Révolution tranquille de cette deuxième posture face à la mémoire canadienne-française regroupe aussi une vingtaine d'ouvrages dont une forte proportion (12 entrées) a été rédigée par au moins deux auteurs. De plus, on remarque la présence accrue au sein du corpus d'observateurs anglophones qui ont fait traduire leurs travaux. C'est le cas de quatre ouvrages alors qu'un seul avait fait l'objet d'un tel traitement dans le sous-corpus retenu pour représenter la première historiographie à l'étude.

Une fois encore, il serait inapproprié de faire l'énumération de tous les titres qui ont amené les Bourque et *al.*, Linteau et *al.*, McRoberts et Postgate, Lamonde, Gagnon, Fournier, Couture, Thompson et Renaud à proposer de nouvelles

²⁸ Robert Comeau, « Éditorial. Où sont donc les historiens québécois? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 4, 1994, p. 3.

représentations de la Révolution tranquille. C'est encore souvent par recoupement que nous avons trouvé la plupart des essais et synthèses qui s'identifient relativement bien par leur titre : *Développement et modernisation du Québec*, *La Révolution tranquille 30 ans après, qu'en reste-t-il?*, *Le mythe de la modernisation du Québec : Des années 1930 à la Révolution tranquille*, *L'avènement de la modernité au Québec*, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, *L'entrée dans la modernité*. Par ailleurs, d'autres contributions exigent un examen qui va au-delà du titre, entre autres *Brève histoire socio-économique du Québec*, *Espace régional et nation*, *L'entreprise québécoise : Développement historique et dynamique contemporaine*, *Genèse de la nation québécoise*.

3.3.2.3 Les années 1995 à aujourd'hui

La troisième et dernière période contraste avec celle qui précède alors qu'éclatent au grand jour des dissensions à l'égard de l'histoire qui s'écrit. Les enjeux identitaires, qui gagnent en acuité dans un Québec divisé après un second référendum, posent de nouveaux défis. C'est probablement une des raisons qui expliquent un plus grand nombre d'ouvrages retenus, soit plus d'une trentaine dont une dizaine ont été écrits en collaboration. La chute du nombre d'auteurs anglophones – il n'en reste plus qu'un –, soit Ronald Rudin, se justifie probablement par la nature des questions qui viennent alimenter cette production, à savoir le type d'histoire dans un contexte où le pluralisme identitaire entraîne des différends autour des rapports que l'histoire doit entretenir à la mémoire. Le sujet est pour le moins politique et a de bonnes chances de décourager les auteurs anglophones qui, dans ce contexte, donneraient l'impression, fausse ou fondée, de se prononcer politiquement en faisant de l'histoire.

Sans faire défiler tous les observateurs qu'on reconnaît entre autres dans les Létourneau, Kelly, Beauchemin, Lamonde, Bouchard, Thériault, Gélinas, Ferretti,

Gauvreau, il serait approprié de signaler qu'ils se définissent souvent en fonction d'un camp précis qui, au fond, engage chacun à définir le rapport à la mémoire canadienne-française qu'ils défendent. Le débat est contemporain et il n'est pas étonnant de voir qu'une vingtaine d'ouvrages ont été publiés après l'an deux mille. Il semble bien que le tournant du siècle a fait basculer l'historiographie québécoise dans une réflexion majeure qui a commandé des représentations de la Révolution tranquille parfois voilées d'enjeux fortement politisés.

D'ailleurs, les titres des essais ou synthèses retenus témoignent de préoccupations qui vont au-delà de la Révolution tranquille, qui instruisent en fait la manière de faire de l'histoire. Ainsi en est-il des *Faire de l'histoire au Québec*, *La culture de la mémoire ou comment se débarrasser du passé?*, *Qui est Québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, *Récits identitaire. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, *Le Québec entre son passé et ses passages*, *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, *Critique de l'Américanité : mémoire et démocratie au Québec*. Ces derniers traitent certes indirectement de la Révolution tranquille, mais les propositions contenues n'en demeurent pas moins des conditions d'énonciation d'une nouvelle histoire de la Révolution tranquille dont le rapport à la mémoire peut être précisé.

En contrepartie, il y a bien sûr encore des sources dont le titre évoque un discours clairement arrimé à notre sujet d'enquête, qu'on pense alors à *La Révolution déroutée*, *Duplessis. Son milieu, son époque*, *Sortir de la Grande noirceur : L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, *Étatisme et déclin du Québec : Bilan de la Révolution tranquille*, *Oublier la révolution tranquille: pour une nouvelle socialité québécoise*.

Cette historiographie constitue l'aboutissement de trois périodes que l'on peut observer à travers près de quatre-vingts publications. Nous avons analysé le corpus en

parallèle avec des dizaines d'articles de revues ou d'essais dont l'essentiel donne d'intéressantes pistes de compréhension²⁹. Nous pensons ici à toutes ces contributions sur le développement de l'historiographie au vingtième siècle en Occident ou encore aux essais portant sur les différents rapports à la mémoire. On pourra d'ailleurs consulter les références en cours de lecture dans les notes en bas de page ou encore se référer à la bibliographie en fin de thèse.

Cette thèse repose donc exclusivement sur des sources secondaires. Des sources primaires pourraient-elles conduire à un examen similaire? La démonstration aurait alors reposé sur des archives départementales ou personnelles qui ne nous auraient peut-être pas convaincu du caractère dominant d'un courant sur un autre. Le dépouillement de fonds d'archives d'auteurs aurait été tout aussi problématique en ce que la grande majorité d'entre eux sont encore vivants et, pour ceux qui sont trépassés tels Groulx, Séguin, Dumont, etc., il existe déjà d'intéressantes synthèses de leur pensée. D'ailleurs, ce n'est pas tant les pensées individuelles des auteurs qui sont ciblées que les cadres mémoriels dans lesquels elles s'insèrent. Le dépouillement de sources secondaires apparaissait à ce compte satisfaisant et susceptible – en pensant à Halbwachs – de mener vers une nouvelle lecture de l'historiographie québécoise.

Maintenant que nous avons une meilleure idée du corpus témoin de mouvances se lisant à travers un ensemble d'interprétations historiques de la Révolution comme autant de fractures paradigmatiques à la mémoire canadienne-française, il reste à préciser les termes et modalités qui permettent d'en faire une lecture significative en regard des hypothèses que nous avons posées. La dernière partie de ce chapitre est consacrée à notre grille de lecture.

²⁹ Plusieurs études s'en tiennent uniquement aux revues, entre autres celle d'Andrée Fortin, *Passage de la modernité, les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.

3.3.3 La grille de lecture

Les études historiographiques ne sont pas légion. Bien que l'historien parte toujours de l'historiographie pour effectuer ses recherches, il en fait rarement un sujet d'enquête à part entière. Par ailleurs, une des premières tâches de l'historien consiste à se positionner par rapport à l'historiographie, sorte de passage obligé. Ainsi, les historiens doivent faire l'analyse de contenu de l'historiographie relative à leur sujet d'étude. Cela permet d'établir le sens de leur interprétation en fonction d'une lecture attentive du travail des pairs afin d'ancrer leurs propres travaux.

Si l'analyse historiographique demeure marginale en dehors du fait qu'elle est un « rite initiatique » de la recherche, il existe toutefois quelques œuvres pionnières qui nous amènent à établir des points de comparaison utiles à notre démarche. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous devons penser en particulier aux travaux de Dosse qui a jeté un éclairage sur l'évolution de la pratique historique en fondant ses recherches à partir d'une lecture attentive des historiens. Nora, nous l'avons vu, en est venu à considérer l'historiographie sous l'angle d'un objet de l'histoire tout comme l'ont fait, entre autres, Le Goff, Popper, Kuhn, Novick, White et Foucault. Ils ont tenté de structurer le discours historique et d'en circonscrire les limites. Ils ont fait de l'histoire un terrain fertile de recherche. Plus près de nous, Rudin, Gagnon, Létourneau, Bouchard, Dumont, Bourque, Beauchemin, Thériault, Bédard et Goyette ont à l'occasion entrepris d'étudier l'historiographie. Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans l'énumération ni même de revenir ici sur ces travaux que nous avons déjà présentés. Ce qui unit ces contributions – leur intérêt pour le discours historique – rejoint notre questionnement quant à la manière d'en saisir la dynamique. En outre, la plupart des historiographes analysent un discours en tentant de lui conférer un sens.

Notre recherche adopte une perspective qui entend faire de l'étape du survol historiographique son principal centre d'intérêt. Nous partons de l'historiographie pour y demeurer. Étant donné que l'analyse de l'évolution de l'historiographie de la Révolution tranquille se décrit dans les transformations du rapport à la mémoire canadienne-française, nous avons établi qu'il fallait, à partir de sources secondaires, chercher les cadres autour desquels les changements s'arriment. Nous pensons ici aux éléments des discours historiques.

Ces historiographies sont à la fois porteuses de savoirs et de conditions d'énonciation liées à des conjonctures particulières, ce dont nous tentons de rendre compte pour chacune des trois grandes interprétations, avant d'aller au cœur du questionnement mettant en évidence les types de rapports à la mémoire. L'approche thématique succède aux différentes contextualisations et permet de découvrir l'univers sélectionné.

Nous avons par conséquent déterminé quatre grands axes de lecture qui prennent la forme d'autant de grandes thématiques dans lesquelles les observateurs investissent leurs représentations de la Révolution tranquille et de sa genèse. Il s'agit d'axes courants en sciences humaines, c'est-à-dire les aspects politique, économique, social et culturel. Ces derniers ratissent large, mais font intervenir, dans chaque cas précis, des notions se rapportant à la communauté scientifique, à la société, à soi, à l'autre, et ce, en fonction des contraintes d'une époque.

Nous aurions pu envisager d'autres voies pour atteindre nos objectifs, la voie chronologique par exemple qui a servi à catégoriser le corpus ou encore l'analyse des débats interprétatifs. Il s'agit là d'angles d'entrée que nous avons plutôt abordés au sein de l'analyse thématique. On pourrait nous reprocher de les avoir « banalisés », mais nous pensons, du moins pour les deux premières historiographies, qu'il était essentiel de montrer plutôt ce qui s'est imposé que ce qui a cherché à réduire son

impact. D'ailleurs, les vents contraires sont toujours présentés comme des préambules à des changements qui viennent généralement s'imposer.

À cet égard, il faut noter que le dernier chapitre répond à cette critique. Contrairement aux quatrième et cinquième, l'analyse thématique cède sa place à la présentation de courants en opposition. Le caractère contemporain des débats, la place qu'ils occupent au sein du corpus, l'absence d'un dénouement inhérent à cette période, tout cela a nécessité le remplacement d'une approche du corpus par thèmes par une analyse visant la compréhension d'une dynamique impliquant la présence d'interprétations opposées. Au bilan, notre approche puise donc à deux modèles. Nous croyons que cette formule offre les meilleures conditions pour confirmer nos hypothèses.

La première catégorie retenue est celle du politique qui s'applique autant à l'examen de la Révolution tranquille qu'à l'analyse de son passé. Elle encadre les interprétations dans ce qu'elles ont cherché à proposer des questions politiques liées à la Révolution tranquille. Était-ce une révolution politique? Si oui, par rapport à quel système politique? Comment représente-t-on la genèse de la Révolution tranquille? Quelles appréciations a-t-on des régimes politiques d'avant et d'après 1960? Ces interrogations sont au cœur des interprétations et les réponses données peuvent expliquer la présence d'un rapport original à la mémoire canadienne-française.

La seconde catégorie, l'économique, aborde les enjeux entourant l'évolution des rapports à l'infériorité économique des Canadiens français et les conditions d'émancipation collective qu'ils sous-tendent. Comment apprécie-t-on les mesures économiques prises dans les années soixante? Qu'ont-elles de plus que ce qui régissait l'économie québécoise avant les années soixante? A-t-on affaire à une réussite?

L'historiographie de la Révolution tranquille traduit ces questionnements qui entraînent le développement de réponses divergentes pouvant trouver des explications dans la nature des rapports à la mémoire qui lui sont sous-jacents. L'interventionnisme des années soixante, l'État au service du développement du capital canadien-français, la nationalisation des compagnies d'hydro-électricité, les leviers politiques mis en place sont quelques-unes des problématiques qui font partie de cette thématique.

La troisième thématique a trait à l'évolution de l'appréciation de l'organisation sociale tant au Canada français que dans le Québec d'après la Révolution tranquille. On y retrouve l'analyse du passage d'une régulation sociale orchestrée par l'Église à une autre dans laquelle celle-ci voit réduite son influence à la sphère privée. Comment s'est négocié ce transfert de responsabilités? Quelles insuffisances la Révolution tranquille a-t-elle enrayées? En quoi les mesures étatiques de l'État providence modulent-elles les comportements sociaux? Les observateurs posent un regard sur des mesures gouvernementales dont les conséquences se font encore sentir un demi-siècle plus tard et, en fonction du rapport à la mémoire retenu et d'une conjoncture qui infirme ou confirme certaines ambitions des années soixante, ils concluent sur des bases différentes qu'on cherchera à cerner.

Enfin, la quatrième thématique propose une incursion dans la culture alors que les interprètes émettent des idées quant aux changements instaurés avec la Révolution tranquille. La question scolaire y est développée, tout comme l'est l'impact de la laïcisation de la société québécoise dans la formulation d'un nationalisme moderne. Aussi, on se demandera comment le nationalisme québécois a pu évoluer en dehors du carcan religieux. En quoi l'américanité est-elle venue modifier le cours de l'histoire québécoise? Que signifie être Québécois? Qu'a de spécifique la nouvelle culture québécoise si on la compare à la culture canadienne-française? L'historiographie aborde ces questions et d'autres en investissant entre autres

l'impact du néonationalisme sur la représentation collective, en mettant en évidence le passage d'une culture élitiste à une culture populaire et en proposant, au fond, de considérer l'ensemble des changements culturels opérés par la Révolution tranquille.

Ces quatre thématiques forment la base d'un ensemble de questions qui sont posées au corpus et qui articulent notre lecture de l'historiographie. Au fil des réponses trouvées, nous cherchons à mettre en évidence les irrégularités discursives qui permettent de distinguer trois historiographies en fonction de nouveaux rapports à la mémoire canadienne-française.

Afin de valider nos hypothèses, nous menons une lecture attentive et autant que possible exhaustive des ouvrages retenus et présentés ci-dessus. Comme toutes les autres analyses de textes, la nôtre se veut en fait une recherche de sens dans laquelle la subjectivité occupe un espace au sein du processus d'objectivation nécessaire. Déjà, l'énonciation de notre problématique et de nos hypothèses témoigne d'une certaine subjectivité selon laquelle nous concevons une interprétation de l'historiographie. Cette subjectivité se dévoile aussi dans l'établissement de notre corpus qui, bien que régi selon des caractéristiques précises et prédéterminées, n'en relève pas moins d'un arbitraire. Or, en répondant aux règles de l'analyse du discours que nous venons d'énoncer, nous pensons avoir en main les règles d'appropriation du corpus afin d'en retirer des informations pertinentes pour l'hypothèse générale.

Comme nos sources sont connues, même plusieurs fois commentées, on peut dire que l'originalité de la démarche repose davantage sur la qualité des questions que nous posons au corpus. Notre travail a consisté par conséquent à retirer de l'historiographie les idées principales développées par les observateurs en établissant en cours de lecture trois modes d'appropriation des sources.

Le premier nous a amené à lire l'historiographie comme si nous étions contemporain des auteurs, en tentant de faire abstraction de ce que la recherche a depuis offert. Par exemple, il a fallu s'appropriier les idées directrices de Bourque dans les années soixante en oubliant un instant que sa pensée s'est précisée au cours de trente ans de vie académique. Ensuite, nous avons procédé à la mise en commun des différentes lectures comme appartenant à un même ensemble afin de dégager ce qui unit les contributions à l'un ou l'autre des thèmes. Enfin, il nous a fallu replacer dans son contexte l'ensemble des sources afin d'avoir un horizon de compréhension globale d'une période, le tout étant bien sûr établi dans le but de mieux comparer les trois sous-périodes.

La catégorisation des contenus et le morcellement de la pensée que nous nous sommes imposés ont permis de relire le corpus sous un angle original. Ce procédé a entraîné la présentation d'interprétations partagées au sein des diverses historiographies de la Révolution tranquille. Ces interprétations constituent le noyau de la seconde partie de la thèse. Nous lisons l'historiographie de l'objet Révolution tranquille en la ramenant à ses rapports à la mémoire canadienne-française.

Conclusion de la première partie

La première partie de cette thèse atteint ici son terme. Nous arrivons aux sources avec en tête cette hypothèse que les interprétations de la Révolution tranquille correspondent aux rapports successifs que ces dernières entretiennent par rapport à la mémoire canadienne-française. Celle-ci a d'ailleurs fait l'objet d'une analyse au premier chapitre et nous en sommes venu à la conclusion que malgré des divergences, il est possible d'établir les grandes lignes de cette mémoire en regard des questions qu'elle génère. Au chapitre précédent, nous avons présenté les types de rapports qui ont ponctué l'évolution de la pratique historienne depuis Garneau. Ci-dessus, nous venons de préciser les clés de lecture que nous avons retenues. L'examen de

l'historiographie de la Révolution tranquille qui suit dans la prochaine partie de la thèse confirme nos hypothèses.

On dit que les sociologues lisent beaucoup les historiens. Dans cette thèse, c'est l'historien qui lit plus souvent qu'autrement le sociologue en tentant de faire œuvre historienne. Les interprètes de la Révolution tranquille que l'on visitera dans les prochaines pages appartiennent à une culture universitaire qui a évolué rapidement au Québec depuis l'après-guerre et dont la sociologie rend compte en partie. Les premiers interprètes de la Révolution tranquille (chapitre 4) ont souvent passé la trentaine dans les années soixante et peuvent témoigner à titre personnel, en tant qu'acteurs de l'Histoire. Leurs interprétations, signées comme les autres au nom des sciences humaines, ont contribué à forger une image forte de la Révolution tranquille et de l'histoire qui la précède.

La génération intellectuelle qui suit ces premiers interprètes (chapitre 5) est un témoin plutôt passif de la Révolution tranquille. La représentation moyenâgeuse du duplessisme en particulier, du Canada français en général, signalée par les premiers interprètes, se trouve nuancée. Apparaissant timidement dans les années soixante-dix, cette thèse s'impose dans les années quatre-vingt et donne lieu à une révision majeure de l'histoire du Québec contemporain.

Enfin, la troisième génération intellectuelle intéressée par la Révolution tranquille (chapitre 6) n'a souvent pas vécu les années soixante ou n'en conserve aucun souvenir. Elle propose de nouvelles représentations de l'histoire du Québec en général, de la Révolution tranquille en particulier. Tous ces récits répondent à un principe qui fait intervenir divers rapports à la mémoire canadienne-française.

CHAPITRE 4

UNE MÉMOIRE EN PROCÈS (1960-1979)

Tous ces examens, toutes ces
psychanalyses devaient être
interminables. Notre littérature
d'aujourd'hui s'en nourrit
encore¹.

Fernand Dumont

4.1 Introduction

À la suite de la présentation du cadre théorique de cette thèse, il est opportun de rappeler, dès le début de cette seconde partie, l'ambition première qui nous anime. En une phrase, elle consiste à montrer que l'historiographie de l'objet Révolution tranquille trouve l'un de ses principes de production dans les transformations du rapport à la mémoire canadienne-française telles que nous pensons les retrouver au cours des cinquante dernières années. En d'autres termes, les interprétations de la Révolution tranquille s'édifieraient dans l'historiographie en fonction de différentes façons de se rapporter à l'aventure canadienne-française. Ultimement, elles entrent en compétition les unes envers les autres.

¹ Fernand Dumont, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse?*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1971, p. 26.

Les premiers récits que nous analysons dans ce chapitre, autant que ceux que nous verrons dans les prochains, se lisent à la lumière de leur rapport à la mémoire canadienne-française que l'on a associée, dans le chapitre introductif, au concept de savoir historique ordinaire de l'acteur. Ce savoir se forme au sein d'une communauté en dehors des canons de la science historique, comme le suggéraient Halbwachs et combien d'autres à sa suite².

Le premier épisode de cette histoire de l'historiographie de la Révolution tranquille met en scène des acteurs impliqués dans une lutte progressiste contre les forces traditionnelles. Dans *Aspiration nationale de la société québécoise*, on retrouve l'essence de ce premier moment historiographique au cours duquel l'histoire s'engage dans un procès du passé canadien-français³. Ce constat s'applique à une bonne partie de la production des années soixante et soixante-dix. Il se fait l'écho de

² Seulement pour le Québec, et de manière non exhaustive, on consultera Jocelyn Létourneau qui a travaillé sur la mémoire nationale tout comme Jacques Beauchemin, Joseph Yvon Thériault, E.-Martin Meunier. Voir entre autres Jocelyn Létourneau, *Le Québec entre son passé et ses passages*, Montréal, Fides, 2010, 250 p.; *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 194 p.; Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, 210 p.; Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, 373 p.; E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*, Montréal, Fides, 2007, 388 p.

³ Dès 1960, Hubert Guindon soutient que le Québec venait de loin, et qu'aucun gouvernement jusqu'à celui de Lesage n'avait réellement réussi à extirper les Canadiens français de leur arriération. L'auteur écrit : « Mon analyse de la nouvelle société qui commence à prendre forme repose sur l'idée fondamentale suivante : les élites traditionnelles dirigent toujours la société canadienne-française. Les changements apportés par une industrialisation massive auraient pu modifier énormément la composition des échelons supérieurs de la structure de pouvoir, mais cela ne s'est pas produit. La prédominance du clergé et son autorité sur les sphères de la politique et des affaires n'ont pas décliné au moment du passage de la société rurale à la société industrielle. Bien au contraire, son importance s'est renforcée ». Hubert Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », *The Canadian Journal of Economist and Political Science* (novembre 1960), dans Hubert Guindon, *Tradition et modernité. Aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990. Textes réunis et présentés par Roberta Hamilton et John McMullan. Traduction de Suzanne Saint-Jaques Mineau, p. 52. On retrouve aussi ce texte dans Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), *La société canadienne-française*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, p. 149-172.

représentations de la Révolution tranquille en symbiose avec le discours social ambiant. Celui-ci se conçoit dans le rejet des traits distinctifs de la mémoire canadienne-française qui servait depuis plus d'un siècle d'assises au sujet collectif que constituait le monde canadien-français.

La présence d'un rapport négatif à la mémoire canadienne-française se traduit de multiples manières mais culmine dans un constat : la condamnation d'une histoire nationale paralysante et faisant des acteurs les victimes impuissantes d'un clérico-nationalisme pourtant sociologiquement en déclin depuis l'après-guerre⁴. Les expressions relatant le printemps, l'éveil ou la naissance d'une société après un long « calvaire » pullulent dans les textes: rythme rapide des transformations, processus de modernisation ou d'évolution accélérée, nouveau climat, passage d'un « ancien régime » à un « nouveau », extraordinaire matin, liquidation et rattrapage, grave crise, fin d'une longue ère, réveil d'un peuple, profonde mutation, consécration au grand jour d'une situation longtemps contenue, transformation irrésistible, ouverture au monde après un Moyen Âge, étape charnière, écroulement spectaculaire d'un ordre social tout entier, explosion revendicative, bouillonnement politique, effervescente remise en question.

La liste pourrait s'allonger avec des slogans politiques: « Désormais », « C'est le temps que ça change », « Maîtres chez nous », « On est capables ». Même les observateurs exprimant plusieurs réserves à l'égard des transformations survenues au Québec acceptent « que la Révolution tranquille ait constitué une étape charnière dans l'histoire du Québec contemporain⁵ ».

⁴ Léon Dion, *La prochaine révolution*, Ottawa, Éditions Leméac, 1973, p. 12.

⁵ Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1978, p. 11.

En 1964, Dumont rappelle que « [l']intention de l'historien est guidée, dans sa recherche de l'objet, par une structure qui est déjà conscience historique⁶ ». Il ajoute que cela ne fait pas de l'historien un « simple commentateur de la tradition », mais bien un observateur guidé par une posture qui l'engage à « l'explicite[r] dans son contenu et dans son contexte, et par là, démêle ce qu'elle a d'authentique d'avec les préjugés qui se mêlent aux représentations qu'on s'en fait aujourd'hui⁷. » Ainsi, le travail de mémoire se fait par le biais de l'histoire. Depuis cette époque, bien de l'eau a coulé sous les ponts. En un demi-siècle, l'historiographie a fait tour à tour de la mémoire canadienne-française un objet de mépris, de déni et de réaménagements.

Les récits de la Révolution tranquille en disent long sur nos rapports à la mémoire canadienne-française. Les premiers interprètes comme Rioux se font l'écho des discours des acteurs, fiers des luttes menées et des mesures mises en place par l'État⁸. L'inquiétude signalée par l'un d'eux, Dumont, en ce qui a trait à la banalisation de la mémoire est déjà palpable. Bientôt, les premiers bénéficiaires, et non les promoteurs, des mesures interventionnistes de la Révolution tranquille l'analysent en établissant un détachement de la mémoire canadienne-française. En fait, ils la neutralisent. Nous verrons qu'il s'agit d'une posture forte par rapport à la mémoire qui se pose paradoxalement dans un contexte d'affirmation nationale limité temporellement par deux référendums.

La dimension politique se voit évacuée de l'imaginaire national et ce sont les littéraires qui la récupèrent dans des œuvres de fiction ou des essais. On s'intéressera en plus à cette autre dimension de l'historiographie qui mobilise les auteurs à la

⁶ Fernand Dumont, *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, Montréal, Éditions HMH, 1964, p. 214.

⁷ Dumont, *Pour la conversion*, 1964, p. 214.

⁸ Marcel Rioux, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, 247 p.

recherche d'une société québécoise aussi « normale », ouverte et moderne que les autres. Pourquoi la nouvelle histoire cherche-t-elle à mettre un terme à la mémoire malheureuse? Quels réaménagements de la mémoire en découlent? Le troisième et dernier rapport à la mémoire canadienne-française incarne de manière multiforme les propositions contenues dans les interprétations de la Révolution tranquille. La neutralisation d'éléments mémoriels fondateurs dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a ainsi fourni l'espace nécessaire aux tentatives de réaménagement de la mémoire canadienne-française qui caractérisent les échanges historiographiques depuis la fin du vingtième siècle.

Notre sensibilité que l'on pourrait qualifier de dumontienne se traduit dans l'intuition qu'il existe, malgré de nombreuses divergences, une filiation dans les différents rapports à la mémoire canadienne-française enregistrés dans l'historiographie québécoise. Les auteurs associés aux trois formes de rapports à la mémoire qui se dégagent de l'historiographie de la Révolution tranquille tentent toujours d'aménager le passé canadien-français en fonction des impératifs de leur temps. Dans la plupart des cas, la difficulté à éviter les excès a trait à la situation nationale des Canadiens français dans leur histoire. L'articulation de la mémoire dans l'histoire pose en fait davantage problème à une société minoritaire, comme nous le verrons. Le cas québécois est d'ailleurs étudié internationalement pour cette particularité qui fait de son histoire un problème national. Que faire de la mémoire d'un peuple vaincu plus d'une fois? Que faire d'une histoire « misérabiliste »? Comment y extirper du positif pour les contemporains et pour l'avenir? Répondre à ces questions revient à interroger les représentations du passé, dont celles de la Révolution tranquille.

S'intéresser à ce qui a rendu possible de telles représentations de la Révolution tranquille oblige à suivre les traces de différents rapports qu'une société comme le Québec entretient avec sa mémoire. Ici, on dira que les récits de la

Révolution tranquille sont portés par une quête des grandeurs. Il s'agit d'une des caractéristiques reliant les trois univers parcourus. Les interprétations de la Révolution tranquille relaient en effet plusieurs excès discursifs que nous pourrions découvrir. Comparer les années soixante québécoises à la découverte de l'Amérique ou à la chute de Constantinople, et tout ce qui précède à un Moyen Âge, constitue une forme d'exagération que l'historiographie des années soixante et soixante-dix sanctionne. On retrouve dans les discours de la Révolution tranquille de longs exposés montrant comment la modernité a atteint le Québec seulement dans les années soixante.

Plus tard, à la fin des années soixante-dix, dans un deuxième mouvement historiographique en développement, les excès discursifs des premiers interprètes de la Révolution tranquille cèdent la place à une posture assumant une « normalité » historique exemplaire pour le passé canadien-français. Ici aussi l'excès se manifeste, dans les détails cette fois. Soutenir que le Québec a connu un développement semblable à celui du reste du continent parce que, entre autres, l'industrie s'y implantait à peu près au même rythme qu'ailleurs, c'est contourner la question de la singularité du déploiement d'une collectivité.

Enfin, l'historiographie contemporaine n'est pas en reste. Poser la Révolution tranquille comme responsable des dérives technocratiques dont le Québec serait le théâtre, c'est une autre fois verser dans une forme d'excès. Oublie-t-on de la sorte que la Révolution tranquille a été une rupture culturelle fondamentale qui a fourni aux Canadiens français, sinon des raisons communes de vivre ensemble, du moins des moyens concrets d'assurer leur devenir en tant que collectivité?

Nous l'avons avancé, la particularité du Québec est celle des « petites nations », « collectivités neuves » ou pas, dont les rapports à la mémoire demeurent au fil du temps ambigus. D'autres histoires nationales minoritaires sont frappées

d'interprétations traversées de demandes de reconnaissance mémorielle. Au Québec, l'avenir de la nation n'est pas assuré comme celui des nations ayant le plein contrôle politique. La mémoire, en tant que moyen de régulation politique complexe, pèse lourdement dans la survie d'une société dont le sort national n'est pas résolu. C'est là l'essentiel de notre sensibilité dumontienne alors qu'on sait à quel point le sociologue a réfléchi sur « l'avenir de la mémoire⁹ ».

Les auteurs qui discutent de la Révolution tranquille dans les termes d'une sortie d'une grande noirceur, autant que ceux qui souhaitent renoncer à son caractère sacré, établissent des ponts avec la mémoire dont les avenues se complexifient avec le temps. Nous verrons en parallèle ce que disent les interprètes de la Révolution tranquille de leur rapport à la mémoire canadienne-française. Mais, avant, il nous faut survoler le contexte de production qui servira d'arrière-plan aux premières interprétations de la Révolution tranquille.

4.2 Le procès de la mémoire canadienne-française

Si la conjoncture ne constitue pas dans cette thèse le vecteur premier de l'analyse de l'historiographie, comme c'est le cas chez bien des historiographes¹⁰, il n'en demeure pas moins pertinent d'en faire ressortir certains aspects qui, d'une manière comme d'une autre, ont guidé les analystes. Puisque cette période (1960-1979) et les suivantes (1980-1994 et 1995-2010) sont richement documentées, ces

⁹ Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur/CEFAN, 1995, 95 p.

¹⁰ Chez Ronald Rudin, l'exercice est poussé à la limite. Certains historiens ont mis en doute cette pratique inspirée de la sociologie. Voir Yves Gingras, « La fabrication de l'histoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (hiver-printemps 2000), p. 318-330. Voir aussi Sébastien Parent, « Ronald Rudin et l'historiographie dite "révisionniste", *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 1 (automne 2000), p. 169-183.

sections introductives ne pourront prétendre à une quelconque représentation exhaustive des divers contextes qu'elles tentent de cerner.

Les années soixante et soixante-dix sont marquées par la mise en place de l'État providence au Québec et par son expansion. Le budget de la Province explose et les investissements de l'État atteignent des sommets. Structurellement, les institutions changent, se professionnalisent, s'étatisent. Comme le note Jean-Jacques Simard, la « longue marche des technocrates » impose une profonde rénovation du rôle et des responsabilités du gouvernement québécois. Avec un zèle nouveau, ce dernier entre en compétition avec son vis-à-vis fédéral, plaidant désormais pour la coexistence de deux États nationaux au Canada, l'un à Québec, l'autre à Ottawa. La question nationale devient dès lors préoccupante. Elle anime parfois bruyamment ses porte-parole de la rue et s'immisce dans les officines du pouvoir politique alors que le Parti québécois, qui la récupère, gravit les marches le menant au pouvoir en fin de période.

Durant les premières années de la Révolution tranquille, le Canada vit une importante crise politique. Or, en dépit des pressions en faveur d'une nouvelle réforme constitutionnelle, qui n'aboutit pas¹¹, il s'agit aussi d'une période propice au fédéralisme¹². Pour Dorval Brunelle, il est question d'une nouvelle ère du fédéralisme et de la gestion de l'État qui coïncide avec une extension des responsabilités du gouvernement fédéral en matière sociale, et ce, même s'il s'agit d'une compétence exclusivement provinciale¹³. L'État provincial doit se battre pour son autonomie et

¹¹ Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Paris, Les Presses socialistes internationales, Coll. Études et documentation internationales, 1979, p. 231.

¹² Pour Brunelle, « avec la mort de Duplessis s'ouvre une nouvelle étape dans le processus de centralisation politique » qui permettra un « renouement avec les rapports entre les deux niveaux de gouvernements tels qu'ils s'établissaient avant la victoire de Duplessis sur les Libéraux provinciaux ». Brunelle, *La désillusion tranquille*, 1978, p. 9.

¹³ Brunelle, *La désillusion tranquille*, 1978, p. 13.

s'assurer d'avoir les ressources du gouvernement central pour mener à termes ses propres projets de réformes. L'État québécois, qui constitue le « foyer national » des Canadiens français, table sur l'idée qu'il a le mandat de promouvoir une culture distincte. Il compte de la sorte obtenir des gains et limiter les interventions du gouvernement fédéral¹⁴.

Dans ces conditions, le nationalisme canadien-français est redéfini en fonction de nouvelles frontières culturelles et politiques. La dimension religieuse est évacuée¹⁵. La célèbre équation « Catholique et Français », qui faisait jusque-là office de fondement de l'identité nationale, est dissoute. Le nouveau nationalisme qui en découle attire particulièrement la jeune génération qui entrevoit déjà la possibilité, non seulement théorique mais aussi pratique, de faire l'indépendance du Québec¹⁶. D'ailleurs, le slogan du RIN était en 1966 « On est capables¹⁷! » Les années soixante sont ainsi riches en nouvelles formations politiques proposant des avenues politiques inexplorées par les Canadiens français : l'Alliance laurentienne (1957), l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec (1960), le Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N. 1960), le Parti républicain du Québec (1962), le Ralliement national (1964), le Mouvement souveraineté-association (1967) et le Parti québécois

¹⁴ Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Les éditions Nouvelle optique, 1978, p. 137.

¹⁵ Pour Sloan, « [l]e rapport qui s'est établi entre la religion et le nationalisme constitue un malentendu des plus regrettables », Thomas Sloan, *Quebec, the not-so-quiet revolution*, Scarborough, McGraw-Hill Ryerson Limited (Ryerson Press), 1965. Traduction de Michel van Schendel, *Une révolution tranquille?*, Montréal, Éditions HMH ltée, 1966, p. 136.

¹⁶ Gérard Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, Paris, Éditions du Seuil, 1967, p. 281.

¹⁷ André Pratte, « Le tribun », *La Presse*, 17 juin 2003.

(1968) ¹⁸. Cette effervescence donne des munitions à ceux qui aspirent à une révolution québécoise.¹⁹

Mais, avant les idées politiques qui entrent en ébullition et commandent de nouvelles perspectives, ce sont les importantes initiatives gouvernementales qui ont frappé l'imaginaire. Les Québécois des années soixante et soixante-dix constatent quotidiennement l'ampleur des investissements au détour d'une polyvalente ou d'un cégep en construction, sinon d'un hôpital, d'une route, d'édifices gouvernementaux, voire d'un stade. L'État québécois devient un agent de croissance permettant de pallier la faible représentation des francophones dans l'économie²⁰. L'action gouvernementale se matérialise dans une série de nouvelles institutions de l'État que l'historiographie rapporte comme des succès importants: entre autres Hydro-Québec, la Société générale de financement, la Caisse de dépôt, la Régie des rentes et la Société d'hypothèques du Québec²¹.

Tous ces bouleversements ne découlent pas de mesures keynésiennes qui commandent l'afflux de fonds publics en période de disette. Jusqu'à la crise du pétrole de 1973, et malgré quelques ralentissements importants dont la récession du début des années soixante, l'économie occidentale carbure aux dernières belles années des « Trente glorieuses ». L'importance de la dette publique qui s'accumule

¹⁸ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, p. 320-321.

¹⁹ Léandre Bergeron, *Pourquoi une révolution au Québec*, Montréal, Éditions québécoises, 1972, 185 p.

²⁰ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 285.

²¹ « Hydro-Québec en électricité, la Sidbec en sidérurgie, la Soquem dans les mines, la Rexfor en forêt, la S.G.F., la Caisse de dépôt, la Régie des rentes, la Banque d'expansion industrielle dans l'univers financier, la S.H.Q. dans l'habitation, la S.D.I. pour la promotion industrielle et depuis peu la S.D.B.J. balisent la poussée gouvernementale dans la chasse gardée du Capital. » Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 35.

aggravera la crise des finances publiques au cours des années quatre-vingt. Cette critique tirée de l'historiographie prend déjà forme à la toute fin de la période. Cela n'empêche pas qu'entre temps, la production rapporte de véritables « *success story* » à la québécoise avec les Bombardier, Cascades, Vachon, Desjardins, Provigo, etc.

Les conséquences sociales de ces importants investissements gouvernementaux sont significatives et rapportées par les analystes comme telles. Entre autres, ils sont plusieurs à noter l'augmentation du niveau et des conditions de vie, de la scolarité et des salaires des Canadiens français. L'instauration de l'État providence rime avec le développement de services sociaux qui n'existaient auparavant que dans le giron de l'Église et de l'entreprise privée. Des secteurs importants comme l'éducation et la santé sont pris en charge par l'État. Cela transforme le rapport des Québécois aux institutions religieuses dispensatrices de ces services depuis plus d'un siècle. La pratique religieuse, tout comme la régulation de la société au rythme de celle-ci, décline. Les rôles sociaux changent de main, le curé est remplacé par l'expert²².

Au plan culturel, le double effet de l'américanisation et de la francisation colore la nouvelle identité québécoise. Par exemple, les succès musicaux du « Billboard » sont traduits en français, la télévision imite ce qui se fait sur les grandes chaînes américaines et verse dans la traduction ou l'adaptation. Le Québec veut entrer dans l'orbite de la grande Amérique états-unienne, à la différence que cela s'y passe en français. Et c'est à l'État québécois de financer la relance de la culture nationale. C'est l'époque des boîtes à chanson, des expositions, des lancements de collections de poésie, des fondations de maisons d'édition qui œuvrent à l'expression d'un nouveau Québec ayant tourné le dos à son passé.

²² Voir l'étude de Louise Chabot, Gérard Fortin, *Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R., C.O.E.Q.*, Québec, février 1968, citée dans Simard, *La longue marche*, 1979, p. 82-83.

Cette conjoncture propre au Québec, qu'elle agisse sur la culture ou sur toute autre sphère, s'inscrit dans une dynamique occidentale importante que l'on ne saurait négliger. C'est un contexte où se joue la poursuite de la Guerre froide dans son épisode vietnamien, l'indépendance de colonies africaines, l'adoption des droits civiques aux États-Unis, les événements de mai 1968 en France et le *Bloody Sunday* au Royaume-Uni. Au plan international, la période fourmille d'exemples qui alimentent la thèse que le vieux monde s'écroule, que celui qui vient sera meilleur même si pour l'atteindre, l'on doit subir un présent parfois inconfortable.

Tout cela a une incidence sur l'historiographie, ne serait-ce qu'en imposant de nouveaux modes d'expression du rapport au passé et, dans le cas qui nous occupe, à la mémoire canadienne-française. L'idée de liberté qui s'exprime partout au tournant des années soixante s'accompagne de la négation d'une mémoire s'apparentant à un fardeau pour le devenir de la nation²³. Il faut s'en dégager, se défaire d'un certain passé, suggérait déjà Rocher²⁴. Le procès de la mémoire commence et on en trouve des traces dans les interprétations de la Révolution tranquille.

Les premiers discours suggèrent l'image d'un peuple victime du cléricalisme et de la domination anglo-saxonne. L'imaginaire franco-québécois, en partie alimenté par la production scientifique, a reconduit de larges pans de cette thèse d'un Québec arriéré avant les années soixante. Ses contributeurs semblent obsédés par la tradition canadienne-française qui aurait récusé la modernité dans laquelle le reste du continent nord-américain s'était épanoui.

²³ Dumont, *La vigile du Québec*, 1971, p. 52.

²⁴ Guy Rocher, *Le Québec en mutation*, Montréal, les Éditions Hurtubise HMH, 1973, p. 44-45.

Plus précisément, on reproche à l'histoire écrite jusqu'au tournant des années soixante d'avoir reconduit des principes que l'école de Chicago a popularisés²⁵ et qui présentaient « un petit peuple de tradition rurale et catholique qui avait eu son âge d'or à l'époque française²⁶ ». Cette histoire, dira Fernand Ouellet, « n'a pas contribué tellement à faire progresser l'histoire en tant que discipline scientifique²⁷ ». L'école de Montréal (1948-1980) a aussi porté une critique de l'historiographie clérico-nationaliste. Elle a apporté une interprétation différente du groulxisme. La Nouvelle-France n'est plus présentée comme favorisant l'agriculture, mais plutôt comme le lieu de l'exploitation du castor; les conséquences les plus graves de l'Union de 1840 consistent en la mise en minorité politique du peuple canadien-français. La lutte pour le gouvernement responsable au Parlement du Bas-Canada n'a pas le même sens que ce qui sera obtenu par la majorité anglaise. Et la Confédération de 1867 est vue par Séguin comme une extension de l'Union de 1840. Elle n'est plus saluée comme une victoire pour le peuple québécois²⁸.

²⁵ « Nous vivons encore largement des constatations faites et des hypothèses formulées par Hughes dans ce classique de nos études sociologiques que constitue *French Canada in Transition* ». Fernand Dumont, « L'étude systématique de la société globale canadienne-français », dans Fernand Dumont et Yves Martin (dir.), *Situation de la recherche*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, p. 277-292. Reproduit dans Marcel Rioux et Yves Martin (dir.), *La société canadienne-française*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, p. 396.

²⁶ Fernand Ouellet, « La recherche historique au Canada français », dans Louis Baudoin (dir.), *La recherche au Canada français*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 91.

²⁷ Ouellet, « La recherche historique au Canada français », 1968, p. 92.

²⁸ Voir Robert Comeau, « Maurice Séguin et sa critique de l'optique nationaliste-fédéraliste de Lionel Groulx », dans Robert Comeau et Josiane Lavallée (dir.), *L'historien Maurice Séguin, théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*, Montréal, VLB éditeur, p. 64-71. Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal, Guérin, 1997, 452 p. Maurice Séguin, *La nation canadienne et l'agriculture (1760-1850)*, Trois-Rivières, Éditions du Boréal Express, 1968, 274 p. Maurice Séguin, « La conquête et la vie économique des Canadiens », *L'Action nationale*, 1946, p. 308-326.

Les interprètes s'en prennent au discours ayant contribué, sans le désirer, à l'appauvrissement collectif de la société canadienne-française. Cet appauvrissement est surtout culturel, mais il a des incidences économiques, sociales et politiques qui ne manquent pas d'attirer l'attention des observateurs. Rocher en fait une longue critique dans laquelle il fait le constat de ce « retard généralisé²⁹ ». Il participe à l'établissement depuis les années cinquante d'une critique acerbe des effets paralysants de la mémoire canadienne-française. Pour eux, écrit Beauchemin, « il fallait jeter aux orties de larges pans de la mémoire du XIX^e siècle et de la plus grande partie du XX^e siècle. » Mais, ajoute le sociologue, la mise en procès de la mémoire ayant contribué à la formation d'une culture de colonisés ne rime pas avec son rejet absolu. Les analystes « se vouaient à réhabiliter ce passé en montrant qu'il était malgré tout le patrimoine à partir duquel il fallait maintenant affirmer le nous-collectif³⁰. » L'histoire néonationaliste serait de cette manière parvenue à condamner un récit national pour en développer un nouveau centré sur une « formidable redécouverte de la culture francophone³¹ ».

Cette histoire nationale dans laquelle la Révolution tranquille occupe une place importante se conçoit comme un moyen d'affronter les défis de l'avenir. Pour ce faire, il faut rejeter ce que l'histoire traditionnelle avait tenu pour évident depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire qu'en « plus de la connaissance de la hiérarchie naturelle des valeurs et de l'ordre transcendant des choses, il faut accepter de continuer le “labeur des morts”, d'écouter la “voix des tombeaux” qui enseigne comment être

²⁹ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 87.

³⁰ Jacques Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit des mémoires au Québec », dans Jean-François Plamondon et Anne de Vaucher (dir.), *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*, Bologne, Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010, p. 81-82.

³¹ Beauchemin, « Le pluralisme identitaire », 2010, p. 80.

soi-même³². » Comme le souligne Warren, le discours traditionnaliste, qui encensait la vie rurale, la piété, l'obéissance et le respect des autorités religieuses, avait certes fourni des motifs de survivance aux Canadiens français, mais ne s'était pas soucié « de faire des hommes³³ ». Les premières interprétations de la Révolution tranquille amorcent ce que sera le projet de l'histoire et de la sociologie, projet qui tient tout entier dans l'intention de transformer le rapport à la mémoire canadienne-française³⁴. La Révolution tranquille semble alors venir réparer un destin brisé ou, selon ce que Carel a étudié, contrarié³⁵.

La recherche, qui avait connu dans l'après-guerre un timide renouveau, amorce ainsi une nouvelle phase de son développement. On y décèle une intention commune, celle de livrer bataille à certains fondements de la mémoire canadienne-française. Avec la création d'un réseau universitaire dynamique à la suite des recommandations du Rapport Parent, une nouvelle génération laïque entre à l'université, phénomène dont on retrouve l'esprit dans la création du réseau de l'Université du Québec en 1968. Les jeunes observateurs sont convaincus de pouvoir scruter le passé en fondant leurs analyses historiques sur le rationnel et non sur le spirituel. D'ailleurs, la providence comme moteur explicatif de l'histoire était déjà sérieusement en déclin, tout comme l'était l'idée d'une société imperméable aux mutations de son environnement américain. Cette rénovation de la discipline

³² Jean-Philippe Warren, « Fonder l'autorité sur la liberté : un paradoxe de la pensée personnaliste d'après-guerre », dans Anne Trépanier (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 121.

³³ Warren, *La rénovation de l'héritage démocratique*, 2009, p. 125.

³⁴ Serge Gagnon, « Pour une conscience historique de la révolution tranquille », *Cité libre*, XVI, 83 (janv. 1966), p. 4-19. Du même auteur, voir « La nature et le rôle de l'historiographie : postulat pour une sociologie de la connaissance historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no. 4 (mars 1973), p. 479-531.

³⁵ Ivan Carel, « Les revues intellectuelles. Entre empêchement et émancipation : 1950-1968 », Thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006.

historique dans laquelle nous voyons la mise en procès de la mémoire canadienne-française débouche sur une représentation des changements survenus dans les années soixante avec laquelle les historiens contemporains ont parfois maille à partir, comme nous le verrons bientôt.

À travers ce cadre historique en train de renverser l'histoire traditionnaliste, la Révolution tranquille apparaît telle une confirmation que l'histoire est en marche, que l'avenir ne sera pas entravé par le passé. La mise au pilori de la mémoire canadienne-française signale un aspect important de la Révolution tranquille, dans laquelle on verra le remède aux manquements du passé. La médiocrité des politiciens d'hier fait place à un État moderne alors que les gagne-petit d'antan deviendront des entrepreneurs prospères, que l'Église plie l'échine à la faveur de l'affirmation de l'État et que l'on invente une culture québécoise à l'image d'une société nord-américaine distincte, surtout par sa langue. Le dénigrement du monde canadien-français qui se déploie incarne l'apparition d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française qui prend la forme d'un procès.

4.3 Le procès de la tradition

Comme nous venons de le voir, lorsque les premières interprétations de la Révolution tranquille apparaissent au cours des années soixante, la science historique a déjà amorcé une mise en procès de la mémoire nationale canadienne-française dans laquelle l'Église et son interprétation de l'histoire canadienne-française sont dénoncées. Des analystes alimentent le projet visant à remodeler la représentation rétrograde du Canada français dans une nouvelle forme québécoise, moderne et libérée des contraintes cléricales. Les termes d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française sont ainsi enregistrés dans les premières analyses de la Révolution tranquille. On y partage une vision commune des années soixante et de leur genèse qui tend à instruire le procès de la mémoire canadienne-française.

La première étape du processus consiste à mettre en échec la tradition canadienne-française. Nous verrons que, transmise depuis plus d'un siècle dans l'histoire nationale et dans les coutumes, elle est dorénavant considérée comme la preuve de la faillite des idéologies traditionnelles. Cela revient à parler du procès généralisé du passé québécois alors que ce sont les fondements de son organisation comme société qui sont dénoncés³⁶.

4.3.1 Une tradition politique antidémocratique

La revue *Cité libre* avait mis en relief le peu d'instinct démocratique des catholiques pour fonder ses griefs. Elle avait établi que les Canadiens français étaient moins portés vers la démocratie et se satisfaisaient de l'impotence des décideurs³⁷. Les acteurs entourant *Parti pris*, l'autre principale revue d'idées qui inspirent les observateurs, se sont chargés de donner la réplique aux Trudeau et Pelletier en faisant valoir, à la défense des Canadiens français, que l'imposition d'une structure politique tronquée ne pouvait pas mener à une autre forme d'exercice du pouvoir. Les animateurs de la revue *Parti pris* demeurent convaincus que le retrait de la sphère politique encensé dans la mémoire aura perpétué un état d'infériorité auquel la Révolution tranquille a mis un terme. Pour ces deux groupes généralement présentés comme antinomiques, la Révolution tranquille devient une révolution démocratique attendue, et c'est telle quelle qu'on la retrouve dans les premiers traités d'histoire.

Les premiers interprètes sont en effet sensibles aux discours de *Cité libre* et de *Parti pris*. Ils mettent en lumière les irritants d'une structure politique ayant été imposée de l'extérieur et mal utilisée au Canada français. Ils reportent ainsi dans

³⁶ Dumont, « L'étude systématique », 1962. Reproduit dans Rioux et Martin, *La société canadienne-française*, 1971, p. 395.

³⁷ André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1977, p. 103.

l'historiographie une bonne partie des propos tenus dans les années cinquante contre le régime duplessiste, rendant impossible l'identification de traces d'un mouvement réformiste réussi avant les années soixante. Ce sont les conséquences de l'inaction d'acteurs politiques passés qui les interpellent en premier lieu. Cela débouche sur une représentation historique de la politique d'avant la Révolution tranquille parsemée d'échecs en raison de l'apolitisme des Canadiens français ayant permis aux hommes d'Église de façonner l'organisation du Canada français.

La tendance à se méfier du monde politique, inscrite dans la mémoire canadienne-française, devient responsable de l'impuissance politique des Canadiens français. L'absence d'initiatives du gouvernement provincial en matière de protection sociale, le peu de retombées de ses bons coups, le refus de rénover les institutions, tout cela n'a jamais trouvé écho dans la mémoire canadienne-française sinon que pour légitimer un état de fait devenu intolérable aux yeux des premiers observateurs de la Révolution tranquille. Pour eux, le clérico-nationalisme, l'anti-étatisme et la peur de l'État, qui avaient invité les fidèles à se tenir loin du monde politique, auraient contribué à maintenir les Canadiens français dans un état d'infériorité chronique par rapport aux autres communautés nord-américaines.

La première historiographie de la Révolution tranquille réduit ainsi Duplessis à un objet de mépris d'une nouvelle intelligentsia pour qui sa gouvernance aura représenté le sommet de l'ineptie. Pour les analystes, il demeure impardonnable qu'au nom d'une tradition nationale, les Canadiens français aient accepté des conditions d'existence difficiles³⁸, et ce, même si les règles du jeu les dépassaient³⁹ et qu'ils avaient depuis longtemps accepté de n'être que fournisseurs d'une « main-d'œuvre à

³⁸ Dumont, *La vigile*, 1971, p. 36.

³⁹ Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », 1971, p. 165.

bon marché dont le capitalisme a besoin⁴⁰». Même le nationalisme autonomiste hostile à tout interventionnisme du fédéral – rentable politiquement pour Duplessis – ne trouve pas grâce dans les écrits.

Le procès du passé canadien-français se déroule sur fond d'empêchements et Duplessis constitue la pointe de l'iceberg de l'ensemble de la preuve⁴¹. Le duplessisme est présenté comme la dernière incarnation politique du traditionalisme canadien-français⁴². Il écope autant que l'Église catholique, ce puissant allié ayant tiré avantage d'une non-ingérence gouvernementale en vertu d'un certain libéralisme que Bourque et *al.* ont qualifié de « cléricalisé⁴³ ». Politique et foi auraient ainsi freiné la modernisation de la société québécoise. Elles auraient contribué à son retard chronique illustré dans la production anglo-saxonne et qui table sur l'image d'un Canada français à l'instar d'une « priest ridden society » ou de cette « folk society » détonnant dans le paysage américain. Ce sont là les premiers termes d'une production en confrontation avec la mémoire canadienne-française dont l'essence sert le dénigrement du passé.

L'anticléricalisme émanant de cette première historiographie de la Révolution tranquille, aspect que nous abordons plus loin, se révèle déjà lorsqu'il est question d'examiner les liens entre le pouvoir politique et l'Église catholique. L'impuissance du gouvernement provincial à se détacher de son alliée serait le reflet d'un

⁴⁰ Laurin-Frenette, *Production de l'État*, 1978, p. 93.

⁴¹ Une perspective qu'a développée Ivan Carel dans sa thèse, « Les revues intellectuelles », 2006.

⁴² Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 29.

⁴³ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

antidémocratie latent qui n'épargne aucun parti politique⁴⁴. La première conséquence est prévisible : toute la sphère politique est le théâtre d'un obscurantisme se référant « à des formules conservatistes clérico-paternalistes depuis longtemps mises au rancart chez la plupart des peuples occidentaux⁴⁵ ». Les défaillances d'une administration publique sont mesurées avec maints détails. Elles auraient contribué à la situation retardataire dans laquelle se trouve le Québec au début des années soixante⁴⁶.

Au fond, les interprètes refusent dorénavant de reconduire une tradition historiographique mettant en scène un peuple docile, conciliant, peu intéressé par les affaires d'argent, folklorique, pieux, bref bon pour divertir les touristes. Les analystes veulent mettre en échec l'aliénation collective afin d'assurer le passage à la modernité. Ils mettent en lumière le fait que derrière un discours religieux condamnant le politique se trouve une manière bien réelle d'exercer un contrôle politique. Le succès en librairie des *Insolences du Frère Untel*, qui marque la plupart des analyses, n'est pas anodin⁴⁷. Pour de nombreux observateurs, les critiques du frère mariste sont devenues le cri de ralliement de ceux qui souhaitent voir la société se redresser en se délestant d'un pénible passé, représentation qu'on pourra aussi observer dans les prochaines sections.

⁴⁴ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 182; Jean-Claude Robert, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975, p. 195.

⁴⁵ Dion, *La prochaine Révolution*, 1973, p. 36.

⁴⁶ Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois. Le Temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Leméac, 1976, p. 161.

⁴⁷ Plusieurs auteurs ont signalé l'impact du pavé lancé par le frère Untel à l'endroit du système scolaire confessionnel. Voir entre autres Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 205; Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 134-135. Jean-Paul Desbien, *Les insolences du frère Untel*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 158 p.

4.3.2 Faiblesse de la bourgeoisie

En limitant notre regard de l'historiographie aux problématiques économiques, le transfert du rapport historique à la mémoire canadienne-française pourrait s'illustrer dans l'intérêt entourant les propos francophobes tenus par un certain président de compagnie ferroviaire. Ce dernier ne pouvait plus reconduire aussi impunément dans les années soixante ce que l'Église avait véhiculé pendant plus d'un siècle. Des accusations d'incapacité liées à l'origine culturelle, bien qu'offensantes en soi, auraient sans doute moins soulevé l'ire de la population si elles avaient été exprimées quelques années auparavant. Elles auraient reçu l'aval du plus grand nombre, persuadé que ce manque de talent en matière économique était typique des Canadiens français. Duplessis n'avait-il pas des ministres des finances anglophones sans qu'on trouve nécessaire de lui en faire le reproche? Avec les années soixante et l'élan de confiance supporté par un discours et des mesures politiques, le tout conjugué à une volonté de réparer des injustices transcrites noir sur blanc dans les rapports gouvernementaux, la simple évocation de l'incompétence économique des Canadiens français scandalise. On entre de plain-pied dans une dynamique qui tend vers la confrontation de la mémoire canadienne-française.

La transformation du rapport à la mémoire se traduit dans ce cas par le rejet de l'anticapitalisme des Canadiens français⁴⁸. Il n'est plus question d'entretenir une tare comme s'il s'agissait d'une vertu. Le discours social et politique ayant délibérément tenu à l'écart les Canadiens français de la réussite économique pour des raisons idéologiques n'aura plus cours. Il existe des facteurs exogènes à considérer dont le premier est celui de l'appartenance à une culture nationale opprimée. Bien que le

⁴⁸ Un point de vue souvent relevé depuis Étienne Parent. Lionel Groulx, *Chemins de l'avenir*, Montréal, Éditions Fides, 1964, p. 125. Voir aussi René Durocher et Paul-André Linteau, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1971, p. 7.

retard économique des Canadiens français ne soit plus confondu avec celui de l'économie québécoise⁴⁹, l'infériorité économique et l'oppression nationale que vivaient les Canadiens français, connues et justifiées avant la Révolution tranquille, ne sont dorénavant plus tolérées⁵⁰. Elles génèrent leur lot de critiques que la prospérité ambiante ne parvient pas à atténuer⁵¹.

Dans ces conditions historiographiques, toutes les justifications économiques québécoise inspirées de la mémoire canadienne-française sont condamnées⁵². Plusieurs analystes s'abreuvent à des sources célèbres, qu'on pense entre autres aux propos tenus dans *Cité libre* et par l'École de Québec, mais aussi aux thèses défendues par l'École de Montréal, très critiques d'une représentation du passé dans laquelle la « misère » économique canadienne-française pouvait être admise. Répondant aux Ouellet, Hamelin et Trudel, pour qui le drame économique se résumait à des facteurs intrinsèques, les représentants de l'École de Montréal et, plus tard, de *Parti pris*, accusent le pouvoir étranger d'avoir eu raison du capital autochtone. Séguin, Frégault et Brunet plaident l'exclusion inévitable des Canadiens français du grand commerce à la suite de la Conquête. Ils montrent que, dans de telles conditions, il était tout simplement impossible pour les Canadiens français

⁴⁹ Seul le premier, nous rappelle Linteau, appartient à une réalité sociologiquement fondée. Durocher et Linteau, *Le retard du Québec*, 1971, p. 9.

⁵⁰ La faiblesse économique des Canadiens français est historiquement fondée. On savait depuis des lustres qu'ils appartenaient à l'un des groupes ethniques les plus pauvres au Canada, mais aucune initiative n'était parvenue à bout du problème. On finit par considérer la problématique comme structurelle. Dans l'après-guerre, le développement d'une économie de services et de consommation provoque une nette amélioration de la qualité de vie des Canadiens français, ce qui donne l'impression que l'état d'infériorité économique s'amenuise. Voir Lysiane Gagnon, « Les conclusions du Rapport B.B.. De Durham à Laurendeau-Dunton : variation sur le thème de la dualité canadienne », dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Montréal, Les cahiers de l'Université du Québec, 1969, p. 233-254. L'idée a été reprise dans Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 225.

⁵¹ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 125.

⁵² Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 77.

d'accumuler suffisamment de richesses pour aspirer à jouer un rôle significatif dans l'industrialisation⁵³. Les retards sociaux et culturels, bien soulignés dans *Cité libre* comme étant les principales causes de l'infériorité économique canadienne-française, sont, pour eux, considérés comme les plus importantes conséquences de leur faiblesse économique⁵⁴.

L'opposition bien connue entre les écoles souligne toutefois d'un même trait la résignation d'une nation conquise. Cette tendance forte se retrouve dans les discours des années soixante et soixante-dix. Les observateurs ne cherchent plus à contourner la question de l'infériorité économique, voire à la justifier en évoquant quelques singularités culturelles. Ils cherchent des responsables qui se seraient satisfaits de l'impuissance à générer des fortunes canadiennes-françaises comparables aux plus grandes américaines. Cela révèle la présence d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française alors que la critique vise au premier chef l'acceptation passive de l'absence d'une bourgeoisie canadienne-française.

La représentation du passé économique devient pour les premiers interprètes de la Révolution tranquille celle d'une nation canadienne-française à qui on « n'avait

⁵³ Comeau, *Économie québécoise*, 1969. Dans l'un des textes de ce collectif, Richard Desrosiers questionne les thèses de l'école de Québec alors que Comeau et Linteau présentent une recension des textes appartenant aux deux écoles. On y discute de l'infériorité des Canadiens français dans le cadre d'une évolution économique québécoise. En 1971, Durocher et Linteau reviennent sur cette question encore brûlante d'actualité dans *Le retard du Québec*.

⁵⁴ Pour résumer le débat d'écoles, Linteau et Durocher écrivent : « Ainsi, tant pour Séguin que pour Brunet, les facteurs socio-culturel et psychologique ne sont pas des causes mais des résultats de la mise en situation d'infériorité due à la domination britannique depuis la Conquête. François-Albert Angers reprend exactement la même thèse en 1961. Cependant Angers voit un correctif qui aurait pu être appliqué au XX^e siècle : l'État québécois mis au service d'un redressement économique du groupe canadiens-français. L'industrialisation à grande échelle du XX^e siècle nécessitait des capitaux considérables et des garanties solides; selon Angers, seul l'État québécois était assez fort pour appuyer en ce sens les initiatives des capitalistes canadiens-français; il ne l'a pas fait. » Durocher et Linteau, *Le retard du Québec*, 1971, p. 20. Ce texte d'Angers dont il est question chez Durocher et Linteau, « L'industrialisation et la pensée nationaliste traditionnelle », a d'abord été publié dans Comeau, *Économie québécoise*, 1969, p. 417-432.

rien à offrir entre "le sommet" des législateurs et gouvernants octroyant titres d'exploitation et concessions aux étrangers, et la base d'une main-d'œuvre non qualifiée et même presque ignorante⁵⁵. Le capital canadien-français, ajoute-t-on, « fait figure de coureur disqualifié avant même le départ de la course⁵⁶. » La résignation des élites traditionnelles face au problème de l'infériorité économique des Canadiens français amène les observateurs à fustiger l'incapacité chronique des Canadiens français, même en périodes de prospérité, à se constituer en une bourgeoisie compétitive⁵⁷. Il leur aurait été impossible de gravir les plus hauts échelons de l'économie canadienne, peu importe les conjonctures, surtout parce qu'ils auraient été mal guidés.

Les observateurs voient dans les discours des institutions religieuses et politiques les éléments d'explication de cet écart de richesse⁵⁸. Ils y constatent plusieurs justifications et s'empressent de les condamner⁵⁹. La valorisation de l'agriculture comme secteur premier de l'économie est récusée et les structures

⁵⁵ Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 200. Cette représentation collective de l'homme d'affaires canadien-français manqué ou peu ambitieux trouve un écho dans des termes que Bergeron a captés : « Héritiers de la tradition folklorique mais peu flatteuse des "porteurs d'eau" et des "scieurs de bois", les Canadiens-Français (sic) pouvaient lancer des masses d'ouvriers non qualifiés sur le marché du *cheap labor* (travailleurs à bon marché), qui fit tant pour attirer au Québec les industries étrangères ». Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 174.

⁵⁶ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 112.

⁵⁷ Le combat perdu à l'avance contre l'intégration canadienne à l'économie nord-américaine a été traité dans la dernière partie de l'ouvrage collectif dirigé par Rosario Bilodeau, *Histoire des Canadas*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 1971, 676 p.

⁵⁸ En rappelant la position exprimée par Mgr Louis-Adolphe Pâquet, invitant les Canadiens français à laisser « à d'autres nations, moins éprises d'idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier matérialisme ». Discours prononcé en 1902. Voir Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 201.

⁵⁹ Justifications mais non acceptation. Groulx, par exemple, n'a pas cherché à ignorer le problème sur lequel il est revenu dans *Chemins de l'avenir*. Les nationalistes économiques des HÉC et la revue *L'Action française*, devenue *L'Action nationale*, prôneront une industrialisation canadienne-française, contrairement à ce qu'affirment Cité libre et Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante*, Montréal, Les éditions Cité libre, 1956, 430 p.

institutionnelles favorisant les écarts de richesses deviennent des cibles. Les analystes montrent qu'au sein du monde industriel, là où se joue l'avenir des économies nord-américaine et occidentale, les Canadiens français sont demeurés des subalternes⁶⁰. L'existence d'une petite bourgeoisie canadienne-française, dépendante des retombées des activités de la puissante bourgeoisie anglo-saxonne que Duplessis appuyait parce qu'elle favorisait l'entreprise locale, confirme l'inefficacité des élites traditionnelles à développer le capital autochtone⁶¹. Le renversement des perspectives historiques par rapport à la mémoire canadienne-française est par conséquent révélateur d'une ambition nouvelle, celle de dépendre l'économie québécoise des entraves du traditionalisme.

4.3.3 Une organisation sociale religieuse

Lorsque l'on aborde les représentations de l'organisation sociale au Canada français, on remarque que les observateurs condamnent ce qui se rapporte souvent aux vertus rurales. Elles auraient participé au maintien d'un conservatisme religieux qui, du point de vue des premiers interprètes de la Révolution tranquille, est anachronique⁶². Le déphasage entre discours et évolution réelle de la société québécoise dans l'après-guerre conditionne les plus acerbes critiques que les auteurs de la Révolution tranquille ne manquent pas de récupérer dans leurs analyses dans des formes qui font parfois l'économie de nuances. On aborde le Québec d'avant les

⁶⁰ Roy, *La marche des Québécois*, 1976, p. 116.

⁶¹ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 106.

⁶² Selon les premiers interprètes, jusqu'à la Révolution tranquille qui marque un tournant dans la représentation de l'identité nationale, « les origines rurales, un certain catholicisme, l'insécurité individuelle et collective d'un groupe aliéné et isolé » se retrouvent inscrits dans le devenir de la société québécoise. Il s'agit d'une propension bien cernée par Rocher dans *Le Québec en mutation*, 1973, p. 30.

années soixante en tant que société anachronique, parfois schizophrénique⁶³, presque moyenâgeuse⁶⁴.

Puisqu'elle aura collaboré de plein gré et de manière intéressée à l'organisation d'une telle société, l'Église catholique est accusée d'avoir maintenu le Québec dans une grande noirceur. Les observateurs actualisent un Canada français qui aurait reproduit une organisation sociale traditionnelle se déployant « à l'ombre du clocher [avec ses] Rois du village, seigneurs des paroisses⁶⁵ ». La thèse n'est toutefois pas nouvelle. Elle a été soutenue par une kyrielle d'auteurs tels Gérin, Miner, Hughes, Falardeau, ressassant la domination d'une représentation sociale faisant peu de cas de l'urbanisation continue du Québec depuis la fin du dix-neuvième siècle⁶⁶. Cette représentation, inspirée par une mythique Nouvelle-France, offrait les raisons de la survivance de la nation canadienne-française. Pour préserver la pureté originelle de ce dessein collectif, les autorités religieuses auraient tout fait pour que rien ne change en misant sur la foi de leurs ouailles. Il fallait que cette vocation spirituelle se fasse hégémonique, qu'elle soit garante de cette singularité en Amérique dont tous étaient fiers, dit Rocher⁶⁷. Le conservatisme assurait la pérennité d'une nation fragile soumise à des conditions d'existence hostiles que d'autres analystes chercheront à réfuter tant elles leur apparaîtront exagérées.

⁶³ Simard, *La longue marche*, 1979, p. 9.

⁶⁴ Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 1.

⁶⁵ Simard, *La longue marche*, 1979, p. 77.

⁶⁶ Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », 1971, p. 153. Plus récemment, on peut consulter l'ouvrage de Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Éditions du Boréal, 2002, 447 p.

⁶⁷ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 33.

Avec l'industrialisation et l'urbanisation qui marquent la fin du dix-neuvième siècle et l'ensemble du suivant, la religion s'était présentée comme « rempart ultime de l'ordre social » en se constituant en doctrine : l'ultramontanisme⁶⁸. Simplifiée, l'ultramontanisme⁶⁹ se réclame d'une structure sociale parallèle au pouvoir civil. Au Canada français, et particulièrement au Québec, cette idéologie propose un mode de vie traditionnel que l'on a souvent réduit symboliquement à cette image d'une « ruralité à l'ombre du clocher⁷⁰ ». Nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, cette représentation s'est réfugiée au cœur de la mémoire canadienne-française, devenant un gage de stabilité sociale pour les autorités en place, tant religieuses que civiles.

L'Église a réussi à s'imposer dans l'organisation de la société canadienne-française en valorisant un destin collectif empreint de ruralité et de catholicisme. L'échec des rébellions de 1837-38 lui a donné une caution morale qu'elle n'avait pas réellement su obtenir jusque-là⁷¹. Ce contrôle social religieux, étroitement associé à l'institution familiale, répond à une hiérarchie bien établie qui n'a que peu de comptes à rendre aux gouvernements des hommes. La famille constitue le socle sur lequel s'établissent les principaux cadres sociaux canadiens-français. La paroisse, idéalement rurale mais occasionnellement urbaine, assure le respect de ces fondements institutionnels.

⁶⁸ Dumont, *Pour la conversion*, 1964, p. 20.

⁶⁹ Il faut préciser que les études récentes ont montré qu'il s'agit d'un courant marginal, surévalué par les historiens de la première génération sous étude. Ces derniers ont accordé une grande importance aux propos des citélibristes et à l'école de Québec qui rendaient les Canadiens français eux-mêmes responsables de leur retard économique, contrairement à l'école de Montréal qui tablait sur des forces exogènes.

⁷⁰ Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 3.

⁷¹ Fernand Dumont dans sa *Genèse* fournit des éléments de réponse que trente ans de recherches auront mis en lumière. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1996 (1993), 393 p.

L'institution religieuse a défini de la sorte le réseau social qui supportait une représentation de la nation canadienne-française à son image et en accord avec ses priorités. La mémoire canadienne-française a été profondément imprégnée de cette représentation⁷². Elle permettait de conjurer le sort de la Conquête même s'il fallait laisser à d'autres les destinées économiques du pays⁷³. Dans ces conditions, les gouvernements qui précèdent celui de Lesage auraient entretenu un mode de vie axé sur l'agriculture de subsistance que Brunet a déploré⁷⁴. Les premiers observateurs de la Révolution tranquille le suivront. Ils estiment que la structure sociale québécoise des années cinquante est fragile et repose sur une conception de la société en perte de vitesse par rapport à l'évolution générale enregistrée ailleurs en Occident. La classe dominante canadienne-française se serait accrochée à une vision archaïque du passé.

Au tournant des années cinquante, le laisser-faire social de l'État aurait entraîné un retard rapporté par de nombreux témoins dont les propos résonnent dans les récits des années soixante et soixante-dix. Ce que reprochent les analystes à cette vision cléricale de l'organisation sociale, c'est qu'elle aurait bloqué la société québécoise dans son évolution par rapport à ses voisines immédiates, canadienne et américaine. Elle mettrait en évidence un « mode de domination qui caractérise cette société traditionnelle » et qui lui a servi de « mythe fondateur⁷⁵ ».

⁷² Même en milieu urbain, remarque Laurin-Frenette, « [l']appareil religieux présente un mode d'adaptation [...] particulièrement réussi et peut-être sans équivalent dans l'histoire contemporaine⁷² », où l'on retrouvait entre les mains du clergé les mêmes cadres traditionnels qu'à la campagne, c'est-à-dire de l'école à la paroisse. À la ville, soutient Laurin-Frenette, les institutions s'adaptent, « [m]ais leur fonctionnement reste autant que possible, fondé sur les rapports personnalisés (services, faveurs, privilèges, etc.) et soumis aux règles traditionnelles ». Laurin-Frenette, *Production de l'État*, 1978, p. 95.

⁷³ Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », 1971, p. 153.

⁷⁴ Pour Michel Brunet, il existerait « [t]rois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme ». *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958, p. 113-166.

⁷⁵ Laurin-Frenette, *Production de l'État*, 1978, p. 91.

De tels fondements sociaux inspirés de la mémoire canadienne-française auraient cautionné un rejet de la modernité et des valeurs libérales qui lui sont sous-jacentes. Voilà pourquoi les premiers interprètes récuse cet amalgame de valeurs cléricales considérées stérilisantes. À cause d'elles, l'hiver de la survivance se serait indûment prolongé et un Québec imaginaire se serait posé en rupture avec sa situation géographique, économique et politique. Cette résistance sociale, incarnée dans un conservatisme ambiant, n'aurait profité qu'à une institution intéressée par sa propre pérennité, peu importe les conséquences⁷⁶. De ce point de vue, ce seront les conséquences culturelles liées à un tel abandon qui seront les plus dramatiques.

4.3.4 Une culture folklorisée

Avec la Conquête, la société canadienne-française s'est retrouvée coupée culturellement de sa mère patrie, la France. Elle a bien conservé quelques liens avec l'ancienne métropole, mais ils sont tissés à partir d'éléments associés à la France pré-révolutionnaire. Dans l'esprit des premiers interprètes de la Révolution tranquille, en deux siècles, l'Église aurait réussi à folkloriser la représentation de la société autour d'une tradition agricole commune « à toutes ces petites sociétés rurales qui formeront la plus grande partie du peuple canadien-français⁷⁷ ». Cette représentation proposait une définition acceptable à la fois pour les Canadiens français et les conquérants⁷⁸. Pour les observateurs, elle est toutefois à l'origine du retard culturel du Canada français et l'objet de vives contestations qui informent une fois de plus de l'urgence d'en découdre avec la mémoire canadienne-française.

⁷⁶ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 188.

⁷⁷ Marcel Rioux, « Notes sur le développement socio-culturel du Canada français », dans *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, 4, 1959, p. 144-159. Reproduit dans Rioux et Martin, *La société canadienne-française*, 1971, p. 182.

⁷⁸ Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 268.

Les analystes dénoncent ainsi l'équation qui réduit la culture canadienne-française à la sphère religieuse. Ils critiquent surtout l'impérialisme religieux qui a permis à l'institution d'exercer un monopole sur la culture. La mémoire canadienne-française aurait entretenu la représentation d'une société étouffante, incapable d'innover, condamnant à l'exil ses éléments les plus progressistes⁷⁹. L'enseignement, premier véhicule culturel et chasse gardée du clergé catholique jusqu'à la Révolution tranquille, devient une cible de choix. Les attaques sont les reflets d'une profonde critique qui met en jeu le rapport à la mémoire canadienne-française.

En tant qu'expression d'une nouvelle gauche, *Cité libre* et *Parti pris* avaient fait de la décléricalisation culturelle du Canada français leur principal cheval de bataille. L'écho de leurs positions résonne de façon éloquente dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix⁸⁰. *Cité libre* cristallise en fait un mouvement qui balise le nouveau rapport à la mémoire en ciblant d'abord la faillite culturelle du Canada français. La génération « sacrifiée » par la Crise à laquelle s'identifie ce petit cercle d'intellectuels avait en effet énergiquement dénoncé le passé canadien-français sous l'angle d'un naufrage historique et culturel⁸¹ qui faisait des Canadiens français « un peuple amorphe, sans conscience nationale, presque sans âme⁸² ». Cette génération en est venue à se percevoir comme seule capable d'oxygéner la culture canadienne-française. Elle s'oppose à la tradition et contribue à l'« érosion du monolithisme idéologique⁸³ ». Les premiers interprètes de la Révolution tranquille

⁷⁹ Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 194.

⁸⁰ Comme on le constate dans Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 73. Plus récemment, Charles-Philippe Courtois est revenu sur cette idée du trop-plein de crédits accordé à *Cité libre*, « *Cité libre*, Duplessis et une vision tronquée du Québec », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 54.

⁸¹ Dumont, *La vigile*, 1971, p. 25.

⁸² Groulx, *Chemins de l'avenir*, 1964, p. 149.

⁸³ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 298.

sont captifs de ces réflexions même si l'influence de *Cité Libre* décline tôt dans les années soixante. Ils en récupèrent surtout les critiques formulées dans les années cinquante et en font des éléments de rupture avec la représentation traditionnelle du Canada français.

Les collaborateurs de *Cité libre* ont ainsi ouvert la voie aux premières interprétations de la Révolution tranquille. L'intérêt qu'on leur accorde n'est pas étranger à leurs prises de position sur la religion, l'Union nationale et le patronat. Ils avaient cru en une possible rénovation du catholicisme puis en la nécessité d'en finir avec le clérico-nationalisme⁸⁴. Ils incarnaient la rupture. La revue aurait participé à l'ouverture d'une brèche dans la représentation culturelle du Canada français jusqu'à là captive du monolithisme religieux.

Parti pris, autre icône intellectuelle qui supplante *Cité libre* tout au long de son existence (1963 à 1968), aurait participé autant à « une profonde opération de sabotage des représentations reçues⁸⁵ ». Elle aurait plaidé pour une décléricalisation de la sphère politique et culturelle. Pour ses collaborateurs, la société québécoise d'avant les années soixante était frappée « des mêmes tares : monolithisme, irréalisme, autoritarisme⁸⁶ ». Le nationalisme conservateur et le cléricalisme canadien-français que *Cité libre* et *Parti pris* pointent du doigt sont donc récupérés par les observateurs de la Révolution tranquille comme autant de griefs envers un passé qui ne passe plus. Le dogmatisme religieux aurait étouffé culturellement le Canada français faisant de lui un monde bloqué, appelé à s'atrophier.

⁸⁴ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 301.

⁸⁵ Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 200.

⁸⁶ Bélanger, *Ruptures et constantes*, 1977, p. 73.

Le nouveau rapport à la mémoire presque entièrement négatif se signale éloquentement dans l'ensemble de la critique de l'éducation. On évoque alors les lacunes du système scolaire, gardien de la culture dont Duplessis aimait à dire qu'il était le meilleur au monde. Pour les interprètes, l'état du système ne répondait pas du tout aux exigences de démocratisation du savoir, car il se limitait à former une élite⁸⁷. Les observateurs reprennent les propos tenus d'abord dans les années cinquante par les opposants du régime confessionnel et dénoncent l'hégémonie qu'exerce l'Église dans le domaine de l'éducation⁸⁸. Lorsqu'ils en discutent, c'est pour souligner que les Canadiens français sont bons derniers au Canada et que l'ensemble du monde de l'éducation sous l'égide de l'Église est un échec⁸⁹. L'analyse est souvent sévère : « Ce n'était, écrit Fortin, ordinairement qu'au plus débile qu'on permettait de poursuivre des études afin qu'il puisse quand même gagner sa vie dans une occupation autre que l'agriculture⁹⁰ ». La catastrophe appréhendée en éducation dans les années cinquante est ainsi confirmée dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix⁹¹.

Dans ces conditions, le procès de la mémoire canadienne-française se joue à la manière d'une critique de la culture que des médias comme *Cité libre* et *Partis pris* auront su canaliser. Malgré un tirage limité, leur influence est notable et se retrouve

⁸⁷ Guy Rocher, « Le droit à l'éducation », communication présentée à la Conférence canadienne du Bien-être social, Ottawa, le 19 juin 1968. Une version anglaise a paru dans *McGill Journal of Education*, vol. III, no 2 (automne 1968), dans *Le Québec en mutation*, 1973, p. 114.

⁸⁸ Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec : la question nationale*, Paris, François Maspero Éditeur, Petite collection Maspero, no 223, 1979, p. 159.

⁸⁹ Dumont, *La vigile*, 1971, p. 200.

⁹⁰ Gérald Fortin, « Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole », *Recherches sociographiques*, vol. II, no 2, avril-juin 1961, 151-170. Reproduit dans Rioux et Martin, *La société canadienne-française*, 1971, p. 109.

⁹¹ Roy, *La marche des Québécois*, 1976, p. 173.

aisément chez les premiers observateurs de la Révolution tranquille. Ceux-ci honniront tout autant la représentation rurale et cléricale du Canada français. Ils écriront aussi que cette culture ne pouvait plus qu'appartenir à une société condamnée à la médiocrité.

La première partie de ce chapitre rend compte du difficile chemin menant à la modernité tel que le conçoivent les premières analyses de la Révolution tranquille que l'on associe à la gauche. Mais l'histoire connaît une suite heureuse. Les nouvelles élites canadiennes-françaises, qui tournent le dos aux élites cléricales, proposent une action politique pour assurer la pérennité de la collectivité, ce sur quoi les interprètes insisteront dans un deuxième temps, comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre.

4.4 La Révolution tranquille

Les représentations de l'avant-1960 que nous venons d'analyser dans la première partie de ce chapitre participent à la mise en récit d'interprétations de la Révolution tranquille indiquant l'apparition d'un rapport différent à la mémoire canadienne-française. Celui-ci se cristallise dans les dénonciations de l'organisation sociale, du despotisme politique, du laisser-aller économique et de la folklorisation culturelle, aspects qui, sans être dénoncés comme c'est le cas chez le cas dans les premières interprétations, logeaient au cœur de l'historiographie canadienne-française principalement produite par des clercs.

Comme nous le verrons maintenant, la dépréciation de tout ce qui précède la Révolution tranquille favorise une représentation plus que favorable de son avènement. La plupart des mesures mises en place par le gouvernement Lesage, en plus de reléguer aux oubliettes les fondements de la mémoire canadienne-française, engagent un processus de détachement à l'égard d'un passé jugé paralysant. Par

conséquent, les premières analyses de la Révolution tranquille ne sont pas étrangères au dynamisme d'un gouvernement qui réunit « des représentants d'une nouvelle lignée » avec, à leur tête, des vedettes telles que René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie⁹². À la manière des propagandistes qui vantent les réformes politiques mises en place par « l'équipe du tonnerre », elle encense l'arrivée d'une nouvelle vague de politiciens⁹³. Dans son dernier essai publié de son vivant, l'historien Lionel Groulx traduit l'idéal de changement caractérisant la première historiographie de la Révolution tranquille⁹⁴. Malgré la longueur de l'extrait retenu, il semble opportun de laisser à l'un des plus influents historiens du Canada français le privilège de mettre en place certains éléments que des analystes refaçonneront bientôt :

Quelque chose bouge quand même au Québec. Mouvement ou réveil apparemment soudain, non dénué de violence. On dirait un petit peuple à bout de patience et d'attente. Réveil, comme tant de fois, entre deux bâillements? Sursaut éphémère? On l'aurait pu croire. On ne le croit plus. Réveil décisif, lame de fond qui menace de tout emporter. Les causes de ce phénomène? On les connaît déjà : bouillonnement universel, jeunesse d'un âge psychologique en retard, éducation familiale et scolaire inadaptée, malaises sociaux d'une industrialisation bouleversante. Au Canada comme ailleurs, nous assistons à la mue d'une société⁹⁵.

⁹² Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 29. Gérard Bergeron dira à ce propos que « la génération de 1945 n'était pas encore prête dans sa quarantaine à assumer les nouvelles tâches proprement politiques ». Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 160; Dumont écrit qu'on retrouve dans ce nouveau gouvernement « des représentants d'une nouvelle lignée [...] de nombreux Canadiens français ont le sentiment d'assister à des changements décisifs. L'État du Québec a pris un jeune visage ». Dumont, *La vigile*, 1971, p. 37.

⁹³ Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 189; « "l'Équipe du Tonnerre", comme s'appelaient eux-mêmes les politiciens libéraux ayant pris le pouvoir en 1960 ». Simard, *La longue marche*, 1979, p. 98.

⁹⁴ Pour une meilleure idée de la réception de la Révolution tranquille chez Groulx, on se référera à Sylvie Beaudreau, « Déconstruire le rêve de la nation. Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, no 1 (été 2002), p. 29-61.

⁹⁵ Groulx, *Chemins de l'avenir*, 1964, p. 22.

L'historien du Canada français paraît assuré de vivre une époque effervescente. Comme d'autres après lui, il relaie les principaux éléments faisant état d'un important climat de changement au Québec dans les années soixante. Les premières interprétations de la Révolution tranquille participent pratiquement toutes de cette conviction. Elles témoignent qu'un déblocage est survenu au sein de la société canadienne-française en un intervalle de temps relativement court⁹⁶. Cette appréciation sociologique prend racine dans l'historiographie dès les années soixante et se trouve rapportée dans la littérature et dans le sens commun. La tendance se maintient jusqu'à la fin de la décennie suivante⁹⁷. Dix ans après le chanoine, un plus jeune historien précise qu'il « faut connaître ce qu'était le Québec des années cinquante pour mesurer tout le chemin parcouru en quelques années⁹⁸ ». Bien qu'ils appartiennent à des générations différentes, ces deux historiens rendent compte d'une même époque que poètes et écrivains ont décrite comme une débâcle après un long hiver.

On célèbre ainsi la réorganisation complète de la société canadienne-française en dehors de toute affiliation avec le cadre historique proposé jusque-là par les intellectuels de l'Église. L'énumération des composantes qui définissent le Québec des années soixante signale le renouveau de la représentation d'ensemble de la société. On y présente un Québécois qui se réaffirme à la face du monde en montrant combien il est capable d'aller de l'avant quand on lui en donne des moyens. Cet avenir, c'est celui qui commande paradoxalement un rapport détaché des chaînes de

⁹⁶ Récemment, Ivan Carel a défendu une thèse dans laquelle il met en évidence ce processus de déblocage à partir d'une lecture des revues intellectuelles des années 1950-1960. Voir Carel, « Les revues intellectuelles », 2006, 599 p.

⁹⁷ « Et ce fut le temps de la poésie, dira Fernand Dumont. Celle-ci a connu au Québec, depuis quinze ans, un extraordinaire foisonnement. » Dumont, *La vigile*, 1971, p. 39.

⁹⁸ Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 204.

l'histoire alors que le but est d'assurer aux Canadiens français leur perpétuation dans l'histoire.

4.4.1 Émergence et affirmation de l'État québécois

Les premiers interprètes de la Révolution tranquille voient dans l'élection de l'équipe libérale de Jean Lesage beaucoup plus que la simple passation des pouvoirs d'un parti politique à un autre. « Toute une époque politique prenait fin au Québec⁹⁹ », écrit Sloan, et ce, grâce au « concours solidaire des syndicalistes, des éléments progressistes de l'Église catholique et des nationalistes de gauche¹⁰⁰ ». Dans ces conditions, l'élection de soixante canalise l'attention autour des forces opposées au régime duplessiste. Parmi celles-ci, il y a d'abord celle des intellectuels laïcs finalement admis à bras ouverts au sein du gouvernement. En trouvant une oreille attentive à leurs doléances, ces figures, prenant la forme de « leaders et animateurs sociaux, ces syndicalistes et journalistes, ces universitaires et "définisseurs de situation"¹⁰¹ », contribuent à la rénovation du gouvernement provincial qui devient l'État du Québec. La représentation du remplacement du parti de Maurice Duplessis annonce un revirement majeur de la perception collective de l'appareil gouvernemental québécois et des possibilités liées à l'interventionnisme, un principe

⁹⁹ Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 16.

¹⁰⁰ Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 28.

¹⁰¹ « Mais à la fin du "règne" de M. Duplessis (mort en 1959), ces leaders et animateurs sociaux, ces syndicalistes et journalistes, ces universitaires et "définisseurs de situation" de toutes espèces voyaient leur action partout bloquée par "la" politique au pouvoir. Une chance s'offrit quand les libéraux, rénovés, sous la direction de M. Jean Lesage, prirent le pouvoir en 1960. Mais la génération de 1945 n'était pas encore prête dans sa quarantaine à assumer les nouvelles tâches proprement politiques. » Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 160.

cher aux adversaires du duplessisme et pour lequel on assure que pratiquement rien n'avait été fait¹⁰².

L'expression d'un État du Québec fort, conception popularisée par Lesage et son équipe, attire l'attention des analystes qui ne manquent pas d'y voir la preuve que le Canada français a tourné le dos au passé. Pour eux, la Révolution tranquille, c'est avant tout la naissance d'un véritable État au service des Canadiens français. La mesure est doublement soulignée puisque que ceux-ci s'en étaient historiquement méfiés, pour différentes raisons, mais surtout à la suite d'expériences politiques malheureuses¹⁰³. Le projet d'utiliser l'État comme outil de développement collectif s'ancre dans la représentation de la Révolution tranquille. La vie politique réformée selon le modèle de l'État interventionniste, qui se développe dans le reste du Canada depuis la guerre, offre aux Canadiens français l'outillage nécessaire à leur survie culturelle, mais aussi à leur développement social et économique.

Les conclusions de la Commission d'enquête Laurendeau-Dunton ne manquent pas d'être rapportées dans l'historiographie comme l'électrochoc nécessaire à l'interventionnisme. Elles mettent en lumière l'importance de construire un État national québécois doté d'une fonction publique renouvelée et compétente, « tâche impossible sous l'empire de l'ancien régime rural¹⁰⁴ ». L'urgence justifie le

¹⁰² Jacques Dofny et Marcel Rioux, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, III, 3, juillet-septembre 1962, p. 290-300. Reproduit dans Rioux et Martin, *La société canadienne-française*, 1971, p. 319.

¹⁰³ Simard, *La longue marche*, 1979, p. 11.

¹⁰⁴ Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », 1971, p. 169; Jean-Jacques Simard ajoute qu'« [a]vant 1955, la fonction publique québécoise comptait neuf professionnels des disciplines sociales. Entre 1955 et 1959, sept autres s'ajoutent aux rangs. Soudain commence la Révolution tranquille : entre 1960 et 1962, l'embauche saute à trente-huit ; l'année suivante, voici cinquante-cinq recrues ; en soixante-cinq, on en assimile cent quatre-vingt-cinq de plus dont soixante-neuf économistes et quarante diplômés de relations industrielles ». Simard s'appuie ici sur une étude de Paul Gervais, « Les diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec », Thèse de

rythme rapide des réformes mais, surtout, amplifie la perspective révolutionnaire omniprésente dans les interprétations¹⁰⁵. La célébration de l'avènement de l'État providence chez les premiers analystes renforce le courant de sympathie à l'endroit de la prise en charge de responsabilités jadis confiées aux institutions de la sphère privée.

L'État ne fait pas que répondre à une demande sociale, il se porte garant du devenir de la nation avec une conviction inégalée jusque-là¹⁰⁶. Il a la légitimité de négocier avec son vis-à-vis fédéral, ce qui n'est pas négligeable dans une conjoncture inaugurant de nouvelles rondes de négociations constitutionnelles. Armé d'une nouvelle équipe politique déterminée à revaloriser la fonction publique, l'État québécois devient l'outil de la promotion sociale des Canadiens français et c'est dans l'atteinte de ces objectifs que ses interventions sont rapportées dans l'historiographie¹⁰⁷. Dans leur enthousiasme, les observateurs arrivent difficilement à représenter négativement les réformes politiques des années soixante mais, surtout, ils sont sans complaisance à l'endroit du passé canadien-français.

Les interprétations de la Révolution tranquille s'inscrivent au cœur d'un courant dans lequel encourager les initiatives gouvernementales s'accompagne, comme nous l'avons vu, du dénigrement des administrations antérieures. Tout semble désormais graviter autour de la sphère publique, nouveau lieu d'expression culturelle certes, mais aussi lieu vers lequel convergent toutes les attentes d'une population qui avait jusque-là déposé la plupart de ses doléances aux portes de l'Église. Du coup,

maîtrise en sciences politiques, Montréal, Université de Montréal, 1970. Simard, *La longue marche*, 1979, p. 39.

¹⁰⁵ Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 167.

¹⁰⁶ Laurin-Frenette, *Production de l'État*, 1978, p. 112.

¹⁰⁷ Simard, *La longue marche*, 1979, p. 33.

l'intérêt pour la lutte nationale semble dépasser celui de la lutte sociale si chère aux opposants de Duplessis. Le contexte où la redéfinition du nationalisme est à l'ordre du jour, les intellectuels, ces ennemis politiques d'antan, occupent dorénavant l'espace public comme jamais¹⁰⁸. Cette façon d'envisager la Révolution tranquille comme territoire de liberté d'une intelligentsia autrefois réprimée a quelque chose à voir avec la volonté de montrer que le nouveau régime rejette les fondements de la mémoire canadienne-française.

Nous verrons dans les prochaines sections que la révision du rôle de l'État se poursuit, notamment à travers la promotion d'une nouvelle élite économique, la perte de pouvoir de l'Église catholique et la flambée nationaliste. Ce sont là autant d'angles à partir desquels il devient possible d'analyser l'historiographie de la Révolution tranquille à l'aune d'un nouveau rapport à la mémoire. Les premières interprétations de la Révolution tranquille se font encore l'écho d'un besoin de rompre avec une conception arriérée de la société canadienne-française. Le discours de l'élite clérico-nationale, que l'on a dénigré, est remplacé par quelque chose dont on affirme la nouveauté. Bref, on accentue la rupture avec la mémoire par la présentation des réformes Lesage comme moment zéro de l'histoire, moment de fondation d'une nation devenue enfin moderne.

4.4.2 Favoriser une économie nationale

Comme nous venons de l'évoquer, la redéfinition du rôle de l'État qui ressort de l'historiographie entre en conflit avec l'une des composantes de la mémoire canadienne-française. Il en est une autre qui prend forme dans l'urgence de transformer une situation économique nettement défavorable pour les Canadiens

¹⁰⁸ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 353.

français¹⁰⁹. L'avènement de l'économie de consommation a rappelé « les retards accumulés et [...] les espoirs de mobilité sociale¹¹⁰ ». Pour les observateurs des années soixante et soixante-dix, la cause est entendue : l'élan politique de la Révolution tranquille répond à des besoins économiques criants liés à l'infériorité économique structurelle des Canadiens français. Il ne s'agit plus seulement de la constater, il faut passer à l'action et y remédier. Pour cela, il faut briser les idées reçues à propos de l'incapacité des Canadiens français en affaires, une donnée profondément enregistrée dans la mémoire canadienne-française. Ensuite, il s'agit d'offrir au plus grand nombre la possibilité d'obtenir une promotion sociale à travers les initiatives gouvernementales. Une nouvelle bourgeoisie doit naître, dynamisée par l'État, une conception doublement étrangère à la mémoire et qui traverse toute la production.

Cette prise de conscience a un double effet. Elle exige premièrement une remise en question du rapport à l'agriculture, activité économique hautement valorisée¹¹¹. La fascination qu'exerce la vie à la campagne typique des récits proposés par les intellectuels de l'Église a suffisamment duré. Il est temps de faire face à l'évolution réelle de l'économie, d'autant plus que la part de l'agriculture est passée de 37% de la production intérieure en 1920 à 6,3% en 1955. La part du secteur manufacturier doit être prise en considération puisqu'elle a connu une progression inversement proportionnelle, c'est-à-dire qu'elle est passée de 38% en 1920 à 62,8% en 1955¹¹². La célébration de l'avènement d'une économie québécoise au diapason

¹⁰⁹ Claude Saint-Onge, « L'impérialisme U.S. au Québec », Thèse de doctorat 3e cycle, Paris, Université de Paris VIII, 1973, p. 145-147. Étude citée dans Monière, *Le développement des idéologies*, p. 282.

¹¹⁰ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 285-286.

¹¹¹ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 17.

¹¹² Brunelle, *La désillusion tranquille*, 1978, p. 50.

du cadre américain industriel apparaît au centre de la sensibilité économique des observateurs. L'époque des « porteurs d'eau » dont l'image est inscrite dans la mémoire est révolue. On préfère maintenant l'image des bâtisseurs de barrages.

Le second effet de cette prise de conscience de l'infériorité économique des Canadiens français commande des actions qui permettraient aux Canadiens français de prendre en main leur destinée économique grâce au concours de l'État. Les mesures qu'offrent l'État québécois dans les années soixante s'inscrivent ainsi dans un schème interprétatif faisant du laisser-faire sanctionné par la mémoire un principe à revoir. C'est ainsi que toutes les mesures économiques adoptées par les gouvernements Lesage et Johnson sont présentées dans les analyses comme des incitatifs rappelant la capacité des Canadiens français de brasser des affaires, à condition qu'on leur en offre l'occasion. La reformulation du nationalisme telle que nous l'avons esquissée dans la section précédente a « engendré une nouvelle conception du rôle de l'État dans la vie économique et a orienté la justification à la fois théorique et pratique de l'élargissement de son champ d'influence¹¹³ ». L'interventionnisme de l'État québécois se manifesterait autour de trois grands axes dont on espère qu'ils permettent de mettre un terme à l'infériorité économique des Canadiens français : la création de capitaux, la planification et la modification de la structure économique.

Par conséquent, le laisser-faire gouvernemental en matière de régulation sociale avant les années soixante est l'objet d'interprétations montrant un Québec qui n'a pas su s'ajuster aux exigences d'une société pleinement moderne. Le gouvernement provincial aurait dû intervenir plus activement et retirer à l'Église ses prérogatives en matière de régulation sociale. Cette conviction a un impact sur l'évaluation des mesures économiques. Elles répondraient à un même objectif mis en

¹¹³ Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 75.

évidence dans la promesse électorale de 1962 qui ambitionnait de faire des Canadiens français des maîtres chez eux¹¹⁴. Si l'on oublie un instant que le slogan est emprunté à Duplessis, il rend compte d'un rapport nouveau à la mémoire canadienne-française qui se concrétise dans l'encensement de l'interventionnisme étatique. Il révèle de fait une ambition collective nouvelle, celle d'être finalement autre chose qu'un peuple d'agriculteurs bien encadré par des clercs. On dira que les Canadiens français comprennent enfin que leur pouvoir d'action « réside au bout des bulletins de vote, plutôt que dans les bureaux capitonnés où se gèrent l'industrie et les grandes affaires¹¹⁵ ».

La rupture par rapport à la mémoire canadienne-française est maintenant consommée à la fois sur les plans politique et économique. Au cœur de tous les moyens mis en œuvre en vue du redressement économique se trouvent deux icônes : Hydro-Québec et la Caisse de dépôts et placements. Ces deux monuments donnent un sens positif aux réformes des années soixante, l'un par sa prodigieuse expansion, l'autre par sa naissance et les espoirs qui lui sont associés. Ces emblèmes nationalistes contribuent à jeter par terre des conceptions établies dans l'historiographie depuis Garneau¹¹⁶. Se profile alors une double ambition qui fait contraste par rapport au discours issu de la mémoire canadienne-française : 1) transformer la bourgeoisie québécoise dont les intérêts sont régionaux et liés à la paysannerie; 2) augmenter ses effectifs¹¹⁷. Le désir de l'État de favoriser pour le

¹¹⁴ Daniel Latouche, « La vraie nature de la Révolution tranquille », *Revue canadienne de science politique*, vol. VII, no 3 (sept. 1974), p. 525-535.

¹¹⁵ Simard, *La longue marche*, 1979, p. 131.

¹¹⁶ Dans l'historiographie de l'école de Montréal, on tient à démontrer que sous la Nouvelle-France, les premiers habitants n'étaient pas d'abord des cultivateurs mais que leurs activités économiques se rattachaient à l'exploitation de la fourrure, d'où l'existence de bourgeoisie naissante décapitée en 1763.

Canadien français une « reprise en main de son destin¹¹⁸ » se démarque de ce qui logeait dans la mémoire et qui ne proposait que des justifications sans chercher de solutions viables autres que le maintien de l'agriculture dans une économie nord-américaine pourtant en pleine mutation.

Dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix, l'interventionnisme étatique comme moyen de réhabilitation d'une bourgeoisie structurellement faible cesse d'être un tabou. Pour les observateurs, les mesures prises par les différents gouvernements ont favorisé la naissance d'une nouvelle bourgeoisie nationale. Ce serait en fait la principale réalisation économique de la Révolution tranquille. Cette valorisation de compétences inexploitées et même jugées inexistantes chez les Canadiens français rend compte de l'apparition d'un rapport nouveau à la mémoire canadienne-française. Celle-ci, qui confortait la représentation d'une économie rurale loin de la grande entreprise, est rejetée par ce nouvel idéal économique que l'on retrouve résumé dans le concept de *Québec inc.* Nous retrouvons ici ce même message à l'effet que les Québécois sont allés de l'avant grâce à la Révolution tranquille, c'est-à-dire, dans ce cas-ci, qu'ils se sont conformés à la société industrielle et urbaine en rejetant la société traditionnelle et rurale.

4.4.3 En route vers la laïcité

L'interventionnisme de l'État n'a pas que des incidences économiques et politiques. Les interprètes le rappellent, cela a débouché sur une nouvelle conception

¹¹⁷ Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 172. Laurin-Frenette parle elle aussi de ce type de passage : « On a tenté de caractériser l'ensemble de ces transformations dans le mode de production capitaliste, en parlant de passage à un nouveau stade de ce mode, qu'on a baptisé de capitaliste monopoliste d'État. » *Production de l'État*, 1978, p. 106.

¹¹⁸ Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 235; « L'économie du Québec nouveau est le produit d'un mélange de socialisme et de capitalisme, auquel vient s'ajouter à forte dose un coopératisme qui est de tradition dans la province. » Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 73.

de l'État du Québec qui profite de l'avènement de l'État providence pour remédier enfin aux problèmes sociaux. L'élan interventionniste de la Révolution tranquille donne ainsi en quelques années à l'État la forme d'une « araignée étatique [qui] a littéralement tissé sa toile sur le Québec¹¹⁹ ». Cette substitution de responsabilités sociales de l'Église à l'État marque l'historiographie de la Révolution tranquille qui en fait l'une de ses grandes avancées. L'avènement de l'État en tant qu'instrument de régulation sociale est illustré en tant que conquête sur l'Église. En outre, ce passage de responsabilités organisationnelles est présenté comme positif, car bénéfique pour les Canadiens français.

Une fois encore, la célébration d'un État enfin moderne s'accompagne par conséquent d'une critique de l'ancienne organisation sociale alors que les mesures interventionnistes sont présentées comme une victoire de la raison sur la tradition¹²⁰. Nous l'avons vu plus haut, la passivité des gouvernements passés avait donné naissance à une critique de la mémoire canadienne-française où logeaient en elle les vertus rurales et le conservatisme religieux paralysant. Les gouvernements antérieurs à celui de Lesage auraient été insensibles aux exigences liées à l'urbanisation et à l'industrialisation. Une fois cela énoncé, il devient facile de présenter les réformes sociales sous un jour favorable.

¹¹⁹ Simard écrit qu'« [e]lle comprend vingt-trois ministères dont un seul, celui du Revenu, n'a pas changé de vocation depuis 1960, cinquante-cinq organismes de consultations nés pour la plupart au cours de la même période, neuf institutions judiciaires et soixante-trois organismes divers de gestion ou de régulation économique ; sur cent quarante-huit organisations autonomes, cent vingt-six datent de moins de quinze ans. Quant aux deux cent cinquante conseils scolaires, aux C.E.G.E.P., universités et écoles, au millier et plus de conseils municipaux, aux mille institutions de santé et de service social, sans compter les conférences administratives régionales, les C.R.S.S.S., C.L.S.C., et autre C.S.S., tous croissent en sagesse et en triplicata à mesure que s'accroît au nom de la coordination et de la cohérence, la dépendance financière, administrative et politique qui les rattache aux instances ultimes du gouvernement provincial. D'aucun, étouffés, poussent un cri ». Simard, *La longue marche*, 1979, p. 34-35.

¹²⁰ Monière, *Le développement des idéologies*, 1977, p. 312-313.

Peut-être plus que toute autre réforme sociale liée à la Révolution tranquille, celles qui ébranlent le monde de l'éducation signalent l'apparition d'un nouveau rapport à la mémoire. La mise sur pied d'un ministère de l'Éducation constitue pour plusieurs analystes une des plus grandes réussites de la Révolution tranquille¹²¹, non seulement parce qu'il s'agit là d'un pan important de la laïcisation de la société, mais aussi parce qu'elle met un terme à l'indifférence des élites traditionnelles face à la culture scolaire pour les masses. Le Canada français, suggère Rocher, sortait « à peine de la préhistoire de l'enseignement » et il était dorénavant temps que « le voile du temple de la connaissance se déchire, [que] le sanctuaire du savoir s'ouvre à la masse de la population, tels les palais des anciennes familles royales transformés en musées et en parcs d'amusement¹²² ». Ce dont il est question dans ce type d'analyses, c'est d'une « véritable révolution institutionnelle et surtout mentale¹²³ » qui n'a pu se réaliser sans une profonde métamorphose du rapport à la mémoire canadienne-française. La domination complète du clergé catholique par « [l]'accumulation [...] de fonctions sans cesse plus diversifiées » apparaît comme un boulet dont la société québécoise devait se défaire¹²⁴. La Révolution tranquille fournit les réponses et les solutions nécessaires. Il existe au sein des premières analyses un consensus historiographique entourant la nécessaire substitution de l'État à l'Église en tant que principal outil de régulation sociale et le cas de l'éducation est cité en exemple. Le modèle mis en place est une réussite globale qui donne le ton à l'ensemble des autres mesures adoptées dans les années soixante et qui ont tôt fait d'influencer l'apparition d'une nouvelle culture dont la principale caractéristique sera de rejeter l'univers canadien-français.

¹²¹ Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 172. Un point de vue que partage Laurin-Frenette dans *Production de l'État*, 1978, p. 134.

¹²² Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 115-116.

¹²³ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 113.

¹²⁴ Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », 1971, p. 170.

4.4.4. Une culture à exprimer

En prenant le relais de l'Église comme institution responsable de l'organisation sociale et économique, l'État jouit dans l'historiographie d'un prestige nouveau que les perceptions à son égard confirment¹²⁵. La transition Église-État exige aussi un transfert au niveau culturel. L'État aurait enfin pris ses responsabilités constitutionnelles de gardien de la culture en mobilisant des ressources suffisantes, ce qui aurait favorisé les conditions de son épanouissement dans une forme nouvelle. Les différentes mesures prises, notamment la naissance d'un ministère des Affaires culturelles, constituent les jalons de l'expression de cette culture nouvellement baptisée de québécoise. Elle aussi tourne le dos à la mémoire canadienne-française comme les observateurs ne manquent pas de le signaler.

Par la culture en général, le théâtre, la chanson, le cinéma et la littérature en particulier, les Québécois aspirent à se donner une nouvelle identité collective et à prendre en considération les « phénomènes de domination¹²⁶ ». L'éveil est présenté comme brusque. La Révolution tranquille devient le symbole d'une mutation à la fois nationale et culturelle qui accompagne la révolution politique¹²⁷. La nouvelle élite intellectuelle cherche à comprendre le Québec moderne¹²⁸ en s'intéressant notamment à la culture populaire et non à la culture des collèges classiques. Les interprètes accordent une attention particulière à cette nouvelle donne, au point d'en parler dans les termes d'un « intense bouillonnement culturel ». Celui-ci coïnciderait avec le

¹²⁵ Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 153; Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 255.

¹²⁶ Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 276.

¹²⁷ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 16.

¹²⁸ On l'invite à « prospecter enfin notre passé récent, disons des années 1875 à nos jours, cette période où notre milieu a cessé vraiment d'être *traditionnel* ». C'est l'auteur qui souligne. Dumont, *La vigile*, 1971, p. 55.

besoin de redéfinir l'identité nationale autour d'une proposition de réaménagement de la mémoire qui implique la mise en place d'éléments d'une culture proprement québécoise¹²⁹.

Le rejet de la culture religieuse et le maintien de la dimension linguistique n'est pas sans poser des problèmes qui résonnent encore aujourd'hui. On distingue en fait la conception du Québec en tant que petite Amérique française au Nord de la grande. Ainsi, par rapport aux États-Unis, le Québec se distinguerait seulement par l'usage d'une langue vernaculaire originale. Or plusieurs souhaitent dépasser la simple soumission aux valeurs de la culture américaine après s'être libérés du giron religieux. Pour eux, il relèverait du mythe de vouloir faire d'un particularisme linguistique un muret protecteur contre l'hégémonie du Sud. Le Canada français se trouve alors à la croisée des chemins et est appelé à se redéfinir culturellement en assumant « pleinement et d'une manière réaliste sa localisation géographique », et cela en « s'inspirant de la civilisation étatsunienne tout en gardant à son endroit les distances nécessaires¹³⁰ ». Le réaménagement de la mémoire devait commencer avec la Révolution tranquille et nous verrons qu'un demi-siècle de distance semble insuffisant pour résoudre ces tourments identitaires.

En fait, les observateurs sont évasifs quant aux contenus culturels qui devraient tenir lieu de nouveau ciment national en remplacement de la tradition canadienne-française. Ce qui est clair dans leur esprit, c'est que la Révolution tranquille marque le passage vers une culture mieux adaptée à la société moderne qu'est devenu le Québec. Il est surtout essentiel de supporter cette nation qui vient à

¹²⁹ Dumont, *La vigile*, 1971, p. 61-62; Rocher partage cette conception dans *Le Québec en mutation*, 1973, p. 14.

¹³⁰ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 79.

peine de s'éveiller et il faut lui proposer un récit des origines dans lequel une place importance sera accordée à la culture française.

À travers les transformations culturelles, il devient possible d'observer les discussions autour de la question nationale. Pour plusieurs observateurs, la redéfinition du nationalisme n'est rien de moins qu'« à la base de ce que nous avons appelé la révolution québécoise¹³¹ ». Le « séparatisme », comme on désigne alors la faction radicale du nouveau nationalisme, tirerait « son origine d'une réaction de désespoir [...] dans la mesure où les Canadiens français ont abandonné l'espoir de recevoir du Canada anglais un traitement équitable¹³² » et que, pour plusieurs, cela constitue un « refus total de devoir se considérer à jamais comme des "infériorisés collectifs" (Miron) ou des "dépressifs explosifs" (Aquin)¹³³ ».

Les analyses présentent le nouveau nationalisme comme la réponse au désir collectif d'en finir avec les conceptions misérabilistes du passé, qui insistent sur une culture ne répondant pas aux nécessités de la vie moderne. L'importance accordée par les auteurs à *Parti pris* est révélatrice de la mise à distance de l'univers canadien-français. Sa participation au renouvellement du nationalisme vise à briser les empêchements que dressait jusque-là la mémoire canadienne-française en promouvant l'indépendance politique du Québec, l'implantation du socialisme et l'avènement du laïcisme¹³⁴.

¹³¹ Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 134.

¹³² Sloan, *Quebec, the not-so-quiet*, 1966, p. 123; Robert, *Du Canada français*, 1975, p. 299.

¹³³ Guy Rocher ne dit pas autre chose, bien conscient que ce passé fait d'inégalités ne peut être changé. *Le Québec en mutation*, 1973, p. 42. On retrouve aussi cette idée chez Bergeron, *Le Canada français*, 1975, p. 192.

¹³⁴ Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 363.

La récupération dans l'historiographie de la Révolution tranquille des grandes idées développées dans *Parti pris* rappelle que la ligne entre le discours scientifique et celui des principaux acteurs, soient-ils intellectuels ou non, est mince. *Parti pris* incarne ici, parfois de manière forte, un mouvement en réaction aux institutions culturelles ayant dominé la province au cours des deux siècles suivant la conquête anglaise. Pour eux, il faut reconstruire un bassin de valeurs qui n'ont rien à voir avec ce que véhiculait la mémoire.

Le temps et un relatif recul verront admettre d'autres lectures de la Révolution tranquille dont on peut déjà retrouver quelques traces avant les années quatre-vingt. Nous concluons ce chapitre en jetant un coup d'œil aux signes avant-coureurs d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française qui prend forme dès la fin des années soixante-dix dans des interprétations de la Révolution tranquille.

4.5 Signes avant-coureurs

À partir du milieu de la décennie soixante-dix, des interprètes remettent en perspective la vision péjorative de l'avant soixante que nous venons de voir, sans toutefois la récuser totalement. Ils annoncent par le fait même l'avènement de nouvelles représentations de la Révolution tranquille que nous verrons dans le prochain chapitre. Puisque nous y reviendrons longuement, constatons simplement pour l'instant les signes historiographiques qui, en atténuant le caractère révolutionnaire des changements survenus au cours des années soixante, offrent déjà un aperçu d'un nouveau rapport à la mémoire.

Il faudrait donc éviter de conclure qu'au cours de la première période à l'étude (1960-1979), la représentation faisant état d'une rupture abrupte n'a pas fait l'objet de nuances. Des observateurs commencent à envisager l'avant-1960 avec des lunettes différentes de ce que l'on a vu dans ce chapitre. Ils doutent que la Révolution

tranquille ait été la sortie rapide du carcan traditionnaliste. Il ne s'agit pas encore de nier l'ampleur des réalisations de la Révolution tranquille, mais de souligner que les changements ne sont pas tous apparus soudainement dans les années soixante, à l'exception de la culture.

Les analystes contestent surtout ce qu'ils voient comme des caricatures historiques du Canada français à partir desquelles on célèbre les bouleversements provoqués par la Révolution tranquille. Ils s'en prennent à la nature des réformes politiques de la Révolution tranquille, plaidant déjà qu'elles ne constitueraient pas une rupture « révolutionnaire » de l'État québécois, pas plus qu'elles s'éloigneraient de la logique étatique propre au cadre canadien¹³⁵. Les critiques marxistes apportent d'importantes nuances qui feront bientôt fortune, récupérées au vol par une nouvelle histoire du Québec dans laquelle s'imposera l'idée d'une rupture historique moins importante avec les années soixante.

L'interventionnisme de l'État est parfois abordé à travers une série de « sauvetages » que signale par exemple le rachat de compagnies d'électricité par l'État parce qu'elles devenaient incapables de restructurer leurs activités afin de générer un profit intéressant¹³⁶. Des analystes déplorent que les interventions étatiques n'aient été souvent que de simples sauvetages d'entreprises¹³⁷. D'autres soutiennent que la Révolution tranquille ne constitue pas un gain autonomiste

¹³⁵ Si l'arrivée au pouvoir des libéraux favorise le capital canadien-français et que cela est digne de mention, en retour, il n'y a pas, dans les mesures économiques mises en place par le gouvernement, matière à parler de précédents au Canada, comme le défend Denis, *Luttes de classes*, 1979, p. 282. L'auteur écrit : « [L]a nationalisation de l'électricité (réalisée quarante ans plus tôt en Ontario), la création de la Société Générale de Financement, ou celle du Conseil d'Orientation économique demeuraient des mesures tout à fait analogues à celles d'autres gouvernements au Canada. »

¹³⁶ Brunelle, *La désillusion tranquille*, 1978.

¹³⁷ Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 182.

appréciable. Les nouvelles ententes fédérales-provinciales conclues au début des années soixante « assurent à un très grand nombre de Québécois, les services d'assistance auxquels jusque-là ils n'avaient pas accès¹³⁸ », mais ce gain serait attribuable à la participation d'Ottawa.

On plaide que c'est la nature des politiques qui se trouve transformée avec la Révolution tranquille et non une révolution. Le passage à l'État interventionniste n'aurait pas correspondu à « une augmentation quantitative des interventions de l'État dans l'économie¹³⁹ ». Il signifie plutôt la fin de l'octroi de contrats ou de subventions négociées indirectement avec le gouvernement, c'est-à-dire que celui-ci ne se présente pas comme un agent régulateur de l'économie.

Dans cette réinterprétation moins euphorique de la Révolution tranquille, les mesures gouvernementales sont de moins en moins perçues comme des occasions d'affaires susceptibles de déboucher sur la promotion sociale des Canadiens français. La Révolution tranquille n'aurait pas donné naissance à une nouvelle bourgeoisie, mais plutôt à la redéfinition de la petite bourgeoisie dont la prospérité dépend dorénavant principalement de l'État¹⁴⁰.

Même ceux qui avaient été présentés comme de farouches adversaires du capitalisme, les syndicats, font l'objet de réinterprétations de leur rôle. Ils auraient plutôt choisi de travailler dans le sens de meilleures conditions pour leurs

¹³⁸ Roy, *La marche des Québécois*, 1976, p. 32.

¹³⁹ « Bien au contraire, disent Bourque et Légaré, la proportion réservée à la mission économique de l'État diminue après 1960 : alors qu'elle était de 38,3% en 1951, elle n'est plus que de 34,6 % en 1961 et de 14,5% en 1971. » (*Prospective socio-économique du Québec, première étape*, Office de planification et de développement du Québec, Québec, 1977, Sous-système économique, annexe II, p. 54.) Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 173.

¹⁴⁰ Bourque et Légaré, *Le Québec : la question nationale*, 1979, p. 199.

membres¹⁴¹. C'est le mythe de l'avènement d'une bourgeoisie nationale qui est de la sorte remis en question¹⁴². La Révolution tranquille aurait seulement donné aux Canadiens français les moyens d'améliorer leur sort après avoir « souffert de l'insécurité financière dans laquelle ils ont grandi¹⁴³ ». Cette révision inattendue de la lutte syndicale révèle la Révolution tranquille sous un jour nouveau. Les demandes des mouvements ouvriers et syndicaux n'auraient pas été satisfaites par magie. Il leur aurait fallu travailler fort pour obtenir des concessions de la part du gouvernement Lesage plus conservateur qu'on l'avait cru jusque-là. Celui-ci n'aurait pas toujours été très sympathique aux travailleurs. Dans la réalité, bien des luttes qu'a étudiées Roch Denis ont été nécessaires pour l'obtention ne serait-ce que du droit de grève dans la fonction publique.

En fait, la remise en question des premières interprétations touche également la représentation de l'Église et de la religion. On fait valoir le fait que le gouvernement Lesage aurait cherché l'approbation des évêques tout au long du processus visant la récupération des pouvoirs laissés à l'Église. Le gouvernement aurait préféré mener à bien ses réformes en partenariat avec les institutions religieuses, une donnée encore marginale dans les premières interprétations, et qui sera reprise dans les historiographies subséquentes de la Révolution tranquille.

Ces thèses nouvelles annoncent en fait une tendance lourde qui occupera un espace historiographique majeur dans les prochaines interprétations de la Révolution

¹⁴¹ À défaut de remettre en question le système, les auteurs, écrit Roy, « insistent pour que l'État intervienne pour corriger les abus et les carences du système économique et légifère avec équité pour l'ensemble du corps social ». Roy, *La marche des Québécois*, 1976, p. 115.

¹⁴² Nicole Laurin-Frenette en parle comme d'un mythe puisqu'« aucun des auteurs pré-cités (sic) n'a pu montrer la réalité de cette bourgeoisie - comme ensemble ou sous-ensemble constitué dans une place spécifique, au sein de procès donnés - et on peut penser qu'elle n'existe que dans la théorie qui la produit ». Voir Laurin-Frenette, *Production de l'État*, 1978, p. 124.

¹⁴³ Rocher, *Le Québec en mutation*, 1973, p. 55-56.

tranquille. Elles confirment une mouvance qui prendra la forme d'une banalisation de la singularité de la mémoire canadienne-française. Elles précisent déjà des voies susceptibles d'amener les observateurs au-delà des schèmes interprétatifs célébrant l'avènement spontané du Québec moderne.

Bientôt, les schèmes représentant le Canada français seront revus. On lèvera le voile sur une société québécoise dont les fondements américains auraient été beaucoup plus significatifs. L'historiographie renoncera à ce procès d'une culture du pauvre qui a tant inspiré les premiers interprètes. Tout cela sera au centre des discussions des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix que de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille dévoileront.

Les observateurs des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix en arriveront, non plus à décrier ce qui dans la mémoire a fait obstacle à l'épanouissement de la nation, mais à envisager le passé québécois comme si les représentations du Canada français avaient été faussées au départ par des clercs. Mais la réécriture de l'histoire se distinguera à la lumière d'une banalisation de la référence canadienne-française qu'on n'a pas sentie dans les premiers récits. En effet, l'historiographie tendra à neutraliser les composantes que les premiers analystes de la Révolution tranquille avaient tant critiquées. Puisque la mémoire canadienne-française sera en quelque sorte normalisée, il sera possible de dédramatiser les conséquences politiques, économiques, sociales et culturelles associés au traditionalisme qui a obsédé les intellectuels des années soixante et soixante-dix.

4.6 Conclusion

Les premiers récits de la Révolution tranquille (1960-1979) constituent une base de référence avec laquelle les observateurs qui suivront devront composer. Ces interprétations ont participé à la mise en forme d'une première représentation forte

des événements qui ont secoué le Québec et le Canada dans les années soixante. Comme l'histoire demeure fille des préoccupations de son époque, ce discours sera révisé. On en parlera bientôt comme du discours « de l'équipe gagnante¹⁴⁴ », signe que cette première interprétation connaîtra des lendemains critiques. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour l'instant, résumons ce que nous avons constaté au sujet de cette première historiographie de la Révolution tranquille.

Les interprétations que nous avons parcourues étaient empreintes d'un désir de comprendre la modernité québécoise en analysant à chaud des transformations jugées radicales par ceux-là mêmes qui en étaient les instigateurs. Nous avons soutenu que les premières observations dépendent de sources qui, au fil des ans, seront consultées de nouveau. *Cité Libre, Parti pris*, les travaux des Écoles historiques de Montréal et de Québec, les rapports gouvernementaux, les mémoires d'hommes publics, les journaux, les articles scientifiques, etc. L'analyse de ces documents conduit à des interprétations dont le dénominateur commun réside dans la présentation de la Révolution tranquille en tant que révolution nationale ayant servi à sortir le Québec, et surtout les francophones, d'une impasse historique. La mise en accusation de la mémoire se déploie alors dans toutes les sphères : politique, économique, sociale et culturelle.

L'intention première demeure celle de réparer les torts causés et c'est dans la Révolution tranquille que se réalise une sortie honorable de l'histoire clérico-nationale. La nation canadienne-française, estime-t-on, avait voulu s'extirper de son folklore et s'émanciper de l'oppression, devenir maîtresse de sa destinée à l'intérieur ou à l'extérieur des cadres politiques imposés. Dans ces conditions, la Révolution

¹⁴⁴ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, Montréal, 2000, p. 22.

tranquille symbolise beaucoup pour les nationalistes et une possible souveraineté politique.

L'histoire des clercs, celle qui entretenait un rapport engagé envers la mémoire canadienne-française, aurait maintenu un état d'infériorité en défendant un projet d'organisation sociale et politique traditionaliste et conservateur. Pour les premiers interprètes de la Révolution tranquille, cette histoire a peu à offrir pour le devenir d'une des sociétés les plus pauvres du continent. L'historiographie traditionnaliste, sans être hostile aux avancées de la science historique, aurait orienté les Canadiens français dans la seule perspective de la survivance. Les efforts de cette intelligentsia principalement religieuse auront été couronnés de succès, car aux yeux des premiers observateurs de la Révolution tranquille, leur pouvoir se serait maintenu jusqu'aux portes des années soixante.

À la fin de la période s'amorce un nouveau dialogue sur la « véritable » nature du Québec d'avant soixante. La tendance annonce l'apparition d'un nouveau rapport à la mémoire dans lequel s'estompera la vision selon laquelle l'histoire du Québec, et par ricochet celle de la Révolution tranquille, est attachée à celle d'une nation opprimée.

CHAPITRE 5

UNE MÉMOIRE BANALISÉE (1980-1994)

Le dialogue avec le passé ne saurait s'instaurer dans la seule objectivité des structures¹.

Nicole Gagnon et Jean Hamelin

5.1 Introduction

Le découpage du corpus à l'année 1980 n'est pas redevable au seul contexte, même s'il n'est évidemment pas sans rapport avec lui. Anticipée dès 1979 par Nicole Gagnon et Jean Hamelin, la tendance à valoriser les structures comme l'industrialisation et l'urbanisation s'impose à l'ensemble des sciences humaines comme mode d'analyse du passé durant toute la décennie quatre-vingt². Nous assistons en fait à l'ascension de ce que les observateurs ont appelé la nouvelle histoire du Québec, une histoire pluridisciplinaire³. Ronald Rudin a vu dans ces analyses visant de grands phénomènes sociaux l'apparition d'une histoire révisionniste, entre autres parce que la référence canadienne-française y avait été

¹ Nicole Gagnon et Jean Hamelin, *L'homme historien*, Saint-Hyacinthe, Édisem inc., 1979, p. 117.

² Il en est ainsi des travaux de Bourque et Légaré qui avaient déjà mis la table à une nouvelle manière d'appivoiser la Révolution tranquille grâce au prisme marxisant en vogue alors. Voir Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec : la question nationale*, Paris, François Maspero Éditeur, Petite collection Maspero, no 223, 1979, 232 p.

³ Paul-André Linteau en précise certains traits dans son article « La nouvelle histoire vue de l'intérieur », *Liberté*, vol. 25, no 147, 1983, p. 34-47.

marginalisée. Nous sommes d'avis que, sur ce terrain, la critique de Rudin visait juste et apportait à la compréhension de l'historiographie une dimension que plusieurs détracteurs de la nouvelle histoire récupéreront. Cette posture vivement dénoncée aurait toutefois permis d'en finir avec une mémoire malheureuse qui aurait masqué, du point de vue des nouveaux interprètes, la vraie nature du passé québécois, notamment celui auquel se réfèrent les Québécois d'héritage canadien-français.

Nous verrons en fait qu'il s'agit d'une posture paradoxale par rapport à la mémoire canadienne-française alors qu'elle prend forme dans un contexte d'affirmation limité dans le temps par deux référendums portant sur la question nationale (1980 et 1995). Sauf exception de certains travaux dirigés en sciences politiques⁴, la dimension politique est marginalisée des représentations de l'imaginaire national, laissant la question entre les mains des littéraires qui la façonnent dans des œuvres de fiction ou des essais. Mais ce n'est pas le seul bouleversement que l'on devra signaler. La nouvelle vague interprétative de la Révolution tranquille, qui s'épanouit au cours des années quatre-vingt, révisé le type d'interprétations qu'avaient vu fleurir les années soixante et soixante-dix, même si son ascendance n'arrive pas à influencer le discours social⁵. S'il reste en effet des traces du précédent rapport, on les retrouve dans les ouvrages de vulgarisation, par exemple dans les travaux du journaliste Pierre Godin ou les nombreuses autobiographies⁶.

⁴ Voir notamment Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, 217 p.

⁵ Un aspect analysé par Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis, « La Révolution tranquille à l'épreuve de la "nouvelle" historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1, 1999, p. 75-95.

⁶ Pierre Godin, *Daniel Johnson (tome 2) : la difficile recherche de l'égalité (1964-1968)*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1980, 403 p. Chez les acteurs, on peut lire bien des témoignages, entre autres Gérard Pelletier, *Les années d'impatience 1950-1960*, Montréal, Stanké, 1983, 320 p.; Gérard Pelletier, *Le temps des choix 1960-1965*, Stanké, Montréal, 1986, 384 p. Claude Castonguay, *Mémoires d'un révolutionnaire tranquille*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, 294 p. Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille*, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1989, 378 p.

Or, au cœur du savoir historique qui nous intéresse, c'est-à-dire celui produit dans des cadres institutionnels universitaires, le recours aux composantes de la mémoire se voit reconsidéré, banalisé dirons-nous. L'idée même d'une certaine singularité de la mémoire canadienne-française devient suspecte. Plusieurs analystes continuent bien sûr d'en faire un objet d'analyses, suivant en cela l'audacieuse entreprise de catégorisation de la mémoire collective amorcée par Pierre Nora dont l'expansion en Amérique du Nord a connu des développements importants⁷. Dans *L'avenir de la mémoire*, Dumont, préoccupé du sort de la mémoire canadienne-française, résume les paramètres d'un rapport renouvelé à la mémoire:

Voici donc que surgit, à la fin, une nouvelle vue de l'histoire qu'il faut maîtriser dorénavant par l'action enfin débarrassée de la tradition; une histoire qu'il faut écrire dans la même perspective, puisque le passé est lui aussi démystifié, les coutumes et la tradition de jadis n'ayant été que des productions comme les autres⁸.

Nous observerons que la rupture avec les premiers interprètes de la Révolution tranquille ne se trouve pas seulement dans le constat d'une histoire tronquée par une élite soucieuse de maintenir ses privilèges. En fait, Gérard Bouchard, qui a longuement étudié les écarts entre ce que Dumont désignait de cultures première et seconde, ne dit rien de bien différent d'un Rocher dans les années soixante-dix, qui a entre autres vu que le programme de la Révolution tranquille remontait aux années trente⁹. L'originalité des seconds récits repose sur cette idée

⁷ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Éditions Gallimard, 1997, 1643 p. Alfred Dubuc a commenté l'influence française au Québec, entre autres dans « L'influence de l'école des Annales au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 3 (1979), p. 357-386. On signalera déjà les travaux de Jocelyn Létourneau qui constituent la pointe d'un pôle de recherche dynamique sur la mémoire. Outre les ouvrages que nous avons déjà présentés, Létourneau a dirigé en 2008 pour l'Institut d'histoire de l'Amérique française une importante rencontre sur les rapports à la mémoire nationale.

⁸ Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur/CEFAN, 1995, p. 37-38.

⁹ Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3, 2005, p. 411-436.

qu'aucun des prédécesseurs n'aurait envisagée, à savoir que le Québec est une société nord-américaine comme les autres et, qu'à ce titre, il faudrait chercher « à atténuer l'importance de la singularité du parcours historique canadien-français¹⁰ ». On ne parle pas ici d'éradication de la mémoire de l'histoire, mais bien de la mise en place d'un rapport où l'on chercherait à multiplier ses points de rencontres avec les autres afin, précise Beauchemin, « de retrouver le pluriel dans ce qui se donne sous la figure du singulier¹¹ ». Ce défi se fera programmatique et on en retrouve l'expression dans de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille.

Par conséquent, on sera sensible à une ambition se dégageant des interprétations et qui met en scène un passé québécois aussi « normal », ouvert et moderne que celui des autres sociétés comparables. En outre, des analyses révèlent des caractéristiques historiques du Québec faisant état d'une société dont l'évolution aurait été analogue à celle d'autres sociétés occidentales. Des grandes noirceurs et des révolutions tranquilles, remarque-t-on, il y en aurait eu ailleurs et dans des conditions similaires¹². La nouvelle historiographie propose des réinterprétations du Québec qui feraient remonter sa modernité, ses balbutiements pour être juste, à 1867, marginalisant du coup l'importance de 1840 et la mémoire qui l'accompagne. L'intérêt pour la période entourant la Confédération canadienne se révèle dans la découverte de l'apparition d'un État québécois à la fois national et moderne. Cent ans plus tard, avec la Révolution tranquille, on aurait simplement assisté à la pleine maîtrise de cet État. Déjà, nous sommes en mesure de constater l'écart qui se profile entre les premiers et les seconds récits.

¹⁰ Jacques Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit des mémoires au Québec », dans Jean-François Plamondon et Anne de Vaucher (dir.), *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*, Bologne, Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010, p. 82.

¹¹ Jacques Beauchemin, « Le pluralisme identitaire », 2010, p. 82.

¹² Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde : essai d'histoire comparée*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, p. 400.

La banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française qui se lit dans les nouvelles interprétations de la Révolution tranquille n'est pas sans conséquences. Nous avons vu que les pesanteurs de la mémoire avait été remises en cause par les critiques du traditionalisme. Le fait de s'y intéresser n'en demeurerait pas moins une exigence académique, voire sociale. Les interprètes qui participent à la nouvelle historiographie se situent dans un registre différent de leurs prédécesseurs. La mémoire ou ce que nous avons qualifié plus tôt de savoir historique ordinaire de l'acteur n'est plus la source d'empêchements qu'il faudrait exorciser en utilisant la recherche en sciences humaines. Pour les observateurs des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le savoir historique ordinaire de l'acteur est avant tout une construction idéologique décrochée de la réalité sociale et dont la prégnance aurait été beaucoup moins importante que celle que les analystes des années soixante et soixante-dix avaient estimée. La première phase en est une de banalisation du rapport à la mémoire, la suivante, que nous verrons au prochain chapitre, propose plusieurs voies pour la réenchanter, signe évident qu'une neutralisation du rapport a eu lieu.

Pour l'instant, c'est-à-dire dans le contexte des années 1980-1994, l'objet Révolution tranquille n'est plus ce phénomène historique que les premiers analystes avaient dépeint comme une véritable révolution politique, économique, sociale et culturelle. Si les excès de langage étaient nombreux dans les années soixante et soixante-dix, qualifiant sans appel la Révolution tranquille de véritable sortie d'une « grande noirceur », nous remarquons que la nouvelle posture tente moins de la voir comme une rupture que le symptôme d'une société se découvrant enfin telle qu'elle est, c'est-à-dire moderne depuis un moment. Nous constatons que cette posture n'est pas à l'abri d'une nouvelle forme d'exagération, que des critiques souligneront bientôt.

Ainsi, les nouvelles représentations des années soixante prétendent lever le voile sur la véritable nature de la société canadienne-française en dressant un portrait

à l'opposé de celui que les premiers interprètes avaient brossé. Cette société serait en fait à l'image des autres collectivités nord-américaines, voire occidentales. Elle aurait toutefois été une victime passive de définisseurs de la nation entêtés à ne pas reconnaître la modernité qui pourtant s'y installait comme ailleurs. Les thèses des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix abordent la Révolution tranquille à travers des lunettes différentes de celles des Simard, Dumont, Rioux, Dion et autres, notamment parce qu'elles se détournent de l'idée d'exception nationale, une conception forte dans le savoir historique ordinaire de l'acteur¹³.

L'ardeur des uns combinée à l'ambition des autres donne des résultats, ne serait-ce que celui de l'affirmation d'un passé québécois soumis à une dynamique étrangère aux conditions d'existence nationale difficiles sur lesquelles les premiers interprètes avaient insisté. Le balancier atteint ici l'autre extrémité du spectre, montrant à quel point tout ce qui a été dit, ou presque, sur la genèse de la Révolution tranquille relèverait d'une élite soucieuse de célébrer ses propres réalisations et de se maintenir en situation de contrôle. On suggère que l'histoire du Québec ne doit plus être lue à travers le prisme d'une nation conquise dont l'expérience historique a été pénible depuis plus de deux siècles. S'il demeure des traces de cette « misère » nationale dans l'historiographie, elles n'entachent en rien l'idée principale qui s'en dégage, à savoir que l'Histoire ne peut s'y limiter.

¹³ Plusieurs auteurs discuteront de la nation en des termes nouveaux. Les synthèses de Geneviève Mathieu, *Qui est Québécois*, Montréal, VLB, 2001, 140 p. et de Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Montréal, Québec/Amérique, Coll. Débats, 2000, 219 p. ont tracé les grandes lignes de cette évolution. Le *Bulletin d'histoire politique* a aussi participé à une meilleure compréhension de cette évolution, entre autres en publiant les textes de Gérard Bouchard, « Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 2 (hiver 2001), p. 144-159; Jacques Rouillard, « À propos de *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde* de Gérard Bouchard. Réplique à Éric Bédard », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 1 (automne 2002), p. 144-150; Jacques Beauchemin, « Dire *Nous* au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 2 (hiver 2003), p. 151-159; Gilles Bourque, « Notes à propos des récents ouvrages de Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 3 (printemps 2003), p. 67-72; Joseph Yvon Thériault, « La mise à distance comme cautionnement d'une mémoire honteuse sur le Canada français », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 2 (hiver 2003), p. 160-166

La banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française ne signifie pas que celle-ci soit annihilée dans le discours historien. Au contraire, la mémoire est bien circonscrite par les observateurs, de crainte qu'elle ne vienne indûment biaiser leurs interprétations. C'est justement cette posture qui entraîne une autre forme d'excès. La mémoire sert souvent de mise en contexte, de point de départ à partir duquel on cherchera à se détacher en cours d'analyse. En faisant de la mémoire un artifice, ce qui constitue un virage par rapport aux premières séries d'interprétations de la Révolution tranquille, les interprètes créent un fossé entre l'histoire qu'ils écrivent et la société dont ils se réclament. L'émiettement de la mémoire dans les interprétations, qui découle aussi de la spécialisation du savoir, soulèvera à moyen terme certains problèmes d'interprétation sur lesquelles nous reviendrons en fin de chapitre à titre de préambule de ce que nous détaillerons dans le prochain.

Au début des années quatre-vingt, un ensemble de conditions sont réunies pour que des regards neufs sur le passé du Québec soient posés. Les principaux termes de cette métamorphose historiographique sont analysés dans la première partie du chapitre à partir des révisions de la Grande noirceur. Nous verrons ensuite comment celles-ci affectent les interprétations de la Révolution tranquille en la présentant comme l'aboutissement d'une modernisation prise dans le long terme. Nous constaterons en parallèle en quoi le renouvellement historiographique, qui prend de front les premières représentations de la Révolution tranquille, offre des pistes pour mieux comprendre la nature du nouveau rapport à la mémoire canadienne-française. Mais, d'abord, il nous faut mettre en contexte l'historiographie dans laquelle la nouvelle histoire de la Révolution tranquille prend forme.

5.2 Le refroidissement de la mémoire canadienne-française

Nous l'avons énoncé, l'analyse du contexte de production ne constitue pas dans cette thèse la variable centrale. S'y attarder demeure toutefois incontournable,

puisque la conjoncture propose des questionnements historiographiques originaux et suggèrent des pistes de compréhension du corpus. Nous en proposons un survol succinct qui met en relief des éléments qui risquent d'avoir une certaine influence sur la production.

La période étudiée dans ce chapitre contraste à bien des égards avec celle dans laquelle baignent les analyses que nous avons déjà examinées. Le contexte québécois des années 1980-1994 est aussi celui dans lequel se trouve l'ensemble de l'Occident, tiraillé entre les probabilités d'une guerre des étoiles et les bouleversements associés à différentes crises. Les déboires du marxisme jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989 mettent un terme à la première inquiétude alors que la seconde s'approfondit durant toute la période et au-delà. La remise en question des valeurs conservatrices qui déferle sur l'Occident favorise l'apparition de nouveaux cultes, ce qui ébranle les institutions traditionnelles¹⁴. Si la crise du pétrole avait symboliquement mis un terme aux Trente glorieuses (1945-1975), la récession de 1981-82 confirme les limites de l'État keynésien.

Au Québec, cette conjoncture se signale au départ par un arrêt des forces motrices de la Révolution tranquille au service de la promotion des francophones et se termine par une série de nouveaux questionnements. Dans les termes d'Alain-G. Gagnon, « selon toute vraisemblance, la société québécoise est en train de procéder à un réalignement majeur de sa structure de pouvoir, processus qui se compare aux changements spectaculaires — s'il ne les dépasse pas — qu'a produits la Révolution tranquille¹⁵ ». Gagnon estime que dès 1979, au sommet socio-économique de

¹⁴ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*, Montréal, Éditions du Boréal, 1989 (1986), p. 674.

¹⁵ Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, Coll. Études québécoises, 1992, p. 27.

Montebello et dans l'énoncé économique transmis dans deux documents intitulés *Bâtir le Québec*, Lévesque amorçait un virage économique annonçant la fin de la Révolution tranquille. Pour l'observateur, la revitalisation du secteur privé au détriment du secteur public aurait confirmé le changement¹⁶. La tendance serait confirmée dès 1985 alors que les deux partis politiques québécois s'affrontant présentent des programmes économiques relativement similaires en ce qu'ils tentent de séduire le monde des affaires¹⁷.

Les critiques de l'État providence, dont le projet demeure associé à celui de la Révolution tranquille, et la crise des finances publiques des années quatre-vingt se retrouvent intimement liées¹⁸. Les déficits budgétaires répétitifs tout au long de la période confirment que l'ensemble des réformes mises en place dans les années soixante provoque un alourdissement constant des dépenses des gouvernements provincial et fédéral. Une période de remise en cause de l'État providence s'installe parce que celui-ci semble « devenu trop étendu, trop coûteux et peu efficace¹⁹ ». Alors qu'il était premier ministre, Lévesque en parlait comme d'un monstre, lui qui avait été « pourtant le plus ardent des défenseurs d'un gouvernement puissant parmi les ministres de Lesage²⁰ ». Le contexte de ralentissement économique exige de l'État

¹⁶ Gagnon estime que « *Bâtir le Québec* présentait la politique la plus articulée formulée jusqu'à ce jour au Canada ». Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 95-96.

¹⁷ Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 101.

¹⁸ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain tome II*, 1989 (1986), p. 431.

¹⁹ Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1983 (v. o. *Québec : Social Change and Political Crisis*, Mc Clelland and Stewart Limited, Toronto, 1983), p. 11.

²⁰ Dale C. Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, St-Laurent, Éditions du Trécarré, 1984, p. 228.

des compressions budgétaires, ce qui constitue une rupture par rapport à la conjoncture dans laquelle se sont développées les premières interprétations de la Révolution tranquille²¹. Linteau, Durocher, Robert et Ricard ont mis en relief le renouvellement du questionnement dans leur synthèse historique :

Au cours des années 1980, l'État-providence est remis en question. Plusieurs se demandent si la société peut s'offrir tous ces services, et le faire efficacement. On remet aussi en question le principe de l'universalité : pourquoi fournir à tous des services et des programmes dont une partie de la population seulement a vraiment besoin? Par contre, pour l'ensemble de la population, les services offerts par l'État-providence sont tellement considérés comme acquis que les tentatives de les réduire se heurtent à de fortes résistances.²²

L'impression d'échec collectif influence l'appréciation de la conjoncture. Christian Dufour utilise l'allégorie du stade olympique, jadis plein de promesses et devenu un poids collectif, pour mesurer l'évolution de l'humeur générale par rapport aux changements instaurés par les « révolutionnaires tranquilles²³ ». Les Québécois n'en seraient plus à croire aux grands idéaux et principes qu'incarnait la Révolution tranquille. Au creux de l'époque, Gilbert Renaud a su traduire le contexte dans lequel les producteurs de savoir historique évoluaient :

Mais la Révolution tranquille s'épuise et le désenchantement s'installe dans le discours sociologique. La « société de participation » à laquelle les Québécois avaient été conviés apparaît alors comme un leurre aux résonnances

²¹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 475-476.

²² Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 647. Et l'idée de rupture ratisse large, elle se généralise à tel point que les mêmes auteurs renchérissent à la p. 687 lorsqu'ils abordent le plan idéologique : « Les grands thèmes qui ont passionné tant de groupes et de militants au cours des deux décennies précédentes, et suscité des débats si animés, paraissent s'épuiser. Le nationalisme québécois a du mal à se remettre de la morosité où l'a plongé la victoire du non au référendum. La confiance que le réformisme néo-libéral [dans le sens keynésien du terme] ou social-démocrate a mise dans l'État se refroidit. La gauche se tait. »

²³ Christian Dufour, *La Rupture tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1992, p. 81.

utopiques : le pouvoir économique reste toujours étranger et l'État développe une politique répressive à l'endroit du mouvement syndical²⁴.

Les choix politiques que commande cette conjoncture ont des incidences sociales, économiques et culturelles importantes qui retentissent encore dans l'actualité québécoise. Qu'on évoque ici la performance des réseaux scolaire et hospitalier, la précarité des régimes de sécurité sociale et la lourdeur de la bureaucratie de l'État pour se retrouver avec des sujets présents au quotidien dans la vie québécoise du vingt et unième siècle. Les expressions « déficits », « compressions » et « dettes » stimulent automatiquement des références à des enjeux qui sont familiers. Au début des années quatre-vingt, l'heure est aux premiers bilans critiques des réformes des années soixante qui prennent la forme d'un procès des interprétations existantes.

Si l'heure des choix difficiles semble toujours reportée au cours de la décennie quatre-vingt, il n'en sera plus de même au début des années quatre-vingt-dix. La détérioration des finances publiques exige des mesures d'austérité et des actions sont posées avant la fin de la période, notamment toutes les politiques tant provinciales que fédérales visant l'atteinte du déficit zéro avant le vingt et unième siècle. Les compressions budgétaires visent deux objectifs : préserver l'essentiel des acquis sociaux et stimuler une économie qui tourne au ralenti. D'impopulaires décisions sont prises concernant certaines protections sociales obtenues avec la Révolution tranquille et la tendance se maintiendra au cours de notre dernière période.

Les préoccupations entourant la question nationale subissent aussi les contrecoups d'un contexte chargé d'impératifs de changements. La représentation d'une nation héritière d'une longue tradition qui cherche à s'émanciper s'atténue

²⁴ Gilbert Renaud, *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1984, p. 16.

après le référendum de quatre-vingt. C'est l'époque du « beau risque », du fédéralisme renouvelé, des négociations de la dernière chance entre Québec et Ottawa. Les tractations entourant les ententes du Lac Meech puis de Charlottetown montrent que la période est teintée d'une volonté de fermer le dossier constitutionnel. À défaut d'y parvenir, un second référendum est organisé et met un terme à cette posture qui consiste à en arriver à une entente négociée.

Cette conjoncture a bien sûr une incidence sur l'histoire qui s'écrit. Les premiers signes d'insatisfaction et de désabusement à l'égard de la Révolution tranquille se retrouvent dans l'historiographie et l'on sait déjà, du haut de l'histoire, qu'ils ne cesseront de croître. D'évidence, l'*ethos* n'est plus celui auquel faisaient écho les premiers interprètes. Certains questionnements auraient d'ailleurs sans doute soulevé d'importantes controverses s'ils avaient été développés quelques années auparavant. Aurait-on songé, plus tôt, à relever dans le passé des éléments progressistes du régime duplessiste et d'en faire un filon pour la recherche? Ou encore proposer que la modernisation de la société québécoise remonte au dix-neuvième siècle? Qu'aurait-on pensé d'une histoire dans laquelle le clergé catholique n'aurait pas été un acteur central? Désormais, ces interrogations se cristallisent d'une manière qui n'aurait pas pu s'imposer – insistons sur le terme, car nous verrons plus loin que devenues marginales au sein de la pratique, certaines thèses des années soixante et soixante-dix connaissent une suite en parallèle – dans un contexte où la Révolution tranquille incarnait l'avènement du progrès social.

Les observateurs de la Révolution tranquille banalisent la trame historique ayant servi de référent à ce qui est devenu entre-temps la société québécoise. La mémoire canadienne-française, dont les fondements se trouvent dans le savoir historique ordinaire de l'acteur, a été considérée comme un discours dont il fallait se méfier. À la rigueur, toute entreprise de recherche tenterait de la contredire. Un chercheur, qu'il soit sociologue, politologue, économiste, historien ou autres, doit

s'éloigner de la mémoire canadienne-française pour mener à bien ses enquêtes. Par conséquent, au tournant des années quatre-vingt-dix, le discours de la survivance si intimement lié au savoir historique ordinaire de l'acteur n'est plus approché en tant que donnée historique dont il faut se déprendre, mais comme discours intéressé d'une élite déconnectée de la réalité dans laquelle vivait le peuple. C'est la raison pour laquelle on tendra à atténuer ses effets sur la conscience historique.

Évidemment, le développement d'un tel rapport s'échelonne sur plusieurs années. Il atteint ses limites au début des années quatre-vingt-dix alors qu'apparaissent une série de griefs souhaitant une revalorisation de la mémoire. Mais, entre-temps, l'heure est à la « désubstantialisation²⁵ » de la mémoire québécoise²⁶. Dans la nouvelle histoire, l'histoire du Québec contemporain débute en 1867 et l'impact de l'Acte d'Union de 1840, fort signifiant dans la mémoire et dont l'essentiel sert d'assises au savoir historique ordinaire de l'acteur, est marginalisé sinon ignoré.

Il faut dire qu'engagée dans une phase sans précédent d'expansion depuis la fin des années soixante, la recherche universitaire est mûre pour de nouvelles propositions à l'égard du passé inspirées notamment par les *Social Studies* américaines et le structuralisme des *Annales*. Le marxisme, en déroute au cours de la présente période, a aussi participé à l'émergence de vecteurs historiographiques peu portés à reconduire les termes que l'on a vus plus tôt²⁷. L'approche sociale, ou plus

²⁵ Nous empruntons une expression que Jacques Beauchemin a entre autres laissé échapper concernant le sort de la mémoire canadienne-française au moment où il était collaborateur à l'émission *Ouvert le samedi* diffusée à la chaîne radio de Radio-Canada. Disponible en ligne.

²⁶ Robert Comeau a été l'un des premiers historiens à dénoncer les conséquences d'une historiographie insensible à la mémoire nationale canadienne-française, notamment dans l'introduction de *Maurice Séguin, historien du pays québécois vu par ses contemporains suivi de Les normes de Maurice Séguin*, Montréal, Vlb éditeur, 1987, p. 9. Le *Bulletin d'histoire politique* qu'il dirige depuis sa création en 1992 a contribué à faire connaître les limites de l'historiographie dite révisionniste.

²⁷ Éric Bédard et Xavier Gélinas, dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec*, Québec, 2002, p. 73-92.

précisément l'entreprise de stratification sociale par opposition à l'analyse des luttes de classes, devient le cadre de référence. L'oppression nationale, centrale dans la mémoire et largement discutée dans les manuels ou les travaux des Vaugeois, Vallerand et Ryerson, se trouve marginalisée dans les interprétations.

Rudin a parlé de cette nouvelle production comme si les auteurs étaient en quête d'une « société normale »²⁸. Ce que l'historien de Concordia a qualifié de révisionnisme en histoire du Québec aurait trait en grande partie à une approche intentionnellement moins préoccupée par le sort de la nation. Il y aurait dans les nouvelles interprétations une proposition qui lève le voile sur des conceptions historiques que l'on croyait étrangères au Canada français. À la lecture de certains travaux, on en arrive à la conclusion que l'histoire de la société québécoise n'avait rien de la singularité dont parlait Dumont.

L'historiographie de la Révolution tranquille traduit l'esprit de cette transition. Elle regroupe les contributions d'une variété d'universitaires embauchés au début ou au courant de la décennie soixante-dix. Graduellement, ils ont ouvert des avenues qu'une première vague d'interprétations de la Révolution tranquille s'était interdit d'explorer. Thomson a résumé la question qui, pour différents motifs, se retrouve sur toutes les lèvres:

Y eut-il vraiment une Révolution tranquille digne de ce nom? L'expression évoque-t-elle une transformation sociale, c'est-à-dire un changement de valeurs, d'attitudes et de comportement (sic), ou rien de plus qu'une opération de rattrapage administratif après seize ans de gouvernement de l'Union nationale²⁹?

²⁸ Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998, 278 p. Traduction par Pierre R. Desrosiers de *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Les Presses de l'Université de Toronto, 1997, 278 p.

²⁹ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 10-11.

Certains critiques ont vu dans cette production l'effet d'une génération qui agirait comme des « parvenus de la Révolution tranquille³⁰ ». Ils auraient laissé tomber une préoccupation historique qui avait depuis Garneau servi d'horizon à toute la pensée historique. Une fois encore, Rudin est lucide à propos de cette question :

Ces historiens, de Garneau à Ouellet, ont capitalisé sur les valeurs des Québécois, écartant le rôle des facteurs structurels. À partir des années 1970, cependant, une nouvelle génération, absolument convaincue de la primauté des forces économiques, commençait à laisser sa marque. Ces historiens, auxquels nous donnerons le nom de « révisionnistes », comprennent des gens comme Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard et Normand Séguin; du côté des anglophones, on pourrait aussi inclure Brian Young et Allan Greer qui se sont facilement intégrés dans le milieu intellectuel des révisionnistes, grâce à leur capacité de travailler en français (ce dont les historiens de langue anglaise du Québec n'ont pas toujours fait preuve) et leur propre prédisposition à se concentrer sur les facteurs structurels³¹.

Le second tome de la synthèse *Histoire du Québec contemporain*³² constitue l'ouvrage culte qui reprend les grands axes de la nouvelle historiographie de la Révolution tranquille, présentant un découpage de l'histoire décrochée de l'évolution de la question nationale³³. L'histoire se traduit dorénavant dans des cadres qui ressemblent davantage à ceux d'un classeur, où chaque tiroir est scruté à la loupe autour d'une définition du passé dans laquelle la mémoire ne guide pas la lecture. Les données historiques y sont révélées à la manière dont se construit le savoir historique contemporain, moins porté par la quête d'un sens global que par celui de résultats

³⁰ Pierre Noreau, « Du lyrisme au délire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 1 (1993), p. 5.

³¹ Ronald Rudin, « La quête d'une société normale : critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no 2 (automne 1994), p. 11.

³² Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*, Montréal, Éditions du Boréal, 834 p.

³³ Pour une analyse récente de l'historiographie qui découle entre autres des critiques de cette synthèse, on consultera l'article de Martin Petitclerc, « Notre maître le passé? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historiographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, no 1 (été 2009), p. 83-113.

partiels mais probants³⁴. Cette historiographie ne met en tout cas plus en scène le misérabilisme canadien-français tant souligné dans la production précédente. D'autres lui reprocheront d'avoir cédé aux pressions conjoncturelles :

Certains préfèrent affirmer que nous avons maintenant acquis la confiance en nous-mêmes. La vision tragique du sort de la nation canadienne-française conquise, annexée et la mieux entretenue du monde que décrivait Maurice Séguin, ne semble plus partagée par ceux-là même qui ont cru que nous pouvions accéder un jour à l'indépendance. À lire l'histoire officielle du Québec contemporain, on peut même se demander si ce drame du peuple québécois a déjà existé³⁵.

Il est clair que dans *Histoire du Québec contemporain*, tout est en place pour que se constitue une histoire dont le rapport à la mémoire se trouve banalisé. Les choix entourant la périodisation, entre autres, permet de faire abstraction du rapport colonial à l'Empire britannique, lequel avait servi de catalyseur historique dans les premières interprétations de la Révolution tranquille. Pourtant, l'histoire du Québec, telle qu'elle se dévoile au fil des pages de cette synthèse, débute bien au milieu du dix-neuvième siècle. Or les auteurs abordent la genèse politique de ce qui devient le phénomène historique fondateur de l'histoire contemporaine du Québec, c'est-à-dire l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, sans nécessairement faire ressortir les conséquences de l'Acte d'Union. L'interprétation de 1867 fait alors l'économie d'événements, une posture impensable dans les premières interprétations de la

³⁴ On pourra consulter les échanges entre les professeurs Rudin, Harvey et Linteau à l'occasion du 50^e anniversaire de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. À la suite du numéro spécial cinquantième anniversaire de la *Revue*, un débat s'est tenu entre les historiens Fernand Harvey, Paul-André Linteau et Ronald Rudin, un débat qui avait en son centre une étude menée jadis par le duo Linteau/Harvey, étude que l'on retrouve sous le titre de « L'évolution de l'historiographie dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 1947-1972. Aperçus quantitatifs », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 2 (septembre 1972), p. 163-183. Les coauteurs souhaitaient alors corriger ce qui leur semblait être une mauvaise appréciation de l'interprétation de leurs résultats de 1972, erreur d'interprétation commise par Rudin à l'occasion de la présentation de son bilan de l'évolution de l'historiographie québécoise dans la *Revue* depuis 50 ans. Voir Ronald Rudin « Les lunettes différentes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 3 (hiver 1998), p. 425-430. On peut lire dans le même numéro la réplique du duo Linteau/Harvey, « Les étranges lunettes de Ronald Rudin », p. 419-424.

³⁵ Comeau, *Maurice Séguin, historien*, 1987, p. 9.

Révolution tranquille. Dans *Histoire du Québec contemporain*, la période du régime anglais n'est pas abordée (1760-1840) et ce choix, bien que justifié par les auteurs à l'aide de facteurs économiques, révèle par ailleurs le passage vers un tout nouveau type de rapport à la mémoire canadienne-française. Car, rappelons-le, l'histoire du régime britannique constituait un préambule important à l'histoire contemporaine dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix.

Si on retrouve encore dans l'ouvrage une forme de célébration de la Révolution tranquille, repérable à cette attente dont il est souvent question dans les chapitres traitant de l'après-guerre, les auteurs refusent de réduire l'avènement du Québec moderne aux années soixante. Le déploiement de la modernité en sol québécois serait le fruit d'un développement qui nécessite un recul historique plus important. Le régime duplessiste aurait agi à la manière d'un cran d'arrêt dans le processus de modernisation de la société québécoise, dont l'élan principal se situerait un siècle plutôt. C'est l'ouvrage de Bourque et Duchastel³⁶ qui radicalise le discours en ouvrant une voie que l'on retrouve modérément inscrite dans les travaux de Linteau et *al.*

Or ce Québec contemporain plonge ses racines loin dans le passé. Nous estimons qu'il n'est pas né soudainement avec la Révolution tranquille ou avec la Deuxième Guerre mondiale : il est le produit d'une évolution séculaire. Pour nous, il n'y a pas de coupure nette entre une société qui serait déclarée ancienne et traditionnelle et une autre qui serait étiquetée nouvelle et moderne. La modernisation est vue ici comme un processus, fait à la fois de continuités et de ruptures, d'adaptation aux défis qui se posent à chaque génération, aux pressions du changement technologique, à la venue de l'étranger d'hommes et de femmes, d'idées et de capitaux. Ce processus n'est pas linéaire : il intègre les remises en question, les crans d'arrêt et même les régressions; il est façonné à la fois par des phénomènes qui n'évoluent que très lentement et par des mouvements brusques ou accélérés³⁷.

³⁶ Gilles Bourque, Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1988, 399 p.

³⁷ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 6.

Les nouvelles données historiques proposent du passé québécois des caractéristiques dont on ne soupçonnait pas l'existence. En effet, l'idée selon laquelle la société canadienne-française a évolué en retrait fait place à des représentations où l'harmonisation entre le Canada français et l'Amérique états-unienne, voire canadienne-anglaise, se fait la principale caractéristique. Toute révision historique offre ainsi des surprises et l'histoire révisionniste ou la nouvelle histoire étale des similitudes qui font du passé québécois une expérience continentale « normale ». Sous la plume des observateurs, la société québécoise d'avant 1960 devient une société nord-américaine qui a évolué au diapason du reste de l'Amérique. Les analystes ne s'étonnent plus du caractère arriéré du Canada français qu'on leur a légué en guise de point de départ pour comprendre la Révolution tranquille. Ils tentent plutôt de découvrir ce qu'un tel discours dissimule. Des critiques diront plus tard qu'on a cherché à voir le Québec comme un Massachusetts francophone³⁸.

Nous verrons comment les propositions de travail énoncées durant la période précédente sont soumises à une révision notable, et de quelles manières la recherche se détourne de la question nationale alors que celle-ci avait dominé les premières analyses de la Révolution tranquille. Nous remarquerons que nous passons d'un extrême à un autre, c'est-à-dire de celui qui nous présente une Révolution tranquille en tant que rupture à celui qui en fait l'aboutissement d'un long développement.

5.3. La normalisation du passé

Plutôt que d'étudier les inégalités selon les groupes ethnoculturels, ce qui n'est ni remis en question ni mis en évidence, les secondes interprétations de la Révolution tranquille tendent vers une compréhension de l'évolution de la société

³⁸ Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, 373 p.

québécoise en tant que sous-région d'un vaste ensemble comme le Canada ou l'Amérique du Nord. C'est d'abord sous cette forme que le rapport à la mémoire canadienne-française se trouve banalisé. En effet, l'évolution du rapport à la mémoire s'exprime par la mise en place de cadres favorisant une toute nouvelle représentation du Canada français en général, du duplessisme en particulier, en laissant dans l'ombre toutes questions liées à une nation opprimée.

D'aucuns diront qu'il s'agit d'une réhabilitation de Duplessis dans l'histoire même si, dans les faits, l'homme politique intéresse peu les observateurs³⁹. L'intérêt pour son autoritarisme légendaire fait plutôt place à une analyse globale de la société. Les observateurs s'intéressent à la période dans toutes ses dimensions et non aux particularités d'un régime politique. Première conséquence : l'histoire du Canada français – devenue celle du Québec – est libérée de cette chape de plomb idéologique qui en faisait un Moyen Âge québécois avant l'élection du 22 juin 1960. Ce leitmotiv des travaux des premiers interprètes est évacué des interprétations et mérite qu'on lui porte attention puisqu'il en dit long sur les rapports des analystes au savoir historique ordinaire de l'acteur.

Dans ces conditions, les représentations du duplessisme se raffinent tout comme elles se nuancent. On pose le régime dans le contexte de son époque et de son milieu, et non comme l'anomalie que suggérait la première historiographie de la Révolution tranquille. L'oppression nationale, l'infériorité économique, le contrôle clérical et l'aliénation culturelle des Canadiens français cèdent du terrain à des interprétations portant sur les conditions d'existence des Canadiens français en tant que groupe social parmi d'autres. On s'intéresse à des processus comme

³⁹ Un ouvrage sur Duplessis issu d'un colloque sur l'homme politique a été présenté aux médias comme étant le plus récent livre publié depuis ceux de Conrad Black. Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Sillery, Septentrion, 2010, 513 p. Voir au sujet de l'ouvrage l'article de Linda Corbo, « Duplessis a maintenant son ouvrage de référence », *Le Nouvelliste*, 29 octobre 2010.

l'urbanisation et l'industrialisation, dans la perspective de l'histoire sociale. Avec celle-ci apparaît un sujet pluridimensionnel⁴⁰ engagé dans de multiples dimensions de l'existence sociale et non plus seulement par la question nationale :

Nous cherchons à comprendre et à expliquer les grands phénomènes et les transformations majeures qui ont marqué la société québécoise en mettant l'accent sur l'évolution à long terme plutôt que sur les conjonctures. Cette histoire se veut ouverte sur l'apport de l'ensemble des sciences humaines et, en l'écrivant, nous avons cherché à tenir compte des divergences d'interprétation entre les auteurs. Le Québec que nous étudions ici est défini comme un territoire plutôt que d'après l'appartenance ethnique. Nous nous intéressons aux phénomènes survenus sur le territoire du Québec, aux hommes et aux femmes qui l'ont habité⁴¹.

L'histoire du Québec a donc changé de registre et engagé un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française. La recherche propose une forme de dédramatisation du passé⁴². Elle ajoute aux études de la Révolution tranquille des éléments qui mettent en échec la perspective selon laquelle l'histoire du Québec ne serait que le chemin de croix d'une population aliénée, incapable de sortir de la misère parce que dominée par des institutions traditionnelles et conservatrices. On trouve de nouvelles pistes d'explication, parfois pour rendre compte d'interdits⁴³. Un tel discours n'est plus historiquement probant. On lui substitue une interprétation diamétralement opposée dans laquelle le passé québécois apparaît répondre aux mêmes exigences que l'ensemble des collectivités comparables. Le renouveau historiographique permet de réinterpréter le passé en lui découvrant des aspects que

⁴⁰ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Outremont, Athéna éditions, 2004, 184 p.

⁴¹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 5.

⁴² Comme certains auteurs n'hésiteront pas à le dire : « L'historiographie récente rectifie la stature de l'homme ». Voir Léon Dion, *Québec 1945-2000 : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Tome II, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 15.

⁴³ C'est entre autres le cas de l'étude d'Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1984, 186 p.

plusieurs observateurs des années soixante et soixante-dix étaient incapables de voir⁴⁴. C'est ce que nous tentons de cerner dans cette partie.

5.3.1 L'ère des beaux discours

Un premier signe révélateur du déplacement du rapport à la mémoire canadienne-française se manifeste dans les représentations du duplessisme tant honni dans les premières interprétations de la Révolution tranquille. Dans les nouvelles interprétations, le récit d'un changement radical opéré par une poignée d'hommes dans les années soixante ne résiste plus à l'analyse, posture forte qui tranche avec ce que l'on a vu au chapitre précédent. En effet, la thèse selon laquelle le régime politique précédant l'élection de Lesage aurait été en décalage avec l'esprit de son époque se trouve sabordée au fil des études proposées alors qu'elle avait été un thème principal de l'historiographie.

De marginales qu'elles étaient à la fin des années soixante-dix, les nouvelles propositions s'imposent au cours des années quatre-vingt au point de reconfigurer l'ensemble de la recherche. Elles remontent le cours de l'histoire jusqu'au cœur du dix-neuvième siècle. Elles proposent de l'ensemble de l'évolution politique du Canada français un bilan qui contredit le discours des acteurs de la Révolution tranquille. Par exemple, l'antidémocratie, pourfendu par les citélibristes et qui renvoyait des mœurs politiques canadiennes-françaises l'image d'une société arriérée dont le caractère d'exception méritait d'être souligné, n'est plus évident. Le constat serait exagéré. La période duplessiste, présentée comme la quintessence de tous les

⁴⁴ Par exemple, voir l'État comme agent de modernisation. C'est le cas de Léon Dion, *Québec 1945-2000*, 1993, p. 144. Ou encore, moins conceptualisable avant les années 1970, l'idée d'étudier l'histoire du Québec dans son cadre continental. Voir Daniel Salée, « L'analyse socio-politique de la société québécoise : bilan et perspectives », dans Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, *Espace régional et nation*, Ville Saint-Laurent, Éditions du Boréal Express, 1983, p. 43.

griefs associés à un régime politique vétuste, obtient par conséquent une forme de clémence qui n'est pas sans lien avec la banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française.

Les nouvelles interprétations s'éloignent de l'historiographie précédente en insistant sur la « normalité » de la vie politique au Canada français. Ainsi, le thème de la résistance envers l'État providence sous Duplessis n'est plus entendu comme une volonté autonomiste ou encore comme celle de retenir les forces de la modernité. Il s'agit plutôt de présenter cette résistance comme le dernier moyen voué à la défense de l'État libéral en train d'expirer partout en Occident⁴⁵. Cela donne lieu à des travaux où l'autonomisme duplessiste est réinterprété en tant que doctrine politique à bien des égards en harmonie avec les valeurs de son époque. Le rapport Tremblay, dans lequel l'autonomisme de Duplessis est le plus détaillé⁴⁶, est présenté comme un geste politique courageux incarnant un nationalisme revendicateur qui aurait en quelque sorte pavé la voie aux politiciens des années soixante. Il aurait établi de nouvelles bases de discussion avec Ottawa. La gestion de l'État sous Duplessis, estimée déphasée jusque-là, devient le fer de lance de révisions historiographiques majeures⁴⁷.

On peut s'étonner de l'avènement rapide d'une posture dont l'essentiel s'oppose aux premières interprétations de la Révolution tranquille. De « monarque » médiéviste, on passe à une représentation de Duplessis, premier ministre d'un espace régional du Canada. On abandonne la représentation d'une entité politique évoluant en vase clos, ce qui constitue un des éléments importants issu de ce renouveau

⁴⁵ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, p. 317.

⁴⁶ Ce que soutient Thomson dans *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 424.

⁴⁷ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 57.

historiographique. Celui-ci rompt avec la posture qui consistait à étudier le Québec comme s'il s'agissait d'une entité politique autonome. Dorénavant, l'analyse des politiques provinciales se développe en fonction des interactions avec les structures fédérales, ce qui n'allait pas nécessairement de soi avant les années quatre-vingt⁴⁸. Loin d'être inféodée à un quelconque discours fédéraliste⁴⁹, cette historiographie tient compte de la réalité continentale dans laquelle baigne le Québec. En même temps, elle témoigne d'un important ajustement du rapport à la mémoire canadienne-française qu'elle tente de « désingulariser ».

La reconsidération historique du parcours politique canadien-français en général, du duplessisme en particulier, sous l'angle d'une société libérale, débouche sur des conclusions moins tranchées que ce à quoi l'historiographie précédente nous avait habitués. On voit poindre au sein des forces politiques dites traditionnelles autre chose que matière à empêchements. Le non-interventionnisme du gouvernement québécois, sévèrement condamné dans les premiers récits de la genèse de la Révolution tranquille, paraît maintenant s'inscrire au cœur d'une longue tradition libérale. De même, les pouvoirs conjugués de la petite bourgeoisie et de l'Église auraient constitué des leviers nécessaires à la reproduction de l'État libéral, phénomène qu'il serait possible d'observer dans le contexte d'autres sociétés⁵⁰.

En s'opposant à l'avènement de l'État providence parce qu'il voulait avant tout préserver l'État libéral, le duplessisme aurait favorisé un État cléricalisé au sein d'un régime fédéral acquis depuis peu au fordisme et au keynésianisme⁵¹. Ces

⁴⁸ Boismenu, Bourque, Denis, Duchastel, Jalbert et Salée, *Espace régional et nation*, 1983, p. 7.

⁴⁹ Boismenu, Bourque, Denis, Duchastel, Jalbert et Salée, *Espace régional et nation*, 1983, p. 10.

⁵⁰ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 321.

⁵¹ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 331.

développements historiographiques que l'on doit à Bourque et *al.* sont importants, mais ce qui l'est davantage, c'est que leurs idées ont été récupérées par de nombreux analystes. Leurs travaux constituent par conséquent l'archétype d'une tendance qui s'exprime de diverses manières au sein des sciences humaines, comme en témoignent Linteau et *al.* dans leur synthèse :

Au Québec et au Canada comme dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés, le libéralisme a occupé depuis le 19^e siècle une position dominante dans le champ idéologique. C'est lui, essentiellement, qui a inspiré les institutions politiques, les lois et les modèles de développement depuis la Confédération; la prospérité de la fin des années 1920 l'a encore consolidé. Défendu principalement par les hommes politiques des deux grands partis, par les milieux d'affaires et par la presse, il fonde le progrès économique et social sur la liberté individuelle et la propriété privée⁵².

Ces auteurs soutiennent eux aussi la thèse qui présente la régulation politique d'avant la Révolution tranquille comme étant autre chose qu'une anomalie dont aurait été responsable la tradition qui l'aurait portée⁵³. Dès lors que l'on soutient que le Canada français ne constituait pas une exception, les interprètes se trouvent obligés de revoir leurs positions sur le duplessisme. Cette démarche sera cependant soupçonnée de réhabiliter la mémoire du politicien trifluvien même si Bourque et *al.*, les premiers, n'ont jamais nié que le Québec d'avant 1960 était une société conservatrice. Malgré ces nouvelles critiques, notons que nous ne sommes pas en présence d'études vantant Duplessis comme l'avaient fait Rumilly et Black⁵⁴.

⁵² Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 108-109.

⁵³ Signe de l'influence des idées de Bourque et *al.*, des chercheurs comme Léon Dion qui ont appartenu aux auteurs des premières interprétations ont révisé leur jugement a posteriori. Le revirement est particulièrement clair dans Dion, *Québec 1945-2000*, 1993, p. 130.

⁵⁴ Pour une critique des ouvrages de Conrad Black, (*Duplessis*, Montréal, Éditions de l'homme, 1977) et celui de Robert Rumilly dans une perspective d'éviction de leurs analyses de la sphère savante, on lira René Durocher, « L'histoire partisane : Maurice Duplessis et son temps vus par Robert Rumilly et Conrad Black », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, no 3, (1978), p. 407-426.

La mise en perspective de l'évolution du régime politique québécois dans un cadre plus large, canadien ou américain, ainsi que le constat de son caractère libéral s'inscrivent dans une mouvance théorique rompant avec un rapport hostile à la mémoire canadienne-française. La coupure est si nette que l'on peut parler de largage. On s'interroge sur les limites de recherches montrant comment les Canadiens français n'ont pas réellement répondu à l'appel des autorités religieuses. On plaide plutôt qu'ils seraient demeurés politiquement engagés, mais d'une façon que l'on doit découvrir et qui ne saute peut-être pas aux yeux. Nous verrons ainsi comment la posture des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ne se limite pas à la sphère politique pour avancer des propositions dont les fondements se situent à l'opposé de ce que l'on a vu dans les premières interprétations. Elle engage une série de révisions des différentes thématiques de la Révolution tranquille qui, une fois jumelées, positionnent le Québec sous le signe d'une société dont le rapport à la mémoire canadienne-française est plus serein.

5.3.2 Succès à l'américaine

À la différence du reste du Canada, c'est la question nationale qui avait donné un sens particulier au développement de l'économie québécoise. Tel était le refrain répété par les premiers analystes et l'essentiel de leurs conclusions. Dans les secondes interprétations de la Révolution tranquille, le déterminant économique contribue à neutraliser la mémoire canadienne-française. À la manière de ce que l'on a vu ci-dessus pour l'analyse des institutions politiques, le nouveau courant historiographique propose une compréhension de l'évolution de l'économie québécoise en tant que sous-région d'un ensemble plus vaste. Il met ainsi en veilleuse l'avenue nationale et emprunte une approche décentralisée⁵⁵. Qui plus est, on explore des pistes qui vont au-delà de l'inégalité des chances selon l'identité ethnoculturelle des acteurs. Les

⁵⁵ McRoberts et Posgate, *Développement et modernisation*, 1983, p. 22.

interprètes s'éloignent par conséquent doublement du cadre de référence canadien-français.

En levant le voile sur ce dernier, il devient possible d'étudier le capital canadien-français sans s'en remettre spontanément à une définition qui en ferait un rassemblement d'acteurs aliénés et incapables⁵⁶. On découvre des succès économiques sans toutefois nier la présence d'inégalités historiques⁵⁷. La grande différence, c'est qu'on ne s'y limite plus. La synthèse historique de Young et Dickinson constitue à cet égard un intéressant exemple des nouvelles préoccupations historiennes⁵⁸. L'accueil favorable qu'on a réservé à cet ouvrage n'est pas étranger à la relative indifférence qui s'en dégage à l'endroit de la mémoire canadienne-française.

De telles dispositions historiographiques sont imprégnées d'un idéal soucieux d'aller au-delà du discours mémoriel. Des appréciations différentes de l'évolution de l'économie québécoise au cours de son histoire surgissent. Ainsi, les nouvelles thèses portant sur le développement du capital canadien-français abordent la genèse de celui-ci en remontant bien avant la Révolution tranquille⁵⁹. Le capital canadien-français aurait des racines, certes fragiles, mais historiquement profondes, ce qui permet de contester le thème de l'incompétence économique des Canadiens français, bien présent dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix. De même, le

⁵⁶ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 5.

⁵⁷ Fernande Roy, « Nègres blancs d'Amérique? », *Liberté*, vol. 50, no 3 (no 285, 2008), p. 37.

⁵⁸ John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec* (Édition revue et augmentée), Sillery, Septentrion, 1995, 452 p.

⁵⁹ Paul-André Linteau, *Maisonnette : Comment des promoteurs fabriquent une ville*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1981, 280 p. Ronald Rudin, *Banking en français : The French Banks of Quebec, 1835-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 188 p.

concept de dépendance, largement répandu depuis la Révolution tranquille pour étudier l'histoire économique du Québec, se trouve relativisé⁶⁰.

Les conséquences sur les interprétations de la genèse de la Révolution tranquille sont importantes quand on pense que l'imaginaire collectif conservait jusque-là une représentation favorable de l'ascension d'une élite québécoise francophone à travers divers appareils d'État dont Hydro-Québec demeure l'un des symboles les moins entachés au cours du dernier demi-siècle. Il est vrai toutefois que, dans cette nouvelle perspective, on ne rejette pas l'idée que la Révolution tranquille ait ouvert la voie à l'émancipation économique collective des Canadiens français. Mais ce portrait doit être nuancé par des exemples de petites fortunes qui se sont épanouies dans des conditions défavorables, qu'on pense seulement à la figure de Victor Hudon, fondateur de la Dominion Cotton Mills d'Hochelaga⁶¹.

Ces exemples, qui n'enlèvent encore rien aux bienfaits des mesures économiques adoptées au cours des années soixante, permettent de penser le duplessisme en tant que mode de développement spécifique du capitalisme ayant pavé la voie à la Révolution tranquille. Si les conclusions demeurent encore modestes en raison de l'échantillon, l'idée selon laquelle le Québec d'avant la Révolution tranquille était économiquement plus viable que celui dans lequel nous vivons germera bientôt. On reverra l'ouverture du Nord aux compagnies étrangères comme le fer de lance de l'économie québécoise qui culminera avec la nationalisation de l'hydroélectricité⁶².

⁶⁰ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 1.

⁶¹ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 22.

⁶² Dion, *Québec 1945-2000*, 1993, p. 127.

Dans cette réinterprétation des politiques économiques de l'avant Révolution tranquille, il faut s'arrêter à l'absence d'intérêt pour les déboires du capital canadien-français⁶³ qui se trouve compensé par une fascination pour la petite bourgeoisie régionale où se trouve la plus forte concentration du capital canadien-français⁶⁴. Ce transfert permet d'analyser ce qui aura été un soutien important de la société libérale qu'incarnerait Duplessis. Ce n'est que vers la fin des années cinquante que cette petite bourgeoisie aurait rompu avec ses positions peu enclines à l'interventionnisme et qu'auraient pu advenir des réformes nécessaires associées aux années soixante⁶⁵. Cette petite bourgeoisie représente un ensemble d'entreprises émergentes dans les années cinquante qui, au cours de la Révolution tranquille, offriront de nouvelles possibilités aux Canadiens français⁶⁶. Par conséquent, l'État duplessiste aurait offert des conditions favorables au développement et à la survivance d'entreprises canadiennes-françaises⁶⁷. Il aurait défendu une structure économique apte à soutenir ces entreprises dont certaines auraient même rivalisé avec des géants canadiens-anglais⁶⁸.

Le thème de l'infériorité économique des Canadiens français, qui avait suscité un intérêt majeur chez leurs prédécesseurs, mérite un approfondissement. La participation de l'État aux succès de la bourgeoisie canadienne-française remonterait ainsi à une période bien antérieure à la Révolution tranquille, et les quelques exemples de réussites économiques deviennent symptomatiques d'une tendance plus

⁶³ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 68.

⁶⁴ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 295.

⁶⁵ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 320.

⁶⁶ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 252.

⁶⁷ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 8.

⁶⁸ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 15.

lourde suggérant un déplacement du rapport au savoir historique ordinaire du citoyen. La banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française est ici en effet flagrante. Certains de ces thèmes, rappelons-le, avaient mis de l'avant des facteurs liés à la culture et à la mentalité particulières des Canadiens français pour expliquer leurs insuccès⁶⁹. La nouvelle historiographie n'adhère pas aux explications présentées par les premiers interprètes qui avaient comme ligne d'horizon la question nationale. On privilégiera une interprétation dont l'effet premier est de relativiser les idées reçues à propos d'une économie apparemment en déphasage avec son époque.

On y montre alors comment des commerçants et des industriels canadiens-français ont pu réussir, et ce, en remontant aussi loin qu'au dix-neuvième siècle. Une moyenne bourgeoisie se serait développée au Québec même si elle n'a pas pu atteindre l'ampleur de la bourgeoisie canadienne-anglaise. La persistance dans l'historiographie de cette idée qu'avant la Révolution tranquille le contexte était plutôt défavorable aux Canadiens français n'enlève rien au fait que la table est déjà mise pour une révision importante de la Révolution tranquille en tant que rattrapage économique majeur⁷⁰. La démonstration passe par l'étude de cas spécifiques de succès dans le commerce ou dans certains secteurs industriels. La banalisation du rapport à la mémoire rend possible une telle conception de l'avant Révolution tranquille. On n'associe plus le développement économique du Québec à la marginalisation d'une communauté culturelle.

⁶⁹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 298.

⁷⁰ Ce qui leur a valu de perpétuellement se retrouver au bas de la liste des grandes richesses canadiennes. Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 300.

Au-delà de la dimension proprement économique, nous verrons maintenant que l'impact du renouveau historiographique se mesure aussi dans de nouvelles représentations de la société canadienne-française d'avant 1960.

5.3.3 À la recherche d'une société normale

À l'instar de la représentation de la sphère économique d'avant 1960, on cherche maintenant à réviser ce qui a contribué, au cours des années soixante et soixante-dix, à présenter le Québec comme une enclave sociale à l'abri de la dynamique canadienne et américaine. La marginalisation de la problématique nationale dans les interprétations offre d'autres perspectives qui ont, cette fois, trait à l'organisation sociale au Canada français⁷¹. Les observateurs tournent le dos à l'approche dite culturaliste qui avait inspiré les premiers interprètes de la Révolution tranquille⁷². L'analyse du changement social à travers la question nationale n'aurait qu'accrédité l'équation qui lie société paysanne et traditionnelle au Canada français alors que l'autre binôme associait société urbaine et moderne à l'Amérique anglo-saxonne⁷³. Les interprètes refusent de poursuivre leur exploration du passé québécois en reconduisant cette dichotomie. Les structures sociales du Canada français n'auraient pas favorisé le développement d'une société repliée sur elle-même⁷⁴. C'est le contraire qui serait probable, jetant ainsi les bases d'une autre interprétation qui tente d'établir à quel point le parcours social du Québec est d'une « normalité » exemplaire.

⁷¹ Salée, *Espace régional et nation*, 1983, p. 16.

⁷² Salée, *Espace régional et nation*, 1983, p. 16.

⁷³ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 22.

⁷⁴ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 26.

Par conséquent, c'est une fois de plus à l'autre extrémité du spectre que logent les nouvelles interprétations de la Révolution tranquille alors que le revirement historiographique se traduit dans la remise en cause de la thèse selon laquelle le Québec aurait été une société dont la régulation sociale était inadaptée jusqu'à la Révolution tranquille. Soutenir que Duplessis a participé au maintien d'une société conservatrice en laissant libre cours à une forme d'alliance entre l'État et l'Église⁷⁵ n'est pas incompatible avec la présence d'une société libérale. La régulation libérale nécessitait en effet de restreindre la sphère publique et de laisser les institutions de la sphère privée s'occuper du domaine social (éducation, santé, secours de toutes sortes). L'Église a pu de la sorte maintenir ses positions jusqu'en soixante sans trop de problèmes, surtout parce qu'il aurait été improbable qu'elle puisse agir autrement⁷⁶. Les observateurs montrent comment dans toutes les sociétés libérales, on retrouve toujours une part importante d'institutions privées vouées à la charité et aux mesures sociales. Il devient dès lors risqué de parler de « société traditionnelle au sens strict du terme⁷⁷ », et on s'abstiendra maintenant de conclure à son existence.

Des recherches proposent ainsi de voir dans 1929 le début d'une crise de la société urbaine et industrielle qui atteint le Québec de la même manière qu'ailleurs en Amérique⁷⁸. Si la crise des années trente rend possible le retour aux valeurs religieuses⁷⁹, elle confirme aux yeux des interprètes l'ascension d'une société moderne. Le duplessisme constituerait un cran d'arrêt dans l'ensemble du processus de modernisation débuté au dix-neuvième siècle. Soumis aux tensions de la crise, il

⁷⁵ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 363.

⁷⁶ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 32.

⁷⁷ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 49.

⁷⁸ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 11.

⁷⁹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 17.

aurait perturbé l'urbanisation qui avait fait du Québec une société majoritairement urbaine dès 1921⁸⁰. Comme ce qui s'est produit dans les autres sociétés occidentales, on a assisté au Québec aux déboires d'une société ayant trop peu de mesures de soutien du revenu pour contrer les ravages de la crise⁸¹. Cette dernière aura partout stimulé des remises en question de l'État libéral et de la société urbaine. On établit ainsi que la période qui s'étend de la Crise à la Seconde Guerre aurait favorisé une révision des perceptions à l'égard des structures sociales et économiques libérales qui modifiera bientôt les mentalités⁸². Avec la fin de la guerre, de nouvelles conceptions de l'organisation sociale mûrissent et ce sont elles qui s'imposeront durant la Révolution tranquille.

La laïcisation de la société québécoise n'est donc plus associée exclusivement à l'après-guerre puisqu'il s'agirait d'une période correspondant à une phase d'affrontement entre deux modes de représentations de la société. Le véritable détachement à l'égard des institutions religieuses remonterait aux années 1920. La tendance se serait affirmée jusqu'à la Révolution tranquille dans un contexte où l'Église aurait cherché désespérément à retarder l'inévitable passage à l'État providence et le processus de laïcisation qui lui est sous-jacent⁸³. Ainsi, l'Église, dont on a dit dans l'historiographie qu'elle était triomphante à cette époque, aurait vécu des heures bien difficiles au moment de répondre aux demandes sociales du babyboom combinées à l'avènement de la société de consommation.

⁸⁰ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 55.

⁸¹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 83.

⁸² Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 20.

⁸³ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 95.

L'entêtement du clergé catholique, bénéficiant de l'appui du régime de Duplessis, aurait retardé le moment où l'État récupère ses responsabilités en matière de régulation sociale. Le contexte de contestations⁸⁴ est d'ailleurs profitable à la réflexion de laïcs qui critiqueront bientôt la place que l'Église occupe dans la société, moins en raison de la profondeur de leurs postulats qu'à cause de la structure sociale du Québec sur le point de basculer dans l'ère de l'État providence⁸⁵. La banalisation du rôle des acteurs de la Révolution tranquille dans l'avènement d'une société laïque est proportionnelle à l'engouement avec lequel on les avait encensés. À défaut d'en faire de grands révolutionnaires, on en fait des participants d'un processus d'accélération d'un mouvement dont on peut retracer les traces bien avant l'élection de Lesage⁸⁶.

L'organisation sociale que l'on dépeint alors se fonde sur l'observation du développement urbain et industriel du Québec, et non sur le discours des acteurs de la Révolution tranquille. L'Église est présentée comme une institution essoufflée que l'on ne cherche plus à accabler⁸⁷. Les analystes tentent plutôt de circonscrire l'évolution sociale du Québec sans reprendre au pied de la lettre les intentions des élites religieuses de l'époque, tout comme ils s'abstiennent de faire le procès d'une équipe politique.

Dans de telles conditions historiographiques, Duplessis aurait certes ralenti la marche des Canadiens français vers la modernité, mais son modèle politique et social

⁸⁴ Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois. Le Temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Leméac, 1976, 383 p.

⁸⁵ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 342.

⁸⁶ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 345.

⁸⁷ Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel, « L'Église, la tradition et la modernité », *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 2, (mai-août 1991), p. 175-197.

n'en était pas moins de son temps. Nous ne sommes surtout plus en présence d'études abordant l'histoire du Québec comme s'il s'agissait d'une société moyenâgeuse.

Yves Vaillancourt a même vu dans la pensée sociale de l'Église des formes de démocratie sociale dans l'intervalle 1940-1960⁸⁸. Les analyses présentent ainsi une société dont l'organisation sociale aurait été suffisamment moderne au cours du siècle précédant la Révolution tranquille pour qu'on puisse en parler dans les termes d'une « société normale ».

La substitution d'une forme de représentation d'une société québécoise à la représentation d'une société nouvelle, moderne et adaptée à son environnement, tient d'un rapport nouveau à la mémoire canadienne-français. Celui-ci se départit de l'essentiel de ce que l'on a vu dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix et qui se rapproche du savoir historique ordinaire de l'acteur. Cela s'illustre par la marginalisation du rôle joué par l'institution gardienne de la culture canadienne-française et, peut-on penser, fondamentale dans la compréhension de l'histoire du Québec. Nous verrons en conclusion de cette première section ce que la nouvelle historiographie énonce à l'égard du passé culturel québécois dont on a dit qu'il caractérisait le Canada français en Amérique.

⁸⁸ Nous verrons dans le chapitre suivant comment certains auteurs tissent des liens entre la social-démocratie et les mouvements corporatistes des années quarante et cinquante. Manifestement, il s'agit d'une vision très positive de ces idéologies conservatrices à laquelle l'auteur contribue depuis les années quatre-vingt. On consultera alors son ouvrage *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p. Depuis 2006, Yves Vaillancourt, retraité de l'Université du Québec à Montréal, participe à la rédaction de nombreux textes pour le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales. On peut consulter en ligne le site *Chantier pour une social-démocratie renouvelée* qui accueille de nombreuses contributions dans lesquelles la dimension historique est présente.

5.3.4 L'américanité culturelle du Québec

Le renouveau interprétatif est aussi draconien quand on observe les représentations de la culture qui émanent des interprétations de la Révolution tranquille. La banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française prend forme dans des pistes d'enquête qui démentent l'essentiel de ce qui a été dit au sujet de la culture qui lui est sous-jacent. La découverte de l'américanité du Canada français jette ainsi les bases d'une nouvelle histoire du Québec dont les cadres culturels, entre autres la langue, les mœurs et croyances populaires, sont étrangers à ce qui avait tant mobilisé les premiers interprètes de la Révolution tranquille.

La découverte d'éléments de la culture canadienne-française correspondant à l'environnement américain alimente les relectures que nous venons de présenter pour les sphères politique, économique et sociale. Elles participent de la même manière au processus de banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française. Ainsi, les observateurs cherchent moins à voir ce qu'il y a de particulier dans la culture canadienne-française (ou québécoise) avant la Révolution tranquille que ce qui permet de l'arrimer à son contexte nord-américain. À l'instar de ce que l'on a observé pour les autres aspects du sujet, les analyses portant sur la culture dédramatisent une série de représentations qui constituaient les fondements de l'histoire culturelle canadienne-française jusqu'à la Révolution tranquille⁸⁹. À l'opposé de la « fatigue culturelle » dont parlait Aquin au début des années soixante, nous sommes en face d'une représentation positive de la culture canadienne-française dans laquelle le Canadien français n'est pas un être aliéné.

⁸⁹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 167-168.

Par conséquent, la culture canadienne-française aurait, elle aussi, répondu aux exigences du développement de l'industrialisation et de l'urbanisation au vingtième siècle. L'étude des phénomènes urbains, sujet prisé au sein de cette historiographie, permet d'apprécier les transformations culturelles de l'époque en dehors du cadre national stricto sensu⁹⁰. Ces découvertes visent directement l'historiographie précédente. Celle-ci, obnubilée qu'elle était par le constat des manquements imputables à la culture, n'aurait pas su circonscrire les liens d'appartenance du Québec à l'Amérique. L'évolution culturelle du Québec ne peut pas se limiter à la représentation folklorique qu'avait dénoncée la première historiographie. Il devient même possible d'étudier l'évolution des pratiques urbaines en dehors des grands centres en cherchant à montrer comment celles-ci ont influencé la culture canadienne-française en milieu rural. L'objectif consiste à montrer l'urbanité des Canadiens français comme gage de leur modernité culturelle, et ce, bien avant les années soixante.

Certes, on retrouve encore dans l'historiographie la dénonciation du monopole de l'Église en éducation. On souligne cette mainmise qui a permis de perpétuer une vision de la culture dont l'objectif était celui de reproduire une société imperméable à son environnement⁹¹. Mais les observateurs n'insistent pas sur ce point et ne cherchent pas, comme on l'a vu, à mesurer les conséquences associées au développement d'une culture cléricale. Le projet des analystes consiste plutôt à dévoiler ce que le discours d'une certaine élite aurait tenté de camoufler, c'est-à-dire la vraie nature de la société québécoise d'avant la Révolution tranquille. Plusieurs croient pouvoir la trouver dans ses attaches américaines même si, en dépit du vécu du peuple et de certains intellectuels progressistes, les élites avaient travaillé à consolider

⁹⁰ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 59.

⁹¹ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 64.

une définition culturelle centrée sur l'héritage européen⁹². C'est d'ailleurs à cette « trahison » des élites que les observateurs s'en prennent : « [T]rop soucieux de marquer les caractères distinctifs, la grande majorité des porte-parole de la culture québécoise ont postulé des différences a priori, s'empêchant ainsi de percevoir les similitudes issues d'une même expérience continentale⁹³. » Dans leur ouvrage *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*, Bouchard et Lamonde ont proposé d'insérer l'histoire culturelle québécoise dans le sillon de son américanité, estimant qu'elle pouvait être vue en tant que :

[...] nouvelles formes culturelles qui se sont mises en place depuis le XVII^e siècle à la suite des transferts migratoires de l'Europe vers les Amériques reflétant la somme des ruptures, des processus de différenciation (par invention, adaptation) et des projets de recommencement collectif caractéristiques de plusieurs collectivités neuves⁹⁴.

Les auteurs discutent d'américanité, et non d'américanisation, c'est-à-dire qu'ils s'intéressent aux processus ayant fait des Canadiens français des êtres culturellement près des valeurs et idées diffusées en Amérique. « Il s'agit, précisent-ils, plutôt de voir dans quelle mesure la culture québécoise a suivi un parcours analogue aux autres cultures nationales américaines et a contribué à enrichir de figures spécifiques l'espace culturel américain⁹⁵. »

L'historiographie de la survivance, celle qui mettait en scène la mémoire canadienne-française, aurait privé le Canada français d'une représentation riche dans laquelle l'histoire du Québec aurait participé au développement de l'Amérique. Au

⁹² Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture du Québec, 1990, p. 255.

⁹³ Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*, Québec, Fides, 1995, p. 16.

⁹⁴ Bouchard et Lamonde, *Québécois et Américains*, 1995, p. 8.

⁹⁵ Bouchard et Lamonde, *Québécois et Américains*, 1995, p.10.

lieu de cela, les élites auraient joué la carte de la singularité continentale et tablé sur les différences culturelles. Les nouvelles analyses se distancient de cette dernière représentation. On prétend qu'elle relève du désir et des ambitions des élites. « On en vient ainsi, écrit Gérard Bouchard, dans la littérature "nationale" tout au moins, à vouloir remplacer la société réelle par la société rêvée⁹⁶. »

Cette nouvelle approche de la culture s'est exprimée dans les propos de Bouchard⁹⁷. Recourant à l'œuvre phare de Louis Hémon (1880-1913), *Maria Chapdelaine*, l'historien illustre ce qui, dans la fiction de l'auteur français, le déconcertait en tant qu'analyste. Le contexte dans lequel Maria évolue ne correspondait pas à la réalité et ressemblait plutôt au discours des élites de l'époque. Ce qui expliquerait au passage la notoriété post mortem de l'auteur, encensé jusqu'à devenir un des plus grands auteurs canadiens dès les années 1920. Bouchard rappelle que les gens de Péribonka n'étaient pas empressés de montrer au visiteur européen leur église, leurs grosses familles et leurs terres. Ils étaient fiers de lui faire visiter le moulin à scie complètement modernisé. Or rien de cette modernité, que découvrent Bouchard et bien d'autres dans leurs recherches, n'a retenu l'attention de l'auteur de *Maria Chapdelaine*.

Hémon ne présenterait pas un portrait moderne de ce que pouvait être la vie sur les rives du fjord et du lac, comme le suggère Bouchard dans ses travaux de recherche et ses romans⁹⁸. On a plutôt droit à une image rustique – voire adaptée à

⁹⁶ C'est la thèse de Casgrain qui est ainsi visée, celle qui suppose qu'il faille décrire ce qu'on souhaite et non ce qu'on observe. Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Dumont, *La société québécoise*, 1990, p. 255.

⁹⁷ Gérard Bouchard, *Le Québec d'aujourd'hui : une culture en renouvellement ou en panne d'utopie?*, Conférence publique à l'Université de Montréal, dans le cadre du programme des « Belles soirées », novembre 2006.

⁹⁸ Puisque nous avons référencé les travaux dans d'autres notes, nous présentons ici les romans de l'auteur dans lesquels sont utilisés en fond de scène des cheminées et des trains. Voir

une certaine vision européenne susceptible de plaire à un lectorat avide de contrées éloignées – dans laquelle le Canadien français résiste à la civilisation moderne. Le courage du francophone d'Amérique se traduit ici par une forme de réclusion sociale traditionnelle dont l'agriculture est le refuge. Maria Chapdelaine, cette Marguerite Bourgeois des temps modernes sacrifiée sur l'autel de la nation parce qu'elle accepte son sort et refuse l'Amérique de Lorenzo Surprenant, incarne un Québec bien étrange pour Bouchard.

À l'instar de ce que pense Bouchard, pour de nombreux observateurs, le projet de dépoussiérer l'évolution culturelle du Québec passe par la mise au rancart de la représentation clérico-nationale tant critiquée chez les premiers interprètes. On souhaite aller au-delà des icônes martyres d'une grande noirceur culturelle dont le *Refus Global* demeure l'antithèse⁹⁹. Il s'agit de revoir l'évolution de la culture à partir d'un canevas qui rappelle une modernisation s'étalant au rythme de la société, c'est-à-dire sur une longue période. De cette manière, on peut voir l'émergence de la modernité culturelle dans la plus grande obscurité, l'idée étant de trouver des traces de la présence de lumineuses brèches de modernité là où l'on ne voyait qu'obscurantisme¹⁰⁰. On pourra soutenir, certes prudemment, que l'Église, notamment dans l'École sociale populaire, a pu contribuer à l'essor d'une culture moderne.

Gérard Bouchard, *Mistouk*, Montréal, Éditions du Boréal, 2002, 509 p.; *Pikauba*, Montréal, Éditions du Boréal, 2005, 573 p. et *Uashat*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, 321 p.

⁹⁹ Yvan Lamonde, Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Ville St-Laurent, IQRC, 1986, p. 11.

¹⁰⁰ Lamonde et Trépanier, *L'avènement de la modernité*, 1986, p. 13.

Nous serions ici devant un phénomène marqué de temps d'arrêt durant une période d'un siècle et demi¹⁰¹. La modernisation de la culture canadienne-française, à l'image de son urbanisation et de son industrialisation, est présentée comme un phénomène qui n'a rien d'une ligne continue. On parle plutôt d'un parcours entrecoupé en raison notamment de l'actualité internationale, mais aussi par la présence de pointes de progrès et de résistance. Comme nous l'avons vu plus haut, la crise de 1929 serait venue freiner un processus de modernisation entamé au dix-neuvième siècle. Ses effets se font sentir sur le développement culturel québécois, mais n'affectent pas définitivement des repositionnements qui feront de la période une étape charnière durant laquelle on retrouve à peu près tous les éléments culturels qui se déploieront après la guerre et qui transformeront radicalement le paysage culturel québécois jusqu'à nos jours. Ces découvertes contribuent à rejeter l'image de rupture que les premiers analystes ont ancrée dans l'imaginaire collectif. Voici en quels termes Marcel Fournier en rend compte :

Tout ne date donc pas de la Révolution tranquille et des années 60. La société québécoise n'a pas un beau matin balancé, selon l'expression de Paul-Émile Borduas, « la tuque et le goupillon » et elle n'est pas, comme par génération spontanée, sortie d'une longue période de léthargie, de la « grande noirceur » pour accéder soudainement à la lumière, à la modernité¹⁰².

Le gouvernement de Duplessis, du moins au cours de son premier mandat, aurait stimulé l'activité scientifique qui était, avant les années 1920, le lot de quelques érudits locaux ou « membres du clergé et intellectuels qui s'intéressent, le plus souvent par dilettantisme, à la science¹⁰³ ». Il aurait mis en place des conditions permettant que s'établisse un véritable rapport à la culture avant les années soixante. On peut de la même manière montrer que le passage du savoir réalisé par des clercs à

¹⁰¹ Elzéar Lavoie, « La constitution d'une modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950) », dans Lamonde et Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité*, 1986, p. 287.

¹⁰² Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, p. 8.

¹⁰³ Fournier, *L'entrée dans la modernité*, 1986, p. 79.

celui de chercheurs a produit ses effets bien avant les années soixante. Errol Bouchette, Léon Gérin, Édouard Montpetit, le Frère Marie-Victorin, Esdras Minville, Adrien Pouliot, R.P. Georges-Henri Lévesque, Paul-Émile Borduas, François Hertel, Jacques Rousseau, Jean-Charles Falardeau et Marcel Rioux auraient participé au renouvellement de la culture bien avant les hérauts de la Révolution tranquille. Tout cela alimente dans l'imaginaire collectif des représentations qui contribuent à dédramatiser le sort apparemment singulier de la culture canadienne-française. À l'instar de ce que nous avons vu dans l'ensemble de cette section, les manifestations de la modernité culturelle sont relativement ténues, mais pleines de promesses.

5.4 Banalisation tranquille

En établissant un rapport conflictuel à la mémoire canadienne-française, les premiers interprètes de la Révolution tranquille avaient proposé de cette dernière une version aux allures du « grand soir ». Leurs récits témoignaient d'une volonté d'en finir avec la représentation clérico-nationale de la société canadienne-française pour qu'advienne enfin la modernité. Après avoir montré en quoi cette vision tenait d'une vision réductrice du passé canadien-français, les seconds observateurs adoptent dans leur évaluation des réalisations de la Révolution tranquille une posture témoignant d'un bouleversement du rapport à la mémoire canadienne-française. Cela se manifeste dans des réévaluations qui ressemblent aux critiques que l'on adresse aux politiciens devant des promesses électorales non tenues. Certains engagements de l'État, qui avaient donné lieu à bien des espoirs dans les interprétations précédentes, pâlisent au fil du temps donnant l'impression que tout ce qui a été dit à leur propos demeure étroitement associé à une campagne de propagande.

On jette déjà un regard critique sur les changements engagés durant la Révolution tranquille sans désirer y renoncer. Cette propension préfigure une posture sur laquelle nous nous pencherons bientôt. Nous verrons qu'à l'occasion du

cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille, la tendance à banaliser ses réalisations se prolongera alors que l'on présentera les mesures réformistes en dehors du contexte d'effervescence nationaliste des années soixante. On en arrivera même parfois à faire abstraction des partis et du mouvement indépendantiste pour ne retenir que l'héritage des acteurs du Parti libéral du Québec¹⁰⁴. Ce qui nous occupe pour l'instant a trait à l'idée de progrès social, largement diffusée jusque-là, qui se retrouve compromise à l'heure des premiers bilans critiques de la Révolution tranquille.

Puisque les observateurs dont il est question dans ce chapitre développent un rapport distant à la mémoire canadienne-française, ils s'intéressent davantage à la dimension réformiste de la Révolution tranquille qu'à l'effervescence indépendantiste ou nationaliste que les premières interprétations avaient posée comme phénomène central. On insiste davantage sur les réformes gouvernementales en tentant de montrer comment elles ont transformé la société québécoise. Pour plusieurs, il est même l'heure de réévaluer l'ampleur des changements associés à cette période de l'histoire contemporaine, qu'ils soient d'ordre politique, économique, social ou culturel. Puisque le Canada français n'était pas totalement en décalage avec l'Amérique avant les années soixante, la représentation d'une modernisation soudaine peut difficilement ne pas être nuancée.

Bien que la Révolution tranquille constitue toujours une « nouvelle page de l'histoire du Québec¹⁰⁵ », il s'agira avant tout d'une suite « normale » de l'histoire. De rupture sous la plume des premiers observateurs, elle le demeure seulement politiquement. Ainsi, Réjean Pelletier résume les hésitations des révisionnistes :

¹⁰⁴ On consultera la brochure produite par le Gouvernement du Québec à l'occasion des 50 ans de la Révolution tranquille intitulé *Révolution tranquille. 50 ans. Un courant d'inspiration*. Le document a entre autres été distribué dans *L'Actualité*, 15 juin 2010, en plus d'un article présentant un bilan 50^e anniversaire, p. 35-41.

¹⁰⁵ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 27.

S'il y eut actualisation de la contestation sociale durant la Révolution tranquille ou mise en œuvre d'idées déjà avancées dans la décennie précédente, c'est avant tout parce que, sur le plan politique, s'est opérée une rupture profonde qui a marqué la fin de l'époque duplessiste et l'ouverture à des idées nouvelles pouvant être réalisées dans et par le secteur politique¹⁰⁶.

Mais cette représentation de rupture atteint son terme. En situant les réformes de « l'équipe du tonnerre » sous le sceau d'un processus global de modernisation, dont certaines racines plongeraient dans les profondeurs du dix-neuvième siècle, l'historiographie des années quatre-vingt constitue une critique des discours célébrant la Révolution tranquille en tant que tournant historique. D'ailleurs, bientôt, des critiques reprocheront à ces interprétations d'avoir évacué un sens historique fondamental au moment d'aborder la Révolution tranquille. La banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française constituerait un biais historique aussi important que celui dénoncé par les auteurs de cette deuxième mouvance historiographique lorsqu'ils s'en prennent aux premières interprétations de la Révolution tranquille. Le référent historique qu'était la nation canadienne-française aurait éclaté au profit d'un sujet historique caractérisé désormais par d'autres déterminations sociales.

Si cette représentation plus éclatée et moins nationalo-centriste correspond bien au projet de la nouvelle histoire, elle laisserait de côté une composante historique essentielle à la compréhension de l'histoire du Québec. Ce sera le pôle autour duquel se rassembleront les critiques de la troisième période historiographique que nous avons choisi d'étudier. En retour, cette nouvelle vague offrira de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille sur lesquelles nous nous arrêtons maintenant plus en détail et par lesquelles il nous sera possible de constater l'ampleur

¹⁰⁶ Réjean Pelletier, « La Révolution tranquille » dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 609- 624 (voir p. 8 de la version en ligne : <http://classiques.uqac.ca/>).

et les conséquences historiographiques de la marginalisation de la mémoire canadienne-française.

5.4.1 Des réformes politiques comme suite attendue

Si les réformes politiques des années soixante ont mené à de dithyrambiques commentaires à leur endroit dans l'historiographie précédente, c'est qu'elles sont liées à la mise en place de l'État providence. Les sociétés démocratiques perçoivent ce dernier comme un gage de liberté des individus¹⁰⁷. Ainsi conceptualisée dans la nouvelle historiographie, l'adoption de cette forme de régulation sociale au Québec ne pouvait qu'alimenter un discours progressiste que les acteurs de la Révolution tranquille auraient reconduit à leur avantage et dont il importe maintenant pour les analystes de cette deuxième période historiographique de nuancer les effets¹⁰⁸. On affirme ainsi que le rythme accéléré qui caractérise l'implantation des réformes aurait joué sur les perceptions autant que déformé la véritable nature de ce qui sera dépeint dans la nouvelle historiographie à l'image de bouleversements, certes importants, mais qui s'inscrivaient dans l'évolution normale de la société québécoise vers la modernité¹⁰⁹.

Les interprétations de la Révolution tranquille révéleraient moins une transformation de la nation qu'un processus rationnel de modernisation de l'État québécois dans un contexte d'effervescence mondiale. Ce recadrage en vient presque

¹⁰⁷ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 371.

¹⁰⁸ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 424. Voir aussi Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Dumont, *La société québécoise*, 1990, p. 266.

¹⁰⁹ Julien Harvey, S.J. (dir.), « Les sources de la Révolution tranquille », dans Michel-Rémi Lafond (dir.), *La Révolution tranquille 30 ans après, qu'en reste-t-il?*, Hull, Éditions de Lorraine, Coll. Zone Franche, 1992, p. 85.

à faire oublier la dimension conflictuelle inhérente à la question nationale et à l'essor du mouvement indépendantiste. Le pendule atteint ici l'autre extrémité alors que la trajectoire empruntée indique un repositionnement par rapport à la mémoire canadienne-française visant à inscrire les réformes politiques dans un large ensemble. Ainsi, établit-on d'importants parallèles avec la conjoncture internationale et les bouleversements qui animent les démocraties occidentales dans des termes similaires.

Déjà à l'occasion du trentième anniversaire de la Révolution tranquille, Dumont nous renseigne sur ce qui anime les nouveaux observateurs. Le sociologue souligne que la Révolution tranquille « n'était pas seulement inspirée par les principes de la rationalité technocratique », elle baignait autant dans l'idéal de justice sociale¹¹⁰. En procédant à une mise à l'écart des vieilles certitudes inscrites dans la mémoire collective, les analystes relativisent la portée et les succès de « l'équipe du tonnerre ». En effet, cela suggère que l'ancien régime n'aurait pas été abattu, qu'il se serait éventuellement autodétruit tant l'épuisement le gangrenait¹¹¹. Mieux encore, le fruit était mûr et l'équipe de Lesage n'aurait que tendu la main. On arrive à de telles représentations en laissant de côté la dimension nationale de la Révolution tranquille, laquelle oblige à voir dans les réformes un projet politique de réhabilitation d'une communauté historiquement opprimée.

En reconsidérant sous un angle différent la genèse du Québec moderne, les observateurs dissipent les effets euphorisants de la Révolution tranquille que les premiers interprètes, souvent acteurs, avaient répandus. La nouvelle histoire insiste sur le fait que le Québec moderne n'a pas pu apparaître aussi subitement¹¹². La

¹¹⁰ Dumont, *La société québécoise*, 1990, p. 19.

¹¹¹ Dion, *Québec 1945-2000*, 1993, p. 37.

¹¹² Une thèse qu'on trouve évoquée dans la présentation du livre Georges-Émile Lapalme, *Pour une politique : le programme de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, Coll. Études québécoises, 1988, 348 p.

valorisation de l'État bien identifiée dans l'historiographie des années soixante et soixante-dix comme le moteur de la Révolution tranquille est maintenant présentée comme l'avènement d'une ère de la rationalité étatique¹¹³. Les réformes identifiées à la Révolution tranquille s'inscrivent dès lors au sein d'un développement politique global qui remonterait au moins à la seconde moitié du dix-neuvième siècle, plus précisément autour des démarches entourant la fondation de la province de Québec en 1867. La Révolution tranquille incarnerait la pleine appropriation de cet ordre de gouvernement après que le Québec eut franchi les étapes menant au passage à l'État providence. La Révolution tranquille se terminerait alors avec la remise en question de cette forme de l'État dès les années quatre-vingt.

Les bouleversements politiques liés à la Révolution tranquille coïncideraient par conséquent avec la période durant laquelle l'État providence connaît son apogée après que le duplessisme eut défendu contre vents et marées une régulation libérale de l'État au cours des années cinquante¹¹⁴. Ainsi, les trois grands objectifs politiques poursuivis par le gouvernement Lesage, c'est-à-dire l'accroissement du rôle de l'État, la modernisation de l'économie et l'appui au développement économique des Canadiens français¹¹⁵, relèveraient d'une gestion publique arrimée aux besoins de l'époque, sans plus.

Sur la base de ces nouveaux constats, les observateurs concluent à l'enflure verbale des premiers interprètes pour aborder ce qui doit maintenant être analysé comme un ensemble de mesures réalisées sous certaines contraintes et hypertrophiées

¹¹³ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 71.

¹¹⁴ Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, 1994, p. 317.

¹¹⁵ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 462.

dans les premiers récits¹¹⁶. En fait, les ambitions de l'équipe libérale de Lesage seraient demeurées modestes, du moins en comparaison avec ce que les premiers analystes avaient suggéré. L'exemple des mœurs politiques est révélateur de cette révision. Le travail d'assainissement n'aurait abouti qu'au terme d'un processus qui se serait étendu aux années soixante-dix¹¹⁷. En effet, il aura fallu attendre le premier mandat du gouvernement Lévesque pour que soit encadré le financement des partis politiques. On relativise de la même manière certains symboles économiques qu'avaient encensés les premières interprétations de la Révolution tranquille.

C'est ce qui se produit à l'égard de la nationalisation de l'hydroélectricité ou encore de la création de la Société générale de financement (SGF). Pour que la première se réalise, il aura fallu d'habiles négociations afin de ne pas froisser le capital anglo-saxon. Il ne s'agissait pas d'une manœuvre visant à conforter un nationalisme revendicateur que l'État aurait incarné. Le second symbole, la SGF, n'est pas davantage épargné. Ses débuts cahoteux en avaient fait une société de la couronne assez peu rentable. Les nombreux cafouillages qui sont recensés rappellent que l'interventionnisme de l'État n'a pas nécessairement rimé avec succès¹¹⁸. Enfin, si les revenus de l'État explosent depuis les années soixante, certains notent que les dépenses associées se multiplient à un rythme que personne n'a vu venir¹¹⁹.

Tout cela n'est pas faux et bien documenté. Mais la désacralisation d'icônes en dit long sur la nature des rapports à la mémoire canadienne-française. Le

¹¹⁶ Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette critique que l'on retrouve bien exprimée par Roy, « Nègres blancs d'Amérique? », 2008, p. 34-52.

¹¹⁷ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 222.

¹¹⁸ Ce que soulève Thomson dans *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, 615 p.

¹¹⁹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 690.

détachement que nous voyons par rapport à elle semble déboucher sur la mise en veilleuse de l'affirmation nationale, comme si les observateurs des années quatre-vingt se refusaient à voir dans les bouleversements de la Révolution tranquille l'émergence de nouvelles options politiques pour le Québec dont la souveraineté. La désillusion entourant l'échec référendaire de 1980 semble ainsi se manifester dans une posture historiographique visant à voir dans l'histoire du Québec autre chose que le projet d'une société habitée de l'ambition de s'émanciper politiquement.

Nous aurions probablement tort d'en arriver à cette conclusion si le réveil national dans les années soixante, si étroitement associé à la première période historiographique que nous avons examinée, n'avait pas eu lieu. On établit par exemple que plusieurs mesures nationalistes prises par le gouvernement Lesage n'auraient pas eu l'aval du Premier ministre et de son entourage¹²⁰. Bon nombre des « vedettes » seraient allés en politique pour mener des réformes administratives et non pour stimuler ou créer un nouveau nationalisme¹²¹. Leurs intentions de départ répondaient au désir de faire de l'interventionnisme un moyen efficace d'émancipation économique de la province¹²². Or l'État levier devait se limiter à corriger une iniquité historique en favorisant l'épanouissement économique des Canadiens français. Il ne s'agissait pas d'en faire un outil de promotion de l'indépendance de la nation¹²³. Le nationalisme des acteurs de la Révolution tranquille se trouve distingué des velléités indépendantistes que certains, proches de Lesage, avaient portées bruyamment sur la place publique au point de les retrouver bien en place dans la première historiographie. Avec les années quatre-vingt, la

¹²⁰ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 10.

¹²¹ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 18.

¹²² Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 124.

¹²³ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 124.

tendance est plutôt à la banalisation de ce que d'autres appelaient le « printemps du Québec ».

5.4.2 Le prix de la dépendance

Le « passage d'un État de reproduction à un État qui s'affirme comme l'agent central du développement de la collectivité québécoise¹²⁴ » constitue un angle privilégié pour aborder la Révolution tranquille. En effet, s'il existe encore des traces positives de révolution dans cette nouvelle historiographie, on les retrouve dans l'appui offert par l'État aux classes moyennes dans le cadre d'un projet étatique consistant à redresser la situation économique du Québec. Les interprètes ne remettent pas en question certains fondements comme celui présentant l'État en tant qu'agent de développement économique pour les Canadiens français et certaines entreprises nationales. La Révolution tranquille inaugure encore la mise en place d'un État au service de la population et non à la merci des partis politiques¹²⁵, ce qui reprend partiellement des éléments que la première historiographie avait proposés.

Il en est de même de la contextualisation des transformations économiques qui relativisent la portée révolutionnaire des changements sans nécessairement les récuser complètement. L'une des caractéristiques de la Révolution tranquille qui retient l'attention des observateurs fait d'elle une conséquence de la récession de 1957 qui aurait favorisé, dès les années soixante, le passage à un État québécois voué à exercer un rôle de leadership économique¹²⁶. En cela, il n'aurait fait que suivre ce que l'État fédéral avait entamé dès la Seconde Guerre mondiale, soit une représentation inscrite au cœur des premières interprétations de la Révolution tranquille. C'est donc ailleurs

¹²⁴ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 29.

¹²⁵ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 211.

¹²⁶ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 31.

que l'on retrouvera la réinterprétation du legs de la mémoire canadienne-française, notamment dans les représentations de la lutte contre la dépendance associée aux interventions économiques gouvernementales.

Les premiers analystes de la Révolution tranquille avaient insisté sur les moyens mis en place par l'État afin de permettre aux Canadiens français de s'émanciper économiquement¹²⁷. Les seconds interprètes abordent les transformations économiques sous un angle différent. Comme nous l'avons noté pour les réformes politiques, ils remarquent que les mesures n'ont pas toutes été couronnées de succès¹²⁸, situation que nous avons exposée dans l'appréciation de la Société générale de financement du Québec, qui devait être rentable. Pour qu'elle atteigne ses objectifs, il aura fallu revoir les principes qui la guidaient¹²⁹.

Pour d'autres, c'est à l'intérieur des transformations de l'économie en général qu'il faut chercher des réponses excédant la dimension nationale, car là se trouve l'essentiel « [s]i l'on veut comprendre les transformations spectaculaires subies par le Québec depuis 1960¹³⁰ ». Selon cette thèse, la périphérisation économique caractériserait les transformations des années soixante alors que « les piliers traditionnels de l'économie québécoise — le capital anglo-canadien et américain — abandonnèrent graduellement le Québec, particulièrement en faveur de Toronto qui, dans une économie canadienne fortement intégrée à celle des États-Unis, était devenu le centre dominant au Canada¹³¹ ».

¹²⁷ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 21.

¹²⁸ Notamment SIDBEC dont on croyait qu'elle deviendrait le noyau d'un développement très large. Voir Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 284.

¹²⁹ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 292.

¹³⁰ Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 7.

¹³¹ Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 8.

Ce phénomène d'exode aurait laissé beaucoup de place aux francophones dans l'économie et aurait facilité les politiques de promotion économique des différents gouvernements québécois depuis Lesage. En fait, les gouvernements auraient « utilisé le pouvoir de l'État pour compenser les effets de la périphérisation, contribuant par là à une croissance importante du secteur public québécois¹³² ». Et comme d'autres l'avaient déjà signalé, Jean-Jacques Simard par exemple dans sa *Longue marche des technocrates*, la nouvelle technocratie participera aux objectifs nationalistes des gouvernements qui avaient pour objectif, grâce à la demande de gestion de nouveaux champs de compétences, de contrer les effets de « la marginalisation du Québec au sein de l'économie continentale restructurée¹³³ ». Cela n'empêche pas qu'à la fin des années soixante-dix, la nouvelle « classe moyenne du secteur privé, dotée de suffisamment de force pour concurrencer la classe moyenne de technocrates¹³⁴ », exige un ralentissement des mesures interventionnistes.

On dresse également un bilan mitigé de la nationalisation de l'hydroélectricité, cette autre icône associée à la libération économique des Canadiens français. Elle aussi cesse d'être vue comme une mesure révolutionnaire¹³⁵. On prétend que Lévesque avait dû rassurer les investisseurs à plusieurs reprises et faire la preuve que son projet n'avait rien de différent que ce qui s'était fait ailleurs¹³⁶. En fait, l'opération aura plutôt été celle d'une offre publique d'achat profitable aux deux parties négociatrices, à savoir le gouvernement et les entreprises privées. Il s'agirait d'un processus d'achat public par le gouvernement de compagnies privées étrangères

¹³² Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 20.

¹³³ Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 20.

¹³⁴ Gagnon et Montcalm, *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*, 1992, p. 23.

¹³⁵ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 297-298.

¹³⁶ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 304.

ou locales (par exemple, Brillant de Gaspésie était québécoise). Comme Brunelle l'a signalé à la fin des années soixante-dix, il y aurait eu surenchère pour parler d'acquisitions de compagnies d'hydroélectricité par le gouvernement¹³⁷. En insistant moins sur le fait que cela a permis une forte promotion sociale et économique des Canadiens français, on se retrouve avec une réforme qui n'aurait pas été aussi spectaculaire que certains l'avaient prétendu.

En dépit des problèmes signalés à l'occasion de la commission Laurendeau-Dunton, les mesures prises par les gouvernements des années soixante demeureraient minimalistes et ne vaudraient pas tous les efforts auxquels des chefs de file canadiens-français ont dû consentir pour devenir compétitifs¹³⁸. Des observateurs estiment déjà que, depuis la Révolution tranquille, le capital canadien-français serait demeuré un petit joueur¹³⁹ et que les économies québécoise et canadienne continuent de se voir absorbées par des intérêts étrangers¹⁴⁰. L'apparition d'importants consortiums québécois n'est pas suffisante, leur nombre demeurant trop modeste pour que les interprètes en soient impressionnés¹⁴¹. On salue certes les réussites des banques Nationale et Laurentienne, de Provigo, Bombardier, Gaz Métro, Quebecor, Uni-Media, Lavalin, SNC et Desjardins, pour ne nommer que les plus connues, mais de là à conclure qu'elles auraient porté l'économie québécoise au même niveau que celui du Canada anglais ou même seulement de l'Ontario, il y a un pas que les analystes ne franchissent pas¹⁴².

¹³⁷ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 310.

¹³⁸ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 107.

¹³⁹ Bélanger et Fournier, *L'entreprise québécoise*, 1987, p. 115.

¹⁴⁰ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 450.

¹⁴¹ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 453.

¹⁴² Mathew Fraser, *Québec Inc. Les Québécois prennent d'assaut le monde des affaires*, Montréal, Éditions de l'homme, 1987, 305 p.

Ainsi, contrairement à ce que l'on avait avancé dans l'historiographie précédente, les réformes économiques n'auraient pas modifié profondément la structure économique du Québec. Elles auraient, au mieux, indirectement amélioré les conditions entourant le développement du capital canadien-français sans qu'on puisse célébrer la fin de la dépendance¹⁴³. Car c'est toujours dans la petite et moyenne entreprise que les francophones continuent de se concentrer¹⁴⁴.

Bref, la mise en perspective du développement global de l'économie québécoise depuis les années soixante tempère l'enthousiasme de ceux qui y voyaient un outil d'émancipation des Canadiens français. Dans un rapport banalisé à la mémoire canadienne-français, le progrès de certaines franges de la population d'origine canadienne-française ne saurait être associé à une quelconque « révolution », non plus qu'à un mouvement plus vaste de l'émancipation d'ensemble des Québécois. C'est une donnée secondaire qui ne doit pas biaiser l'évolution de l'économie québécoise dans son ensemble.

5.4.3 D'un dogmatisme à un autre

La laïcisation de la société canadienne-française, de ses institutions à la pratique individuelle, avait été présentée comme l'une des principales caractéristiques de la Révolution tranquille. La transition a profondément marqué les représentations qui demeurent encore de nos jours fidèles à cette image d'un détachement radical face à la religion. On continue de penser que le transfert d'un mode de régulation sociale défini dans le respect de la doctrine sociale de l'Église à un autre encadré par l'État aurait permis d'améliorer les conditions d'existence plus difficiles au Québec

¹⁴³ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 532.

¹⁴⁴ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 458.

qu'ailleurs en Amérique. Les auteurs associés à la nouvelle mouvance historiographique se font cependant un devoir de rappeler que le processus de laïcisation peut être vu autrement, bien qu'ils continuent de représenter le phénomène comme un revirement sociologique notable orchestré par l'État afin de pallier différentes insuffisances sociales¹⁴⁵.

Les analyses se distinguent des précédentes en ne réduisant plus le processus aux seules initiatives d'un petit groupe d'individus. Aussi, l'idée d'un progrès qui serait associé à la prise en charge par l'État de responsabilités sociales perd de son lustre dans la représentation d'une certaine technocratisation de l'appareil gouvernemental. En fait, un des problèmes qui se poserait depuis la Révolution tranquille est celui d'un potentiel d'affrontement entre l'appareil technocratique et les populations visées. La rationalité technocratique serait devenue un irritant pour une frange de la population. L'interventionnisme aurait peut-être été excessif, commençait-on à écrire¹⁴⁶. La célébration d'un nouvel ordre social laïc et providentialiste fait place au scepticisme.

Derrière l'ambitieuse volonté étatique, se pourrait-il qu'on ait cherché à imposer un nouveau modèle culturel qui servirait de remède « à la pauvreté, à l'apathie et à la persistance d'une mentalité traditionnelle inadaptée à la société moderne¹⁴⁷ »? Dans ce cas, les interprètes se demandent si l'on n'a pas assisté au passage d'un dogmatisme religieux à un nouveau, étatique cette fois. Les confrontations entre les représentants de l'État et la population bénéficiaire mènent au « passage à une nouvelle historicité : l'intervention étatique amène la société

¹⁴⁵ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 31.

¹⁴⁶ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 60.

¹⁴⁷ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 72.

québécoise à une conscience renouvelée de son développement¹⁴⁸». Des animateurs et des auteurs, refusant d'être des simples pantins de l'État, se détournent graduellement de l'idéal interventionniste, eux qui avaient participé à la déconstruction de l'ordre social ancien en tablant sur leur science afin de pallier les problèmes sociaux. Aurait-on été trop loin dans la gestion technocratique de la société québécoise? Les interprétations semblent répondre par l'affirmative.

Il est un autre point qu'on avait plus ou moins établi dans les premières interprétations et qui tend à s'imposer dans les analyses des bouleversements sociaux liés à la Révolution tranquille. Il s'agit du degré d'ouverture du gouvernement face aux alliés syndicaux, que l'on ne présente plus comme des partenaires naturels de l'État¹⁴⁹. Dans les premiers récits, les luttes syndicales avaient reçu moins d'attention que l'ensemble des bouleversements institutionnels comme la création de nouveaux ministères entre autres. Le lecteur pouvait légitimement penser que les concessions aux syndicats de la part du gouvernement relevaient d'une volonté de changement partagée entre ces « partenaires ». Ce n'est plus le cas.

Il faut préciser qu'il en va de même pour la plupart des négociations avec le gouvernement fédéral dans la foulée desquelles l'équipe de Lesage met en place l'État providence. Dans certains secteurs, elle se serait fait devancer par le fédéral et aurait dû réagir pour ne pas se faire damer le pion. Qu'on songe ici aux rondes de négociation pour l'assurance-santé ou encore à celles entourant la mise sur pied d'un régime de pension¹⁵⁰. Chaque fois, les initiatives du gouvernement Lesage semblent moins concertées et moins rondement menées que ce qu'on aurait pu penser ou que ce qu'avaient laissé entendre les premiers analystes.

¹⁴⁸ Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 74.

¹⁴⁹ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 216.

¹⁵⁰ Thomson, *Jean Lesage*, p. 468.

Il existe bien sûr d'autres changements sociaux importants associés à la Révolution tranquille qui mériteraient notre attention. C'est le cas notamment des perturbations du modèle familial, de l'institution du mariage et d'un ensemble de valeurs sociales que la Révolution tranquille aurait hypothéquées¹⁵¹. Au lieu de les recenser, il importe davantage de cerner l'objectif auquel ces révisions répondent. Nous sommes en face d'une posture qui, bien que conduite durant une période de remise en question de l'État providence, laisse de côté la dimension nationale à l'intérieur de laquelle on peut mieux comprendre le passage d'une régulation sociale cléricale à une autre. Nous verrons dans la prochaine section que les représentations de l'évolution culturelle du Québec depuis les années soixante répondent à cette logique qui frappe toutes les composantes de la société que nous avons survolées, à savoir qu'il s'agirait moins d'une victoire que d'un changement dont on peut à la fois célébrer les gains et critiquer les ratés.

5.4.4. L'indépendance culturelle

Au cours des décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les interprétations des réformes culturelles de la Révolution tranquille tendent à se diviser en deux camps. Le premier continue d'insister de manière positive sur la profondeur des mutations subies au sein d'une nation qui se serait entièrement redéfinie culturellement; le second amorce une remise en question du bien-fondé de certains aspects de cette révolution vue d'abord comme une rupture culturelle dont les conséquences brouillent l'identité nationale. L'ouvrage de Linteau et *al.* représente la première tendance. Les auteurs continuent de soutenir que les réformes culturelles des années soixante ont permis des changements importants. Elles auraient favorisé des ajustements qui s'imposaient, notamment en éducation. Au fond, les politiques

¹⁵¹ Linteau, Durocher, Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 444.

culturelles des gouvernements de la Révolution tranquille symbolisent encore l'avènement d'un renouvellement culturel progressiste.

Si l'on peut estimer que c'est un des aspects de cette historiographie qui se détache le moins des premières interprétations de la Révolution tranquille, en parallèle surgissent des réévaluations des mesures culturelles ayant obligé une mutation des fondements de la nation canadienne-française. Ces contributions se distancient de l'idée permettant d'aborder les années soixante en tant que rupture¹⁵². Elles y arrivent en remettant en cause l'idée que la Révolution tranquille ait simplement remplacé l'Église¹⁵³. On s'en méfie d'ailleurs, d'autant plus que cette représentation a façonné l'historiographie existante en raison du fait que la religion a cessé d'être un référent culturel central dans une période de temps relativement brève, c'est-à-dire à peu près une dizaine années¹⁵⁴. Le second pôle se fait ainsi critique des interprétations des bouleversements culturels générés par la Révolution tranquille et pousse la recherche vers de nouveaux horizons que l'on retrouvera plus loin dans cette thèse. Au prochain chapitre, nous verrons comment ils stimuleront le développement d'un autre rapport à la mémoire canadienne-française dans une variété de propositions historiographiques ayant en commun le désir de réenchanter le Canada français.

La désillusion par rapport aux acquis culturels de la Révolution tranquille prend dans certains cas une forme radicalisée à la fin du vingtième siècle. Le phénomène signale déjà l'épuisement d'un discours triomphaliste. L'apparition d'une

¹⁵² Renaud, *À l'ombre du rationalisme*, 1984, p. 67.

¹⁵³ Louis Gravel, « L'autodétermination ou les acquis de la Révolution tranquille », dans Lafond, *La Révolution tranquille 30 ans après*, 1992, p. 171.

¹⁵⁴ Louis Balthazar, « Aux sources de la Révolution tranquille : continuité, rupture, nécessité », dans Lafond, *La Révolution tranquille 30 ans après*, 1992, p. 94.

« nouvelle » culture québécoise aurait été rendue possible grâce à l'abandon de l'identité canadienne-française telle qu'elle s'était façonnée depuis l'Acte d'Union. Autocélébrée depuis les années soixante par une pléiade d'artistes, d'écrivains et de chansonniers, la culture québécoise dépouillée de l'héritage canadien-français reçoit ses premières critiques dans un contexte où plusieurs repères d'antan comme les valeurs familiales, communautaires et religieuses disparaissent les uns après les autres. Des bilans modérés, voire négatifs, des transformations culturelles, commencent à porter ombrage à l'ensemble des célébrations qui avaient jadis porté aux nues les démolisseurs de la culture canadienne-française comme s'il s'agissait de héros nationaux¹⁵⁵. Nous n'en sommes pas encore à la confrontation avec les idées développées par les partisans de *Cité libre* et de *Parti pris*, mais la tendance annonce déjà une révision à venir.

Les réévaluations des conséquences des bouleversements introduits avec la Révolution tranquille soulèvent des questions jusque-là laissées dans l'ombre. C'est ainsi que l'on reconsidère ce que la première historiographie avait établi au sujet du rejet des valeurs religieuses. Les réformes de la culture, notamment celles qui ont trait à l'éducation, continuent cependant d'être présentées comme des impératifs en même temps qu'on met en doute l'étroitesse des mentalités et de la culture sous « l'ancien régime ».

Toutefois, les critiques de l'éducation, joyau des réformes des années soixante, en disent beaucoup sur ce qui alimentera les critiques des années quatre-vingt-dix et deux mille¹⁵⁶. En outre, on réévalue le rôle des élites religieuses dans la naissance d'un système scolaire universel et laïque. En effet, on avait peu ou pas abordé le rôle de l'Église dans le processus de laïcisation du réseau scolaire sinon que

¹⁵⁵ Dumont, *La société québécoise après 30 ans*, 1990, p. 22.

¹⁵⁶ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 383.

pour dénoncer son entêtement et l'importance de la remplacer. On soutenait que le gouvernement avait repris ses responsabilités dans un audacieux geste d'affirmation culturelle sans précédent. On ne relevait pas le fait que Lesage n'était pas un partisan de l'État maître d'œuvre en matière d'éducation. La conversion du gouvernement et de Lesage remonterait ainsi au dépôt des recommandations de la commission Parent, et non à l'élection de soixante. Une fois encore, le dévoilement d'un certain conservatisme chez Lesage contraste avec l'appréciation progressiste des mesures qu'il mettait en place et montre bien à quel point les interprétations sont sur le point d'atteindre l'autre extrémité du spectre, c'est-à-dire celle de l'atténuation de l'importance des transformations. La représentation du rejet d'une culture étouffante avec la Révolution tranquille est contestée au fur et à mesure que l'on met en scène un Canada français étant culturellement le contraire ou presque de ce que les premiers interprètes avaient défendu. Thomson a bien cerné dans ses travaux ce côté moins connu de la mise en place d'un réseau de l'éducation étatisé :

Il alla plus loin : tant qu'il serait Premier ministre, déclara-t-il dans une allocution, « jamais » il n'y aurait de « ministère de l'Instruction publique », paroles qui montraient, non pas qu'il faiblissait dans sa résolution de moderniser l'enseignement, mais plutôt qu'il était homme politique et essentiellement conservateur. En raison de ces deux traits de caractère, il essayait de réaliser des changements autant que possible dans les limites des structures existantes et en respectant les valeurs qui prévalaient dans la société¹⁵⁷.

Cette autre voie critique en gestation annonce déjà la prochaine et dernière section de ce chapitre. Il s'agit en fait du préambule à l'apparition d'un troisième rapport à la mémoire canadienne-française. On y trouve les racines d'une critique sévère du nationalisme québécois pris en charge dans la culture québécoise et reconduit dans la nouvelle histoire¹⁵⁸, c'est-à-dire celui établi presque exclusivement

¹⁵⁷ Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, 1984, p. 367.

¹⁵⁸ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec*, p. 426.

en fonction du territoire et d'un État québécois¹⁵⁹. Dumont a discuté du pessimisme qui afflige certains interprètes en évoquant les conséquences de la marginalisation du Canada français comme élément culturel nécessaire à l'identité nationale. Cette posture en fera une référence pour les critiques de cette seconde historiographie qui déjà se font entendre à la fin de la période. Nous concluons ce chapitre en jetant un coup d'œil aux grands axes qui définiront bientôt de nouvelles représentations de la Révolution tranquille.

5.5 Le retour du balancier

À la fin de la période, c'est-à-dire au début de la décennie quatre-vingt-dix, certaines voix critiques se rencontrent dans une des interprétations de la Révolution tranquille qui libèrent de nouvelles propositions d'aménagement de la mémoire canadienne-française. Dès 1993, Jean-Marc Léger, dans *Vers l'indépendance?*, critique les conséquences de la rupture de 1960 sur le plan national¹⁶⁰. L'historiographie québécoise est en effet sur le point d'entrer dans une ère de «grande turbulence¹⁶¹» que traduisent de nouvelles interprétations. Les conditions pour qu'apparaisse un troisième rapport à la mémoire s'incarnent alors dans un cadre interprétatif original par rapport aux deux courants précédents. Avant de conclure ce

¹⁵⁹ Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Dumont, *La société québécoise*, 1990, p. 266.

¹⁶⁰ Jean-Marc Léger, dans *Vers l'indépendance? Le pays à portée de main*, Montréal, Léméac, 1993. Voir l'article de Mathieu Bock-Côté à paraître dans *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois: Tome 2*.

¹⁶¹ Pour emprunter l'expression à Éric Bédard dans sa critique «Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : la magnum opus de l'historiographie moderniste», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 2 (automne 1994), p. 160. Voir aussi Jean-Marie Fecteau, « Entre la quête de la nation et les découvertes de la science. L'historiographie québécoise vue par Ronald Rudin », *Canadian Historical Review*, vol. 80, no 3, p. 459. Or il ne faudrait toutefois pas exagérer et parler de crise comme c'est le cas, à la même époque, en France. Voir Gérard Noiriel, *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, 475 p. et François Dosse, « Les transformations récentes de l'histoire contemporaine en France », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 4 (hiver 1994), p. 30.

chapitre, il semble essentiel de présenter certains lieux où s'exposent les conditions d'un renouvellement historiographique.

Les secondes interprétations de la Révolution tranquille s'insèrent dans le sillage de l'histoire sociale par l'approche et les objets qu'elles se donnent. Le duplessisme a été analysé sous l'angle du libéralisme et non du patronage, la grande noirceur est devenue le berceau d'une société libérale plutôt que le terreau du conservatisme. Il était prévisible que les premières charges contre ces représentations proviennent de disciples de l'histoire politique¹⁶². Au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, cette dernière s'est renouvelée. Elle a peu à voir avec l'histoire politique qui a alimenté le procès que l'école des *Annales* lui a fait subir. Ce n'est aussi plus celle que pratiquait Rumilly. Pourtant, l'histoire politique nouvelle mouture doit surmonter certains défis. Voici ce que Jean-Marie Fecteau dit de ses déboires :

Ce refoulé politique, qu'on ne s'y trompe pas cependant, n'est pas simple négligence, mise à l'écart temporaire d'un champ de recherche pour aller au plus pressé, au plus social. Ce refoulement n'est pas non plus simple rejet d'une philosophie de l'histoire, où événement et politique sombreraient dans le même anathème, victimes d'un trop rapide amalgame. Il s'agit bien, au contraire, d'un véritable refoulé, au sens quasi psychanalytique du terme, d'une contradiction permanente entre la décision et les faits, entre la nécessité du choix et la contrainte du réel, contradiction intolérable qui se résorbe en refus du contingent, de l'unique et, au fond, de l'avenir. Refoulé déguisé en choix scientifique qui traverse tout le regard historien sur le politique depuis un demi-siècle¹⁶³.

Un regain de l'histoire politique québécoise apparaît au Québec au début des années quatre-vingt-dix. Elle fait renaître des idées qui ne dominent plus

¹⁶² Fecteau précise qu'«[i]l y a eu, véritablement, marginalisation relative du champ de l'histoire politique, marginalisation qui s'est d'ailleurs manifestée tant au plan de la timidité des problématiques que du conservatisme des méthodes. Très nettement, en France surtout, l'histoire du politique a suivi des filières et des réseaux en marge du courant dominant des *Annales* ». Jean-Marie Fecteau, « Le retour du refoulé : l'histoire politique et le politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 3 (hiver 1994), p. 5-6.

¹⁶³ Fecteau, « Le retour du refoulé », 1994, p. 256.

l'historiographie. Malgré des moyens modestes, elle envisage la possibilité de réinvestir la mémoire canadienne-française en se gardant bien d'en être prisonnière. Pour les analystes qui souhaitent ne pas confondre de « fragiles certitudes avec des dogmes », l'histoire politique doit être critique de la mémoire et non l'ignorer ou la mettre en échec¹⁶⁴. Cette idée rejoindra bientôt des historiens de l'histoire sociale pour qui il sera possible « [d']ouvrir la mémoire collective pour insérer les luttes nationales canadiennes-françaises dans des trames universelles, dans une histoire collective comparée qui livrerait des horizons créateurs pour le présent et pour l'avenir¹⁶⁵ ».

Xavier Gélinas, Éric Bédard, Martin Petitclerc et Julien Goyette rappellent que la marginalisation de l'histoire politique a détourné l'historien de problématiques intéressantes dont le mérite premier consistait à intéresser un large public¹⁶⁶. Comme d'autres, et plus particulièrement les acteurs gravitant autour du *Bulletin d'histoire politique* et de *Mens*, des observateurs estiment que l'histoire sociale a laissé dans l'ombre des questionnements qui, faute d'intérêt, ont été repris en dehors des cercles universitaires. Si l'on connaît assez bien l'évolution des divers types de bourgeoisie, admet-on, on en sait encore bien peu sur des politiciens comme Duplessis. On

¹⁶⁴ «C'est une histoire critique, qui ne confond pas nos fragiles certitudes avec des dogmes, que l'on avance que par la saine confrontation des points de vue, que par la nécessaire remise en question des paresseuses évidences, des passifs consensus qui traversent notre culture. Nous voulons sortir des sentiers battus et du milieu académique trop souvent conformiste et sectaire. » Jean-Marie Fecteau, « Éditorial : Notre histoire politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no 1 (automne 1998), p. 6.

¹⁶⁵ Citation de Gérard Bouchard prise dans *Le Devoir* 26-27 mars 1997. Voir aussi Robert Comeau et Gordon Lefebvre, « Éditorial : Mémoire et histoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, no 3 (automne 1996), p. 6-7.

¹⁶⁶ On consultera Gélinas et Ferretti, *Duplessis, son milieu*, 2010, 513 p. et Petitclerc, « Notre maître le passé? », 2009, p. 83-113. Éric Bédard et Julien Goyette, *Parole d'historiens*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, 481 p.

remettra ainsi en cause la représentativité et le pouvoir réel de ces courants bourgeois¹⁶⁷.

L'approche sociale a favorisé un rapport désincarné à la mémoire canadienne-française que le second courant historique traversant les interprétations de la Révolution tranquille représente bien. Si l'histoire nationale s'est réinventée à la suite de la neutralisation de la mémoire canadienne-française, on verra que le récit d'une nation opprimée ne relève plus que des seuls vulgarisateurs, polémistes ou autobiographes. Car ce sont eux qui ont reconduit chez les libraires l'histoire d'une nation conquise, annexée et entretenue avant qu'elle se prenne en main dans les années soixante. Mathieu Bock-Côté a mis en lumière les paramètres dans lesquels s'est assuré le discours historique ordinaire du citoyen en dehors des cadres académiques que nous avons survolés¹⁶⁸. Deux types de récits de la Révolution tranquille ont ainsi évolué côte à côte, l'un plus près du sens commun, l'autre s'en distanciant de plus en plus.

Ainsi, en réaction à cette seconde historiographie, des travaux comme ceux de Normand Lester reprendront, au courant des années quatre-vingt-dix, des thèmes signifiants pour le sens commun, notamment ceux qui rappellent des luttes nationales, des injustices économiques, sociales et politiques, bref des disparités culturelles évidentes entre l'histoire du Canada français et celle du Canada anglais. Lester aborde des problématiques intelligibles pour le plus grand nombre en raison de leurs accointances avec la mémoire collective¹⁶⁹. S'il existe au sein de l'académie des

¹⁶⁷ Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec : Des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, 152 p.

¹⁶⁸ Mathieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2007, 211 p.

¹⁶⁹ Normand Lester *Le livre noir du Canada anglais* 3, Montréal, Les Intouchables, 2003, 349 p.; Normand Lester *Le livre noir du Canada anglais* 2, Montréal, Les Intouchables, 2002, 302 p.; Normand Lester *Le livre noir du Canada anglais*, Montréal, Les Intouchables, 2001, 349 p.

traces du discours commun, elles se font rares. On notera toutefois le cas de Fernand Ouellet. Au creux de la période, en 1990, il demeure convaincu que la Révolution tranquille constitue une rupture nationale fondamentale au cours de laquelle le nouveau nationalisme a triomphé et fait basculer le devenir du Québec, pour le meilleur et pour le pire¹⁷⁰.

La réponse académique à ce « réaménagement » de la mémoire canadienne-française dans les représentations ne se fera pas attendre. Les défenseurs de l'histoire universitaire postuleront que les dérives, à défaut d'être évitables, peuvent être compensées. Gérard Bouchard et Jocelyn Létourneau avancent des propositions originales sur lesquelles nous reviendrons. Ils chercheront à montrer en quoi il faut continuer de rompre avec les représentations d'une Révolution tranquille que Fernande Roy associe à une entreprise de mobilisation sociale. L'historienne rappelle que l'historiographie a toujours comme principal mandat de défaire les mythes longtemps entretenus dans la caricature¹⁷¹. Ce qui l'amène à cette conclusion qui rejoint les cadres des travaux que nous avons vus dans ce chapitre :

Pour construire le Québec dont ils rêvent, les intellectuels des années 1960 offrent à leurs contemporains une certaine lecture de leur présent, mais aussi de leur passé. Ces représentations, ces constructions symboliques ne visent pas à décrire la réalité. L'objectif est plutôt de rassembler, de mobiliser, de faire agir un groupe donné, en l'occurrence les Canadiens français que l'on a commencé à désigner comme des Québécois. Mais ces représentations sont forcément biaisées : le passé (et même le présent) y apparaît tordu, rapetissé ou magnifié, noirci ou embelli¹⁷².

¹⁷⁰ Fernand Ouellet, « La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire? », dans Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, *Les années Trudeau*, Montréal, Éditions du Jour, 1990, p. 23-51.

¹⁷¹ « Cette vision de l'histoire, écrit-elle, que je relie à l'explication autoaccusatrice, relève du mythe, et les recherches récentes des historiens et des historiennes l'ont largement infirmée. » Roy, *Liberté*, 2009, p. 38.

¹⁷² Roy, *Liberté*, 2009, p. 34-35.

L'appréciation du fait religieux canadien-français constituera un autre pôle fondateur de la prochaine historiographie de la Révolution tranquille et dont on sent déjà l'ascendance à la fin de la période¹⁷³. On continuera de revoir le procès intenté contre les institutions religieuses, un point sur lequel les travaux de cette seconde vague d'interprétations sont restés discrets malgré certaines percées que nous avons vues dans les interprétations des bouleversements culturels amenés avec la Révolution tranquille. Certains éléments de la mémoire canadienne-française neutralisés se verront réactivés ou réinventés. Nous assisterons alors à diverses formes de réenchantement du rapport à la mémoire.

5.6 Conclusion

Au cours de la période 1980-1994, les interprétations de la Révolution tranquille participent à la banalisation de certains traits de la singularité de la mémoire canadienne-française. Dans un premier temps, les caractéristiques du Canada français sont revues sous le signe d'une société libérale qui n'est pas incompatible avec un conservatisme qui s'épuise avec les années soixante. Dans ce contexte, la Révolution tranquille constitue l'aboutissement et non le début de la modernité, avec tout ce que cela implique de banalisation des réformes des années soixante. Nous assistons à un renversement de perspective majeur qui entraîne une révision des principaux éléments énoncés dans les premières interprétations de la Révolution tranquille dans une tentative de montrer en quoi elles sont erronées. En fait, le passage d'un extrême à l'autre nous en dit long sur le type de rapport qu'entretiennent les analystes à la mémoire canadienne-française. En laissant de côté ce qui a formé l'essentiel de la Révolution tranquille, à savoir ce vaste projet d'émancipation de la société québécoise, on perd de vue qu'elle a été un moment fondateur de l'histoire du Québec. On peut s'interroger sur la valeur de certaines

¹⁷³ Voir entre autres Louis Rousseau, « Construire l'objet religieux pour le regard actuel », dans Kelly, *Les idées mènent le Québec*, 2003, p. 53-66.

découvertes qui font de l'histoire du Québec d'avant soixante le berceau d'une modernité déjà acquise.

À l'inverse, ceux qui la voient naître en soixante le font peut-être en raison de ce que Rudin, à l'instar de Novick¹⁷⁴, dit du contexte de production des auteurs, premiers bénéficiaires de la modernisation de l'État et de la société québécoise. Ils auraient, selon lui, projeté dans leurs représentations du passé les conditions de leur présent, c'est-à-dire qu'ils auraient vu de la modernité partout parce qu'ils la vivaient. D'autres comme Gagnon parlent du phénomène dans les termes d'un sain présentisme¹⁷⁵ après avoir été un jour plus cartésien¹⁷⁶. Nous l'avons déjà signalé, le contexte, bien qu'important, ne suffit pas à expliquer le changement de cadre. En fait, on ne traite pas ici d'un ajustement de la recherche, non plus de simples nuances, mais bien d'un renversement global qui aboutit à une Révolution tranquille bien préparée. Que comprendre d'un tel bouleversement? On suggère ici quelques pistes.

Ce que les observateurs de la seconde historiographie cherchent peut-être à dire en inversant les perspectives, c'est qu'il faut que les Québécois de souche française se déprennent d'un mode de représentation stérile parce qu'il fait intervenir des éléments mémoriels figés. Nous le rappelons souvent, l'historiographie que nous avons étudiée dans ce chapitre, comme dans les deux autres, repose sur des analyses au cœur desquelles la Révolution tranquille et sa genèse sont réévaluées à l'aune de rapports historiques différents à la mémoire canadienne-française. Celui qui nous

¹⁷⁴ Peter Novic, *That noble dream: the "objectivity question" and the American historical profession*, Cambridge, Cambridge University Press, Coll. Ideas in context, 1988, 648 p.

¹⁷⁵ Serge Gagnon, *Le passé composé. De Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB éditeur, Coll. Études québécoises, 1999, 190 p.

¹⁷⁶ Serge Gagnon, « La nature et le rôle de l'historiographie. Postulats pour une sociologie de la connaissance historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 4 (mars 1973), p. 479-531.

intéresse dans ce chapitre nous informe de manière signifiante que l'histoire du Québec n'est pas de celles dont on devrait avoir honte. La normalité dont Rudin discute prend ici la forme d'un procès d'une première historiographie qui avait, peut-être involontairement, discrédité le Canada français. On connaît les motifs entourant une telle posture dans laquelle le Canada français ressemble au Moyen Âge. Il fallait passer à l'action, rejeter le statut quo, quitte à mettre en procès le savoir historique ordinaire de l'acteur que l'histoire avait façonné. À partir de la fin des années soixante-dix, ce discours cède la place à celui que nous avons décortiqué dans ce chapitre. Il était dorénavant nécessaire de défaire cette image de société aliénée pour mieux intégrer une conceptualisation de l'histoire sous le signe de la modernité.

Prenons un exemple largement cité dans l'historiographie, celui de l'industrialisation. En portant une attention au processus sans tenir compte au premier chef des impacts sur les communautés concernées, il est possible de soutenir que le retard économique de la Province n'est pas fondé. On se retrouve alors avec des représentations qui projettent de l'histoire du Québec l'image d'une société dont les particularités nationales auraient eu bien peu d'impact sur son développement. N'est-on pas en train de passer à côté d'une dimension historique importante? Les seconds observateurs de la Révolution tranquille ont répondu par la négative. La neutralisation de la mémoire canadienne-française semble les conforter dans leur ambition de se rapprocher de la « réalité » historique du Québec.

Pourtant, si la mémoire n'est pas l'histoire, comme nous l'avons signalé dans la première partie de la thèse, il ne s'agit pas non plus d'une composante sociale vide qu'on aurait inventée de toutes pièces. On y trouve des intuitions importantes, des questions et des liens au présent qui rendent l'histoire essentielle au développement d'une société. En la sacrifiant, les analystes arrivent à faire mentir ce que d'autres ont fouillé avec une rigueur que l'on ne saurait mettre en doute. Les nouveaux observateurs ont scruté ce qui a permis la réalisation de plusieurs modifications dans

la gestion de l'État en laissant dans l'ombre à quel point ces changements ont eu une ascendance pour les Canadiens français qui voyaient enfin accessibles les plus hauts échelons de l'économie et de la politique. Qu'on dise que cela était déjà le cas pour quelques-uns d'entre eux n'enlève rien au fait qu'en soixante, on faisait de cette ambition un projet collectif.

La banalisation de la référence à la mémoire canadienne-française a permis de relativiser la portée des changements apparus avec la Révolution tranquille, mais elle en a sacrifié une dimension importante sans laquelle on a toutes les raisons de s'interroger sur son appellation révolutionnaire. Pourquoi a-t-on senti l'urgence de rejeter ce que la Révolution tranquille a symbolisé, inspiré? Le référendum de 1995 provoquera une onde de choc qui fera réapparaître le besoin de réaménager le rapport à la mémoire canadienne-française fait, d'une part, du déni encore plus radical de la singularité historique du monde canadien-français et, d'autre part, comme en réaction, du réenchantement de sa mémoire.

CHAPITRE 6

MÉMOIRE MALHEUREUSE, MÉMOIRE RÉENCHANTÉE (1995 À AUJOURD'HUI)

Une chose est sûre : en rendant périmés ou précaires les repères acquis, pareille mutation de culture exige une remise en chantier de la mémoire historique¹.

Fernand Dumont

6.1 Introduction

Par deux occasions au cours de cette recherche, nous avons constaté de quelle manière les représentations de la Révolution tranquille mettent en cause un certain rapport à la mémoire canadienne-française. À l'instar d'Anne Gilbert², nous avons considéré que travailler à partir du concept de réaménagement de la mémoire canadienne-française pour reconstruire l'univers historiographique pouvait être fait à partir d'observations des interprétations de la Révolution tranquille. Qu'advient-il alors du rapport de l'histoire à la mémoire canadienne-française depuis 1995 dans l'historiographie de la Révolution tranquille? Que nous dit-il de l'histoire québécoise, des défis et attentes qui l'actualisent?

¹ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993, p. 13.

² Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), « Introduction », dans *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 1-19.

Nous constatons la présence d'une nouvelle fracture autour du rapport à la mémoire canadienne-française dès le milieu des années quatre-vingt-dix. Le besoin de réaménager le rapport à la mémoire canadienne-française se conçoit, d'une part, dans le refus encore plus radical de la singularité historique du monde canadien-français et, d'autre part, dans le réenchancement de sa substance. Beauchemin a raison de souligner le paradoxe qui caractérise les dernières années de production historienne³. Il rappelle qu'au moment où les Québécois, principalement francophones, souhaitent toujours faire reconnaître la nation québécoise en se fondant sur ses particularités historiques, des observateurs cherchent à conjuguer ces dernières aux exigences d'une société pluraliste⁴ :

Dans le Québec d'aujourd'hui, la représentation de la nation est traversée d'une tension qui fonde aussi un rapport ambigu à la mémoire canadienne-française. D'un côté, on pose la nation québécoise comme une communauté d'histoire et on la rapporte à la permanence de certains traits culturels relativement stables. Il en résulte un fort intérêt pour la question de la mémoire. D'un autre côté, on pose la nation dans le jeu des rapports de forces traversant toutes les sociétés démocratiques caractérisées par le pluralisme culturel et politique. Ici, la fidélité à la mémoire francophone soulève le problème de la place que cette dernière peut légitimement prétendre occuper dans l'écriture de l'histoire⁵.

L'histoire de la Révolution tranquille produite au cours de la période précédente (1980-1994) avait pris ses distances à l'égard de la mémoire canadienne-française. La Révolution tranquille avait cessé d'être vue en tant que transformation

³ Jacques Beauchemin (dir.), *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « Diversitas », no 8, 2011, 135 p.

⁴ Gérard Bouchard a produit, dans une note en fin de document qui occupe près d'une page, un aperçu de la vitalité de la production autour de cette question. Voir note # 9 de Gérard Bouchard, « Laïcité québécoise de l'interculturalisme », dans Jean-François Plamondon et Anne de Vaucher (dir.), *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*, Bologne, Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010, p. 137.

⁵ Jacques Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit des mémoires au Québec », dans Plamondon et de Vaucher, *Les enjeux du pluralisme*, 2010, p. 78.

subite du Québec. À l'encontre de ce qu'avait proposé la première historiographie (1960-1979), elle s'est vue représentée tel l'aboutissement d'un long processus de modernisation qui remontait à un siècle plus tôt et qui s'est matérialisé dans une intervention étatique importante au cours des années soixante.

Ces représentations du passé, qui ont découlé des récits que nous avons vus au chapitre précédent, correspondraient à un révisionnisme dont l'intention aura été d'éradiquer certains mythes dans le discours historique. La nouvelle historiographie, celle qui nous intéresse maintenant, est traversée par un réaménagement binaire de la mémoire canadienne-française dont un segment souhaite refonder la mémoire sur des bases nouvelles alors que l'autre prévoit rétablir une filiation avec son intention originale, c'est-à-dire celle de préserver un héritage national.

On retrouve donc au sein du corpus étudié dans ce chapitre deux grandes tendances qui se distinguent quant aux types de rapports qu'ils entretiennent à l'endroit de la mémoire canadienne-française. Une première posture correspond globalement à celle qu'ont développée Gérard Bouchard et Jocelyn Létourneau au-delà de leurs importantes divergences. L'entreprise de démystification de la Révolution tranquille et de sa genèse qu'ils proposent exprime le commun désir de rompre le fil d'une certaine continuité historique qu'un second groupe d'auteurs préfèrent actualiser.

Pour Bouchard, la mémoire canadienne-française doit être réinventée dans de nouveaux mythes susceptibles de renforcer les filiations culturelles à l'Amérique et à sa diversité; pour Létourneau, elle doit être relue de manière à pouvoir en extirper le capital d'inventivité, de débrouillardise et d'habileté politique qui aurait permis aux Québécois de faire leur chemin dans une histoire qui n'aurait pas été, somme toute,

aussi adverse que ce qu'en entretient le récit victimaire de l'historiographie québécoise⁶.

Cette première posture a donné lieu à un type d'interprétations de la Révolution tranquille qui en ferait le point de départ d'une déchéance sociale et économique dont il serait aujourd'hui difficile de se déprendre. Par exemple, on prendra le modèle québécois, sacré dans l'historiographie malgré l'ajout de nuances au cours de la dernière période, comme l'anti-modèle qui aurait fait sombrer le Québec dans les limbes. Comment cela est-il possible? L'élan que dévoile ces rares cas tient de l'inversion pure et simple de la posture originelle, celle des années soixante et soixante-dix. En réaction, nous assisterons à des énoncés critiques dont l'objectif principal sera de contredire les thèses ramenant la Révolution tranquille au rang de mythe.

Ce réalignement du rapport à la mémoire canadienne-française, dont la principale conséquence consiste à relativiser davantage la portée de la Révolution tranquille, a provoqué une réflexion autour des conséquences d'un tel délitement de la mémoire et des principes de refondation historiographique. Dans cette autre direction, il s'agit de considérer le fil mémoriel canadien-français sans en sacrifier le sens ou le détourner de ce qu'il pourrait suggérer. Les auteurs associés à cette autre posture se distinguent des Bouchard et *al* parce qu'ils souhaitent moins réinventer le rapport à la mémoire que de tenir compte de sa dimension intuitive. En fait, ils ne tournent pas le dos à l'expérience nationale sous prétexte que ce ne serait qu'une idéologie tronquée. Les interprètes la réinvestissent afin de participer à une nouvelle histoire nationale qui, sans les ignorer, ne céderait pas aux pressions du pluralisme identitaire.

⁶ Gilbert, Bock et Thériault, *Entre lieux et mémoire*, 2009, 330 p.

Les contributions issues de cette seconde posture conjuguent au présent des éléments du savoir historique ordinaire du citoyen dans une proposition historique inédite dont le premier mérite est d'offrir une alternative aux « excès » du révisionnisme. On y trouve une intention commune qui consiste à nuancer un discours dont l'essentiel repose sur une critique trop sévère du monde canadien-français. Les interprètes, sans rejeter ou même s'en prendre à la qualité de l'histoire produite au cours de la période précédente, se demandent comment une nouvelle histoire nationale peut advenir si l'essentiel de la tradition canadienne-française, que la mémoire nationale véhicule, est banalisée au point d'en faire une fiction qui n'a plus rien à apporter aux contemporains.

Ce chapitre s'articule donc différemment des deux précédents en raison de la forte concurrence que chacune des « écoles⁷ » se livre ces dernières années⁸. Au cours de la période, force est de constater que les occasions de faire de l'histoire la base d'un projet politique se font nombreuses. Dans ce dernier chapitre, nous rencontrons les assises de nouveaux aménagements du rapport à la mémoire canadienne-française après qu'elle eut été neutralisée dans l'historiographie précédente. Nous sommes toutefois encore en face de rapports à la mémoire complexes. Nous verrons par conséquent que les échanges entre les observateurs des deux tendances ne mènent pas à la victoire d'un courant sur un autre. En revanche, nous remarquerons que le courant révisionniste s'épuise sous le poids de la critique alors que le réaménagement,

⁷ Nous l'avons déjà énoncé dans le premier chapitre, le terme est fort pour le cas québécois alors que l'utilisation de la terminologie « écoles » pour l'histoire n'a pas connu de véritable suite après les rivalités entre Montréal et Québec dans l'après-guerre. On entend davantage ici « écoles historiographiques » dans le sens de courants associés à l'approche sociale, politique, économique ou culturelle.

⁸ On aurait en effet tort d'associer à une même motivation toutes les études appartenant à cette troisième vague interprétative. « [L]a position juste, écrit Létourneau, encore à déterminer, se situe vraisemblablement à l'intersection des deux points de vue, sinon dans le paradoxe, voire l'ambiguïté, de leur interaction. » Jocelyn Létourneau, *Le Québec entre son passé et ses passages*, Montréal, Éditions du Boréal, 2010, p. 11.

certaines multiforme, de la mémoire canadienne-française, tend à imposer une nouvelle dynamique historiographique qui rompt avec celles que nous avons vues jusqu'à présent. Comme nous aurons l'occasion de le constater dans une première partie, l'avènement d'une conjoncture propice aux revendications mémorielles stimule en partie l'apparition de nouvelles propositions à l'égard de la mémoire canadienne-française qui transforment l'approche historique dominante depuis les années quatre-vingt. Nous verrons ensuite comment la troisième historiographie de la Révolution tranquille rend compte d'une telle mouvance.

6.2 La croisée des chemins

Le dernier arrêt prévu à notre parcours de l'historiographie de la Révolution tranquille coïncide avec une période de questionnements dont les racines plongent dans les profondeurs des années soixante. Il n'est pas étonnant que certains des premiers observateurs de la Révolution tranquille, que l'on pense seulement à Fernand Dumont ou encore à Léon Dion, développent leur pensée sous le mode d'une fin de cycle, comme s'il fallait conclure un chapitre de l'histoire du Québec⁹.

La coupure du corpus à l'année 1995 n'est pas aléatoire. Au Québec, elle signale le début d'une période de questionnements identitaires dont l'essentiel alimente la pensée, et dont l'intérêt pour la question des accommodements raisonnables n'est que l'un des symptômes¹⁰. De nombreuses contributions issues des

⁹ Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, p. 20. Léon Dion, *La révolution déroutée*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998, 260 p.

¹⁰ Sur la question identitaire, on retrouve de très nombreux ouvrages que nous ne pouvons recenser. En voici une courte liste. Wien, Thomas, Céline Vidal et Yves Frenette, *De Québec à l'Amérique française : histoire et mémoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, 403 p.; Michel Sarra-Bournet, *Le pays de tous les Québécois. Diversité culturelle et souveraineté*, Montréal, VLB, 1998, 249 p.; Jean-François Lisée, *Nous*, VLB éditeur, 2008, 108 p.; Diane Lamoureux, *Du tricoté serré au métissé serré*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, 345 p.; Serge Cantin, *Ce pays comme un enfant*, Paris, Éditions de l'Hexagone, 1997, 209 p.; Yvan Lamonde, *Trajectoires de l'histoire du Québec*, Montréal, Fides, 43 p., 2001; Éric Méchoulan, *Le*

sciences de l'homme y puisent matière à réflexion¹¹. Elles s'inscrivent dans un contexte particulièrement riche en débats autour de l'identité nationale alors que l'on réapprend à voir dans l'écriture de l'histoire un acte politique où se joue une « guerre de mémoires¹² ». Notre balise temporelle témoigne ainsi d'un retour historiographique marqué par le renouvellement de l'intérêt pour la mémoire canadienne-française.

Au cours de la période 1995 à aujourd'hui, des recherches continuent de dénoncer les tentatives de glorification des mesures adoptées dans les années soixante. Des analystes veulent en finir avec le modèle d'une rupture survenue avec la Révolution tranquille, une conception largement ancrée dans la mémoire collective malgré l'accumulation de travaux nuancant les uns après les autres les transformations issues de ce « grand soir » politique. Certains observateurs interrogent le niveau d'originalité de la Révolution tranquille : « Y aurait-il confusion entre les réformes et le climat général qui régnait dans les pays occidentaux à la même période¹³? »

crépuscule des intellectuels, Montréal, Nota Bene, 2005, 230 p.; Yvan Lamonde, *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire*, Montréal, Nota Bene, 2001, 265 p.; Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Québec/Amérique, 2000, 308 p.; Alain Dieckhoff, *La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000, 354 p.; Alain-G. Gagnon, André Lecours et Geneviève Nootens (dir.), *Les nationalismes majoritaires contemporains. Identité, mémoire, pouvoir*, Montréal, Québec/Amérique, 2007, 311 p.; Gérard Bouchard et Alain Roy, *La culture québécoise est-elle en crise?*, Montréal, Éditions du Boréal, 2007, 218 p.; Jacques Beauchemin et Mathieu Bock-Côté (dir.), *La cité identitaire*, Montréal, Athéna, 2007, 304 p.; E.-Martin Meunier, *Le pari personnaliste : Modernité et catholicisme au XX^e siècle*, Montréal, Fides, 2007, 369 p.

¹¹ Jusque dans le rôle de l'intellectuel sur la place publique. Manon Brunet et Pierre Lanthier (dir.), *L'inscription sociale de l'intellectuel*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Paris, L'Harmattan, 2000, 382 p.

¹² Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 77. On lira par exemple les réflexions dans Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Québec/Amérique, 2000.

¹³ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 36.

L'ère des attentes et des espoirs suscités par les changements des années soixante est bien révolue; il est dorénavant temps d'analyser les conséquences des choix d'hier, et ce, indépendamment de l'âge et de l'expérience des contributeurs. Le recul historique aidant, ceux-ci peuvent s'affairer à la tâche d'évaluer l'écart entre les désirs du passé et les conditions du présent. Outre cette distance qui affine les analyses tout en les enrichissant de données nouvelles, la conjoncture marquée d'une forme de désenchantement global commande des problématiques inédites relatives à la Révolution tranquille en particulier, au passé québécois dans son ensemble¹⁴.

Entre autres, deux inachèvements doivent être signalés, celui de l'indépendance nationale et celui de la laïcité. Le référendum de 1995 laisse en suspens une réflexion amorcée au début des années soixante et largement perçue comme le principal héritage de la Révolution tranquille¹⁵. Les discussions sur la souveraineté politique du Québec se poursuivent bien dans des colloques, mais elles ne sont plus à l'agenda des politiciens détenant le pouvoir, tous partis confondus¹⁶. Le retour au début des années 2000 d'une députation québécoise majoritairement fédéraliste à Québec, puis à Ottawa en 2011, rend compte d'un certain épuisement de l'idéal souverainiste au sein de l'électorat. La politique du statut quo en matière constitutionnelle privilégiée par les gouvernements de Jean Charest et de Stephen Harper au cours de cette décennie, malgré certaines mesures symboliques, coupe

¹⁴ Dans les termes d'Éric Bédard, depuis la fin de la décennie quatre-vingt-dix, la société québécoise ferait « face à d'immenses défis politiques, économiques, sociaux et moraux : piétinement de la "question nationale", essoufflement du "modèle québécois", crise de l'État providence, exode des régions rurales, triomphe de la raison instrumentale, étiolement des institutions familiale et scolaire, taux de suicide anormalement élevé, etc. » Éric Bédard, « Présentation », dans *Les Réformistes. Une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, p. 11-12. On peut aussi consulter du même auteur *Recours aux sources*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, 280 p.

¹⁵ Paul-Émile Roy, *Il faut achever la Révolution tranquille* (préface de Jean-Marc Léger, postface de Louis Bernard), St-Zénon, Louise Courteau éditrice, 2005, 104 p.

¹⁶ Matieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2007, 211 p.

court aux revendications nationalistes qu'incarnent sans grande conviction les oppositions officielles. McRoberts parle d'échecs des politiques constitutionnelles¹⁷.

Le discours politique porte principalement sur la gestion de l'État, sur les préoccupations immédiates des contribuables à l'heure des files d'attente dans les hôpitaux et du vieillissement de la population. Au lieu de parler du statut du Québec dans la fédération canadienne, on soutient qu'il faut s'attaquer à d'autres priorités comme la bonne gouvernance de l'État. En l'absence d'un projet politique stimulant et aussi bien défini que celui de la souveraineté du Québec, le désenchantement politique gagne du terrain allant jusqu'à la disqualification d'une bonne partie de la classe politique. La désillusion se reflète dans les sondages d'opinion et inspire des évaluations négatives du modèle de société dont le Québec s'est doté dans les années soixante¹⁸.

L'intérêt pour la saine gestion de l'appareil gouvernemental correspond surtout à un double désir de rééquilibrer les finances publiques et de stimuler l'économie québécoise. La période coïncide en effet avec la volonté d'atteindre le « déficit zéro » et prône un certain désengagement de l'État. Sous de nouvelles appellations – que l'on pense aux partenariats publics-privés – des pratiques collaborationnistes entre le gouvernement et l'entreprise privée s'offrent comme la panacée aux déboires des finances publiques. Les gouvernements sont perçus par les entreprises comme un important frein à leurs ambitions, notamment en raison de la lourdeur de la fiscalité. Le désenchantement de la collectivité par rapport à la capacité

¹⁷ Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 483 p.

¹⁸ De nombreux sondages d'opinion résument assez bien ce désenchantement par rapport au travail du politicien dont la crédibilité dépasse à peine celle des vendeurs de voitures. On consultera celui du *Journal de Montréal*, « Sondage sur les métiers : les pompiers en haut de l'échelle », 22 février 2008.

de l'État à stimuler l'économie rappelle l'importance de revoir les modèles mis en place au cours des années soixante.

Par conséquent, différentes protections sociales issues des réformes des années soixante sont remises en question en raison de leur inefficacité, qu'on pense aux plus démunis vus dorénavant comme des « victimes » d'un système qui les a exclus de la société mais, aussi, aux malades et aux enfants dont on s'inquiète de la qualité des services gouvernementaux qu'ils reçoivent. Les discours et les actions des politiciens ne réussissent pas à contrer les vents contraires qui alimentent une série de déceptions que répercutent les médias attentifs à l'analphabétisme chez les élèves ou à l'octroi de privilèges aux bien-nantis qui réussissent à se faire soigner pendant que les autres errent dans des corridors d'hôpitaux bondés.

Si la laïcisation de la société se poursuit, certains remarquent que des valeurs religieuses demeurent importantes aux yeux des Québécois. Ainsi que le note Meunier, en dépit de la chute drastique de la pratique religieuse dominicale, les Québécois se déclarent toujours catholiques, et semblent y tenir, en plus de continuer de faire baptiser leurs enfants¹⁹. La seule exception à ce portrait fait référence à la génération Y et aux plus jeunes qui se retrouvent « en rupture partielle avec le régime de religiosité érigé au sortir de la Révolution tranquille²⁰ ». Selon l'auteur, cela risque d'avoir un impact social et politique à plus ou moins long terme, « en bouleversant les assises et les fondations des diverses institutions de la culture et de la nation qui s'en verraient transformées²¹ ». Nous serions ainsi, estime Meunier, à l'aube d'un

¹⁹ E.-Martin Meunier, « Effritement de la religion culturelle et transformation du modèle québécois de laïcité », dans Plamondon et de Vaucher, *Les enjeux du pluralisme*, 2010, p. 157.

²⁰ Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 161.

²¹ Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 162.

« moment post-révolution tranquille » où se déploie un projet de fondation théologico-politique.

Le sociologue résume ce que plusieurs observateurs de cette troisième historiographie défendent, à savoir que la sécularisation unilatérale de la société québécoise ne s'est pas réalisée dans le sillage de la Révolution tranquille, mais qu'elle aura été partielle et menée dans l'esprit de ce que Raymond Lemieux appelle « un régime de religiosité basé sur le catholicisme comme religion culturelle²². »

D'un autre côté, les lendemains du référendum de 1995 et la marginalisation de la question nationale au sein de la classe politique encouragent des fédéralistes déterminés à exercer une influence directe au Québec dans ce qu'on a appelé le « Plan B ». Bédard comparera ce contexte à celui suivant l'imposition du régime de l'Union de 1840 alors que les Canadiens français s'étaient retrouvés en situation défavorable :

Très rapidement, j'ai reconnu chez les réformistes du XIX^e siècle bien des inquiétudes ressenties par la génération qui émerge aujourd'hui, alors que le Québec fait face à d'immenses défis politiques, économiques, sociaux et moraux : piétinement de la « question nationale », essoufflement du « modèle québécois », crise de l'État providence, exode des régions rurales, triomphe de la raison instrumentale, étiolement des institutions familiale et scolaire, taux de suicide anormalement élevé, etc. En dépit du siècle et demi qui sépare la génération émergente et celle des réformistes, j'ai eu l'impression de retrouver des incertitudes similaires face à l'avenir²³.

Les lendemains du référendum de 1995, estime Bédard, sont marqués d'un sentiment de gêne l'égard de tout discours ne mettant pas de l'avant « l'ouverture à

²² Raymond Lemieux, « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, XXII, 2, octobre 1990, p. 145-164, cité dans Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 153.

²³ Bédard, *Les Réformistes*, 2009, p. 11-12.

l'autre²⁴ ». Mais, au même moment, l'historien remarque que le Québec vit un « revival culturel » où le genre traditionnel et folklorique séduit les Québécois. Pendant que Gérard Bouchard veut mettre le feu aux souches, « des jeunes artistes comme ceux de Mes Aïeux souhaitent que l'on assume plus sereinement notre passé²⁵ ». Ainsi, la chanson *Dégénération* de Stéphane Archambault est popularisée au moment où l'on entend déjà la gronde qui alimentera la crise des accommodements raisonnables. Le réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française que propose le parolier dans cette chanson s'illustrerait de deux manières : le recours au discours de la survivance et l'absence de ressentiment religieux. Voilà en fait deux thèmes que les plus récents observateurs de la Révolution tranquille exploitent et sur lesquels nous reviendrons plus loin dans ce chapitre.

Enfin, le contexte québécois dépend d'une conjoncture internationale qui convoque l'Occident à une profonde réflexion sur le rapport à l'altérité. Les attentats du 11 septembre 2001 ébranlent de vieilles certitudes, remettent en question des mécanismes de régulation sociale, en plus de déstabiliser les agendas politiques. Les turbulences, souvent violentes, qui ébranlent depuis le monde arabe et les capitales de l'Occident traduisent les difficultés toujours persistantes des États à articuler représentations de soi à celles des autres. La concurrence des mémoires qui déferlent sur la place publique déstabilise des convictions et perturbe les fondements de l'identité nationale.

Cette conjoncture a une incidence sur la représentation de la Révolution tranquille. L'historiographie qui en découle se fait l'écho de problématiques qui

²⁴ Éric Bédard, « Recours aux sources. Mes Aïeux et le Québec post-référendaire », dans Beauchemin, *Mémoire et démocratie*, 2011, p. 46.

²⁵ Bédard, « Recours aux sources », 2011, p. 52.

deviennent centrales dans le discours des observateurs du Québec contemporain. Pour les interprètes, la question consiste alors à savoir de quelle façon arrimer mémoire et histoire²⁶. Cela revient surtout à se demander quelle place la mémoire canadienne-française peut occuper dans un contexte où le pluralisme semble la seule voie éthiquement envisageable. Que faire de toutes ces demandes de reconnaissance mémorielle issues de groupes minoritaires et qui concurrencent la mémoire canadienne-française? La société des identités dont parle Jacques Beauchemin soulève des questions d'intégration sociale et culturelle qui avaient bien peu préoccupé la pensée politique. Joseph Yvon Thériault a étudié cette particularité qui consiste à exiger pour le Québec le statut de société distincte alors que tout participe à la création d'un sujet historique bien campé dans son contexte américain. Beauchemin a d'ailleurs analysé ce malaise dans *L'histoire en trop*²⁷.

Par conséquent, depuis la fin du vingtième siècle, la question de la mémoire soulève les passions parce qu'elle est source de malaises. Par exemple, le débat sur la laïcité, qui semble ramener la société québécoise aux enjeux qui ont traversé les années soixante, n'a dans les faits que peu à voir avec le processus de laïcisation vécu lors de la Révolution tranquille. « En fait, de dire Bouchard, les controverses présentes portent essentiellement sur des symboles portés par des personnes plutôt que sur des pouvoirs exercés par des institutions²⁸. » L'aboutissement du débat s'est plutôt traduit dans la mise sur pied de la commission Bouchard-Taylor à la suite de

²⁶ Gérard Bouchard, « Le Québec a-t-il perdu la mémoire ? », *Le Devoir*, 13 octobre 2005, p. A-7. On assiste en France au même débat. Voir Jean-Pierre Rioux, *La France perd la mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*, Paris, Perrin, 2006, 228 p.

²⁷ Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, 210 p.

²⁸ Bouchard, « Laïcité québécoise de l'interculturalisme », 2010, p. 133.

l'élection de l'Action démocratique du Québec dans l'opposition officielle²⁹. Cette jeune formation politique a mis le doigt sur des problèmes d'intégration culturelle qui paraissaient commander l'effacement ou, du moins, la mise en veilleuse de revendications blotties dans une certaine mémoire.

En outre, l'idée que le Québec constitue une terre d'accueil dont la très forte majorité se reconnaissait dans des traits culturels particuliers ne semblait plus être, pour les acteurs politiques, l'horizon de la définition identitaire. La crise des accommodements raisonnables constituerait en fait le prolongement d'une réaction spontanée des « Québécois de souche » devant l'avancée de luttes identitaires où chaque groupe souhaite se faire entendre de façon équitable, au même titre que le groupe issu de la culture canadienne-française.

Cette problématique est bien entendue liée à la particularité de la politique d'accueil du Québec, en tant que minorité culturelle en Amérique. Le Québec se définit autour d'axes culturels particuliers. Il se présente en tant que dépositaire et protecteur d'une culture au sein de laquelle la langue se conjugue à un ensemble de valeurs, coutumes que l'on souhaite par ailleurs ouvrir le plus largement possible aux autres cultures. Comment relever un tel défi? Établir des rapports justes aux mémoires exige réflexion, comme l'affirme Beauchemin, et ce qui est particulier à la dernière conjoncture, c'est que « [l]e relativisme interprétatif s'affirme en tant que refus du conflit et comme liberté de l'interprétant. C'est dire que chacun négocie à sa manière son rapport à la mémoire en l'adaptant aux conditions particulières qui sont les siennes³⁰. »

²⁹ Gérard Bouchard et Charles Taylor, *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles*, Québec, Gouvernement du Québec, 2008, 307 p.

³⁰ Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 86.

Ce contexte nouveau et typique du virage ethico-politique dans lequel sont valorisés le pluralisme et la diversité sociale aura des incidences sur l'historiographie, ne serait-ce que par la nature des questionnements et des différends qu'elle peut engendrer.

D'un côté, certains défendent que l'intégration ne doit pas se faire aux dépens d'une conscience historique qui a fondé le Québec contemporain. Il s'agit alors de se porter au chevet de l'idéal national en cherchant à renouveler le rapport à la mémoire canadienne-française, une entreprise possible, même souhaitable politiquement pour un Québec dont le devenir national demeure incertain. Pour ces interprètes, la banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française constituerait une voie dangereuse puisqu'elle remet en cause la « réalité » historique québécoise.

D'autres cherchent toutefois à affirmer que les Québécois sont prêts à passer à autre chose, intéressés qu'ils sont à en finir avec l'idéal national canadien-français. Ils voudraient qu'on les aide à « passer à l'avenir³¹ » même s'il faut pour cela refonder l'histoire sur de nouveaux mythes³². Les représentants de cette position voient ainsi l'occasion de mettre en échec la mémoire nationale transmise pendant plus d'un siècle dans l'historiographie. Nous analyserons plus en détail ces pôles antinomiques dans la suite de ce chapitre.

³¹ Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000, 194 p.

³² Gérard Bouchard, *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*, Montréal, Boréal, 2004, 319 p.

6.3 Un réaménagement dénationalisé

Une première série d'interprétations logées dans cette troisième mouvance historiographique de la Révolution tranquille ne se contente plus de dénoncer les errements associés à la technocratisation de l'État comme dans l'historiographie précédente. Il n'est pas uniquement question ici d'une critique d'une partie de l'héritage politique, économique, culturel ou social des réformes des années soixante, il en va aussi d'une remise en question des bouleversements idéologiques qu'elles ont insufflés. En outre, les critiques vont beaucoup plus loin que celles exprimées dans les années soixante-dix et quatre-vingt sur l'embonpoint de l'État, le contrôle qui découlerait de l'appareil technocratique, les manquements des institutions sociales et les attermolements autour de l'identité nationale³³. À l'extrême, certains concluent que la Révolution tranquille n'a peut-être pas fait progresser la société, notamment parce que la question nationale est venue mêler les cartes³⁴. Pour ceux-là, elle est l'objet d'une réinterprétation à l'aune des utopies qu'elle recèlerait et des déceptions qu'elle aurait causées, aux vues de ses prétentions au progrès social. Cette posture prend la forme d'une dénationalisation de l'histoire et d'une neutralisation très importante du rapport à la mémoire canadienne-française³⁵.

³³ Voir certains travaux que nous avons identifiés dans notre chapitre 4, entre autres Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, 381 p. ; Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1978, 235 p. ; Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec : la question nationale*, Paris, François Maspero Éditeur, Petite collection Maspero, no 223, 1979, 232 p. ; Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Paris, Les Presses socialistes internationales, Coll. Études et documentation internationales, 1979, 601 p.

³⁴ Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999, p. 14. Pour une étude de la Révolution tranquille en rapport avec la société civile, on consultera Luc Turgeon, « La grande absente. La société civile au cœur des changements de la Révolution tranquille », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1, 1999, p. 55.

³⁵ Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, 2007, 211 p.

Dans une version moins radicale, cette historiographie exprime non seulement les dénonciations des ratés des années soixante mais aussi, et peut-être surtout, le renoncement à ce que l'histoire nationale avait conservé, depuis au moins les lendemains de l'Acte d'Union, c'est-à-dire la représentation d'une nation cherchant à perdurer dans l'histoire dans des conditions défavorables.

Cette posture s'incarne dans au moins deux modèles que Gérard Bouchard et Jocelyn Létourneau défendent. Le dernier aborde le passé québécois comme celui d'une « formation sociologique³⁶ » qui a su, au fil du temps, bien se tirer d'affaire malgré le discours alarmiste de certaines élites qui tablaient sur la survivance culturelle d'une nation au bord du gouffre³⁷. Pour le professeur de l'Université Laval, l'interprétation romantique sinon dramatique des grands référents de la mémoire canadienne-française biaiserait les représentations du passé québécois et limiterait les perspectives d'avenir à un nécessaire achèvement dans la souveraineté du Québec³⁸. Pour d'autres motifs que ceux de son confrère de Québec³⁹, Bouchard refuse aussi d'écrire l'histoire du Québec en la centrant sur la mémoire canadienne-française. Bien qu'il entretienne en regard de l'idéal national un préjugé favorable, il demeure opposé, comme Létourneau, à une revitalisation de l'univers canadien-français au sens conventionnel du terme, c'est-à-dire centrée sur « l'ethnie » canadienne-française. Pour le professeur de l'UQAC, il faudrait « jeter au feu les souches de la nation canadienne-française » pour lui en proposer de nouvelles, plus conformes à la

³⁶ Substitut mélioratif de nation au sens de Létourneau, voir *Passer à l'avenir*, 2000, p.42.

³⁷ Ce que Pierre Harvey a désigné comme le programme du Canada français non sans attiser des critiques. Voir Pierre Harvey, « Le Canada français comme programme de la bourgeoisie », dans Gilles Gagné (dir.), *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, Québec, éditions Nota Bene, coll. Société, 2006, p. 43-56.

³⁸ Létourneau, *Passer à l'avenir*, 2000, 194 p.

³⁹ On retrouve cette perspective dans Bouchard et Taylor, *Fonder l'avenir*, 2008. Les chapitres 6 et 10 portent sur la nouvelle histoire du Québec.

trame historique en lien avec ce qui a caractérisé le développement des « collectivités neuves »⁴⁰.

Ces deux figures de proue suivies par d'autres proposent un canevas en vue de l'établissement d'une autre histoire du Québec et de la Révolution tranquille⁴¹. Cette dernière rendrait possible une réconciliation nationale à l'heure du pluralisme, car elle réaménagerait la référence canadienne-française en la décentrant de l'étroitesse de l'aventure de cette collectivité. Par rapport au savoir historique ordinaire de l'acteur dont nous avons fait un point de comparaison au cours de cette thèse, cette historiographie témoigne d'une intention nouvelle. Ainsi, nous dit Beauchemin, nous arrivons « peut-être objectivement à la disparition de ce que toute une historiographie nous avait appris à reconnaître comme une aventure unique en Amérique⁴² ». Mais nous verrons également plus loin que, pour le sociologue, le fait de délaisser la mémoire canadienne-française a provoqué une réaction dont le principe premier sera de rappeler qu'une société peut difficilement « passer à l'avenir » si, pour cela, elle doit nier ce qui en a fait une société distincte.

6.3.1 Une autre histoire

Nous l'avons avancé dans notre présentation sommaire de la conjoncture, l'une des caractéristiques de la troisième période se présente sous la forme d'une forte

⁴⁰ Gérard Bouchard, « Jeter les souches au feu de la Saint-Jean-Baptiste », *Le Devoir*, 24 mars 1999.

⁴¹ Létourneau a eu plusieurs occasions de constater la résistance de ses élèves au discours scientifique, notamment dans « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle », *Recherches sociographiques*, 36, 4 (1995), p. 9-45. Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis l'ont aussi souligné dans « La Révolution tranquille à l'épreuve de la "nouvelle" historiographie et de l'approche post-coloniale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1 (1999), p. 75-96.

⁴² Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 86-87

concurrence des mémoires⁴³. La proposition de travail de Gérard Bouchard répond à cette problématique contemporaine. Elle se veut inclusive et rejette toute forme d'ethnisme qu'une certaine historiographie aurait alimentée⁴⁴. L'atteinte d'une « ethnicité zéro » conduit l'auteur à être très critique des disciples de Dumont qui envisagent un quadrillage culturel de l'espace social québécois avec, d'un côté une majorité française, de l'autre des minorités, anglaise, autochtone et allophone⁴⁵. Le projet historiographique « bouchardien » prétend travailler à partir du concept de « nation québécoise », une manière qu'a trouvée l'analyste de se distinguer à la fois des propositions trop étroitement civiques, comme celle de Bariteau⁴⁶, et culturelles, comme celle de Dumont.

Il s'agit en fait d'une représentation fondée d'abord sur l'utilisation et le respect de la langue française. Bouchard croit avoir en main la recette pour qu'une réconciliation nationale au Québec se réalise en contexte de pluralisme. Elle consiste dans le projet d'une « francophonie québécoise » dont le ciment national se réduirait à l'utilisation du français comme langue publique. Une telle représentation de la

⁴³ Cet aspect a intéressé le sociologue Jacques Beauchemin sur lequel nous reviendrons plus loin. Il a entre autres étudié la question dans *Mémoire et démocratie*, 2011. De nombreux ouvrages français ont aussi porté sur cette question, que l'on pense à François Dosse, *L'histoire en miettes: Des «Annales» à la «Nouvelle histoire»*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, 268 p.; Thomas Ferenczi, *Devoir de mémoire, droit à l'oubli?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, 281 p.

⁴⁴ Bouchard a aussi eu l'occasion de présenter sa perception de l'histoire dans des ouvrages collectifs comme «La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation,» dans Robert Comeau, Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, 160 p. ou dans des revues d'histoire comme le *Bulletin d'histoire politique*. Voir « Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 2 (hiver 2001), p. 144-159. Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 157 p. ; Gérard Bouchard et Michel Lacombe, *Dialogue sur les pays neufs*, Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 224 p. ; Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde : essai d'histoire comparée*, Montréal, Éditions du Boréal, 2000, 503 p.

⁴⁵ Geneviève Mathieu, *Qui est québécois ? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, Montréal, VLB éditeur, 2001, p. 101.

⁴⁶ Voir entre autres Claude Bariteau, *18 septembre 2001*, Montréal, Québec/Amérique, 1998, 384 p.

communauté politique permettrait que plus de 94% de la population québécoise se reconnaisse dans l'histoire⁴⁷, mais elle laisse de côté beaucoup d'éléments pour qu'elle reçoive l'aval d'autres analystes pour lesquels existent d'autres motifs que celui de la langue de vouloir vivre ensemble. Nous y reviendrons.

Pour Létourneau, la problématique de Bouchard demeure associée à l'idéal souverainiste et ne correspond pas à la véritable nature de l'histoire québécoise. « L'ambivalence d'êtres » constituerait plutôt le critère historique premier du mode d'agir et d'être des Québécois de souche française. Cette condition historique aurait forgé l'identité canadienne-française tout au long de son parcours⁴⁸. Confronté à la concurrence des mémoires comme son vis-à-vis Bouchard, l'historien de Laval propose de limiter son rôle à celui de « modérateur des récits nationaux pour éviter les dérives historicistes⁴⁹ » que l'on devine associées à tout défenseur d'une histoire nationale. Certains voient dans cette proposition définie autour du concept de « canadianté » un procédé fédéraliste. Il est vrai que l'idée qui consiste à écrire l'histoire à partir de deux majorités canadiennes, francophone et anglophone, ou encore celle d'étudier le Québec dans ses rapports avec les autres provinces, rappelle la posture trudeauiste⁵⁰.

Chez Hubert Aquin, nous rappelle Socqué, l'ambiguïté et l'ambivalence étaient des signes d'une forme de « débilite collective » dont les Canadiens français pouvaient espérer se soigner pour en finir avec la fatigue culturelle du Canada

⁴⁷ Bouchard, *La nation québécoise*, 1999, p. 63.

⁴⁸ Létourneau, *Passer à l'avenir*, 2000, p. 149. Cité dans Mathieu, *Qui est québécois ?*, 2001, p. 116-117.

⁴⁹ Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2002, p. 211.

⁵⁰ Létourneau, *Passer à l'avenir*, 2000, p. 158.

français⁵¹. Depuis Aquin, ajoute l'analyste, l'ambiguïté aurait été associée à l'impuissance et à l'incapacité. Les travaux de Bouchard rejoindraient la position aquinienne « orthodoxe » en ce qu'ils abordent l'ambiguïté et l'ambivalence en tant que symptômes des mêmes maux. Les analyses de Létourneau pourraient par ailleurs « être ici introduites comme l'une des tentatives les plus radicales d'en finir avec l'aquinisme dans la culture québécoise⁵² ». Chez les deux historiens, toutefois, les mythes que les observateurs du Canada français ont proposés seraient devenus inopérants, incapables de toute forme de récupération ou de redressement de la collectivité. Pour Létourneau, les tentatives de « désambivalencer » les Québécois, qu'elles se matérialisent dans l'indépendance ou le dogmatisme fédéraliste, seraient vouées à l'échec, car l'histoire à écrire serait justement celle de leur ambiguïté historique. Voilà une façon originale et peut-être trop optimiste de traiter ce que d'autres ont vu pendant plus d'un siècle comme menant à une impasse. Sans doute doit-on s'interroger sur le prix à payer et les conséquences à terme d'un tel renoncement qui paraît reconduire le statu quo constitutionnel.

C'est l'histoire a-nationale qui constitue le matériau privilégié pour mener à terme cette bataille. Elle a inspiré chez Létourneau le concept d'une « société normale particulière⁵³ » afin de régler la question de la « normalité historique du Québec » posée par Rudin. Cette historiographie aurait ouvert les frontières extérieures et intérieures du Québec, réunissant dans un même discours des éléments liés à l'eupéanité, l'américanité et l'autochtonité « amalgamées au sein d'un creuset

⁵¹ Sur l'ambiguïté, on consultera l'article de Sébastien Socqué, « Historiographie de l'ambiguïté et ambiguïté de la refondation : la querelle de l'ambiguïté dans le Québec contemporain », dans Anne Trépanier (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 52. On verra plus loin comment Jean Bouthillette aborde cette question dans, *Le Canada français et son double*, Montréal, L'Hexagone, 1972, 97 p.

⁵² Socqué, « Historiographie de l'ambiguïté et ambiguïté de la refondation », 2009, p. 53.

⁵³ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 65.

identitaire particulier, celui de la canadianité régénérée dans la québécoité, au reste de l'Amérique, à l'Europe⁵⁴».

Quant à Bouchard, il nourrit sa proposition d'études comparatives en portant son attention non pas sur les grands discours, mais sur le vécu des « petites gens ». Il a ainsi rendu possible l'arrimage du passé québécois à celui de l'ensemble de l'américanité. Le parallèle avec d'autres « collectivités neuves » lui a surtout permis de constater « des grandes noirceurs entre 1920 et 1960 en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis, au Canada, au Québec; des Révolutions tranquilles un peu partout; des effervescences culturelles dans les années 1960-70, etc.⁵⁵ » Or, s'empresse-t-il d'ajouter, les particularités ne sont pourtant pas écartées pour autant. Dans *Genèse de la nation*, l'observateur étale les fausses identités et les fausses différences. Il cherche à cerner la vérité et à corriger l'histoire nationale en montrant que les particularités historiques dont peut se réclamer l'histoire du Québec ne justifient pas les prétentions à la singularité, non plus qu'elles ne devraient refermer la collectivité sur elle-même⁵⁶.

Chez Létourneau, l'historiographie, malgré toutes les nouvelles perspectives qu'elle a développées depuis un demi-siècle, n'aurait pas réussi à déconstruire le schème de représentation du passé que l'approche culturelle a légué depuis Garneau. L'histoire dont se réclame la proposition de Bouchard n'aurait pas su produire le récit porteur d'un sens positif. Le discours de la nation malheureuse y serait encore trop associé. Il aurait comme principale faiblesse de faire de l'histoire canadienne et québécoise une juxtaposition de sous-cultures, privilégiant la micro-histoire à une

⁵⁴ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 76.

⁵⁵ Bouchard, *Genèse des nations*, 2000, p. 400.

⁵⁶ Gérard Bouchard, « Le Canada français comme période historique », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 277.

vision métahistorique, notamment sous l'impulsion des *limited identities* ⁵⁷. Malgré les avancées de la science historique, Létourneau en constate l'échec. Sondant ses étudiants à plusieurs reprises, il remarque qu'ils demeurent persuadés que le Québec est sorti d'un Moyen âge québécois dans les années soixante⁵⁸. Autrement dit, les Québécois demeurent attachés à une vision culturelle de l'histoire dont Bouchard lui-même n'arriverait pas à se déprendre, et ce, en dépit de tous les coups portés à l'histoire victimaire.

Pour Létourneau, l'aspect scientifique ou heuristique du concept de nation n'a pas de valeur scientifique. De son point de vue, au lieu de reconduire un nationalisme qui ne fait l'objet d'aucune réflexion chez Bouchard qui l'utilise comme postulat de départ, il serait plus intéressant d'aborder le passé en désignant le Québec en tant que « communauté politique québécoise, de collectivité québécoise, de société québécoise, de culture québécoise, de groupement par référence, de monde culturel, de conscience nationale, d'espace public commun, de sentiment nationalitaire⁵⁹ ». Les idées développées par son confrère de l'UQAC ne se distingueraient pas des représentations nationalistes « de déphasage et de retard, de décalage et de blocage, de repli et de focalisation sur soi, d'enclavement et d'immobilisme, de traditionalisme et de ruralité, d'homogénéité et de singularité, de cléricalisme et d'antiétatisme, de classe ethnique et de grande noirceur⁶⁰ ».

⁵⁷ Létourneau, *Passer à l'avenir*, 2000, p. 86. Une critique que Granatstein aura faite à l'histoire sociale canadienne-anglaise en montrant comment elle a mis en échec le grand récit national canadien auquel les historiens du ROC devraient revenir. Voir Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, Toronto, Harper Collins, 1998, 156 p.

⁵⁸ Létourneau, « La production historique courante », 1995.

⁵⁹ Jocelyn Létourneau, « Y a-t-il une "nation québécoise"? Est-il impératif qu'elle adienne? », *Argument : Politique, société et histoire*, vol. 5, no 1 (automne 2002-hiver 2003), p.101.

⁶⁰ Létourneau, « Y a-t-il une "nation québécoise"? », p.145-146.

Bref, elles seraient inappropriées pour rendre compte de l'expérience historique québécoise dans son ensemble. Au contraire, il faudrait accepter que « les Canadiens français ont su jouer aussi leurs cartes de manière fort habile sur le plan politique de même que, depuis une quarantaine d'années, sur le plan économique⁶¹ ». Plutôt que de s'écraser devant leurs opposants, ils auraient résisté et négocié « avec et contre le pouvoir anglais, pour se ménager un espace politique d'épanouissement dans le cadre d'une dynamique de collaboration et d'affrontement, de participation et d'opposition avec et contre la majorité anglophone⁶² ». C'est ainsi que s'exprimerait l'ambivalence d'être à laquelle Létourneau s'accroche.

Le fait que la société québécoise se soit reprise en main grâce à l'interventionnisme de l'État durant la Révolution tranquille demeure pour Létourneau un discours honnête historiquement, mais vide de sens pour les contemporains. « C'est notamment, écrit-il, pour conceptualiser la nature compliquée, mais tout de même réelle, du rapport continu du Québécois francophone avec le Canadien français que j'ai forgé l'expression de Québécois d'héritage canadien-français⁶³. » L'observateur cherche de cette façon à actualiser la référence canadienne-française dans l'histoire du Québec contemporain. C'est dans ce sens qu'il se fait l'apôtre d'une histoire complexe qui s'accommode mal des récits nationaux, souvent réfractaires à la pluralité des points de vue. « Or, ajoute-t-il, l'histoire du Québec ne peut être présentée, sous peine de simplification abusive et surdétermination de la méthode par la mémoire, comme l'histoire d'une Nation en soi, pour soi et allant de soi⁶⁴. » Il faudrait donc regarder le passé en cessant de se limiter aux impératifs identitaires.

⁶¹ Létourneau, «Y a-t-il une "nation québécoise"? », p.146-147.

⁶² Létourneau, «Y a-t-il une "nation québécoise"? », p.151.

⁶³ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 36.

⁶⁴ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 66.

Dans la même veine, des interprétations comme celle de Frédéric Boily suggèrent que le paradigme nationaliste « suppose une unité que le Québec n'a plus a ou n'a pas peut-être même jamais eu (sic), compte tenu que Montréal a, d'une certaine façon, toujours plus ou moins été une entité "indépendante" par rapport au reste du Québec ». Ici aussi, se défaire du discours national constituerait la solution la plus prometteuse pour l'histoire et ce sens nouveau peut se comprendre en fonction d'un aménagement de la mémoire canadienne-française dont les racines doivent être complètement révisées, bien au-delà du sens commun, toujours en contradiction avec les références mémorielles qui continuent pourtant d'alimenter le savoir historique ordinaire de l'acteur⁶⁵.

Les propositions théoriques de Bouchard et Létourneau, qui ne trouvent pas au cours de la période de point de rencontre officiel malgré certaines préoccupations communes, se rejoignent toutefois dans l'idée selon laquelle il faut sortir du discours misérabiliste et homogénéisant qu'une première historiographie de la Révolution tranquille avait mis en récit et dont l'ascendance sur la mémoire collective perdure. Bien que leurs propositions historiographiques s'opposent quant à la nécessité d'entretenir un dialogue avec la nation, ils sont mus par les mêmes ambitions à l'égard des possibilités d'une nouvelle histoire du Québec. Les deux interprètes veulent entre autres se détourner du pessimisme notoire des théoriciens du néonationalisme⁶⁶.

⁶⁵ Frédéric Boily, *Plaidoyer pour une histoire postnationale de l'expérience québécoise*, 2003. Texte en ligne produit dans le cadre des travaux du chercheur alors qu'il était à la Chaire de recherche du Canada en histoire et en économie politique du Québec contemporain dirigée par Jocelyn Létourneau.

⁶⁶ Gérard Bouchard refuse d'attribuer l'étiquette néonationaliste de façon spécifique à Maurice Séguin, Voir Robert Comeau et Josiane Lavallée (dir.), *L'historien Maurice Séguin, théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 185 p.

Létourneau explore d'autres voies d'avenir qu'il estime découvrir dans un projet qui ne serait pas consacré au maintien d'une mémoire autocentrée. Comme chez Bouchard, l'outillage méthodologique et théorique de l'histoire sociale doit être utilisé pour repenser la narration historique du Québec sur un mode qui lui offrirait les moyens de « passer à l'avenir sans dénaturer ce qu'elle a été dans le temps⁶⁷ ». Pour Bouchard, le défi entourant le rapport à la mémoire rejoint cette idée, car « c'est le processus général de la construction de la mémoire au Québec » qui l'interpelle en raison de sa dimension négative nettement exagérée par rapport à ce qu'il observe dans des sociétés au parcours similaire⁶⁸.

Ces auteurs optent pour une histoire du Québec d'avant la Révolution tranquille qui ne serait pas celle d'une société fermée. Si une telle interprétation a pu exister et qu'elle demeure inscrite dans le savoir historique ordinaire de l'acteur, c'est que certaines élites ont pu tirer avantage à préserver une touche d'authenticité nationale dans la différence aux autres. En somme, Létourneau et Bouchard sont des tenants d'une approche historique qui « voulait réformer la science historique à la fois sur le plan thématique (intérêt accru pour les rapports de classes, pour les inégalités, etc.) et sur le plan plus général de la démarche (l'attention portée au collectif et aux acteurs sociaux)⁶⁹ ». Ils projettent d'écrire une histoire du Québec qui en finirait avec le discours misérabiliste que l'on réduit à la mémoire canadienne-française et aux empêchements dont elle serait responsable.

⁶⁷ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 15-16.

⁶⁸ Bouchard, « Le Canada français comme période historique », 2006, p. 277.

⁶⁹ Les anniversaires sont souvent d'excellents prétextes pour dresser des bilans. En 1997, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Bouchard était responsable de mener à bien une analyse sur l'état de l'histoire sociale au Québec. Il devait évaluer les contenus thématiques de la *Revue*. Le lecteur retrouvera les résultats de cette recherche dans Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexion sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 254-255.

Enfin, le malaise face à la mémoire canadienne-française et les points de dissensions entre Bouchard et Létourneau se résument bien à partir de la controverse qui a suivi le dépôt du Rapport Bouchard-Taylor. Les pages consacrées à l'histoire dans le rapport proposent une représentation du passé qui demeure, pour Létourneau, trop collée au discours traditionnel noyant l'histoire dans une expérience douloureuse. À l'heure du pluralisme identitaire, les nouveaux arrivants seraient invités à joindre les Québécois de souche française en partageant avec eux leurs mésaventures et réussites respectives⁷⁰. Si d'autres observateurs que nous aborderons bientôt reprochent à cette optique de sacrifier le rapport à la mémoire canadienne-française, Létourneau estime, lui, au contraire, qu'elle se fait l'héritière d'une tendance historiographique lourde rappelant trop les archétypes contenus dans le savoir historique ordinaire de l'acteur.

Nous l'avons dit, pour Bouchard, il n'y a pas de projet national sans mythes, mais ceux-ci doivent être porteurs de sens et s'actualiser dans la pensée contemporaine afin d'être mobilisateurs. Ainsi, depuis « l'archémythe » qu'a été la Révolution tranquille, lequel succédait à un autre tout aussi puissant, c'est-à-dire celui de la survivance, « se serait produite une fragmentation du mythe, une configuration mythique plus habituelle dans l'histoire des sociétés » dont l'interculturalisme, la laïcité, l'américanité, la modernité, la souveraineté politique, la québécoité, l'ascension de Québécois dans le monde des affaires⁷¹ rendent compte.

L'interculturalisme est la réponse offerte par Bouchard dans le rapport qu'il a cosigné avec Taylor pour mettre un terme à la crise des accommodements raisonnables. On a reproché à ce concept sa confusion avec le multiculturalisme alors

⁷⁰ Létourneau, *Le Québec entre son passé*, 2010, p. 95-96.

⁷¹ Solange Lefebvre, « Commission Bouchard-Taylor. Genèse d'une réflexion sur la laïcité », dans Plamondon et de Vaucher (dir.), *Les enjeux du pluralisme*, 2010, p. 218.

que le principal intéressé estime, non sans ironie, qu'il s'agit d'un modèle original qui aurait le « désavantage » de partager l'approche pluraliste largement défendue dans le multiculturalisme. Or Bouchard souligne qu'il y a dans l'approche retenue un élément de différenciation majeur qui consiste à reconnaître, à l'inverse du multiculturalisme, « qu'il y a bel et bien au sein de la nation québécoise une culture majoritaire dont la fragilité est un attribut permanent » et que cette réalité sociologique logée dans une mémoire longue rappelle les « combats que les Francophones du Québec ont dû mener au cours de leur histoire⁷² ». Il revient ainsi à l'interculturalisme de jeter les bases permettant d'articuler la mémoire de la nation désireuse de perdurer aux composantes culturelles issues de l'immigration.

Il s'agit moins ici de revenir en profondeur sur la question de l'interculturalisme que de montrer en quoi le concept représente, au-delà de la défense d'une culture majoritaire rattachée à une mémoire nationale, une critique implicite des thèses attachées à l'illustration du difficile parcours d'une nation minoritaire en Amérique. Les « valeurs coutumières » dont parle Bouchard sont celles que véhicule la mémoire canadienne-française. Bouchard insiste sur l'importance de faire d'elles l'arrière-plan culturel de la rencontre de la diversité. Mais, de son point de vue, la question se pose de savoir jusqu'où et dans quelle mesure il faudrait les promouvoir, car « [l]e problème qui se pose, évidemment, c'est de fixer une limite à l'utilisation de ce critère ou de cette norme : jusqu'où peut-elle s'exercer légitimement⁷³? » Bouchard souhaite baliser le recours à celles-ci, les encadrer de manière à ce qu'elles servent l'harmonisation des rapports sociaux, un principe qu'il partage avec Létourneau, et non pas le développement de tensions intercommunautaires.

⁷² Bouchard, « Laïcité québécoise de l'interculturalisme », 2010, p.129-130.

⁷³ Bouchard, « Laïcité québécoise de l'interculturalisme », 2010, p. 110.

6.3.2 Une révolution pour le pire

Dumont parlait de la Révolution tranquille en termes de rénovation culturelle. L'artiste aurait remplacé le prêtre et aurait exprimé le nouvel être Québécois⁷⁴. La nouvelle culture, ajoutait Dion, aurait donné confiance aux Canadiens français qui en avaient bien besoin en leur offrant « la conviction [qu'ils] s'épanouiront en s'affirmant, en étant présents au monde et non plus en s'isolant⁷⁵ ». En 2005, l'essayiste Paul-Émile Roy souhaitait que l'on redécouvre ce qui avait constitué l'essence de la Révolution tranquille, c'est-à-dire qu'elle aurait été « avant tout une Révolution nationale⁷⁶ ». Si l'on peut reprocher à l'auteur d'avoir confondu Révolution tranquille et naissance du projet d'indépendance nationale, la seconde étant plutôt une conséquence de la première, l'analyste a sans doute raison sur le fond lorsqu'il s'en prend à ceux qui veulent « défaire » la Révolution tranquille en minant l'idéal de justice sociale et le désir de redressement de l'Histoire qui lui sont liés. À sa façon, Roy dénonce les conséquences d'une banalisation abusive de la mémoire canadienne-française que l'on verra maintenant.

Les interprétations de la Révolution tranquille, que nous plaçons sous le label d'un rejet de la mémoire canadienne-française, se font critiques des réformes réalisées sous le couvert d'une intention nationale. La première conséquence de ce type de discours serait celle de réduire la Révolution tranquille à un ensemble de réformes dont l'issue est plus ou moins heureuse. Le redressement national découlant de la Révolution tranquille, qui n'échappait pas totalement aux observateurs de la

⁷⁴ Rapporté dans Daniel D. Jacques, *La fatigue politique du Québec français*, Montréal, Éditions du Boréal, 2008, p. 28.

⁷⁵ Dion, *La Révolution déroutée*, 1998, p. 49.

⁷⁶ « [...] il faut admettre, et cela me semble évident, que la Révolution tranquille est avant tout une Révolution nationale. » Roy, *Il faut achever*, 2005, p. 24.

période précédente, serait dès lors mis de côté dans une tentative que Bock-Côté associe au processus général de dénationalisation de l'histoire⁷⁷. La pertinence de l'État providence se voit remise en cause et sa critique se confond avec celle de la Révolution tranquille⁷⁸.

L'État providence n'aurait pas su régler les problèmes auxquels le Québec faisait face dans les années soixante⁷⁹. Les bons coups économiques que chérissaient les premiers interprètes de la Révolution tranquille – qu'on pense à la Caisse de dépôts et de placements ou encore aux organismes subventionnaires – seraient compromis par un État qui, au nom de la social-démocratie et de l'idéal national, n'aurait réussi qu'à maintenir le Québec en queue de peloton des sociétés occidentales. Les ambitions nationales au fondement de l'interventionnisme étatique auraient hypothéqué l'avenir de la province en l'isolant davantage. Les coûts sociaux d'un tel échec politique constitueraient des raisons suffisantes pour que cesse toute célébration de la Révolution tranquille⁸⁰.

Les critiques en veulent encore bien sûr à la technocratie, qui aurait détourné l'esprit de la Révolution tranquille en substituant à l'idéal de justice sociale une lourdeur administrative paralysante⁸¹. Elles s'en prennent à l'omniprésence de l'État,

⁷⁷ Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, 2007, 211 p.

⁷⁸ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans Bélanger, Comeau et Métivier (dir.), *La Révolution tranquille*, 2000, p. 21-41.

⁷⁹ Les auteurs comme Jean-Luc Migué et Gilles Paquet ne représentent que la frange radicale d'une remise en place de l'impact de la Révolution tranquille. Voir Jean-Luc Migué, *Étatisme et déclin du Québec*, Montréal, Les Éditions Varia, 1998, p. 117. Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, 1999, 159 p.

⁸⁰ Migué, *Étatisme et déclin*, 1998, p. 207.

⁸¹ Même les défenseurs actuels de la Révolution tranquille le concèderont, la technocratisation pose un problème lorsque vue comme unique régulateur social. Jacques Beauchemin, « La Révolution tranquille : le temps du désenchantement », dans Bélanger, Comeau et Métivier (dir.), *La Révolution tranquille*, 2000, p. 99.

à sa bureaucratie tentaculaire et onéreuse, à sa propension à tout vouloir gérer et contrôler. Ce qui se démarque de ces positions critiques des mesures adoptées dans les années soixante, c'est l'engouement pour les valeurs communautaires tout comme pour les politiques non interventionnistes des gouvernements québécois d'avant soixante. La pauvreté canadienne-française, si présente dans l'historiographie, ne doit plus faire l'objet d'un accablant collectif; derrière le porteur d'eau se serait trouvé un être communautaire sachant naviguer à travers des vents contraires.

La Révolution tranquille aurait hypothéqué ce communautarisme qui, s'il avait survécu, aurait empêché l'individualisme et l'économie de consommation de bouleverser la société québécoise. En tablant sur la « trame d'institutions traditionnelles (famille, religion, communauté) », des observateurs tentent de montrer que les Canadiens français ont honorablement fait face à la tempête d'une histoire mal connue⁸². Ce « soubassement social », comme Paquet le désigne, aurait permis de maintenir un taux de croissance durant une période qui a été longtemps considérée sous le signe du « retard ». En restreignant l'interventionnisme économique du gouvernement, Duplessis n'aurait pas retardé le développement économique de la province, il aurait participé à son essor, notamment à celui de l'entreprise francophone⁸³. Afin de tirer leur épingle du jeu en période de forte concentration du capital dans la première partie du vingtième siècle, les Canadiens français auraient développé un modèle dynamique qui se situe entre la petite entreprise traditionnelle et la grande industrie⁸⁴.

⁸² Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, 1999, p. 17.

⁸³ Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, 1999, p. 89.

⁸⁴ Duplessis, avec les moyens dont il disposait, aurait ainsi favorisé ce communautarisme économique. S'il y a eu effectivement quelques ratés, quelques injustices, quelques dérapages avant 1960 qui ont fait long feu, ils dépendent « moins du manque d'entrepreneuriat que de la conjonction d'une lourde hypothèque géotechnique et d'une organisation sociale de type "bureaucratique" qui réagit avec lenteur ». Paquet, *Oublier la Révolution tranquille*, 1999, p. 25.

La thèse de Paquet rejoint deux grands thèmes développés par Létourneau et Bouchard pour contrer le discours empreint de misérabilisme légué par les premiers interprètes de la Révolution tranquille⁸⁵. Elle soutient d'abord, comme chez les premiers, que « l'on en a indûment sous-estimé la pérennité, la progressivité et la résilience⁸⁶ » au Canada français ou que l'on doit s'intéresser à « toute une série de stratégies astucieuses du groupe canadien-français entre la Conquête et la Confédération, et dans l'après⁸⁷ ». Elle emprunte ensuite à l'analyse de Bouchard l'intérêt que ce dernier porte à la « culture de base » libre du poids des idées, loin des « fausses représentations » :

Voilà pourquoi le retour à la culture de base est important. C'est la seule façon de faire que ces « fausses représentations » soient condamnées à être temporaires. Et c'est ce qui se produit. J'en veux pour preuve le fait qu'on ne puisse plus lire sans un certain sourire quelques-uns des écrits des derniers trente ans, et qu'on n'a même plus besoin d'ironiser pour souligner le caractère délirant de certaines caricatures sociohistoriques qui avaient valeur canonique il y a une décennie ou deux⁸⁸.

L'analyse de Paquet réaménage la mémoire canadienne-française dans une ambitieuse tentative de discréditer « le chromo misérabiliste du Canada français souffrant d'un conservatisme chronique avant le second XX^e siècle⁸⁹ ». Elle défend un type de gestion dans lequel les anciennes solidarités canadiennes-françaises tiennent lieu de modèle viable alors que les plus récents cadres économiques hérités de la Révolution tranquille auraient précipité les finances publiques dans un gouffre sans

⁸⁵ On est déjà en train de rire des Rioux et autres : « Toute une génération d'historiens et de spécialistes [Rioux, Guindon, Trudeau] des sciences humaines au Canada va avaler cette couleuvre et répéter sans une once de critique ce diagnostic de Miner et Hughes. » Gilles Paquet, « Le Canada français dans sa culture », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 124.

⁸⁶ Paquet, « Le Canada français dans sa culture », 2006, p. 115.

⁸⁷ Paquet, « Le Canada français dans sa culture », 2006, p. 118.

⁸⁸ Paquet, « Le Canada français dans sa culture », 2006, p. 126.

⁸⁹ Paquet, « Le Canada français dans sa culture », 2006, p. 123.

fond⁹⁰. La revalorisation de la structure économique d'antan va au-delà de ce qu'avaient démontré les travaux de Bourque et *al.* Il n'est plus question de soutenir que la gestion duplessiste était de son temps, c'est-à-dire libérale comme celle d'autres sociétés occidentales, elle est désormais synonyme d'une gestion efficace que les réformes des années soixante auront sapée. On repousse ainsi la limite franchie par les observateurs les plus critiques de la Révolution tranquille des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

En plaidant pour un retour à une pleine libéralisation des marchés économiques, notamment par une moins grande implication de l'État, un analyste comme Paquet revalorise une conception du capitalisme qui, pour d'autres raisons et à une autre époque, avait inspiré de nombreux griefs. Puisque le nouveau modèle n'a pas porté fruit, peut-on envisager tirer du passé ce qui semblait à terme porteur d'un enrichissement collectif? Peut-être, aussi, n'aurait-il pas fallu se détourner des cadres existants au moment de la Révolution tranquille⁹¹? En y regardant bien, soutient l'économiste en faisant intervenir des éléments de la « culture seconde » telle que précisée par Caldwell en tant que trame en constante évolution⁹², on peut voir des choses étonnantes que la culture seconde cachait, entre autres :

⁹⁰ Voir entre autres Josiane Lavallée, « Oublier la Révolution tranquille : une réécriture de l'histoire au service d'une idéologie », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, no 1 (automne 1999), p. 7-9. Dans le numéro suivant (nos 2-3), le *BHP* présente une série d'articles sur le livre de Paquet. Éric Pineault, « Commentaire du livre *Oublier la Révolution tranquille* par Gilles Paquet », p. 331-341 ; Jacques Beauchemin, « Oublier la Révolution tranquille et avec elle... le politique », p. 342-346 ; Jacques Pelletier, « Faut-il liquider la Révolution tranquille ? », p. 347-361 ; Gilles Paquet, « Prendre au sérieux la commensalité. Réponse à quelques commentaires sur *Oublier la Révolution tranquille*, pour une nouvelle socialité », p. 362-377.

⁹¹ Jean Gould, « Le genèse catholique d'une modernisation bureaucratique », dans Stéphane Kelly, (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 171.

⁹² Gary Caldwell, *La culture publique commune. Les règles du jeu de la vie publique au Québec et les fondements de ces règles*, Québec, Éditions Nota bene, 2001, 191 p.

[...] une cohérence particulière tout au long des derniers deux siècles. On trouve la trace de cette culture individualiste, dynamique et entrepreneuriale depuis la fin du XVIII^e siècle, et le dossier documentaire permet de remettre en question bon nombre de mythes inventés par la « culture seconde »⁹³.

Les thèses de Migué logent à la même enseigne. Elles contestent la représentation de la Révolution tranquille qui a fait d'elle un facteur de progrès. L'auteur critique lui aussi la véracité du récit d'une nation opprimée libérée dans les années soixante des pesanteurs du passé. Pour Migué, le Québec créé par les « pères de la Révolution tranquille » coûterait trop cher aux Québécois. À un demi-siècle de distance, il faudrait se rendre compte que cela n'aura satisfait que certains privilégiés⁹⁴. La critique s'étend à tous les organes de l'État que l'on présente comme des monopoles publics, dont celui de l'éducation⁹⁵. Ce dernier ferait la preuve que tout va mal, que les réformes des années soixante n'ont fait que créer une relève médiocre⁹⁶. « L'erreur québécoise » découlant des réformes, ainsi que le rapporte Paquet, se résumerait au refus des gouvernements successifs de ralentir le train des investissements au moment opportun. Pour éviter la grogne populaire, par souci électoraliste peut-être, l'État québécois aurait maintenu pour ses employés des salaires élevés afin de stimuler artificiellement l'économie⁹⁷.

Une à une, les institutions destinées à la promotion d'un État québécois fort et apte à soutenir les Canadiens français se retrouvent critiquées par des observateurs désireux de rompre avec une certaine représentation de la Révolution tranquille. Mais

⁹³ Paquet, *Le Canada français*, 2006, p. 119.

⁹⁴ Migué, *Étatisme et déclin*, 1998, p. 55.

⁹⁵ Une critique reprise dans plusieurs contributions de l'ouvrage de Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Québec, Éditions Nota Bene, 1999, 294 p.

⁹⁶ Migué, *Étatisme et déclin*, 1998, p. 74.

⁹⁷ Paquet, *Oublier la Révolution*, 1999, p. 32.

ce qui est surtout présenté se résume en une dénonciation du développement de l'État provincial en État national avec tout ce que cela comporte d'investissements. Les Québécois auraient alors fait de biens mauvais choix que Migué exprime en même temps qu'il confirme le basculement des perspectives liées à la Révolution tranquille⁹⁸. Il faut lui laisser le soin d'exprimer cette thèse pour le moins surprenante :

Il est donc vrai que la Révolution tranquille a marqué chez nous un tournant de l'évolution économique et sociale, mais un tournant pour le pire. [...] Le Québec est donc engagé depuis plus de trente ans dans un processus de dépérissement prolongé, une sorte de catastrophe qui se déroule au ralenti⁹⁹.

D'autres observateurs comme Daniel Jacques expriment aussi cet « irrépressible désir de rompre avec un passé désormais jugé accablant¹⁰⁰ ». Ils souhaitent qu'on en finisse avec le rejet d'un ordre politique grossièrement résumé au clérico-nationalisme. Il s'agirait de reconsidérer le rapport de l'histoire à son héritage canadien-français dans une perspective qui n'est plus celle d'une sortie de la Grande Noirceur. Le nationalisme issu de la Révolution tranquille, acte politique fondateur pour plusieurs, deviendrait source de questionnements majeurs. À cet égard, la proposition de Jacques rejoint celle de Jocelyn Maclure en ce qu'elle se fait autant l'écho, quoique de manière pour ainsi dire opposée, d'un réaménagement de la mémoire.

Ces auteurs, que beaucoup de choses opposent par ailleurs, proposent de revoir la Révolution tranquille comme lieu d'enfouissement d'un projet de société articulé. Ils croient constater l'épuisement d'un tel discours, comme le plaident

⁹⁸ Elles rencontreraient, dit-on, simplement l'appétit nationaliste de privilégiés, dira Migué, *Étatisme et déclin*, 1998, p. 81.

⁹⁹ Migué, *Étatisme et déclin*, 1998, p. 25.

¹⁰⁰ Pour d'autres, « [c']est le sentiment d'un tel échec collectif, d'un tel inachèvement dans notre être commun » qui pousse à la remise en jeu des choix nationaux inhérents à la Révolution tranquille. Jacques, *La fatigue politique*, 2008, p. 21.

Bouchard et Létourneau en termes d'impuissance et d'ambiguïté. Pour Jacques, la fracture est récupérable; « [i]l y a là, dit-il, un élément de continuité qui traverse notre destin, au-delà de la rupture opérée par l'imaginaire révolutionnaire, et qui permet d'enlacer autrement les différents moments de notre devenir collectif¹⁰¹ ». Le questionnement du philosophe rappelle qu'à défaut d'indépendance nationale, le retour au cadre canadien-français demeure la meilleure option. S'agirait-il d'une option de désespoir?

Maclure est plus optimiste, quoique animé du même désir de rompre avec « l'esprit mélancolique » des nationalistes qui ont pleuré le sort de la nation canadienne-française. On doit rejeter ce cadre d'analyse, non parce que l'indépendance nationale est inatteignable, mais parce que, faute de sa réactualisation dans le Québec des années deux mille, il ruine les chances de le faire avancer comme société moderne. Il faut dans ces conditions trouver le moyen d'aller au-delà du discours « nationaliste mélancolique, parfois triste et résigné, souvent véhément et séditieux¹⁰² », car il ne s'agit que de récupération de propositions historiographiques remontant aux années cinquante et soixante¹⁰³. Le réaménagement du rapport à la mémoire doit mener à la dissolution d'un univers canadien-français porteur de meurtrissures et d'échecs.

En somme, ces travaux sur la Révolution tranquille cherchent à réaménager le rapport à la mémoire canadienne-française en faisant basculer les repères d'une représentation historique du Québec séculaire. Ils répondent à l'appel de révision d'un passé national estimé contraignant et peu porteur pour l'avenir. Bouchard

¹⁰¹ Jacques, *La fatigue politique*, 2008, 160 p. 13.

¹⁰² Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Montréal, Québec/Amérique, Coll. Débats, 2000, p. 31.

¹⁰³ Maclure, *Récits identitaires*, 2000, p. 34-35.

résume le défi en ces mots : « Ce que je veux faire ressortir, c'est que d'autres sociétés dont le dossier historique est semblable à celui du Québec ou même plus "compromettant" ne vivent pas la même inhibition, ne se sont pas donné de Grande Noirceur¹⁰⁴. » Paradoxalement, ajoute-t-il, l'histoire nous enseigne que nous n'avons pas de réelles raisons d'avoir honte¹⁰⁵.

Des monuments s'écroulent en suivant cette lecture de l'histoire et non seulement celui de la Révolution tranquille. Le réaménagement du rapport au savoir historique ordinaire de l'acteur a certes permis de découvrir une autre dimension du passé québécois en le déculpabilisant partiellement, mais pourquoi devrait-on pour cela se dispenser d'indicateurs qui rappellent la présence d'une communauté culturelle dont la cohérence est assurée par sa dimension nationale? Nous concluons cette thèse en allant au cœur d'un autre aspect historiographique : il ne s'agit pas de réinventer la mémoire, d'en atténuer les thèmes les moins porteurs d'avenir, d'en magnifier les signes d'une modernité précoce ou encore d'y déceler une propension hâtive au pluralisme, mais de rétablir la mémoire dans le fil d'une certaine continuité historique.

6.4 Un réaménagement nationalisé

La dénationalisation du rapport à la mémoire canadienne-française est intimement liée à un contexte d'ouverture au pluralisme identitaire où s'impose une refonte du nationalisme de manière à le rendre conforme aux exigences de la diversité culturelle. L'une des conséquences, écrit Beauchemin, consiste à voir la parole canadienne-française contestée : « C'est ainsi qu'ont fleuri des histoires du Québec

¹⁰⁴ Bouchard, « Le Canada français comme période historique », 2006, p. 277.

¹⁰⁵ Bouchard, « Le Canada français comme période historique », 2006, p. 229.

dont chacune prétend rendre son dû aux oubliés du grand récit de la québécoité¹⁰⁶.» Des observateurs contemporains comme Bouchard et Létourneau auraient banalisé « le patrimoine à partir duquel il fallait maintenant affirmer le nous-collectif¹⁰⁷ ». Leur proposition suggérant de réinventer le rapport au savoir historique ordinaire de l'acteur est d'autant plus frappante qu'elle suggère comme panacée au malaise identitaire québécois une interprétation « sur mesure » du parcours québécois adaptée aux nécessités d'une société ouverte et pluraliste. Cela implique de tirer un trait sur une partie de la culture historique nationale qui a pourtant servi de référent pendant des siècles. En l'espace de quelques années, on l'aura marginalisée.

Cette posture atteint une limite lorsque des analystes commencent à mesurer son incidence politique. Dumont fait partie des premiers à s'en être inquiété en refusant le concept de « nation québécoise » hérité des années soixante et entretenu par la nouvelle histoire¹⁰⁸. Il proposait plutôt de renouer avec l'intention nationale canadienne-française. Bientôt, des voix s'ajoutent à la sienne afin de repenser l'histoire du Québec autrement qu'à travers le prisme du pluralisme ou le besoin de satisfaire des demandes de reconnaissance mémorielle. Cette tendance que nous analysons maintenant est particulièrement intéressante en ce qu'elle découle directement des « excès » de la perspective révisionniste¹⁰⁹.

¹⁰⁶ Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 83.

¹⁰⁷ Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 82.

¹⁰⁸ Dumont, *Raisons communes*, 1997, 260 p.

¹⁰⁹ C'est entre autres l'optique de Jacques Beauchemin et Gilles Bourque dont les travaux sur le duplessisme ont été vus comme emblématiques du révisionnisme. Voir la synthèse du débat sur la question de la révision du duplessisme que présentent Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, 397 p. La position de Lamonde est aussi intéressante en ce qu'il a travaillé à montrer l'américanité culturelle du Québec alors que récemment il participe, comme on le verra, à produire une histoire du Québec dans laquelle la dimension religieuse est fondamentale.

Dans la seconde moitié de la décennie quatre-vingt-dix s'ouvre ainsi un nouveau chapitre de l'historiographie de la Révolution tranquille. Plusieurs contributions dont celles de Thériault, Beauchemin, Bock-Côté, Bock et Méchoulan ne s'inquiètent pas du naufrage de la mémoire canadienne-française dans l'histoire comme s'il s'agissait d'un patrimoine inviolable. Ils le déplorent parce qu'ils demeurent convaincus, comme Dumont, qu'elle peut être pertinente pour l'analyse du Québec contemporain et de son histoire. Ils y arrivent non seulement en réhabilitant des acteurs sociaux marginalisés dans une autre historiographie, mais en reconsidérant pour l'avenir une forme de réenchancement historiographique de la mémoire canadienne-française et de la culture qui la portait. Il y a aussi au sein de cette autre voie historiographique un fort courant privilégiant l'étude de la dimension religieuse inhérente à la fois à l'histoire et à la mémoire. Les travaux de Ferretti, Warren, Meunier, Gauvreau et autres témoignent de cet autre aspect de la nouvelle dynamique historiographique¹¹⁰.

Depuis plus d'une décennie émerge ainsi une autre vague historiographique dans laquelle s'exerce une nouvelle forme de réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française que nous regroupons en deux dimensions : religieuse et nationale. Malgré leur originalité respective, ces interprétations démontrent une certaine cohésion qui prend la forme d'une inquiétude partagée autour de la distance s'installant entre la mémoire et l'histoire. Le constat de Rudin ne consistait-il pas à rappeler cette particularité du discours historien, à savoir que celui-ci avait délaissé

¹¹⁰ Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'église catholique au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 208 p.; E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002, 207 p.; Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 457 p.; E.-Martin Meunier, *Le pari personnaliste : Modernité et catholicisme au XX^e siècle*, Montréal, Fides, 2007, 369 p. Dominique Marshall ira quant à elle explorer les avenues sociales et économiques menant à l'apparition de l'État providence au Québec dans *Aux origines de l'État-providence*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

tout un univers de référence que l'on peut résumer en celui de la mémoire canadienne-française et son corolaire social, c'est-à-dire le savoir historique ordinaire de l'acteur? Voyons comment se déploie cet autre réaménagement de la mémoire dans de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille dont le message tend à rappeler que l'on peut faire une histoire scientifique sans rejeter les fondements du savoir historique ordinaire de l'acteur.

6.4.1 La dimension religieuse de la Révolution tranquille

En tenant compte de la conjoncture, on pourrait être surpris de constater la proportion d'ouvrages du corpus qui s'intéressent à une dimension particulière de la Révolution tranquille et qui ne sont pas sans évoquer une composante de la mémoire canadienne-française. Il s'agit de la dimension religieuse. Bien que présente dans l'historiographie précédente dans les travaux entre autres de Fernand Dumont, Nive Voisine, Jean Hamelin, Nicole Gagnon, Pierre Savard, Serge Gagnon, Louis Rousseau, Guy Laperrière et Micheline Dumont¹¹¹, la dimension religieuse s'est retrouvée submergée par un modèle interprétatif intéressé d'abord par la modernisation de l'État, de l'économie et de la société. Ils sont plusieurs en fait à s'étonner que les nouveaux interprètes, n'ayant souvent aucune expérience du Canada français, basent leurs observations sur une série d'ajustements ayant permis l'apparition d'un nouveau « régime de laïcité¹¹² » après soixante. Cette voie originale pour aborder l'histoire du Québec et de la Révolution tranquille, que plusieurs analystes empruntent, et dont Lamonde a cherché à rendre compte dans ses récentes

¹¹¹ Micheline Dumont et al., *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Saint-Laurent, Édition du Club Québec loisirs, 1992, 646 p.

¹¹² Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 153.

synthèses, propose de voir dans les institutions catholiques du Québec les lieux d'une germination d'idées que les réformes de la Révolution tranquille auront réalisées¹¹³.

Si l'Église était demeurée dans la plupart des analyses révisionnistes un facteur de résistance au sein d'une société en pleine mutation¹¹⁴, pour les observateurs de ce groupe, elle constitue le « chaînon manquant » de l'histoire du Québec en général, de la Révolution tranquille en particulier¹¹⁵. Le renouvellement de l'intérêt pour la sphère religieuse n'est pas banal si l'on tient compte du fait que la plupart des nouveaux analystes ont grandi dans un Québec laïc et dans lequel l'ascendance de l'Église n'a jamais été aussi faible en près de deux siècles. Le réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française qui est proposé permet même d'en finir avec des représentations gênantes à l'égard du passé religieux québécois. L'Église devient la source de représentations progressistes de l'histoire nationale après avoir

¹¹³ On citera deux ouvrages récents de Lamonde qui tentent une synthèse historique de cette dimension religieuse de la Révolution tranquille, entre autres *La modernité au Québec. La Crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, 334 p. ; *L'heure de vérité. La laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire*, Montréal, Delbusso éditeur, 2010, 221 p. Ils s'ajoutent à d'autres travaux visant la redécouverte du passé québécois, entre autres *Histoire sociale des idées au Québec 1760-1896*, Montréal, Fides, 2000, 572 p. et *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, 285 p.

¹¹⁴ Bien sûr, une partie de l'Église est demeurée un facteur de résistance important que l'on ne peut négliger, surtout dans ses hauts rangs. Voir à ce sujet, Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*, Montréal, Éditions du Boréal, 1989 (1986), 834 p. ; Linteau, *La Révolution tranquille*, 2000, p. 31-32. Mais, selon Meunier et Warren, au sein de ces institutions de résistance se trouvaient des groupes de militants qui aspiraient à des changements importants. Voir Meunier et Warren, *Sortir de la « Grande noirceur »*, 2002, p. 67 et Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, 513 p.

¹¹⁵ « La reconnaissance d'un rôle actif et beaucoup plus positif pour l'Église dans l'avènement de la modernité québécoise se fait par l'analyse de l'impact religieux sur les divers mouvements qui ont contribué à son avènement. » Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003, p. 18. Karine Hébert a pu faire d'autres observations de la jeunesse dans *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 2008, 290 p. alors que René Hardy a exploré les formes de contrôles dans, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 284 p.

été condamnée comme la principale responsable de la plupart des impuissances canadiennes-françaises. C'est par exemple le cas du refus obstiné de s'ouvrir à l'industrialisation que l'on a attribué au clergé catholique. Au contraire, nous dit Ferretti qui participe depuis de plus de vingt ans à l'effort visant « à sortir les interprétations sur le Québec de cette idée de Grande Noirceur¹¹⁶ », il aurait tenté d'adoucir les injustices et il n'aurait pas été qu'un frein à la modernité¹¹⁷.

Dans sa *Brève histoire du catholicisme*, l'historienne a entre autres montré que l'Église était une « institution dominante d'un peuple dominé¹¹⁸ », mais que cela ne l'a pas empêchée d'exercer un rôle dans l'offre de services sociaux, hospitaliers ou éducatifs qui lui vaudront le mérite d'avoir participé, sans le souhaiter, à l'émergence de l'État providence¹¹⁹. Si cette thèse, comme d'autres contributions, semble un peu téméraire dans la remise en perspective du rôle du clergé, elle demeure toutefois portée par un souci d'aborder l'histoire sans en rejeter la dimension nationale, dimension fortement associée à la religion jusqu'en soixante et pour laquelle les révisionnistes avaient eu peu d'estime.

En fait, pour Ferretti, le « refoulement dans l'ethnie » que l'on associe au programme de l'Église et qui inspire parfois des interprétations sévères ne relèverait pas d'un choix. Il s'agirait plutôt d'une conséquence liée au rejet des catholiques canadiens qui ont voulu éviter de passer sous la coupe des francophones en raison de la majorité que ces derniers détenaient au sein de l'Église catholique canadienne. Mais, en dehors de ce schisme, ajoute l'interprète, on remarque que le programme

¹¹⁶ Lucia Ferretti, « Le Canada français dans ses institutions », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 101-102.

¹¹⁷ Ferretti, « Le Canada français dans ses institutions », 2006, p. 108.

¹¹⁸ Ferretti, « Le Canada français dans ses institutions », 2006, p. 101-102.

¹¹⁹ Ferretti, « Le Canada français dans ses institutions », 2006, p. 108-109.

national canadien-français véhiculé par l'Église était « beaucoup plus sociologique » et tentait dans les faits de renverser la domination anglo-protestante sur les Canadiens français, représentée par le capital et les institutions politiques¹²⁰. Pierre Harvey discute d'ailleurs du Canada français dans les termes d'un programme de la petite bourgeoisie, en tenant compte du fait que l'esprit qui l'a animé n'était jamais bien loin de ses origines populaires¹²¹. Ce programme était pour Harvey d'abord celui de la langue et non celui de l'appartenance religieuse¹²².

Un autre signe d'adoucissement du discours à l'endroit de l'Église s'exprime chez Louis Rousseau pour qui la « genèse et les transformations d'une image distinctive du "nous" collectif en tant que nation canadienne-française¹²³ » ne devraient pas être réduites à l'idéologie ultramontaine vue comme la branche radicale, voire intégriste, de l'expression du catholicisme en sol québécois. L'approche de Rousseau permettrait d'aborder la religion en tant qu'élément culturel et non comme institution de régulation sociale arbitraire et hégémonique. En remontant aux années 1840, l'analyste établit qu'une « véritable religion civile » se serait activée avec, comme principal objectif, celui de rendre « compte d'une histoire nationale dramatique, d'une quête inachevée et toujours menacée dans un espace qui est le Canada tout entier et même les territoires d'immigration américains¹²⁴ ». Le

¹²⁰ Ferretti, « Le Canada français dans ses institutions », 2006, p. 106.

¹²¹ Pierre Harvey, « Le Canada français comme programme de la bourgeoisie », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 46-47.

¹²² « Comme son nom l'indique assez clairement, la dimension principale du Canada français comme programme, c'est la langue. Au cours de l'histoire, il fut un temps où la religion catholique se trouvait sur le même pied que la langue dans la définition du Canada français, du moins chez certains auteurs. » [...] « Dans une certaine mesure, on pourrait dire que l'appartenance à l'Église était présumée et c'était par la langue d'abord que l'on définissait le programme. » Voir Harvey, « Le Canada français comme programme de la bourgeoisie », 2006, p. 48.

¹²³ Louis Rousseau, « Le Canada français comme programme de l'Église », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 18.

¹²⁴ Rousseau, « Le Canada français comme programme de l'Église », 2006, p. 25.

travail de mémoire, qui échappe à l'ensemble des observateurs que nous avons analysés dans la première partie de ce chapitre, devrait cesser d'être vu comme une entreprise partisane et peu scientifique¹²⁵. S'intéresser aux conditions de renouvellement de la nation canadienne-française ferait partie des conditions d'énonciation identitaire qui se retrouvent dans l'histoire. Cela permettrait d'aborder le nationalisme canadien-français en dehors d'un cadre de lecture « qui a obsédé toute [une] génération d'historiens et de sociologues¹²⁶ ». L'étude d'une « véritable religion civile » doit interpeller l'observateur, notamment en regard de sa soudaine et radicale mise en échec avec la Révolution tranquille.

Pour étayer leur argumentaire, plusieurs interprètes feront valoir le dynamisme des mouvements d'Action catholique et chercheront à montrer comment le nationalisme et les mesures prises dans les années soixante en faveur de l'État providence n'auraient pu advenir dans leur forme actuelle si le terrain n'avait pas été préparé par l'Église. Se fondant entre autres sur les luttes syndicales, important symbole d'oppression, Jacques Rouillard conclut que « [l]a Révolution tranquille ne représente donc pas la fin de la "grande noirceur" et l'entrée du Québec dans la modernité¹²⁷ ». Comme d'autres observateurs, il fouille les origines de la Révolution tranquille en portant une attention sur ce qui a été jusque-là rejeté ou marginalisé en montrant que la mémoire collective s'attache à « un récit fabuleux plutôt qu'[à] un raisonnement logique¹²⁸ ». Les travaux de Warren, Meunier, Gauvreau et Bienvenue le suivent et rendent compte de cette réinscription des institutions religieuses dans

¹²⁵ Rousseau, « Le Canada français comme programme de l'Église », 2006, p. 28.

¹²⁶ Rousseau, « Le Canada français comme programme de l'Église », 2006, p. 22.

¹²⁷ Jacques Rouillard, « La Révolution tranquille, rupture ou tournant? », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, no 4 (hiver 1998), p. 23-51 (voir p. 31 et 42 de la version en ligne : <http://classiques.uqac.ca/>).

¹²⁸ Jacques Rouillard, « La mythique Révolution tranquille », *Le Devoir*, Montréal, 28 septembre 2010, p. A-9.

l'histoire. Ayant comme sources les mouvements d'Action catholique spécialisés, les analystes en extirpent des éléments permettant de rompre avec l'image d'un hiver culturel canadien-français. L'éthique qui se dégage du personnalisme de Mounier, par exemple, et qui a influencé ces mouvements sert à démontrer que l'Église a participé activement à la préparation de la Révolution tranquille, notamment en influençant la rénovation culturelle qui lui est liée¹²⁹. Modernes par leur approche, les personnalistes s'en seraient pris aux exigences de dévotion et de soumission. Leur lecture du christianisme aurait connu une suite heureuse dans ce qui a animé la Révolution tranquille, en même temps qu'eux-mêmes seraient devenus des témoins/acteurs de l'implication des institutions religieuses dans la modernisation du Québec.

Le réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française procède ici de la conviction selon laquelle la Révolution tranquille n'est pas une opération de sabotage de toutes traces de religion au Québec, comme on l'avait établi dans les années soixante et soixante-dix. Il s'agirait plutôt d'une conversion nécessaire et concertée dans un contexte où il fallait trouver une sortie « religieuse de l'insoutenable régime clérico-duplessiste, afin que le Québec entre de manière inédite et originale au sein de la modernité¹³⁰ ». Meunier parle d'une « sorte de concordat implicite où le catholicisme – sans être la religion d'État – conserverait tout de même un privilège sur la reproduction et à la transmission de normes et de valeurs religieuses¹³¹ ». Gauvreau suggère à son tour que l'Église, avec ses organisations pastorales, aurait régi la société canadienne-française de manière moderne et qu'elle

¹²⁹ Lucille Beaudry et Marc Chevrier, « Introduction. Pensée critique, conservatisme ou libéralisme? Considérations sur l'horizon politique et philosophique de la "nouvelle sensibilité" », dans Lucille Beaudry et Marc Chevrier (dirs.), *Une pensée libérale, critique ou conservatrice. Actualité de Hannah Arendt, d'Emmanuel Mounier et de George Grant pour le Québec d'aujourd'hui*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Coll. Prisme, 2007, p. 27.

¹³⁰ Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 154.

¹³¹ Meunier, « Effritement de la religion culturelle », 2010, p. 154.

aurait orienté des réformes des années soixante bien davantage que la poignée d'intellectuels encensés dans les premières interprétations de la Révolution tranquille¹³². Le dynamisme des mouvements d'Action catholique dans l'organisation sociale et en éducation tend à expliquer comment l'Église a contribué à ce virage majeur alors que la nouvelle histoire avait sous-évalué le poids des idéologies.

La réévaluation du rôle de l'Église catholique ne se limite pas à en faire l'un des principaux moteurs ayant conduit à la Révolution tranquille, elle lui en associe aussi l'esprit. Ainsi en est-il de la reprise en charge des services sociaux par l'État québécois. Contrairement à une idée reçue et largement présente dans la mémoire collective, la plupart des changements apportés avec la Révolution tranquille l'auraient été non seulement avec l'aval des autorités religieuses, mais en fonction de leurs idéaux¹³³. Le clergé aurait su négocier habilement la sécularisation des principaux services dont il était dépositaire. Le personnalisme, dont l'ascendance sur l'avènement de la Révolution tranquille serait déterminante, comme on l'a avancé ci-dessus, se retrouverait du même coup au cœur des réformes sociales instituées par les gouvernements. Car, répétons-le, c'est justement parce qu'elle se serait appuyée sur un important bassin de valeurs qui n'entraient pas en contradiction avec ce que défendait l'Église que la transition vers une société laïque a pu être menée sans trop d'entraves. L'éthique personnaliste a su capter l'attention de plusieurs mandarins du « nouvel » État québécois. Devenir fonctionnaire dans les années soixante, suggère Meunier, n'était-ce pas en bout de ligne entrer en religion¹³⁴?

¹³² À propos du livre de Gauvreau, *Les origines catholiques de la révolution tranquille*, on lira les notes de lecture de Martin Roy, Sébastien Parent et Serge Gagnon publiées dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, no 1 (automne 2009), p. 275-298.

¹³³ Meunier et Warren, *Sortir de la « Grande noirceur »*, 2002, p. 162.

¹³⁴ Meunier et Warren, *Sortir de la « Grande noirceur »*, 2002, p. 160.

En dévoilant les passerelles idéologiques liant le clergé et les acteurs de la Révolution tranquille, les interprètes renoncent à reconduire l'image d'une population en rogne souhaitant déboulonner le clergé et ses institutions de manière révolutionnaire¹³⁵. Ils établissent les assises d'un nouveau rapport à la mémoire avec comme principal symptôme la révision de l'implication du clergé dans le renouveau social qui advient au cours des années soixante. Cette autre lecture du rôle du clergé dans l'avènement de la Révolution tranquille, une donnée sur laquelle les travaux révisionnistes avaient peu misé, montre l'implication du clergé catholique dans l'ensemble des changements survenus au Québec avec la Révolution tranquille. Autrement dit, l'État moderne se serait érigé avec le concours d'une Église loin d'être aussi réactionnaire que les premiers interprètes l'avaient soutenu. À ce compte, l'épisode des *Insolences du frère Untel* déjà signalé dans les précédentes historiographies ne devrait plus être vu comme l'ultime salve servie à l'Église. Les critiques du frère mariste auraient en fait visé l'atteinte d'une foi épurée; elles souhaitaient l'amélioration d'un système, non sa ruine¹³⁶.

Les nouveaux observateurs ne s'autorisent plus une évaluation débilante d'un clergé fermé aux innovations et à cent lieues de la mouvance des années soixante. La « Révolution tranquille, écrit Bédard à propos du travail de ses confrères Warren et Meunier, constituerait – et c'est là son paradoxe – une "sortie religieuse de la religion"¹³⁷ ». D'ailleurs, Bédard réhabilite les élites d'antan, religieuses ou non, en travaillant sur leurs qualités au lieu de leurs défauts¹³⁸. À l'instar de Ferretti, il

¹³⁵ Jocelyn Létourneau, *Le Québec, les Québécois*, Montréal, Fides, 2004, p. 78.

¹³⁶ Meunier et Warren, *Sortir de la « Grande noirceur »*, 2002, p. 139.

¹³⁷ Éric Bédard, « Préface », dans Meunier et Warren, *Sortir de la « Grande noirceur »*, 2002, p. 16.

¹³⁸ Bédard, *Les Réformistes*, 2009, 414 p.

reconsidère les interprétations dans lesquelles les élites canadiennes-françaises sont présentées de manière peu flatteuse.

Il y a quelques années, Martin Roy a relu le passé religieux à travers une grille d'analyse assez originale et répondant aux caractéristiques que nous avons évoquées du réaménagement de la mémoire canadienne-française dans le cadre de cette troisième phase de l'historiographie de la Révolution tranquille¹³⁹. Roy montre que les intellectuels de la revue dominicaine *Maintenant* ont défendu les réformes de la Révolution tranquille et qu'ils se sont retrouvés nombreux parmi les intellectuels organiques du Parti québécois ayant échoué à réformer l'Église. L'importance de la revue dominicaine *Maintenant* dans le portrait des origines du PQ intéresse ceux qui posent un regard différent sur l'Église, ceux qui n'entendent plus lui laisser le mauvais rôle. On représente cette frange progressiste de l'Église dans son implication face au changement pour le progrès social et l'indépendance nationale. On découvre alors comment ce courant catholique de gauche a facilité la mise en place des politiques du Parti québécois¹⁴⁰.

Nous l'avons dit, la reconsidération du rôle de l'Église dans la préparation et la mise en œuvre de la Révolution tranquille peut surprendre dans un Québec qui se dit majoritairement non pratiquant et qui transforme ses lieux de culte catholique en condominiums. Nous le savons, ce n'est pas le premier paradoxe que l'on retrouve dans les interprétations de la Révolution tranquille. Il est difficile d'en attribuer

¹³⁹ Martin Roy, « Penser la sortie de la chrétienté au Québec : la contribution de la revue catholique d'opinion *Maintenant* (1962-1974) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, no 3 (hiver 2009), p. 171-194. Suzanne Clavette s'est pour sa part intéressée au progressisme religieux sous Duplessis. Voir « Le jalon oublié... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954) », Thèse de doctorat en sciences humaines appliquées, Montréal, Université de Montréal, 2004, 2 tomes, 740 p.

¹⁴⁰ On consultera le mémoire de maîtrise en histoire de Martin Roy déposé à l'Université du Québec à Montréal en 2007 sous le titre de « L'actualisation du catholicisme québécois : la revue « *Maintenant* » (1962-1974) », 242 p.

l'essence à de la nostalgie puisque le souvenir du Canada français tend à s'estomper au fil des années, le temps marginalisant les témoins d'une époque révolue. Notre intuition suggère que le réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française permet aux analystes de revoir l'histoire du Québec sous un angle inédit qui trouve dans ce qui a été laissé de côté matière à l'établissement d'une autre historiographie dont rendent compte de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille. Dans la prochaine section, nous verrons le second pôle autour duquel se développe la posture rivale de l'historiographie révisionniste. Il s'agit d'une proposition visant au premier chef le retour d'une histoire dite nationale.

6.4.2 L'avenir de la mémoire canadienne-française en histoire

Courtois rappelle en parlant du duplessisme qu'il ne s'agissait pas d'un régime totalitaire¹⁴¹. L'auteur incarne cette autre tendance au réenchantement de la mémoire canadienne-française. Si la révision du duplessisme n'est pas tellement connue en dehors du cercle des initiés, c'est, nous dit Courtois, que l'on aurait donné beaucoup trop de crédibilité aux propos des acteurs de *Cité libre*. Au passage, on aurait laissé dans l'ombre l'héritage nationaliste de l'entre-deux guerres relayé par les néonationalistes. Courtois estime qu'il faudrait étudier « les origines nationalistes de la Révolution tranquille, dont un aspect central est l'affirmation nationale, comme on parle avec raison de l'horizon personnaliste de la Révolution tranquille¹⁴² ».

Cet intérêt pour les fondements nationalistes de la Révolution tranquille trouve une expression dans certains travaux misant sur la redéfinition de l'histoire

¹⁴¹ Charles-Philippe Courtois, « Cité libre, Duplessis et une vision tronquée du Québec », dans Gélinas et Ferretti, *Duplessis. Son milieu, son époque*, 2010, p. 54.

¹⁴² Courtois, « Cité libre, Duplessis », 2010, p. 65-66. On consultera aussi, E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre* », *Recherches sociographiques*, vol. 39, no 2-3, p. 291-316.

dans ses rapports au nationalisme¹⁴³. Les interprètes s'éloignent alors d'un sujet de l'histoire québécoise dont les paramètres historiques sont exclusivement territoriaux et civiques¹⁴⁴. C'est ainsi que l'on voit naître des interprétations au cœur desquelles l'héritage canadien-français et les causes nationales de la Révolution tranquille ne sont pas relégués dans les marges de l'histoire. Dans son dernier ouvrage, Lamonde, qui a participé à la mise en récit d'une modernité québécoise bien antérieure aux années soixante, se penche sur le rapport entre nationalisme et religion pour la période 1929-1939 sans entrer dans le débat sur l'ambivalence et l'ambiguïté, préférant les voir comme des confusions et des anachronismes¹⁴⁵.

Les observateurs qui s'inscrivent en réaction face au projet de neutralisation de la mémoire canadienne-française ne tentent pas de revenir à l'esprit et à la lettre de l'époque du Canada français¹⁴⁶. En effet, les auteurs associés à cette tendance ne sont pas des conservateurs nostalgiques souhaitant répondre à l'appel de Groulx qui avait fait du passé un maître, du Canada français un cadre sociologique. Ce sont les questionnements du Canada français qui les interpellent¹⁴⁷. Ils ne peuvent s'accommoder de l'idée que « la modernité se réalisait à côté du Canada français, et non en lui-même à travers une subjectivité qui lui serait particulière¹⁴⁸. » D'autres,

¹⁴³ Mathieu, *Qui est québécois*, 2001, 144 p. ; Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, 210 p. ; Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 355, Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, 2007.

¹⁴⁴ Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, 1989 (1986), p. 5.

¹⁴⁵ Socqué discute des ouvrages d'Yvan Lamonde dans « Historiographie de l'ambiguïté et ambiguïté de la refondation », 2009, p. 57.

¹⁴⁶ Joseph Yvon Thériault, « Le Canada français comme réalité vivante », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p. 258.

¹⁴⁷ E.-Martin Meunier et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*, Montréal, Fides, 2007, 388 p. Voir aussi « Commentaire d'Éric Bédard », dans Gagné, *Le Canada français*, 2006, p.302.

¹⁴⁸ Thériault, « Le Canada français comme réalité vivante », 2006, p.263.

aussi enclins à trouver un sens à l'expérience française en Amérique, proposent de réinvestir l'histoire du Canada français en formulant à son endroit des problématiques précises :

À quelles représentations historiques du passé les francophones du Canada ont-ils adhéré? Quels sont les instruments qui leur ont permis de construire une mémoire commune, et sous l'impulsion de quels facteurs celle-ci s'est-elle transformée au cours des dernières années? Quels lieux la mémoire mobilise-t-elle, au sens formel de la géographie? Comment en fait-elle des emblèmes des réalités sociales nouvelles¹⁴⁹?

Certaines études alimentent l'élan qui ramène le pendule du côté du national. Elles mettent par exemple en lumière la désaffection de la droite au sein du nationalisme canadien-français au moment de passer en mode québécois. Les travaux de Xavier Gélinas montrent le dynamisme dont a fait preuve ce courant idéologique longtemps présenté comme l'opposant ayant cédé sa place sans broncher¹⁵⁰. Pour la droite ou plus globalement pour tout ce qui était associé au duplessisme, les lendemains de juin soixante sont pénibles. Mais le nationalisme canadien-français n'aurait pas tourné à gauche après avoir été longtemps à droite, c'est plutôt la gauche qui s'en serait emparé après l'avoir boudé. Comme cela aura été le cas pour la présence de l'Église catholique, la responsabilité du rejet de la droite relèverait d'elle-même et non d'un bruyant désir collectif de rompre avec elle. Les sympathisants de droite n'auraient pas su se rajeunir, préférant « présenter leur vieux vin dans des outres neuves¹⁵¹ », ce qui en définitive aura eu raison de leurs idées.

D'autres analyses laissent entrevoir un réaménagement du rapport à la mémoire canadienne-française du point de vue identitaire. Les travaux de Bock et de

¹⁴⁹ Gilbert, Bock et Thériault, *Entre lieux et mémoire*, 2009, p. 5.

¹⁵⁰ Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Lévis, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 87.

¹⁵¹ Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise*, 2007, p. 447.

Martel sur le délitement du nationalisme canadien-français montrent comment la transformation de la désignation identitaire en faveur de Québec et de Québécois peut se comprendre au-delà de l'amalgame entre tradition ethnocentrique et Canada français¹⁵². La reconsidération de l'espace canadien-français s'illustre dans ces cas par la réinterprétation du fameux repli identitaire que l'historiographie a tant ressassé. Anne Trépanier propose ainsi une lecture des histoires du Canada en fonction d'un ensemble de thématiques communes qui ciblent l'identitaire et l'imaginaire politiques des Québécois : « le péril, l'appartenance, l'excentration et la rénovation de l'héritage¹⁵³ ». Elle les a retrouvées dans des textes dont les auteurs se réclament d'écoles de pensée parfois concurrentes ou qu'on aurait cru opposées, par exemple Marcel Trudel, Gérard Bouchard, Fernand Ouellet, Jean Hamelin, Serge Gagnon, Pierre Savard, Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, Yvan Lamonde, Jocelyn Létourneau, Fernand Dumont, Jacques Beauchemin et Guy Laforest.

Trépanier ne nie pas que ces observateurs aient proposé des « narrations alternatives », elle veut seulement souligner le fait que ces auteurs ont répondu à un même besoin de refondation de la nation. Par exemple, le désir qui les rassemble offre des pistes pour comprendre comment la perte du pouvoir religieux a pu être remplacée par l'importance de fonder ou refonder une unité historique au Canada français¹⁵⁴. Cette analyse procède d'une réévaluation du type d'association à la mémoire canadienne-française et du cadre qui la définit. Ainsi, si plusieurs s'entendent pour dire que le Québec n'était pas si attardé, pas si différent, un collaborateur à l'ouvrage de Trépanier se demande si le temps est enfin venu de « se

¹⁵² Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH ltée, Coll. Histoire, 2004, 454 p.

¹⁵³ Trépanier, *La rénovation de l'héritage démocratique*, 2009, p. 8.

¹⁵⁴ Trépanier, *La rénovation de l'héritage*, 2009, p. 7.

pencher davantage sur ce qui a fait problème et sens durant toutes ces années, sur ce qui a pu durer, par-delà les transformations observées. Non pas pour en dégager une essence, mais bien davantage pour s'inscrire, comme individu, dans une histoire longue¹⁵⁵». Il s'agit d'un aveu de sympathie à l'endroit d'une approche qui ne tournerait pas le dos à un sujet de l'histoire désireux de s'inscrire dans une mémoire longue.

Pour tous ces analystes, la nation canadienne-française et la mémoire qui la porte, loin d'être désuètes selon ce qu'en dit Létourneau, constitueraient, comme Dumont l'avait énoncé, la genèse de la société québécoise¹⁵⁶. Ce terrain de bataille, c'est celui que Thériault a parcouru en reprochant à l'historiographie révisionniste d'avoir présenté l'hétérogénéité historique du Québec comme s'il s'agissait d'une évidence alors que ce « fut, écrit-il, un trésor bien caché qui a dû attendre le regard microscopique des sciences sociales modernes pour se révéler¹⁵⁷ ». C'est aussi l'avis de Beauchemin selon lequel il faut s'interroger sur les raisons qui poussent des observateurs à rejeter quelque filiation historique à la mémoire canadienne-française¹⁵⁸. Beauchemin travaille de la sorte à la réhabilitation d'une conception du passé dans laquelle la référence à la nation canadienne-française serait autre chose que résistance. À l'inverse, il faut chercher les motivations qui ont mené à la mise en place d'une histoire, non seulement a-nationale, mais particulièrement hostile à l'héritage national canadien-français. La problématique serait la suivante :

L'histoire canadienne-française, puis franco-québécoise, celle que nous ont apprise les livres d'histoire et de sociologie, celle qui n'a cessé de rappeler

¹⁵⁵ Éric Bédard, « Récits de fondation et téléologie. Réflexions autour de l'historiographie du réformisme canadien-français », dans Trépanier, *La rénovation de l'héritage*, 2009, p. 42.

¹⁵⁶ Thériault, « Le Canada français comme réalité vivante », 2006, p. 264.

¹⁵⁷ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 50-51.

¹⁵⁸ Voir entre autres le numéro 2 du volume 4 (hiver 1995) du *Bulletin d'histoire politique* intitulé « Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec? ».

l'exception du parcours québécois, doit-elle être camouflée pour ne pas nuire à l'affirmation d'un souverainisme ouvert à l'altérité? L'histoire est-elle en trop? Le nationalisme francophone semble, en effet, traversé par une mauvaise conscience qui lui interdirait le rappel trop insistant de cette histoire¹⁵⁹.

Les conséquences du rejet multiforme (banalisation, neutralisation, évacuation) de la mémoire nationale ne sont pas insignifiantes. Méchoulan estime que l'historien n'a pas à se méfier de la mémoire, à la traiter comme si elle entravait le travail de l'histoire. La conséquence en est que « [l]e passé ne se projette plus dans le présent pour l'irriguer de ses leçons, comme avec la tradition, il en est irréductiblement séparé pour mieux être examiné : le passé est objet de connaissance plutôt que réservoir de savoirs¹⁶⁰. » Pour Méchoulan, le présent ne chasse pas le passé¹⁶¹. Or les thèses qui imputent aux élites d'antan la falsification de la représentation du parcours national des Canadiens français pour des raisons idéologiques ont neutralisé la mémoire canadienne-française en l'expédiant au rang d'objet parmi d'autres. On a ainsi fait du désir d'accomplissement de la nation dans un projet politique collectif défini le cœur de l'ambition de certaines élites non représentatives du peuple. On fera de même de l'importance accordée à la pratique religieuse alors qu'ont été multipliés les exemples de résistance à l'endroit de mandements.

La neutralisation de la mémoire aurait permis de rejeter l'ancien paradigme de la survivance comme s'il s'agissait d'une opération délibérée. Or rien n'est moins sûr. Lefebvre considère que « le mythe de la survivance est toujours très actif, comme il l'est douloureusement dans toutes les sociétés minoritaires distinctes, dont une

¹⁵⁹ Beauchemin, *L'histoire en trop*, 2002, p. 13.

¹⁶⁰ Éric Méchoulan, *La culture de la mémoire ou comment se débarrasser du passé?*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 171.

¹⁶¹ Méchoulan, *La culture de la mémoire*, 2008, p. 17.

majorité de membres ont une origine commune¹⁶²». L'auteure met ainsi en doute l'ensemble des mythes auxquels fait référence Bouchard en précisant qu'il en existe d'autres plus puissants, comme celui du « modèle québécois » qui est constamment discuté, notamment dans les différentes remises en question de la Révolution tranquille que nous avons examinées plus tôt dans ce chapitre.

La réaction à l'historiographie révisionniste en général, à la dérive postnationale en particulier, a poussé des interprètes à développer des propositions historiographiques qui cherchent à réinvestir la mémoire canadienne-française. Pour justifier l'entreprise, les observateurs que nous avons vus dans cette section expriment un malaise que Beauchemin a cerné face aux postures qui réduisent l'histoire canadienne-française à celle d'une « collectivité neuve ». Ils considèrent que cela dénature le parcours historique de la communauté française en terre d'Amérique. Ce plaidoyer aux multiples angles d'entrée en faveur d'une histoire qui ne serait pas étrangère au savoir historique ordinaire de l'acteur confirme l'apparition d'un nouveau rapport à la mémoire canadienne-française qui s'incarne sous le sceau d'une reconsidération de son univers de référence¹⁶³. Cette nouvelle tendance historiographique prend la forme d'une « certaine volonté de rétablir la pertinence, pour l'analyse de la société québécoise, de la dimension culturelle et mémorielle du vécu historique canadien-français¹⁶⁴ ».

6.5 Conclusion

Toutes les interprétations que nous avons analysées dans cette thèse sont traversées d'un rapport particulier à la mémoire canadienne-française. Dans

¹⁶² Lefebvre, « Commission Bouchard-Taylor », 2010, p. 220.

¹⁶³ Méchoulan, *La culture de la mémoire*, 2008, p. 241-242.

¹⁶⁴ Beauchemin, « Le pluralisme identitaire et le conflit », 2010, p. 87.

l'historiographie produite depuis les années soixante, on en est venu à ne pas se réclamer du même passé : pour les premiers interprètes, c'était celui des Canadiens français, pour les seconds, celui de tous les habitants du territoire québécois alors que, maintenant, on peut s'attendre à certains ajustements en fonction des débats sur l'importance du pluralisme dans une société démocratique.

Les premiers récits de la Révolution tranquille en avaient fait une histoire gagnante pour les Québécois alors qu'à peu près tout ce qui s'était mis en branle durant cette période leur était favorable. À travers le cadre révisionniste, cette lecture cède la place à une interprétation des changements survenus, cherchant d'abord à présenter la nature des transformations en rapport à la dynamique d'ensemble des sociétés modernes. Les plus récentes représentations proposent des postures antinomiques : une orientation cherche à réarticuler une mémoire malheureuse, une autre travaille à la réenchanter.

La reconsidération du rejet du cadre canadien-français se rapporte à une problématique sociologique et historique récente, celle qui fait du Québec une société de la diversité cultivant le pluralisme. Comment écrire une histoire qui rejoindrait tous les Québécois, indépendamment de leur origine culturelle? Ainsi, et à la lumière de ce que nous avons vu pour les deux premières historiographies de la Révolution tranquille, la troisième vague interprétative ne se présente pas sous le sceau d'une production homogène que l'on pourrait définir et placer sous une seule catégorie. Elle est tributaire d'une confrontation d'idées dans le contexte d'un éclatement des paradigmes¹⁶⁵.

¹⁶⁵ Éric Bédard, « Présentation », dans Éric Bédard et Julien Goyette, *Parole d'historiens*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 20.

Chez Dumont, comme d'autres à sa suite, le renouvellement de la perspective historique doit passer par le rappel du parcours historique canadien-français, au-delà du procès qui l'a enfermé dans un certain conservatisme¹⁶⁶. Cela ne se fait pas dans le déni des composantes du savoir historique ordinaire de l'acteur. Or le réaménagement multiforme du rapport de l'historien à la mémoire canadienne-française que l'on vient d'analyser se présente en deux grands ensembles dont un tient justement le pari d'en finir avec le savoir historique ordinaire de l'acteur. Ce premier groupe n'entend pas rendre disponible un espace en vue du retour de cette idée que le Québec peut se comprendre historiquement sans oblitérer l'intention qui a fondé l'idée de l'existence d'un peuple différent en Amérique. Il fournit, paradoxalement, les motifs du déni de cette même expérience dont les effets à terme peuvent inquiéter.

La première partie de ce chapitre a circonscrit les propositions de ce premier groupe qui visent au remplacement d'un discours historique dans lequel le devenir canadien-français ne peut être assumé à l'heure du pluralisme. Les effets de ce révisionnisme ont mené à la réfutation de l'idée selon laquelle la Révolution tranquille incarnait un prolongement inédit du parcours de la nation québécoise. On lui a substitué une représentation négative dans laquelle les réformes bureaucratiques prennent le pas sur le discours émancipateur que les premiers interprètes avaient saisi en premier lieu et sans lequel nous croyons improbable une représentation juste de ce qu'a été la Révolution tranquille.

Au cours de la période qui s'étale de 1995 à aujourd'hui, certains interprètes ont cherché à reconduire le processus de banalisation du rapport à la mémoire canadienne-française établi depuis les années quatre-vingt, puisque celle-ci demeurerait soit inopérante, soit peu porteuse d'avenir. La démarche prend la forme

¹⁶⁶ Dumont, *Genèse*, 1996 (1993), 393 p.

d'un réaménagement à la faveur duquel serait séparé le bon grain de l'ivraie mémoriel. Les observateurs pensent ainsi « libérer » les Québécois d'interprétations stérilisantes du passé.

Par ailleurs, pour d'autres, il faut de nouveau travailler à partir des questions que transmet la tradition canadienne-française. Il faut surtout éviter de banaliser l'importance de la singularité du parcours historique. Dans la seconde partie du chapitre, nous avons vu comment le déni du caractère national de l'histoire québécoise encourage la présentation d'une série de nouvelles propositions dans lesquelles ce dernier n'est pas éludé. Ces présentations vont jusqu'à proposer des avenues ambitieuses que nous estimons porteuses de sens en ce qu'elles actualisent certains traits de l'héritage canadien-français. C'est le cas des entreprises visant à reconsidérer le rôle de l'Église en tant qu'une des forces motrices de la Révolution tranquille. Cette posture n'est pas à l'abri d'excès, mais à tout le moins considère-t-elle d'appréhender le passé à travers un sentier commun dans lequel l'acteur retrouve un paysage familier.

On pourra bientôt lire la suite à travers de nouvelles interprétations de la Révolution tranquille¹⁶⁷. En attendant, on peut s'interroger sur les conséquences de la mise en veilleuse d'une représentation inscrite au cœur de la mémoire canadienne-française et qui consiste à faire perdurer, depuis la Conquête, une société désirant s'établir en Amérique en préservant son héritage culturel¹⁶⁸. Ces observateurs ne sacrifient-ils pas ce que d'autres estiment fondamental? Les enjeux à portée identitaire qui émanent de l'historiographie comportent d'importantes implications pour l'épanouissement culturel d'une nation minoritaire. Existe-t-il beaucoup de

¹⁶⁷ Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois: Tome 1: 1834-1968*, Montréal, VLB éditeur, 2010, 286 p. On pourra bientôt consulter la suite, qui porte sur l'époque contemporaine.

¹⁶⁸ Thériault, *Critique de l'Américanité*, 2002, p. 354.

nations prêtes à sacrifier une partie de leur héritage culturel pour « passer à l'avenir »? On peut en tout cas se demander pour quelles raisons l'historiographie devrait rejeter ce qu'une certaine conscience historique populaire refuse de laisser mourir.

Si l'on tente déjà de synthétiser le parcours de l'historiographie de la Révolution tranquille, nous sommes en face d'une évidence : on ne peut se défaire de la mémoire canadienne-française. Les approches visant à neutraliser tous rapports avec elle auront seulement permis de voir le passé à travers des lunettes particulières, comme l'on tenterait de faire l'histoire du Canada ou des États-Unis sans tenir compte des représentations nationales qu'elles se sont données. Ce ne serait pas de la mauvaise histoire, mais ce serait de l'histoire dans laquelle une partie du patrimoine historique serait éludée au profit de composantes moins politiques comme le sexe, l'âge, la profession, etc.

La mise à l'écart volontaire d'une composante de l'histoire d'une société n'arrive jamais qu'à lui fournir une représentation, sinon tronquée, du moins partielle. Au cours du demi-siècle qui nous sépare de la Révolution tranquille, les analystes ont aménagé le passé en fonction de différentes sensibilités à la mémoire canadienne-française sans parvenir à se dégager, non pas d'un certain misérabilisme qui perdure dans la sphère publique, mais de cette idée que l'histoire d'une nation devrait être envisageable. Comment justifier une telle permanence?

La persistance d'une représentation historique du Québec en tant que parcours parsemé d'échecs ne peut pas être uniquement attribuable à des observateurs nostalgiques ou conservateurs. L'historiographie de la Révolution tranquille contredit cette idée. Des projets articulés visent à en finir avec une certaine représentation miséreuse toujours colportée par le citoyen. Cela dit, si l'histoire ne parvient pas à renverser des conceptions associées à d'anciens projets historiographiques, c'est peut-

être parce que se maintient collectivement une représentation particulière de l'héritage canadien-français qui lui fournit les motifs de survivre, notamment parce qu'elle est porteuse d'avenir pour le développement d'une société.

Il faut alors s'attarder à un élément que laissent souvent de côté les détracteurs d'une histoire sensible à la mémoire canadienne-française. Celle-ci, du moins telle qu'elle se représente encore chez les contemporains, ne s'édifie pas seulement sur des éléments négatifs. Au cœur de la misère d'un peuple, il se trouve aussi du positif dans cette volonté commune de faire face aux défis. Il y a dans certaines représentations de cas d'injustices des contenus qui rappellent le nécessaire besoin de faire communauté. Prenons seulement les célèbres affronts imposés aux francophones de l'Ouest canadien, le cas Riel comme celui du règlement XVII en Ontario, pour illustrer cette idée. Rappeler aux contemporains les luttes rassembleuses en vue que se maintienne un peuple dans l'histoire, est-ce accablant ou didactique? Comment aborder cette partie de l'histoire sans aborder ses cicatrices? Préfère-t-on laisser croire que sept millions de locuteurs francophones canadiens se sont maintenus dans l'histoire en raison de leur incapacité à se poser comme nation et en assurer le devenir? C'est entre autres ce qu'une histoire nationale verrait à expliquer.

L'histoire d'une nation qui s'est forgée par ses luttes n'est pas la simple évocation d'un passé bloquant l'avenir. Il s'agit d'une composante de l'histoire québécoise sur laquelle se buteront toujours les analystes. Nous ne pensons pas qu'il s'agit d'une raison suffisante pour s'en détourner. Nous constatons plutôt qu'un demi-siècle de recherches nous amène à un même point. On ne s'en sort pas, la question de l'aménagement de la mémoire canadienne-française se pose toujours.

Cela ne signifie pas nécessairement que la Révolution tranquille a échoué, comme on tente de le défendre dans certains médias et chez des chroniqueurs avides de solutions simplistes à des questions fondamentales. Derrière certaines ruptures se

dissimulent des continuités qui ressurgissent un jour. Leur résurgence est vue par les tenants de la *tabula rasa* comme un échec alors, qu'au fond, cela confirme l'impossibilité de se déprendre d'un certain passé. C'est le cas du passé canadien-français qui se trouve encore au centre de l'historiographie cinquante après qu'on ait exprimé le désir de s'en détacher.

Toutes les contributions qui participent à la constitution d'imaginaires de la Révolution tranquille en disent long sur la nature des rapports actuels et ambigus à la mémoire canadienne-française. Elles confirment toutefois que dans les sociétés dont l'avenir national n'est pas assuré, la mémoire demeure un moyen de régulation politique complexe qui doit être considéré et actualisé.

CONCLUSION

Somme toute, nos penseurs ont à maintes reprises refusé la dialectique historique qui nous définit et ont fait appel à une autre dialectique qui en élargissant la confrontation ou en la rapetissant à outrance signifiait un refus de considérer le Canada français comme une culture globale¹.

Hubert Aquin

La diversité des rapports à la mémoire canadienne-française est révélatrice d'un malaise pour lequel l'indifférence n'est pas un remède. Les plus farouches adversaires ont beau argumenter que l'évocation d'un savoir historique ordinaire de l'acteur devrait être secondarisé parce que porteur de divisions et d'erreurs historiques, dans les faits, et c'est ce que nous avons vu dans cette thèse, la question de son aménagement en histoire se pose toujours, même après de nombreuses tentatives de neutralisation. En effet, au dernier chapitre, nous avons constaté comment la mémoire canadienne-française est revenue sur la table de l'analyste après qu'il l'eut rejetée un moment. Le rapport à cette mémoire reviendrait-il inlassablement? Pourrait-on analyser l'historiographie d'une période comme celle de la Révolution tranquille à la manière d'une collectivité qui négocie avec sa mémoire?

¹ Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français » dans Jacynthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, *Hubert Aquin. Mélanges littéraire II. Comprendre dangereusement*, tome IV, vol. 3, Montréal, Bibliothèque québécoise, Coll. Littérature, 1995, p. 106.

Il est difficile d'aborder la mémoire. Les interprètes sont souvent pris par l'irrépressible désir de satisfaire à la fois les demandes des mémoires plurielles et la nécessité de dégager le fil d'une certaine continuité. Au Québec, on n'a qu'à évoquer l'exemple de la commémoration de l'histoire de la Bataille des plaines d'Abraham pour retrouver deux pôles antinomiques qui font revivre mieux que n'importe quelle parade les affrontements de 1759. C'est que les interprètes n'arrivent pas à la même saisie du sens historique et cette situation a quelque chose à voir avec le type de rapport à la mémoire canadienne-française qu'ils entretiennent. Il en est de même pour l'essentiel de l'histoire du Québec alors qu'il est à peu près impossible de faire surgir un consensus. Nous devons conclure cette thèse en étant sensible à cette donnée qui signale une croisée des chemins. Nous pensons que les interprétations de la Révolution tranquille que nous avons analysées fournissent des perspectives permettant d'en arriver à une meilleure compréhension des enjeux actuels et à venir.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons ainsi problématisé le rapport à la mémoire canadienne-française sous la forme d'enjeux interprétatifs du passé, mais aussi de l'avenir du Québec. Halbwachs nous en a donné les moyens théoriques. Grâce à ses travaux, nous avons pu établir une distinction entre deux modes d'appréhension du passé. Les interprétations de la Révolution tranquille sont devenues les objets témoins de divers rapports entre l'histoire et la mémoire canadienne-française.

Au terme de notre démarche, deux questions s'imposent: comment une société minoritaire comme le Québec peut-elle espérer s'affirmer en Amérique du Nord en neutralisant l'essentiel du passé que recèle le savoir historique ordinaire de l'acteur? Et comment, si elle ne cède pas à cette tentation, peut-elle la cultiver sans compromettre les exigences du pluralisme? Les réponses à ces questions n'ont rien d'évident et la difficulté nous amène à réfléchir, dans une perspective globale, à l'avenir québécois dans les termes

d'Aquin, c'est-à-dire en fonction de ce que nous devrions faire de la mémoire canadienne-française après l'avoir ostracisée, banalisée et réenchantée.

Notre préoccupation première nous a amené à voir qu'au Québec, plus qu'ailleurs peut-être, la question de la mémoire est politique. Le rapport à la mémoire a des incidences sur la vie communautaire, tant au sein de la majorité franco-québécoise qu'entre les citoyens d'origines culturelles différentes qui viennent se joindre à elle. Le rapport à la mémoire, vu comme source d'enjeux politiques, amène des observateurs sur des terrains rivaux. Certains cherchent à la neutraliser en suggérant que son abandon ouvrira de nouvelles perspectives, d'autres considèrent des moyens de se reconnecter collectivement à elle sans pour autant céder à l'exclusion. Tous prennent position à son égard, défendent des positions, font des choix.

Nous avons vu dans les interprétations de la Révolution tranquille des tendances qui poussent soit à valoriser la mémoire, soit à la neutraliser. Les plus récentes analyses le soulignent : il n'y a pas de milieu. Il faut réfléchir au contexte québécois qui a ceci de particulier : la mémoire est une garantie de maintien d'une communauté dans l'histoire. Le Québec est ainsi le théâtre d'une inquiétude : céder aux forces contraires et disparaître culturellement ou chercher les conditions d'un certain affranchissement de la nation québécoise. Ce dilemme proprement québécois se retrouve au cœur de cinquante ans d'historiographie de la Révolution tranquille. Nous aimerions revenir plus précisément sur cette inquiétude qui refait surface avec plus d'acuité en ce début de siècle.

Ainsi, par exemple, l'un des succès musicaux de l'année 2006 au Québec était la chanson du groupe Mes aïeux intitulée *Desgénérations*². Sans même chercher à analyser les

² *Le choix du Québec Archambault 2006*, Radio énergie.

paroles comme l'a fait Bédard³ dans une perspective historique, il est facile de comprendre que la chanson propose une représentation du passé québécois que l'on peut qualifier de « conservatrice ». Si cette chanson a reçu une telle attention, c'est probablement que ses auteurs naviguaient sur ce qu'en sciences humaines l'on désigne par épistémè, c'est-à-dire, pour employer une formule plus usuelle, que leurs propos étaient de leur temps. Réenchanter le rapport au passé canadien-français en y dégageant des caractéristiques positives dans une forme musicale ou autres se rapproche du besoin qu'éprouve la société québécoise contemporaine de se redécouvrir des racines au moment où d'autres s'emploient à les neutraliser. La dernière historiographie de l'objet Révolution tranquille a été produite dans ce contexte de déchirement autour du sort réservé à la mémoire canadienne-française.

Si certaines de nos observations semblent accréditer l'influence de visions conservatrices dans l'historiographie de la Révolution tranquille, elles ne sauraient refléter l'ensemble. Les visions, pour peu que l'on puisse les qualifier de conservatrices, ne couvrent pas l'ensemble de la production alors que l'historiographie ne rend pas compte de ce type de monopole. Les nombreuses tentatives de réaménagement de la mémoire nationale que nous avons vues, notamment au dernier chapitre, le confirment. N'en demeure pas moins que le passé, on l'a vu, est un poids dont il faut se débarrasser ou une matière à réutiliser lorsque nécessaire. Ou bien l'on est convaincu de l'inutilité politique de la mémoire, comme s'il s'agissait d'un aspect parmi d'autres, ou bien l'abandon de la mémoire canadienne-française serait ni plus ni moins qu'un acte d'abdication, un retour à la « fatigue culturelle » qui hantait Aquin.

³ Éric Bédard, « Recours aux sources. Mes Aïeux et le Québec post-référendaire », dans Jacques Beauchemin (dir.), *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, Coll. « Diversitas », no 8, 2011, p. 45-70.

Il existe un réel écart entre ce que le citoyen pense de la Révolution tranquille et ce que les interprètes proposent. Chez l'homme de la rue, elle demeure un moment fort – sinon fondateur – de l'histoire du Québec moderne. S'il existe certaines similitudes avec l'historiographie, on les retrouve en lien avec ce que la première représentation de la Révolution tranquille avait établi, c'est-à-dire l'image d'un Québec rompant avec un monde « cléricalisé », « ruralisé⁴ » et à la traîne de l'Occident. Toutes les nuances et révisions qui se sont imposées dans l'historiographie depuis la fin des années soixante-dix n'ont pas réussi à faire fléchir cette représentation au cœur de laquelle la Révolution tranquille demeure un renversement de l'histoire.

Notre hypothèse de départ se fondait sur l'existence d'un écart entre plusieurs formes de représentation d'un même événement. L'apport principal de cette thèse, traduit dans l'hypothèse principale de recherche, ne se retrouve donc pas dans l'énoncé de cette évidence, mais dans l'analyse de cette évolution des récits de l'objet Révolution tranquille en fonction du type de rapport historique à la mémoire canadienne-française. En nous basant sur la dichotomie admise par les travaux d'Halbwachs entre histoire et mémoire, nous avons proposé d'analyser comment des observateurs avaient mené leurs interprétations de la Révolution tranquille en tant que récusation ou prolongement des possibles que recelait la mémoire canadienne-française.

Rappelons qu'Halbwachs, après avoir montré dans *Les cadres sociaux de la mémoire*⁵ que la mémoire est un phénomène social et pas seulement une expérience intime, a établi les paramètres d'une mémoire historique dans laquelle l'acteur s'identifie à sa

⁴ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

⁵ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton éditeur, 1976 (éd. or. Librairie Félix Alcan 1925; nouvelle édition Les Presses universitaires de France, 1952), 296 p.

communauté⁶. Cette idée de mémoire collective indépendante de l'histoire institutionnelle, que l'auteur identifie à une forme de savoir encyclopédique mais nécessairement dépendante d'un corps social, suggère que les individus véhiculent des représentations du passé que l'on peut utiliser comme base comparative. Nous l'avons identifiée au cours de cette recherche au savoir historique ordinaire de l'acteur, c'est-à-dire à cette « mémoire historique » identifiée à un héritage qui ne provient pas obligatoirement des livres ou de leçons⁷. Elle relève de l'environnement social ou des questions que celui-ci commande. Traditionnellement, l'histoire nationale s'est chargée de recomposer en un tout cohérent ce qu'offrait la mémoire historique, diffuse au sein d'une communauté.

L'approche d'Halbwachs n'est certes pas à l'abri des critiques, mais elle demeure encore aujourd'hui pertinente. Elle permet entre autres d'établir au sein d'une histoire l'« efficace » de la mémoire. Ce savoir, Halbwachs l'a inséré, on l'a vu, entre la mémoire personnelle et l'histoire scientifique. Il serait une forme de consensus fragile à partir duquel une collectivité s'inscrit dans une histoire commune. Autrement dit, on aurait affaire à un cadre social de la mémoire historique à partir duquel les interprètes peuvent donner un sens à leurs analyses.

La pensée historienne contemporaine est divisée quant au type de rapports à établir entre les deux types de représentation du passé qui alimentent l'histoire. La plupart des travaux cherchent à identifier ce qui, dans la mémoire collective, est contraire à la « réalité » historique. Certains jugent que l'historiographie permet d'épurer l'histoire des illusions charriées de la mémoire alors que d'autres souhaitent maintenir quelques liens avec elle. Tantôt, les historiens se sont identifiés à la mémoire, au point de confondre les

⁶ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*. Édition critique établie par Gérard Namer, Paris, Albin Michel, 1997 (éd. or. Les Presses universitaires de France, 1950), 295 p.

⁷ Halbwachs, *La mémoire collective*, 1997 (1950), p. 111.

deux concepts, tantôt ils ont établi de solides réserves. Plus récemment, certains en ont appelé au besoin d'établir un juste milieu. L'histoire de l'historiographie peut donc se lire dans cette lutte opposant, en ses extrémités, deux manières d'appréhender la mémoire.

Les récits de la Révolution tranquille se sont faits témoins de trois types de rapports à ce qu'on appelle communément la mémoire canadienne-française et qui alimente, dans le cadre de cette thèse, le savoir historique ordinaire de l'acteur. Les trois moments historiographiques que nous avons parcourus, en plus de révéler des aspects originaux de la Révolution tranquille, indiquent le genre de rapports sociaux et politiques à la mémoire qu'une société privilégie et pour lesquels les chercheurs deviennent des interprètes. Entre les années soixante et la première décennie du vingt et unième siècle, ce sont donc trois postures historiographiques qui se succèdent et s'entrechoquent en fonction du type de rapport à la mémoire canadienne-française.

La première déclinaison a permis de rejeter ce qui dans le passé canadien-français se présentait comme un frein à l'émancipation de la nation. Pour « passer à l'avenir » au cours des années soixante et soixante-dix, il fallait en finir avec une représentation historique d'une collectivité dont la survivance était le seul horizon. Les premiers observateurs ont condamné le savoir historique ordinaire de l'acteur sous prétexte qu'il aurait entravé l'émancipation de la collectivité. Ils ont proposé d'en finir avec une représentation de l'histoire qui ne leur semblait pas collée à la réalité d'une société nord-américaine, mais condamnée à l'asphyxie par la reproduction d'un certain traditionalisme.

Le sort de la nation aurait été hypothéqué par une forme d'aveuglement historique conduit par des élites politiques et religieuses qui auraient détourné en raison de la « survivance » la mémoire d'une nation minoritaire. Les premiers interprètes de la Révolution tranquille se sont ainsi portés au chevet de la nation et ils ont vu dans la

Révolution tranquille les moyens de parvenir à l'émancipation. De ce fait, ils appartiennent à la dernière génération d'intellectuels pour qui le sort d'un peuple vaincu pouvait être dépassé dans l'acte d'interprétation.

Dès la fin des années soixante-dix, cette posture historiographique qui consistait à s'intéresser à ce que d'aucuns abordaient en tant que drame du Canada français est contestée. Les éléments d'un second rapport à la mémoire canadienne-française se mettent alors en place. On banalise l'approche historique en vogue parce que demeurée « obsédée » par la singularité du parcours historique canadien-français. Les effets de la neutralisation de la dimension nationale sont remarquables dans cette seconde interprétation de la Révolution tranquille. Si cette dernière demeure un tournant historique important que les différentes réformes confirment, elle n'est plus la sortie de la Grande noirceur. On substitue à l'idée de rupture l'image d'une lente adhésion à la modernité que la Révolution tranquille vient conclure et confirmer.

Cette seconde posture historiographique, Rudin l'a qualifiée de révisionniste. Elle se voit contestée à son tour à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. Le rapport clinique au savoir historique ordinaire de l'acteur aurait altéré la nature de l'histoire québécoise. On critique entre autres la banalisation du parcours d'une société qui s'assimile à ses voisines immédiates, voire occidentales. Certains, dont Rudin, estiment paradoxal le fait qu'une société s'étant illustrée dans l'histoire en tant que « société distincte » tente, à travers le travail de l'histoire, d'établir le contraire. Plaidant pour l'atteinte d'un juste milieu entre les deux précédentes postures, les analystes du troisième rapport à la mémoire canadienne-française établissent les bases d'un rapprochement passé canadien-français.

Or, bien que le réaménagement de la mémoire dans l'histoire réponde à une même motivation, celle de réagir aux excès du révisionnisme, il se divise entre l'évocation d'une mémoire malheureuse et le réenchancement de la mémoire canadienne-française.

Ces mouvances historiographiques se sont chacune développées dans une conjoncture particulière. Cela n'empêche pas le fait que plusieurs interprétations de la Révolution tranquille puissent se côtoyer au sein d'une même conjoncture. En fait, l'avènement d'un nouveau courant historiographique impose rarement ce dernier en tant que détenteur du monopole interprétatif. L'apparition d'une nouvelle posture historiographique ne peut donc pas être vue comme la victoire définitive sur une position adverse. Elle signale la mise en place d'un processus d'appropriation de l'histoire différent en fonction de paramètres complexes. Les dialogues entre observateurs de camps opposés confirment certes un changement de paradigme⁸, mais ils traduisent plus globalement de nouvelles préoccupations collectives, ce qui constitue l'essence même de l'histoire depuis l'école des *Annales*. C'est sur ce plan que nous aimerions conclure cette thèse.

Au-delà de la compréhension élaborée de ce qu'a été la Révolution tranquille, la présence d'autant d'interprétations d'un même événement en si peu de temps – après tout, à l'échelle de l'histoire d'un peuple, un demi-siècle ne peut pas être considéré comme de la longue durée au sens braudelien – révèle une problématique particulière que nous associons à la difficulté québécoise d'assumer sa mémoire. À ce titre, le cas québécois fait figure d'exception. Dans quelles conditions?

⁸ Thomas S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, 17 p.

Aquin parlait d'un « dialogue de sourds » au Canada français au moment d'offrir sa célèbre réplique à Trudeau⁹. Il répondait aux raisonnements que l'on sert encore à ceux qui souhaitent l'actualisation du lien à la mémoire canadienne-française. Il rejetait toute argumentation liant la défense d'une histoire sensible à la réalité canadienne-française à une forme de régression dans l'ethnie. « Le Canada français, écrivait-il, est polyethnique¹⁰ ». Il parlait de culture globale avec laquelle les Canadiens français devaient composer. Dans ces conditions, l'auteur préférait parler d'État monoculturel forgé par différentes influences issues de l'immigration ou de l'environnement.

Cette posture équivaudrait aujourd'hui à son opposition dans l'interculturalisme, non parce qu'elle relèverait de l'intolérance alors que sa rivale serait ouverture à l'autre, mais bien parce que les Québécois de souche francophone seraient encore « en mal d'une plus grande homogénéité¹¹ » culturelle. Nous l'avons vu au dernier chapitre, l'interculturalisme entend plutôt mettre sous surveillance les éléments de la culture majoritaire au Québec. Au cours de la Révolution tranquille, cette particularisation était présentée comme un risque au service du fédéralisme qui prendrait définitivement la forme d'un « pouvoir central au-dessus de dix provinces administratives et non plus de deux cultures globalisantes¹² ».

Le rejet de la dimension nationale, constitutive de la mémoire d'une culture globale, favoriserait le début de la fin. Les accusations établies au nom du progrès en sont venues à atteindre leur cible, « [l]e minoritaire, ainsi accusé d'être un poids mort, assume de plus en

⁹ Aquin, « La fatigue culturelle », 1995, p. 66.

¹⁰ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 83.

¹¹ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 84.

¹² Aquin, « La fatigue culturelle », p. 90.

plus douloureusement ce mauvais rôle¹³ ». Tout cela a fait partie de la stratégie antinationale des années soixante et contribuait à l'époque à favoriser la fatigue culturelle du Canada française, une fatigue telle que la tentation de baisser les bras devenait plus qu'invitante. Or Aquin croyait l'assimilation impossible, rendant du coup plus insupportable la défense d'une culture globale.

Le paradoxe québécois identifié par Aquin ne s'actualise-t-il pas dans notre regard de l'historiographie contemporaine de la Révolution tranquille ? Ne retrouve-t-on pas dans certaines questions retenues par l'auteur de *Neige noire* une représentation de l'ambiguïté canadienne-française encore discutée:

Qu'advient-il finalement du Canada français ? A vrai dire, personne ne le sait vraiment, surtout pas les Canadiens français dont l'ambivalence à ce sujet est typique ; ils veulent simultanément céder à la fatigue culturelle et en triompher, ils prêchent dans un même sermon le renoncement et l'ambition¹⁴.

La difficulté « canadienne-française » à articuler sans ambivalence ses rapports à la mémoire a été exprimée par Jean Bouthillette en fonction d'un processus de dépersonnalisation que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique aura mis en place. « Paradoxalement, écrit-il, c'est à partir de 1867 que notre personnalité commence vraiment de se brouiller dans la conscience collective et que la Conquête se consomme en nous dans sa forme cachée¹⁵. » Le projet fédératif aurait été celui d'un nivellement culturel grâce auquel se réaliserait enfin l'assimilation.

¹³ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 91.

¹⁴ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 103.

¹⁵ Jean Bouthillette, *Le Canada français et son double*, Ottawa, L'Hexagone, 1972, p. 25.

La mémoire étant au cœur de la culture, sa neutralisation dessert toujours, sans que ce soit un acte conscient, la cause nationale. La quête d'une nouvelle personnalité collective, réaffirmée avec vigueur ces dernières années entre autres par les tenants du pluralisme, ne peut être réjouissante dans la mesure où elle s'identifie à un processus menant à plus ou moins long terme à la désintégration de la culture globale par laquelle une société s'est maintenue dans l'histoire. Cette volonté s'épuise peut-être alors que la lutte pour la défense de la langue se fait moins vigoureuse.

À preuve, le Québec actuel est-il loin de la situation dépeinte il y a quarante ans par Bouthillette et Aquin? A-t-on cessé de voir dans le bilinguisme un atout économique? Peut-on éviter cette tendance bipolaire qui consiste à souhaiter maintenir bien vivant le français en même temps que l'on concède à l'anglais le privilège d'amener du beurre sur la table? Bouthillette parlait de dédoublement de la personnalité typique chez les peuples dominés, les Québécois ont-ils l'audace de prétendre qu'ils n'en sont plus là? Il ne s'agit pas toujours de vouloir pour pouvoir.

Bien sûr, le piège se trouve dans l'aisance dans laquelle tout cela se produit, dans « le confort et l'indifférence¹⁶ ». En se coupant des effets historiques qu'offre la mémoire nationale des événements historiques comme la Conquête, les Rébellions ou la Révolution tranquille, les Québécois ne sont-ils pas en train de reconduire ce refus de soi qui traverse leur histoire autant que leur désir de durer? Le pancanadianisme dont on discutait dans les années soixante et soixante-dix, associé à une tendance à la dépersonnalisation, pourrait être tout le contraire d'une affirmation nationale assurée. Ce pourrait bien être un autre signe d'affaissement de la nation.

¹⁶ Denys Arcand, *Le confort et l'indifférence*, Montréal, Office national du film du Canada, 1981, 108 m. 52 s.

Nous prendrons un dernier exemple pour illustrer la permanence de la problématique nationale pour la collectivité québécoise actuelle et l'urgence de s'y intéresser en fonction des enjeux concrets qu'elle cristallise. Au moment d'apporter les dernières touches à cette thèse, la francisation de certaines institutions politiques et économiques tant québécoises que canadiennes se retrouve au cœur d'une polémique. La question de la langue française, non maîtrisée en haut lieu, revient au premier plan de l'actualité alors qu'on pouvait légitimement penser, en vertu de toutes les dispositions acquises avec la loi 101 et la loi sur les langues officielles canadiennes, que ce problème était réglé. On croirait pourtant revivre un épisode de l'histoire du Québec que la Révolution tranquille aurait dû régler, c'est-à-dire cette époque où l'on pouvait évoquer la qualité de la candidature d'un postulant dans un poste public sans égard à l'usage du français.

Cette acceptation passive d'une situation qui, dans les années soixante, justifiait les manifestations est peut-être révélatrice d'un renoncement collectif. La situation ne suscite pas l'indignation que l'on serait en droit de s'attendre d'un peuple s'étant illustré dans l'histoire contemporaine notamment par sa volonté de faire du français la langue d'usage à tous les niveaux. Assiste-t-on à cette abdication dans l'impuissance dont parlait Aquin?

Il serait, sans aucun doute, beaucoup plus reposant de cesser d'exister en tant que culture spécifique ; et de vendre une fois pour toutes notre âme au Canada anglais pour une bourse du Conseil des Arts ou une réserve paisible sous la protection de la gendarmerie royale. Mais cette assumption culturelle n'est sans doute pas possible, étant donné notre nombre et aussi étant donné l'imprévisible vouloir-vivre qui surgit épisodiquement, avec une puissance inégale, en chacun de nous¹⁷.

Mais, Aquin l'a évoqué, l'histoire de l'homme n'est pas déterminée. Cette indétermination demeure source de liberté. Il faut entendre ici cette posture qui appelle un

¹⁷ Aquin, « La fatigue culturelle », p. 92.

peuple à la maîtrise de son devenir. L'histoire du Québec pourrait ne pas être celle de sa lente entrée dans la canadianité et dans l'abolition de la mémoire canadienne-française. Les tergiversations actuelles autour de l'avenir du Québec indiquent toutefois que rien n'est gagné. La Révolution tranquille charriait un optimisme que le Québec semble avoir perdu en l'espace d'une génération. L'enthousiasme des années soixante s'expliquait dans le libre prolongement du parcours historique canadien-français. C'est ce sens de la continuité qui semble aujourd'hui s'évanouir et céder à la fatigue culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

OUTILS ET MÉTHODOLOGIE

Ansart, Pierre. « Nos images politiques sont-elles neuves? ». *Cahiers de Sociologie*, vol. LXXXII (janvier-juin 1987), p. 57-72.

Bardin, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris: Les Presses universitaires de France, 1977, 291 p.

Beauchemin, Jacques (dir. publ.). *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*. Coll. « Diversitas » no 8. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 201, 1136 p.

Beaud, Michel et Daniel Latouche. *L'art de la thèse. Comment préparer une thèse, un mémoire ou tout autre travail universitaire*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1988, 168 p.

Bélanger, Damien-Claude, Sophie Coupal et Michel Ducharme (dir. publ.). *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 281 p.

Berelson, Bernard, Paul Félix Lazarsfeld et Hazel Gaudet. *The people's choice how the voter makes up his mind in a presidential campaign*. New York: Columbia University Press, 1965 (1948), 178 p.

Berelson, Bernard, Paul Félix Lazarsfeld et William N. McPhee. *Voting : a Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*. Chicago: University of Chicago Press, 1968, (1954), 395 p.

Bourdieu, Pierre. « L'assassinat de Maurice Halbwachs ». *Visages de la Résistance*, no 16 (1987), p. 161-168.

Bouthat, Chantal. *Guide de présentation des mémoires et thèses*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec à Montréal, 1993, 110 p.

- Breton, Philippe et Serge Proulx. *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*. Montréal : Les Éditions du Boréal compact, 2006 (2002), 389 p.
- Burke, Peter. *Eyewitnessing. The Uses of Images as Historical Evidence*. New York: Cornell University Press, 2001, 223 p.
- Brunet, Manon et Pierre Lanthier (dir. publ.). *L'inscription sociale de l'intellectuel*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval (Paris, L'Harmattan), 2000, 382 p.
- Couteau-Bégarie, Hervé. *Le phénomène nouvelle histoire. Grandeur et décadence de l'école des Annales*. Paris : Économica, 1989 (1983), 409 p.
- Dieckhoff, Alain. *La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement*. Paris : Flammarion, 2000, 354 p.
- Dosse, François. *L'histoire en miettes: Des « Annales » à la « Nouvelle histoire »*. Paris : Éditions La Découverte, 1987, 268 p.
- Dosse, François. « Les transformations récentes de l'histoire contemporaine en France ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 4 (hiver 1994).
- Dosse, François. *Les paradigmes actuels en sciences sociales*. Montréal : Cahier de recherche présenté par le Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité, Département de sociologie, UQAM, séminaire du 24 février 1995, no 31, 41 p.
- Dosse, François. *La marche des idées. Histoire des intellectuels – histoire intellectuelle*. Coll. « Armillaire ». Paris : Éditions La Découverte, 2003, 354 p.
- Dosse, François. « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », dans Meunier E.-Martin et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*. Montréal : Fides, 2007, p. 33-60.
- Dumont, Fernand. *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*. Montréal : Éditions HMH, 1973, 253 p.
- Ferenczi, Thomas. *Devoir de mémoire, droit à l'oubli?*. Bruxelles : Éditions Complexe, 2002, 13^e Forum Le Monde – Le Mans, 26-28 octobre 2001, 281 p.

- Gagnon, Alain-G., André Lecours et Geneviève Nootens (dir. publ.). *Les nationalismes majoritaires contemporains. Identité, mémoire, pouvoir*. Montréal : Québec/Amérique, 2007, 311 p.
- Gagnon, Nicole et Jean Hamelin. *L'homme historien*. Saint-Hyacinthe : Édisem inc., 1979, 127 p.
- Georgeault, Pierre et Michel Pagé (dir. publ.). *Le français, langue de la diversité québécoise. Une réflexion pluridisciplinaire*. Montréal : Québec/Amérique, 2006, 347p.
- Gourévitch, Jean-Paul. *L'image en politique. De Luther à Internet et de l'affiche au clip*. Paris : Hachette Littératures, 1998, 244 p.
- Granatstein, Jack. *Who Killed Canadian History?*. Toronto : Harper Collins, 1998, 156 p.
- Grondin, Jean. « La laïcité, nouvel espoir des sociétés plurielles? Le cas de l'Italie et du Québec », dans Plamondon, Jean-François et Anne de Vaucher (dir. publ.). *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*. Bologne : Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010, p. 98-108.
- Halbwachs, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Mouton éditeur, 1976 (éd. or. Librairie Félix Alcan 1925; nouvelle édition : Les Presses universitaires de France, 1952), 296 p.
- Halbwachs, Maurice. *La mémoire collective. Édition critique établie par Gérard Namer*. Paris : Albin Michel, 1997 (éd. or. Les Presses universitaires de France, 1950), 295p.
- Jacob, Louis. « Sociologie, phénoménologie, herméneutique. Interprétation et représentation de l'histoire d'après Max Weber et Paul Ricoeur ». *Mémoire de maîtrise en sociologie*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1987, 224 p.
- Jaisson, Marie. « Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945) ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 1, no 1 (1999), p. 163-178.
- Janet, Pierre. *L'évolution de la mémoire et de la notion du temps*. Compte rendu intégral des conférences d'après les notes sténographiques faites au Collège de France en 1928. Chaire de psychologie expérimentale et comparée, Paris : Chahine, 1928, p. 419-624.

- Jauss, Hans Robert. *Pour une esthétique de la réception*. Coll. « Tel ». Paris : Gallimard, 2002 (éd. or. 1990), 333 p.
- Johnston, William M. *Post-modernisme et Bimillénaire*. Coll. « Perspectives critiques ». Paris : Les Presses universitaires de France, 1992, 291 p.
- Joyeux, Marie-Hélène. « Le photomontage politique à travers les couvertures de *Vu* (1928-1936) ». *Les Cahiers du Mnam 84*, (été 2003), p. 49-66.
- Kuhn, Thomas S. *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago: University of Chicago Press, 1962, 171 p.
- Le Goff, Jacques et Pierre Nora (dir. publ.). *Faire de l'histoire (1. Nouveaux problèmes. 310 p.; 2. Nouveaux objets. 334 p.; 3. Nouvelles approches. 376 p.)*, Paris : Gallimard, 1974.
- Le Goff, Jacques et Jacques Revel. *La Nouvelle Histoire*. Paris : Éditions Retz, 1978, 334 p.
- Le Goff, Jacques. *Histoire et mémoire*. Paris : Gallimard, 1988, 409 p.
- Le Goff, Jacques et Nicolas Roussellier. « Préface », dans François Bédarida, (dir. publ.). *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme de Paris, 1995, p. 3-15.
- Lemay, Yvon. « La photographie dans les périodiques québécois au cours des années 1980 : la question de l'art et du politique ». *Recherches sociographiques*, vol. XXXIII, no 2, (1992), p. 239-258.
- Levi, Giovanni. « Le passé lointain sur l'usage politique de l'histoire », dans Hartog, François et Jacques Revel (dir. publ.). *Les usages politiques du passé*. Coll. « Enquête ». Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociale, 2001, p. 25-39.
- Marcel, Jean-Christophe et Laurent Mucchielli. « Un fondement du lien social : la mémoire collective selon Maurice Halbwachs ». *Technologies. Idéologies. Pratiques. Revue d'anthropologie des connaissances*, 1999, 13 (2), p. 63-88.
- Méchoulan, Éric. *Le crépuscule des intellectuels*. Montréal : Nota Bene, 2005, 230 p.

- Méchoulan, Éric. *La culture de la mémoire ou comment se débarrasser du passé?*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, 261 p.
- Mucchielli, Laurent. « Maurice Hambwachs (1877-1945) et les sciences humaines de son temps ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 1, no 1, 1999, p. 141-162.
- Noiriel, Gérard. *Sur la « crise » de l'histoire*. Paris : Belin, 1996, 475 p.
- Nora, Pierre. « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux ». dans *Les lieux de mémoire, tome 1 : La République*. Paris : Éditions Gallimard, 1997 (éd. or. 1984), p. 23-43.
- Nora, Pierre. *Présent, nation, mémoire*. Coll. « Bibliothèque des histoires ». Paris : Éditions Gallimard, 2011, 420 p.
- Novic, Peter. *That noble dream: the "objectivity question" and the American historical profession*. « Coll. Ideas in context ». Cambridge: Cambridge University Press, 1988, 648 p.
- Paquin, Stéphane. *La revanche des petites nations*. Montréal : VLB éditeur, 2001, 224 p.
- Péquigont, Bruno (dir. publ.). *Maurice Halbwachs, le temps, la mémoire et l'émotion*. Coll. « Logiques sociales ». Paris, L'Harmattan, 2007, 211 p.
- Poquelin, Jean-Baptiste dit Molière. *Le bourgeois gentilhomme*. Paris : Librio, 2007, 93 p.
- Pomian, Krzysztof. « De l'histoire, partie de la mémoire, à la mémoire, objet de l'histoire ». *Revue de métaphysique et de morale*, no 1 (mars 1998), p. 63-111.
- Prost, Antoine. *Douze leçons sur l'histoire*. Paris, Éditions du Seuil, 1996, 330 p.
- Rouillard, Jacques (dir. publ.). *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*. Coll. « Histoire ». Montréal : Éditions du Méridien, 1993, 354 p.
- Ricoeur, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Éditions du Seuil, 2000, 675 p.

Rioux, Jean-Pierre. « La mémoire collective », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirenelli (dir. publ.), *Pour une histoire culturelle*. Paris : Le Seuil, 1997, p. 325-353.

Rioux, Jean-Pierre. *La France perd la mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*. Paris : Perrin, 2006, 228 p.

Rousso, Henri. *Écrire l'histoire du temps présent*. Paris : Éditions CNRS-Histoire, 1993, 417 p.

Sauter, Catherine. *Le langage visuel*. Montréal : XYZ éditeur, 2000, 215 p.

Veyne, Paul. *Comment on écrit l'histoire, suivi de Foucault révolutionne l'histoire*. Paris : Éditions du Seuil, 1978, 242 p.

HISTOIRE DU QUÉBEC

Arcand, Denys. *Le confort de l'indifférence*. Montréal : Office national du film du Canada, 1981, 108 m. 52 s.

Armony, Victor. « Recension de Fernand Dumont, *Raisons communes*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1995, 255 p. ». *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 402-406.

Balthazar, Louis. *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal : L'Hexagone, 1986, 217p.

Balthazar, Louis. « Aux sources de la Révolution tranquille : continuité, rupture, nécessité ». dans Michel-Rémi Lafond (dir. publ.). *La Révolution tranquille 30 ans après*. Hull : Éditions de Lorraine, 1992, p. 91-117.

Bariteau, Claude. *18 septembre 2001*. Montréal : Québec/Amérique, 1998, 384 p.

Beauchemin, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel. « L'Église, la tradition et la modernité ». *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 2 (mai-août 1991), p. 175-197.

Beauchemin, Jacques. « Oublier la Révolution tranquille et avec elle... le politique ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (printemps 2000), p. 331-341.

- Beauchemin, Jacques. « La Révolution tranquille : le temps du désenchantement ». dans Bélanger, Yves, Robert Comeau et Céline Métivier (dir. publ.). *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : VLB éditeur, 2000, p. 95-106.
- Beauchemin, Jacques. « Dumont. Historien de l'ambiguïté ». *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 219-238.
- Beauchemin, Jacques. *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal : VLB éditeur, 2002, 210 p.
- Beauchemin, Jacques. « Dire *Nous* au Québec ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.11, no 2 (hiver 2003), p. 151-159.
- Beauchemin, Jacques. *La société des identités Éthique et politique dans le monde contemporain*. Outremont : Athéna éditions, 2004, 184 p.
- Beauchemin, Jacques. « L'idéal postnationaliste et la crise de la mémoire nationale. Le temps révolu des nations? ». dans Meunier, E.-Martin et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*. Montréal : Fides, 2007, p. 251-278.
- Beauchemin, Jacques et Mathieu Bock-Côté (dir. publ.). *La cité identitaire*. Montréal : Athéna, 2007, 304 p.
- Beauchemin, Jacques. « Le pluralisme identitaire et le conflit des mémoires au Québec ». dans Plamondon, Jean-François et Anne de Vaucher (dir. publ.). *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*. Bologne : Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010.
- Beauchemin, Jacques. *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*. Coll. « Diversitas », no 8. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011, 135 p.
- Beaudreau, Sylvie. « Déconstruire le rêve de la nation. Lionel Groulx et la Révolution tranquille ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, no 1 (été 2002), p. 29-61.
- Beaudry, Lucille et Marc Chevrier (dir. publ.). *Une pensée libérale, critique ou conservatrice. Actualité de Hannah Arendt, d'Emmanuel Mounier et de George*

Grant pour le Québec d'aujourd'hui. Coll. « Prisme ». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2007, 220 p.

Bédard, Éric. « Préface », dans Meunier, E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren. *Sortir de la Grande noirceur : L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*. Sillery : Les cahiers du Septentrion, 2002, p. 7-25

Bédard, Éric et Xavier Gélinas. « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec », dans Stéphane Kelly, (dir. publ.). *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2003, p.73-92.

Bédard, Éric. « De la difficulté à penser le conservatisme canadien-français ». *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3, 2005, p. 453-471.

Bédard, Éric et Julien Goyette. *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec*. Coll. « Corpus ». Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, 481 p.

Bédard, Éric. « Récits de fondation et téléologie. Réflexions autour de l'historiographie du réformisme canadien-français ». dans Anne Trépanier (dir. publ.). *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 20-48.

Bédard, Éric. *Les Réformistes. Une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2009, 414 p.

Bédard, Éric. « Recours aux sources. Mes Aïeux et le Québec post-référendaire ». dans Beauchemin, Jacques (dir publ.). *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*. Coll. « Diversitas », no 8. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, , 2011, p. 45-70.

Bédard, Éric. *Recours aux sources*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2011, 280 p.

Bélanger, André-J. *Ruptures et constantes*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1977, 219 p.

Bélanger, Yves et Pierre Fournier. *L'entreprise québécoise : Développement historique et dynamique contemporaine*. Ville de Lasalle : Éditions Hurtubise ltée, 1987, 187 p.

- Bélanger Yves, Robert Comeau et Céline Métivier (dir. publ.). *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : VLB éditeur, 2000, 316 p.
- Bergeron, Gérard. *Le Canada français après deux siècles de patience*. Paris : Éditions du Seuil, 1967, 282 p.
- Bergeron, Léandre. *Pourquoi une révolution au Québec*. Montréal : Éditions québécoises, 1972, 185 p.
- Bienvenue, Louise. *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2003, 291 p.
- Bilodeau, Rosario et al. *Histoire des Canadas*. LaSalle : Hurtubise HMH, 1971, 676 p.
- Black, Conrad. *Duplessis* (tome 1 : *L'ascension*; tome 2 : *Le pouvoir*). Montréal : Éditions de l'homme, 1977, 487 p.
- Bock, Michel. *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*. Coll. « Histoire ». Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 2004, 452 p.
- Bock-Côté, Mathieu. *La dénationalisation tranquille*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2007, 211 p.
- Boily, Frédéric. *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*. Sillery : Septentrion, 2003, 232 p.
- Bouchard, Catherine. *Les nations québécoises dans l'Action nationale : de la décolonisation à la mondialisation*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2002, 146 p.
- Bouchard, Gérard. « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité ». dans Dumont, Fernand. *La société québécoise après 30 ans de changements*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture du Québec, 1990, p. 253-272.
- Bouchard, Gérard et Yvan Lamonde. *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*. Québec : Fides, 1995, 418 p.

- Bouchard, Gérard. « L'histoire sociale au Québec. Réflexions sur quelques paradoxes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 243-270.
- Bouchard, Gérard. « La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation? ». dans Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir. publ.). *À propos de l'histoire nationale*. Sillery : Septentrion, 1998, p. 115-142.
- Bouchard, Gérard et Michel Lacombe. *Dialogue sur les pays neufs*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1999, 224 p.
- Bouchard, Gérard. *La nation québécoise au futur et au passé*. Montréal : VLB éditeur, 1999, 157 p.
- Bouchard, Gérard. *Genèse des nations et culture du nouveau monde, essai d'histoire comparée*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2000, 498 p.
- Bouchard, Gérard. « Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 2 (hiver 2001), p. 144-159.
- Bouchard, Gérard. *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groux*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2003, 313 p.
- Bouchard, Gérard. *Raison et contradiction. Le mythe au secours de la pensée*. Québec : Nota Bena/Cefan, 2003, 129 p.
- Bouchard, Gérard. *La pensée impuissante. Échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2004, 319 p.
- Bouchard, Gérard. « Le Québec a-t-il perdu la mémoire ? ». *Le Devoir*, Montréal, 13 octobre 2005, p. A-7.
- Bouchard, Gérard. « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec ». *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 3, 2005, p. 411-436.
- Bouchard, Gérard. *Le Québec d'aujourd'hui : une culture en renouvellement ou en panne d'utopi?*. Conférence publique à l'Université de Montréal, dans le cadre du programme des « Belles soirées », novembre 2006.

- Bouchard, Gérard. « Le Canada français comme période historique ». Gagné, Gilles (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage.*, Coll. « Société ». Montréal : Éditions Nota Bene, 2006, p. 275-280.
- Bouchard, Gérard et Alain Roy. *La culture québécoise est-elle en crise?*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2007, 218 p.
- Bouchard, Gérard et Charles Taylor. *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles*. Québec, Gouvernement du Québec, 2008, 307 p.
- Bouchard, Gérard. « Laïcité québécoise de l'interculturalisme », Plamondon, Jean-François et Anne de Vaucher (dir. publ.). *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*. Bologne : Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010.
- Bourque, Gilles et Anne Légaré. *Le Québec : la question nationale*. Coll. « Maspero ». Paris : François Maspero Éditeur, , no 223, 1979, 232 p.
- Bourque, Gilles et Jules Duchastel. *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1988, 399 p.
- Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin. *La société libérale duplessiste*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.
- Bourque, Gilles. « Notes à propos des récents ouvrages de Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 3 (printemps 2003), p. 67-72.
- Bouthillette, Jean. *Le Canada français et son double*. Montréal : L'Hexagone, 1972, 97 p.
- Brunelle, Dorval. *La désillusion tranquille*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH ltée, 1978, 235 p.
- Brunet, Michel. *La présence anglaise et les Canadiens*. Montréal : Beauchemin, 1958, 326 p.

- Boily, Frédéric. *Plaidoyer pour une histoire postnationale de l'expérience québécoise*. Chaire de recherche du Canada en histoire et en économie politique du Québec contemporain, en ligne, 2011.
- Cantin, Serge. *Ce pays comme un enfant*. Paris : Éditions de l'Hexagone, 1997, 209 p.
- Cantin, Serge et Marjolaine Deschênes (dir. publ.). *Nos vérités sont-elles pertinentes? L'œuvre de Fernand Dumont en perspective*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009, 367 p.
- Cardinal, Linda, Claude Couture et Claude Denis. « La Révolution tranquille à l'épreuve de la nouvelle historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1, 1999, p. 75-95.
- Carel, Ivan. « Les revues intellectuelles. Entre empêchement et émancipation: 1950-1968 ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, 599 p.
- Cardin, Jean-François et Claude Couture avec la collaboration de Gratien Allaire. *Histoire du Canada. Espace et différences*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1996, 397 p.
- Castonguay, Claude. *Mémoires d'un révolutionnaire tranquille*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, 294 p.
- Charpentier, Louise, René Rocher et Christian Laville. *Nouvelle histoire du Québec et du Canada*. Montréal : CEC, 1990, 463 p.
- Clavette, Suzanne. « Le jalon oublié.... Des catholiques progressistes au temps de Duplessis : le mouvement de la réforme de l'entreprise (1944-1954) ». Thèse de doctorat en sciences humaines appliquées, Montréal, Université de Montréal, 2004, 2 tomes, 740 p.
- Comeau, Robert (dir. publ.). *Économie québécoise*. Montréal : Les cahiers de l'Université du Québec, 1969, 495 p.
- Comeau, Robert. *Les normes de Maurice Séguin, historien du pays québécois vu par ses contemporains suivi de Les normes de Maurice Séguin*. Montréal : VLB éditeur, 1987, 307 p.

- Comeau, Robert. « Éditorial. Où sont donc les historiens québécois? ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, no 4, 1994.
- Comeau, Robert et Gordon Lefebvre. « Éditorial : Mémoire et histoire ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, no 3 (automne 1996), p. 5-8.
- Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir. publ.). *À propos de l'histoire nationale*. Sillery : Septentrion, 1998, 160 p.
- Comeau, Robert et Josianne Lavallée (dir. publ.). *L'historien Maurice Séguin, théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*. Montréal : VLB éditeur, 2006, 185 p.
- Comeau, Robert. « Maurice Séguin et sa critique de l'optique nationaliste-fédéraliste de Lionel Groulx ». Comeau, Robert et Josianne Lavallée (dir. publ.). *L'historien Maurice Séguin, théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*. Montréal : VLB éditeur, 2006, p. 64-71.
- Comeau, Robert, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir. publ.). *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois: Tome 1: 1834-1968*. Montréal : VLB éditeur, 2010, 286 p.
- Corbo, Linda. « Duplessis a maintenant son ouvrage de référence ». *Le Nouvelliste*, 29 octobre 2010.
- Corriveau, Louise. « La Révolution tranquille : changements économiques et idéologiques ». Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 1974, 121 p.
- Courtois, Charles-Philippe. « Cité libre, Duplessis et une vision tronquée du Québec ». Gélinas, Xavier et Lucia Ferretti (dir. publ.). *Duplessis. Son milieu, son époque*. Québec : Septentrion, 2010, p. 52-76
- Couture, Claude. *Le mythe de la modernisation du Québec : Des années 1930 à la Révolution tranquille*. Montréal : Éditions du Méridien, 1991, 152 p.
- Delacroix, Christian, François Dosse et Patrick Garcia. *Les courants historiques en France 19^e et 20^e siècle*. Paris : Armand Colin, 1999, 332 p.

- Delâge, Denys. « Recension de Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995, 104 p. ». *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2 (mai-août 2001), p. 399-402.
- Demers, Frédéric. « La mise en scène de l'imaginaire national et historique du Québec francophone dans la téléserie Les filles de Caleb ». Thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval, 2004, 395 p.
- Denis, Roch. *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*. Coll. « Études et documentation internationales ». Paris : Les Presses socialistes internationales, 1979, 601 p.
- Desbiens, Jean-Paul. *Les insolences du frère Untel*. Montréal : Éditions de l'Homme, 1960, 158 p.
- Dickinson, John A. et Brian Young. *Brève histoire socio-économique du Québec* (Édition revue et augmentée). Sillery : Septentrion, 1995, 452 p.
- Dion, Léon. *La prochaine révolution*. Ottawa : Éditions Leméac, 1973, 358 p.
- Dion, Léon. *Québec 1945-2000 : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Tome II. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.
- Dion, Léon. *La Révolution déroutée 1960-1976*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1998, 324 p.
- Dofny, Jacques et Marcel Rioux. « Les classes sociales au Canada français ». *Revue française de sociologie*, vol. III, no 3 (juillet-septembre 1962), p. 290-300.
- Dubuc, Alfred. « L'influence de l'école des Annales au Québec ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 3 (1979), p. 357-386.
- Dufour, Christian. *La Rupture tranquille*. Montréal : Les Éditions du Boréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1992, 170 p.
- Dumont, Fernand. *Pour la conversion de la pensée chrétienne*. Montréal : Éditions HMH, 1964, 237 p.
- Dumont, Fernand. *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse?*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 234 p.

- Dumont, Fernand. « L'étude systématique de la société globale canadienne-français ». Marcel Rioux et Yves Martin (dir. publ.). *La société canadienne-française*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, p. 389-404.
- Dumont, Fernand. *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*. Montréal : Éditions HMH, 1973, 253 p.
- Dumont, Fernand (dir. publ.). *La société québécoise après 30 ans de changements*. Québec : Institut de québécois de recherche sur la culture, 1990, 358 p.
- Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1996 (éd. or. 1993), 393 p.
- Dumont, Fernand. *L'avenir de la mémoire*. Québec : Nuit blanche éditeur/CEFAN, 1995, 95 p.
- Dumont, Fernand. « Essor et déclin du Canada français ». *Recherches sociographiques*, vol. XXXVIII, no 3, 1997, p. 419-467.
- Dumont, Fernand. *Raisons communes*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1997, 260 p.
- Dumont, Micheline et al. *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècle*. Saint-Laurent : Édition du Club Québec loisirs, 1992, 646 p.
- Dumont, Micheline. « À l'occasion de son 50^e anniversaire (1947-1997). Histoire et société : quel a été le rôle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française? ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 2 (hiver 1998), p. 90-114.
- Durocher, René Durocher et Paul-André Linteau. *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1971, 127 p.
- Durocher, René. « L'histoire partisane : Maurice Duplessis et son temps vus par Robert Rumilly et Conrad Black ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, no 3, 1978, p. 407-426.
- Fecteau, Jean-Marie. « Le retour du refoulé : l'histoire politique et le politique ». *Bulletin d'histoire politique* vol. 2, no 3 (hiver 1994).

- Fecteau, Jean-Marie. « Éditorial : Notre histoire politique ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no 1 (automne 1998), p. 6-9.
- Fecteau, Jean-Marie, « Entre la quête de la nation et les découvertes de la science. L'historiographie québécoise vue par Ronald Rudin ». *Canadian Historical Review*, vol. 80, no 3 (1999), p. 440-463.
- Ferretti, Lucia. « La révolution tranquille ». *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, no 10, décembre 1999, p. 59-91.
- Ferretti, Lucia. *Brève histoire de l'église catholique au Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1999, 203 p.
- Fortin, Andrée. *Passage de la modernité, les intellectuels québécois et leurs revues*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.
- Fortin, Gérald. « Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole ». *Recherches sociographiques*, vol. II, no 2, avril-juin 1961, p. 151-170.
- Fournier, Marcel. *L'entrée dans la modernité*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 1986, 239 p.
- Fraser, Mathew. *Québec Inc. Les Québécois prennent d'assaut le monde des affaires*. Montréal : Éditions de l'homme, 1987, 305 p.
- Gagné, Gilles (dir. publ.). *Main basse sur l'éducation*. Québec : Éditions Nota Bene, 1999, 294 p.
- Gagné, Gilles (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*. Coll. « Société ». Québec : Éditions Nota Bene, 2006, 321 p.
- Gagnon, Alain-G. et Mary Beth Montcalm. *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*. Coll. « Études québécoises ». Montréal : VLB éditeur, 1992, 333 p.
- Gagnon, Alain-G. et Michel Sarra-Bournet. *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*. Montréal : Québec/Amérique, 1997, 397 p.
- Gagnon, Lysiane. « Les conclusions du Rapport B.B. De Durham à Laurendeau-Dunton : variation sur le thème de la dualité canadienne ». Comeau, Robert (dir. publ.). *Économie québécoise*. Montréal : Les Cahiers de l'Université du Québec, 1969, p. 233-254.

- Gagnon, Serge. « Pour une conscience historique de la révolution québécoise ». *Cité Libre*, vol. 16, 1966, p. 4-19.
- Gagnon, Serge. « La nature et le rôle de l'historiographie : postulat pour une sociologie de la connaissance historique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 4 (mars 1973), p. 479-531.
- Gagnon, Serge. *Le Québec et ses historiens. De 1840 à 1920. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*. Coll. « Les Cahiers d'histoire de l'Université Laval ». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1978, 474 p.
- Gagnon, Serge. *Le Québec et ses historiens. La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1978, 474 p.
- Gagnon, Serge. *Le passé composé: De Ouellet à Rudin*. Coll. « Études québécoises ». Montréal : VLB Éditeur, 1999, 190 p.
- Gauvreau, Michael. *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*. Montréal : Fides, 2008, 457 p.
- Gélinas, Xavier. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Lévis : Les Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.
- Gélinas, Xavier. « Duplessis et ses historiens, d'hier à demain ». Gélinas, Xavier et Lucia Ferretti (dir. publ.). *Duplessis. Son milieu, son époque*. Québec : Septentrion, 2010, p. 19-35.
- Gérin-Lajoie, Paul. *Combats d'un révolutionnaire tranquille*. Montréal : Centre éducatif et culturel, 1989, 378 p.
- Gervais, Paul. « Les diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec ». Mémoire de maîtrise en sciences politiques, Montréal, Université de Montréal, 1970, 154 p.
- Gilbert, Anne. « À propos du concept d'Amérique française ». *Recherches sociographiques*, vol. XXXIX, no 1, 1998, p. 517-548.
- Gilbert, Anne, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p.
- Gingras, Yves. *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS 1923-1993*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1994, 268 p.

- Gingras, Yves. « La fabrication de l'histoire ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (hiver-printemps 2000), p. 318-330.
- Godin, Pierre. *Daniel Johnson (tome 2) : la difficile recherche de l'égalité (1964-1968)*. Montréal : Éditions de l'Homme, 1980, 403 p.
- Gould, Jean. « Le genèse catholique d'une modernisation bureaucratique », Kelly, Stéphane (dir. publ.). *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Coll. « Prisme ». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 146-174.
- Gravel, Louis. « L'autodétermination ou les acquis de la Révolution tranquille », Lafond, Michel-Rémi (dir. publ.), *La Révolution tranquille 30 ans après, qu'en reste-t-il?*. Coll. « Zone Franche ». Hull : Éditions de Lorraine, 1992, p. 158-172.
- Groulx, Patrice. *Pièges de la mémoire. Dollard des Ormeaux, les Amérindiens et nous*. Hull : Éditions Vents d'Ouest inc., 1998, 436 p.
- Groulx, Lionel. *Chemins de l'avenir*. Montréal : Éditions Fides, 1964, 161 p.
- Guindon, Hubert. *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 1990, 233 p.
- Hardy, René. *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1999, 284 p.
- Harvey, Fernand et Paul-André Linteau. « L'évolution de l'historiographie dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. 1947-1972. Aperçus quantitatifs ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 2 (septembre 1972), p. 163-183.
- Harvey, Fernand et Paul-André Linteau. « Les étranges lunettes de Ronald Rudin ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 3 (hiver 1998), p. 419-424.
- Harvey, Julien. « Les sources de la Révolution tranquille », Lafond, Michel-Rémi. *La Révolution tranquille 30 ans après, qu'en reste-t-il?*. Coll. « Zone Franche ». Hull : Éditions de Lorraine, 1992, p. 79-90.

- Harvey, Pierre. « Le Canada français comme programme de la bourgeoisie ». Gilles Gagné (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, Coll. « Société ». Québec. Éditions Nota Bene, 2006, p. 43-56.
- Hébert, Karine. *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895-1960*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 2008, 290 p.
- Hotte, Mike. « La représentation sociographique du Québec comme société globale : 1950-2000 ». Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2002, 135 p.
- Jacques, Daniel. *La fatigue politique du Québec français*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2008, 160 p.
- Johnson, Micheline. *L'histoire apprivoisée*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1979, 213 p.
- Kelly, Stéphane (dir. publ.). *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Coll. « Prisme ». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.
- Lamarre, Jean. *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*. Sillery : Septentrion, 1993, 561 p.
- Lamonde, Yvan et Esther Trépanier (dir. publ.). *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. Ville St-Laurent : IQRC, 1986, 319 p.
- Lamonde, Yvan (dir. publ.). *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*. Montréal : Fides, 1995, 285 p.
- Lamonde, Yvan, et Claude Corbo (dir. publ.). *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1999, 576 p.
- Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec 1760-1896*. Montréal : Fides, 2000, 572 p.
- Lamonde, Yvan. *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire*. Montréal. Éditions Nota Bene, 2001, 265 p.
- Lamonde, Yvan. *Trajectoires de l'histoire du Québec*. Montréal : Fides, 2001, 43 p.

- Lamonde, Yvan. *L'heure de vérité. La laïcité québécoise à l'épreuve de l'histoire*. Montréal : Delbusso éditeur, 2010, 221 p.
- Lamonde, Yvan. *La modernité au Québec. La Crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*. Montréal : Fides, 2011, 334 p.
- Lamoureux, Diane. *Du tricoté serré au métissé serré*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008, 345 p.
- Lapalme, Georges-Émile. *Pour une politique : le programme de la Révolution tranquille*. Coll. « Études québécoises ». Montréal : VLB éditeur, 1988, 348 p.
- Latouche, Daniel. « La vraie nature de la Révolution tranquille ». *Revue canadienne de science politique*, vol. VII, no 3(sept. 1974), p. 525-535.
- Laporte, Gilles et Luc Lefebvre. *Fondements historiques du Québec*. Montréal : Les Éditions de la Chenelière, 1995, 321 p.
- Laurin-Frenette, Nicole. *Production de l'État et formes de la nation*. Montréal : Les éditions Nouvelle optique, 1978, 176 p.
- Laurin, Nicole. « Recension de Fernand Dumont, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse*. Montréal : Hurtubise HMH, 1971, 234 p. »,
- Lavallée, Josianne. « Recension de Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille : une réécriture de l'histoire au service d'une idéologie* ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, no 1 (printemps 2000), p. 7-9.
- Lavoie, Elzéar. « La constitution d'une modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950) », Lamonde, Yvan et Esther Trépanier (dir. publ.). *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Ville St-Laurent, IQRC, 1986, p. 189-230.
- Lefebvre, Solange. « Commission Bouchard-Taylor. Genèse d'une réflexion sur la laïcité ». Plamondon, Jean-François et Anne de Vaucher (dir. publ.). *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*. Bologne : Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010.
- Lemieux, Raymond. « Le catholicisme québécois : une question de culture ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, no 2 (octobre 1990), p. 145-164.

- Leroux, Robert. « Les deux mémoires : divergences d'intentions entre historiens et sociologues ». Meunier E.-Martin et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*. Montréal : Fides, 2007, p. 77-94
- Lesage, Marc et Francine Tardif (dir. publ.). *30 ans de Révolution tranquille. Entre le Je et le Nous. Itinéraires et mouvements*. Montréal : Bellarmin, 1989, 223 p.
- Létourneau, Jocelyn. « La saga du Québec moderne en images ». *Genèses* vol. 4, (mai 1991), p. 44-71.
- Létourneau, Jocelyn. « La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle ». *Recherches sociographiques*, vol. XXXVI, no 4 (1995), p. 9-45.
- Létourneau, Jocelyn, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2000, 194 p.
- Létourneau, Jocelyn. «Y a-t-il une "nation québécoise"? Est-il impératif qu'elle adienne?». *Argument : Politique, société et histoire*, vol. 5, no 1 (automne 2002/hiver 2003), p. 99-119.
- Létourneau, Jocelyn. *Le Québec, les Québécois*. Montréal : Fides, 2004, 125 p.
- Létourneau, Jocelyn. *Le Québec entre son passé et ses passages*. Montréal, Fides, 2010, 250 p.
- Lévesque, Andrée. *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1984, 186 p.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. *Histoire du Québec contemporain. De la confédération à la crise*, Montréal : Les Éditions du Boréal, 1979, 658 p.
- Linteau, Paul-André. « La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur ». *Liberté*, vol 25, no 3 (147, juin 1983), p. 34-47.

- Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*. Montréal, 1986, Les Éditions du Boréal, 834 p.
- Linteau, Paul-André. « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille ». Bélanger, Yves, Robert Comeau et Céline Métivier (dir. publ.). *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : VLB éditeur, 2000, p. 21-41.
- Lisée, Jean-François. *Nous*. Montréal : VLB éditeur, 2008, 108 p.
- Louder, Dean et Éric Waddell. *Du continent perdu à l'archipel retrouvé*. Sainte-Foy : Les Presses de l'université Laval, 1983, 292 p.
- Maclure, Jocelyn. *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*. Coll. « Débats ». Montréal : Québec/Amérique, 2000, 219 p.
- Marshall, Dominique. *Aux origines de l'État-providence*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.
- Mataigne, Bernard. « Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970 ». Mémoire de maîtrise en arts (science politique), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1979, 133 p.
- Mathieu, Geneviève. *Qui est Québécois*. Montréal : VLB éditeur, 2001, 140 p.
- McRoberts, Kenneth et Dale Postgate. *Développement et modernisation du Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1983 (v. o. *Québec : Social Change and Political Crisis*, Mc Clelland and Stewart Limited, Toronto, 1983), 350 p.
- McRoberts, Kenneth. *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1999, 483 p.
- Meunier, E.-Martin et Jean-Philippe Warren. « De la question sociale à la question nationale : la revue *Cité libre* ». *Recherches sociographiques*, vol. 39, nos 2-3, 1998, p. 291-316.
- Meunier, E.-Martin et Jean-Philippe Warren. *Sortir de la Grande noirceur : L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*. Sillery : Les cahiers du Septentrion, 2002, 207 p.

- Meunier, E.-Martin. *Le pari personnaliste : Modernité et catholicisme au XX^e siècle*. Montréal : Fides, 2007, 369 p.
- Meunier E.-Martin et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*. Montréal : Fides, 2007, 388 p.
- Meunier, E.-Martin. « Effritement de la religion culturelle et transformation du modèle québécois de laïcité ». Plamondon, Jean-François et Anne de Vaucher (dir. publ.). *Les enjeux du pluralisme. L'actualité du modèle québécois*. Bologne : Centro interuniversitario di studi quebecchesi, 2010,
- Migué, Jean-Luc. *Étatisme et déclin du Québec*. Montréal : Les Éditions Varia, 1998, 246 p.
- Monière, Denis. *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal : Québec/Amérique, 1977, 381 p.
- Nelles, Henri Vivian. *L'histoire spectacle. Le cas du tricentenaire de Québec*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2003 (éd.or. anglaise, 1999), 428 p.
- Ostiguy, Hélène. « Une analyse des rapports entre l'économique et le politique au moment de la Révolution tranquille ». Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université de Montréal, 1974, 80 p.
- Ouellet, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*. Montréal : Fides, 1966, 639 p.
- Ouellet, Fernand. « La recherche historique au Canada français ». Louis Baudoin (dir. publ.). *La recherche au Canada français*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 87-98
- Ouellet, Fernand. « La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire? ». Axworthy, Thomas S. et Pierre Elliott Trudeau. *Les années Trudeau*. Montréal : Éditions du Jour, 1990, p. 23-51.
- Paquin, Stéphane. *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*. Montréal : VLB éditeur, 1999, 171 p.
- Paquet, Gilles. *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*. Montréal : Liber, 1999, 159 p.

- Paquet, Gilles. « Prendre au sérieux la commensalité. Réponse à quelques commentaires sur *Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité* ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (printemps 2000), p. 362-377.
- Paquet, Gilles. « Le Canada français dans sa culture ». Gagné, Gilles (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*. Coll. « Société ». Québec : Éditions Nota Bene, 2006, p. 115-128.
- Parent, Sébastien. « Ronald Rudin et l'historiographie dite "révisionniste" ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no 1 (automne 2000), p. 169-183.
- Pelletier, Gérard. *Les années d'impatience 1950-1960*. Montréal : Stanké, 1983, 320 p.
- Pelletier, Gérard. *Le temps des choix 1960-1965*. Montréal : Stanké, 1986, 384 p.
- Pelletier, Jacques. « Faut-il liquider la Révolution tranquille ? ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (printemps 2000), p. 347-361.
- Pelletier, Réjean. « La Révolution tranquille ». Daigle, Gérard et Guy Rocher (dir. publ.). *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 609- 624.
- Petitclerc, Martin. « Notre maître le passé? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historiographique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, no 1 (été 2009), p. 83-113.
- Pineault, Éric. « Commentaire du livre *Oublier la Révolution tranquille* par Gilles Paquet ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, nos 2-3 (hiver-printemps 2000), p. 331-341.
- Pratte, André. « Le tribun ». *La Presse*, 17 juin 2003.
- Régimbald Patrice. « La disciplinarisation de l'histoire au Canada français, 1920-1950 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2 (automne 1997), p. 163-200.
- Régimbald, Patrice. « Recensions: Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto University Press, 1997, 294 p. ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 3 (printemps 1998), p. 147-155.

- Renaud, Gilbert. *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise de sa dépendance à sa quotidienneté*. Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1984, 278 p.
- Ricard, François. *La génération lyrique: essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1992, 282 p.
- Rioux, Christian. *Voyage à l'intérieur des petites nations*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1999, 186 p.
- Rioux, Marcel. « Notes sur le développement socio-culturel du Canada français ». *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, 4, 1959, p. 144-159, cité dans Rioux, Marcel et Yves Martin (dir. publ.). *La société canadienne-française*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, p. 173-188.
- Rioux, Marcel, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, 247 p.
- Roberge, Daniel, « Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et les sociologues (1960-1990) », Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1999, 199 p.
- Robert, Jean-Claude. *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*. Paris : Flammarion, 1975, 323 p.
- Rocher, Guy et Fernand Dumont. « Introduction à une sociologie du Canada français ». *Recherches et débats*, Centre catholique des intellectuels français, cahier no 34 (mars 1961), p. 13-38. Numéro intitulé *Le Canada français aujourd'hui et demain*. Paris : Librairie Arthème Fayard, p. 13-38.
- Rocher, Guy. *Le Québec en mutation*. Montréal : les Éditions Hurtubise HMH, 1973, 345 p.
- Rouillard, Jacques. « La Révolution tranquille, rupture ou tournant? ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, no 4 (hiver 1998), p. 23-51 (p. 31 et 42 de la version en ligne : <http://classiques.uqac.ca/>).
- Rouillard, Jacques. « À propos de *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde* de Gérard Bouchard. Réplique à Éric Bédard ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 1 (automne 2002), p. 144-150.

- Rouillard, Jacques. « La mythique Révolution tranquille ». *Le Devoir*, Montréal, 28 septembre 2010.
- Rousseau, Louis. « Construire l'objet religieux pour le regard actuel », Kelly, Stéphane (dir. publ.). *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Coll « Prisme ». Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 53-66
- Rousseau, Louis. « Le Canada français comme programme de l'Église », Gagné, Gilles (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*, Coll. « Société ». Québec : Éditions Nota Bene, 2006, p. 17-28.
- Roy, Fernande. « Nègres blancs d'Amérique? ». *Liberté*, vol. 50, no 3 (no 285, 2008), p 34-52.
- Roy, Jean-Louis. *La marche des Québécois. Le Temps des ruptures (1945-1960)*. Montréal : Leméac, 1976, 383 p.
- Roy, Marcel et Dominic Roy. *Je me souviens*. Montréal : ERPI, 1995, 534 p.
- Roy, Martin. « L'actualisation du catholicisme québécois : la revue « *Maintenant* » (1962-1974). Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2007, 242 p.
- Roy, Martin. « Penser la sortie de la chrétienté au Québec : la contribution de la revue catholique d'opinion *Maintenant* (1962-1974) ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, no 3 (hiver 2009), p. 171-194.
- Roy, Paul-Émile. *Il faut achever la Révolution tranquille* (préface de Jean-Marc Léger, postface de Louis Bernard). St-Zénon : Louise Courteau éditrice, 2005, 104 p.
- Rudin, Ronald. *Banking en français : The French Banks of Quebec, 1835-1925*. Toronto, University of Toronto Press, 1985, 188 p.
- Rudin, Ronald. « La quête d'une société normale : critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no 2 (hiver 1995), p. 9-42.

- Rudin, Ronald. *Faire de l'histoire au Québec* (Traduction par Pierre R. Desrosiers de *Making History in Twentieth-Century Quebec*. Toronto : Presses de l'Université de Toronto, 1997). Sillery : Septentrion, 1998, 278 p. 278 p.
- Rudin, Ronald. « Les lunettes différentes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 3 (hiver 1998), p. 425-430.
- Salée, Daniel. « L'analyse socio-politique de la société québécoise : bilan et perspectives ». Boismenu, Gérard, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée (dir. publ.). *Espace régional et nation*. Ville Saint-Laurent : Les Éditions du Boréal Express, 1983, p. 15-50.
- Sarra-Bournet, Michel. *Le pays de tous les Québécois. Diversité culturelle et souveraineté*. Montréal : VLB éditeur, 1998, 249 p.
- Schwimmer, Éric en collaboration avec Michel Chartier. *Le Syndrome des Plaines d'Abraham*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 1995, 210 p.
- Séguin, Maurice. « La conquête et la vie économique des Canadiens ». *L'Action nationale*, vol. 28, no 4 (décembre 1946), p. 308-326.
- Séguin, Maurice. *La nation canadienne et l'agriculture (1760-1850)*. Montréal : Les Éditions du Boréal Express, 1968, 274 p.
- Séguin, Maurice. *Histoire de deux nationalismes au Canada*. Montréal : Guérin, 1997, 452 p.
- Simard, Jean-Jacques. *La longue marche des technocrates*. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 198 p.
- Socqué, Sébastien. « Historiographie de l'ambiguïté et ambiguïté de la refondation : la querelle de l'ambiguïté dans le Québec contemporain ». Trépanier, Anne (dir. publ.). *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 49-82.
- Sloan, Thomas. *Quebec, the not-so-quiet revolution*. Scarborough: McGraw-Hill Ryerson Limited, (Ryerson Press), 1965. Traduction de Michel van Schendel, *Une révolution tranquille?*. Montréal : Éditions HMH ltée, 1966, 159 p.
- Thériault, Joseph Yvon. *Critique de l'Américanité. Mémoire et démocratie au Québec*. Montréal : Québec/Amérique, 2002, 373 p.

- Thériault, Joseph Yvon. « La mise à distance comme cautionnement d'une mémoire honteuse sur le Canada français ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 2 (hiver 2003), p. 160-166.
- Thériault, Joseph Yvon. « Le Canada français comme réalité vivante », Gagné, Gilles (dir. publ.). *Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage*. Coll. « Société ». Québec : Éditions Nota Bene, 2006, p. 257-266.
- Thériault, Joseph Yvon. « Le Canada français comme trace », Meunier E.-Martin et Joseph Yvon Thériault (dir. publ.). *Les impasses de la mémoire. Histoire, filiation, nation et religion*. Montréal : Fides, 2007, p. 213-228.
- Thibault, Marianne. « Les représentations des Patriotes dans l'art québécois : le cas d'Henri Julien ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no 1 (automne 2003), p. 28-42.
- Thomson, Dale Cairns. *Jean Lesage et la Révolution tranquille*. Saint-Laurent : Éditions du Trécarré, 1984, 615 p.
- Trépanier, Anne (dir. publ.). *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 116-137.
- Trépanier, Pierre. « Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no 1 (printemps 1999), p. 106-118.
- Trudeau, Pierre Elliot (dir. publ.). *La grève de l'amiante*. Montréal : Éditions du Jour, 1970 (éd. or. 1956), 430 p.
- Trudel, Marcel. *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec (tome 5)*. Coll. « Histoire Cahiers du Québec ». Montréal : Hurtubise, 2010, 149 p.
- Turgeon, Luc. « La grande absente. La société civile au cœur des changements de la Révolution tranquille ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises* vol. 2, no 1, 1999, p. 35-56.
- Vaillancourt, Yves. *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.

- Venne, Michel (dir. publ.). *Penser la nation québécoise*. Montréal : Québec/Amérique, 2000, 308 p.
- Vigneault, Luc. « *Fernand Dumont, Le sort de la culture* ». *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2, 2001, p. 392-397.
- Warren, Jean-Philippe. *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*. Montréal : Les Éditions du Boréal, 2002, 447 p.
- Warren, Jean-Philippe. « Fonder l'autorité sur la liberté : un paradoxe de la pensée personnaliste d'après-guerre », Trépanier, Anne (dir. publ.). *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 116-137.
- Wien, Thomas, Céline Vidal et Yves Frenette. *De Québec à l'Amérique française : histoire et mémoire*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2007, 403 p.